

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12139 6 F DIMANCHE 5-LUNDI 6 FÉVRIER 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

La mission Challenger a connu un échec

Les marches dans l'espace de deux astronautes américains ne sont pas compromises par le lancement raté du satellite Westar-6

Le lancement du satellite de télécommunications Westar-6, que l'équipage de la navette spatiale américaine Challenger devait effectuer dans la soirée du vendredi 4 février, a échoué. Peu après son largage depuis la soute de Challenger, les stations en contact avec lui. Plusieurs heures après cet événement, le porte-parole de la Western Union, propriétaire du satellite, déclarait qu'elle « considérait Westar-6 comme perdu ».

Tout avait pourtant bien commencé pour la navette, qui avait quitté son pas de tir, comme prévu, à 14 heures (heure française) et avait largué le satellite

américain huit heures plus tard, alors qu'elle se trouvait à quelque 300 kilomètres d'altitude au-dessus du sud de l'océan Pacifique. Challenger s'était alors écartée de 12,8 kilomètres pour éviter tout accident lors de la mise à feu de la fusée du satellite, qui devait intervenir quarante-cinq minutes plus tard. Cette opération devait permettre de placer Westar-6 sur une orbite elliptique provisoire de 300 kilomètres de périapsis et de 35 680 kilomètres d'apogée. Il semble qu'elle n'ait pu avoir lieu.

Westar-6, qui devait relayer simultanément 57 600 télécommunications, a coûté près de 75 millions de dollars (soit 600 millions de francs environ) à la Western Union. Pour son lancement, la NASA avait réclamé une dizaine de millions de dollars. La firme américaine n'aura cependant pas tout perdu : elle avait souscrit une police d'assurance de 100 millions de dollars pour ce tir. Ce satellite aura finalement connu bien des déboires, puisqu'il devait initialement être mis en orbite par la fusée européenne Ariane. Mais les retards dus à la mise au point du troisième étage du lanceur avait amené les responsables de la Western Union à s'adresser à la NASA.

Ce n'est pas la première fois que l'agence spatiale américaine connaît des problèmes dans la mise en orbite de satellites. Lors d'un vol de Challenger, en avril dernier, le satellite de télécommunications spatiales TDRS (Tracking and Data Relay Satellite), destiné à assurer une partie des liaisons entre la navette et le sol, lui avait donné quelques soucis en raison du mauvais fonctionnement du moteur IUS (Inertial Upper Stage) chargé de le mettre sur son orbite de transfert.

ÉLISABETH GORDON.

(Lire la suite page 17 et l'article de J.-F. AUGÉREAU page III du « Monde » aujourd'hui.)

Dérapages politiques

Après avoir consacré la légimité de la gauche portée au pouvoir, par ses succès, à assurer qu'elle ne perdrait pas la route jusqu'aux élections législatives prévues par le Constitutionnel, refusé d'admettre qu'elle puisse avoir quelque compétence économique, il restait à l'opposition un champ de manœuvre : l'image du président de la République, donc son passé, donc sa vie privée. Certains de ses représentants s'y sont engagés.

On a dit M. Mitterrand malade, et gravement, afin sans doute d'écarter le sentiment — qu'il s'agit de répondre — de la fragilité du pouvoir de gauche. Cela n'a pas marché longtemps. Il s'agit aujourd'hui de jeter le doute sur sa force de caractère, sa rigueur de comportement, afin d'atteindre sa capacité de conduire les affaires de l'Etat.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, appelé à la « vengeance », le 10 janvier dernier, au plus fort de l'affaire des « avions renifleurs ». Considérant cette affaire comme une « opération scandaleuse de calomnies », il invitait ses amis à riposter sur le même terrain avec « tous les moyens » dont elle dispose. M. Léotard citait pêle-mêle « l'assassinat d'un sous-préfet en Corse et le voyage de M. François-Chi avec une mallette pleine de dollars », les « dépenses somptueuses du sommet de Versailles »

et le « mystérieux attentat de l'Observatoire » (1). Manquait la dernière pierre : M. Jacques Toubon (RPR) et Alain Madelin (UDF) ont comblé cette lacune.

En mettant en cause le passé de résistante de M. Mitterrand, ces deux députés — M. François d'Aubert (UDF), lui aussi sanctionné, n'a parlé que de l'après-guerre — ne s'intéressaient guère à la réalité des faits. Le général de Gaulle, député de Paris, appartenait au groupe RPR, compagnon de la Libération, peut suspect de complaisance envers la gauche, a rendu justice au chef de l'Etat :

« François Mitterrand est l'un des nôtres », a-t-il dit. Cela, sur le fond, suffit.

Mais ce qui compte, c'est la forme. Déjà, M. François d'Aubert fait état de réactions venues de sa circonscription. « Ce n'est pas clair, cette histoire Mitterrand », lui dit-on. L'effet est donc produit. Cela, pour ceux que seule la forme intéresse, suffit.

Ce n'est pas la première fois que M. Mitterrand subit pareilles attaques, à propos de cette période de sa vie. Il sait d'expérience que, malgré ce qu'on peut dire, le soupçon s'installe contre

les faits. Ainsi, le 8 mai 1981, avait-il raconté sa guerre, comme pour lui-même, devant des auditeurs limités, à Nantes et à Mulhouse, trois jours après qu'elle eut été mise en cause par le général de Boissieu, alors grand chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur. La réponse n'avait pas, ou fort peu, d'utilité électorale : la campagne, à quelques heures près, était terminée.

Pour se convaincre que, cette fois encore, il ne s'agit pas d'un épisode malheureux de la vie parlementaire, il suffit de collectionner les indices d'une opération de plus grande envergure.

Huit jours avant que M. d'Aubert ne brandisse devant l'Assemblée nationale un exemplaire de *Votre beauté*, que, selon lui, M. Mitterrand « dirigeait » juste après la guerre (le *Monde* du 4 février), un dossier sur ce sujet avait été adressé à un autre député, au moins de l'opposition, lequel, « ne mangeant pas de ce pain là », n'en a pas fait état. Le lendemain de l'intervention de M. d'Aubert, l'hebdomadaire *Minute* développait le sujet.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) Dans la nuit du 15 au 16 octobre 1959, M. Mitterrand a été l'objet d'un attentat près des jardins de l'Observatoire à Paris, attentat dont ses adversaires disent qu'il l'avait inspiré.

(Lire la suite page 16.)



Georges MAUCO

VÉCU - 1899-1982

Préface de Françoise DOLTO

L'action d'un psychanalyste dans l'ombre du pouvoir à Matignon de Léon Blum (1937) à de Gaulle (1969)

« Grâce à l'action de G. Maucou, la psychologie, la psychiatrie, la pédagogie et même la pédiatrie ont été profondément marquées en France. » (F. Dolto)

Édition LANORE

1, rue Palatine, 75006 PARIS.

75 F

AU JOUR LE JOUR

Voisinage

Les voisins-victimes se révoltent contre les voisins-bourreaux.

On annonce la création d'une « Association de défense des victimes de troubles de voisinage ». Ses promoteurs — gens discrets — en ont assez des cris, des disputes, des assiettes brisées, des téléviseurs qui hurlent, des chahuts nocturnes.

Chacun, dans ce pays, ayant des voisins et des raisons de s'en plaindre, nous devrions tous nous retrouver dans cette association. A commencer par les malheureux habitants du quartier le plus bruyant de l'Hexagone, où le vacarme des querelles de chiffonniers est devenu insupportable : celui du Palais-Bourbon.

BRUNO FRAPPAT.

A Beyrouth, rien de nouveau

Les « affrontements de routine » ont diminué d'intensité mais peuvent reprendre à tout moment. L'armée a reconquis ses positions sur les milices chiites en démontrant à nouveau qu'elle était fiable

De notre correspondant

Beyrouth. — La situation était « relativement calme » samedi 4 février à Beyrouth, après des heures très dures de jeudi après-midi à la fin de la soirée du lendemain, durant lesquelles l'armée libanaise a repris trois positions perdues dans la banlieue sud. L'armée a annoncé la fin de ses opérations, précisant qu'elle s'en tenait, pour sa part, au cessez-le-feu, mais riposterait à toute attaque.

Samedi matin, après une nuit entrecoupée « seulement » de tirs

à l'arme légère, le long de la « ligne de front », les combats ont repris à l'aube et, tout en restant limités, ont continué, de nouveau au canon, durant la matinée. On signale, de plus, un attentat contre le Bain militaire, en plein Beyrouth-Ouest. Deux attentats contre le contingent français, sur le Ring, également en pleine ville, ont fait un blessé léger. Alors que la veille, on avait l'impression d'aborder une nouvelle phase de chaos, on préfère désormais retenu que l'armée a contenu l'attaque dont elle a été la cible. Le risque de débordements en d'autres

points de la banlieue sud ou à Beyrouth-Ouest semble écarté, du moins dans l'immédiat. La ville retrouve ses « troubles de routine ».

En même temps qu'elle démontrait pour la quatrième fois depuis août 1983 sa capacité à s'acquiescer techniquement de sa mission, l'armée libanaise s'est trouvée confrontée aux limites que lui imposent de facto les conflits interlibanais et les structures communautaires du pays.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Avec ce numéro
notre nouveau
supplément illustré

LE MONDE
AUJOURD'HUI

ÉTATS-UNIS

Les dossiers chauds
du candidat Reagan

(Pages 4-5)

VATICAN

Filière d'évasions
pour nazis ?

(Page 6)

FAITS DIVERS

Les trois mortes d'Epinal

(Page 18)

et

Les Pays-Bas
à l'épreuve de l'austérité

Un supplément de sept pages (7 à 13)

Tanger outre-Manche

Six ports francs — avec suppression
de droits de douane et de certaines taxes —
vont être créés en Grande-Bretagne

De notre correspondant

Londres. — Innovation tout à fait conforme aux principes du libéralisme économique défendus avec détermination par le gouver-

nement de M^{me} Thatcher : six ports francs vont être créés au Royaume-Uni, trois auprès de ports maritimes (Cardiff, Liverpool et Southampton) et trois autres dans des aéroports (Belfast, Birmingham et Prestwick, —

ce dernier est situé à une quarantaine de kilomètres au sud de Glasgow). Dans ces zones protégées, produits et marchandises pourront être importés sans droits de douane et avec exemption de certaines taxes, à condition qu'ils soient ensuite réexportés.

Pour justifier cette décision, prévue de longue date, mais annoncée le 2 février, le gouvernement britannique souligne qu'il s'agit ainsi de favoriser une relance des activités commerciales et industrielles dans des localités et des régions particulièrement affectées par le chômage. Ce motif avait déjà été invoqué pour expliquer le projet controversé de l'implantation en Grande-Bretagne de la firme automobile japonaise, Nissan (le *Monde* du 3 février).

La raison paraît en ce moment d'autant plus judicieuse que les Britanniques viennent de connaître une déception avec la révélation d'une soudaine et forte augmentation du nombre des sans-emploi en janvier, si bien que le gouvernement n'a pas enregistré moins de quarante-cinq candidatures pour la création de ports francs et a été obligé de se livrer à une sélection délicate.

En présentant cette expérience — qui pourra être remise en cause après une période de cinq ans si les résultats ne sont pas satisfaisants — le porte-parole du gouvernement a déclaré qu'elle devait signifier « davantage d'emploi, de commerce et d'investissement ».

La principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique, a clairement exprimé ses doutes, en faisant savoir qu'« il ne fallait pas nourrir des espoirs exclusifs » et en ajoutant que, en cas de réussite « il serait déplorable » de voir des emplois et des entreprises se créer au détriment de ceux déjà existants. Pour sa part, le porte-parole du Parti travailliste a affirmé que cette opération n'était qu'un « maquillage » destiné à dissimuler la crise économique dans certaines régions.

FRANCIS CORNU.

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 6 février. — Pays-Bas : visite officielle du président Mitterrand.
Bruxelles : conseil des ministres de l'agriculture de la CEE.
Tchécoslovaquie : manœuvres du pacte de Varsovie.
Inde : visite du maréchal Oustinov, ministre soviétique de la défense.

Mercredi 8 février. — Athènes : conférence sur la dénucléarisation de l'Europe.
Luxembourg, Bonn, Londres : visite du vice-président américain, M. George Bush.
Inde : grève générale au Pendjab.

Vendredi 10 février. — Vienne : réunion de l'OPEP.

Samedi 11 février. — Berne : congrès extraordinaire du Parti socialiste suisse.
Koweït : procès des inculpés pour attentats anti-américains et anti-iraniens.

SPORTS

Mardi 7 février. — Jeux olympiques d'hiver à Sarajevo (jusqu'au 19 février).

Jeu 9 février. — Cyclisme : fin des Six Jours de Berne.

Samedi 11 février. — Athlétisme : cross de l'Equipe au Tremblay (jusqu'au 12 février).

LES TARIFS DU MONDE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 400 F CFA ; Danemark, 8,10 Kr. ; Espagne, 190 pes. ; E.-U., 110 c. ; S.-U., 50 p. ; Grèce, 70 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 36 L. ; Norvège, 0,080 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 460 F CFA ; Suisse, 2,00 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs ; Yougoslavie, 100 din.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 695772 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 665 F 859 F 1 080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 665 F 979 F 1 246 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : les abonnés qui changent d'adresse doivent adresser leur demande aux abonnés au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation de régler tous les annes par chèque ou par mandat.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Lissac, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)
Imprimé en France
S. n. des Ind. et Com. Paris-IX
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

IL Y A CINQ ANS, LE RETOUR DE KHOMEINY

La folle joie de l'Iran, prélude à la terreur...

Roissy. Mercredi 31 janvier 1979. 22 heures. « Doroud bar Khomeiny ». (« Vive Khomeiny ») ! Le slogan gronde comme un roulement de tambour dans les couloirs de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Le personnel n'a jamais vu un spectacle aussi insolite : quelque trois cents Iraniens arborant, dans une atmosphère survolée, le portrait de Ruhollah Khomeiny, reproduction géante de la couverture d'un hebdomadaire français qui a titré : « L'homme qui fait trembler l'Occident ». Toute l'ambiguïté de la révolution iranienne — qui n'est pas encore « islamique » — réside dans ce microcosme : mollahs en kaftan noir et turban, membres du Front national de Mossadegh, adeptes du penseur Ali Chariati, militants du Toudéh (communistes), partisans des mouvements de guérilla, gauchistes marxistes-léninistes... Tous sont venus saluer le chef religieux qui regagne Téhéran après seize ans d'exil. Chaque groupe scande son slogan avant de clamer d'une seule voix : « Doroud bar Khomeiny ! », « Allah Akbar » (« Dieu est le plus grand »).

Il est près de minuit quand l'ayatollah arrive, au milieu d'un déploiement de policiers dignes d'un chef d'Etat, venant du modeste pavillon de Neauphle-le-Château qu'il habitait depuis octobre. Visage impénétrable, barbe blanche, sourcils noirs, regard froid, il est accompagné de sa femme, son fils et son gendre — ses deux proches conseillers —, ses petits-enfants et une cinquantaine de fidèles qui l'ont suivi dans ses tribulations de Turquie à Nêjef, ville sainte chiite du sud de l'Irak. Il remercie « le peuple français » avant de gagner le salon des premières du Jumbo d'Air France où il dormira et d'où il fera partir les hôtes. Elles se replient dans la cabine touristique, où la vente hors-taxes d'alcools et de cigarettes a été interdite par les religieux.

« Guide, sois le bienvenu ! »

Quelque cent cinquante journalistes embarquent avec l'ayatollah : beaucoup moins que n'en peut contenir l'appareil. Cette précaution doit permettre au pilote de l'appareil allégué de disposer de suffisamment d'essence pour revenir à l'aéroport où est interdit à Téhéran, Mohamed Reza chah a quitté l'Iran le mardi 16 janvier en emportant une poignée de terre comme s'il pressentait qu'il ne reviendrait plus et, depuis lors, son dernier premier ministre, M. Chapour Bakhtiar, s'est opposé au retour de l'imam. Le 24, l'armée a occupé l'aéroport de Téhéran-Mehrabad et suspendu le trafic. Finalement, sous la pression populaire, M. Bakhtiar infélicité sa position, mais nul ne peut exclure un sursaut des militaires et, dans l'avion, tout le monde est un peu crispé.

Une heure avant l'atterrissage, l'imam, en babouche, regagne son fauteuil après avoir fait sa prière. Quelques journalistes sont autorisés à lui parler. Penché vers le hublot, il regarde défilier le paysage d'un air méditatif. Le lui demande ce qu'il éprouve au moment de fouler sa terre natale. Il me reconnaît (je l'avais déjà rencontré deux fois), hésite, puis répond : « Rien ». C'est tout ce qu'il dira.

Téhéran. Jeudi 1^{er} février. 8 h 30. L'avion se pose sur un aéroport désert. Des véhicules militaires ont pris position. L'ayatollah Taleghani, chef religieux de Téhéran, monte à bord et redescend avec l'imam. Ils gagnent le salon d'honneur plein à craquer où ils sont accueillis par une immense et interminable ovation. L'imam remercie « toutes les classes de la nation, les déshérités, les bazaris, les universitaires, les ouvriers et les paysans qui ont fait preuve d'un extraordinaire courage dans la lutte ».

Puis, de cette voix nasillarde et monocorde qu'on reconnaît entre toutes depuis que des millions de cassettes l'ont diffusée clandestinement dans le pays, il rappelle son programme : « Nous avons renversé le chah mais ce n'est qu'une première étape. Nous avons encore un long chemin devant nous... Les Pahlavi ont tout détruit... Nous sommes devant une page blanche. Nous voulons détruire le système existant et établir un autre régime avec un autre contenu et d'autres formes. Je demande à tout le peuple musulman de conserver son unité... C'est là le secret de notre succès ».

Commence alors la première des douze folles journées qui verront la chute de la monarchie vieille de deux mille cinq cents ans, l'effondrement de la cinquième armée du monde et l'échec cinglant de l'Amérique qui, depuis 1951, a fait de l'Iran le « gendarme du Golfe ». De l'aéroport au centre de la capitale et, de là, à Behechte Zahra (30 kilomètres), rebaptisé « Cité des martyrs », c'est la marée humaine. Trois ? Quatre ? Cinq millions ? Tout le monde veut voir l'imam, le saluer, le remercier, le toucher. Les quarante mille membres du service d'ordre islamique, souvent débordés, ont du mal à protéger sa voiture. Seule l'invocation « Allah Akbar » ramène momentanément le calme, y compris chez les fedayins marxistes-léninistes, qui arborent des drapeaux rouges frappés d'une fourche et d'une faucille.

La foule chante « République islamique oui, monarchie non ! », « Yankee go home ! ». « Guide, Guide, bienvenu dans ta maison », « Avec ta venue commence la République islamique ». Sous un soleil printanier, les Iraniens, à pied, à vélo, à moto, en voiture, gagnent le cinetitheâtre. A 14 h 20, un hélicoptère militaire dépose l'imam au milieu du plus vaste rassemblement de l'histoire. Il prend place sur une chaise installée sur une estrade, entouré de dignitaires assis en tailleur. Deux enfants modulent les versets du Coran.

Une fois encore, en termes simples et efficaces, ce diable de saint homme fait le procès de la monarchie. Il martèle un thème cher aux chiites : « Le martyre est au cœur de l'histoire », et précise son plan à court terme. « Ce peuple arde et répète qu'il ne veut pas des Pahlavi et de leur régime illégal. Ce gouvernement et ce Parlement aussi sont illégaux. Je ferai passer tous ces gens devant les tribunaux que je formerai... J'appelle les militaires à rejoindre les rangs du peuple ».

Animal politique, il sait qu'un putsch militaire est possible, que la parole n'est pas gagnée. Ce révolutionnaire passiste imprégné de la pensée du premier siècle de l'Hégire (septième siècle) se fait rassurant : « Nous ne sommes pas contre la télévision, le cinéma, la modernisation, mais nous sommes contre l'impérialisme. Nous ne sommes pas contre la liberté des femmes, mais contre la prostitution. Nous ne sommes pas contre la coopération avec l'étranger, mais nous voulons être maîtres chez nous... Je désignerai un gouvernement, puis le peuple élira une Assemblée constituante ».

« Le peuple m'a choisi »

Après avoir gagné, le Savonarole de l'Islam se retire, le 1^{er} mars, dans la ville sainte de Qom, et là son ton se durcit : « Nous allons détruire les vestiges de l'Occident qui nous a ruinés, pour construire le pays de Mahomet. Nous ne dirons pas République islamique démocratique, parce que démocratique est un mot occidental. Nous dirons simplement République islamique ». Mais, déjà, l'état se resserrera sur les médias, la « pilule » ne sera plus mise en vente et le port du tchador sera fortement recommandé en attendant de devenir obligatoire après le référendum qui, le 31 mars, transforme l'Iran en une République islamique.

Lundi 5 février. Contrastant avec la solennité ampoulée du régime impérial, la salle de cinéma de l'école Alavi, près du Majlis (Parlement), où s'est installé Khomeiny, au cœur de Téhéran, sert de décor à l'installation du premier ministre islamique que l'imam oppose au premier ministre impérial, M. Bakhtiar se réclame de la Constitution de 1906 ? En bien, l'imam — qui la trouve trop « occidentale » et ne lui accorde guère de crédit — explique que son initiative ne la contredit pas, puisqu'elle stipule que « le peuple est la source du pouvoir ». « Or, dit-il, par ses

manifestations et le nombre de ses martyrs, le peuple m'a choisi comme chef et la religion m'autorise à agir comme je le fais. » Un mollah lit alors le décret, en forme de « firman » impérial, nommant M. Mehdi Bazargan chef d'un gouvernement provisoire. Mince, sec, chauve, visage buriné et sévère, barbe blanche, cet ingénieur septuagénaire formé en France est un musulman moderne. Ancien du Front national de Mossadegh, il est, de surcroît, un ami de M. Bakhtiar depuis plus d'un quart de siècle. Le choix de ce réformiste est alors le meilleur possible : il va calmer les alarmes de l'Occident et endormir la méfiance des nationalistes, des laïcistes de l'Université et de tous les démocrates qui gravitent autour de l'Association iranienne pour la défense des libertés et des droits de l'homme créée par M. Bazargan et quelques amis. En revanche, ce choix inquiète les radicaux, les Moudjahidin Khaliq (musulmans) et les Fedayin Khaliq (marxistes-léninistes).



condition que son nom ne soit pas compromis. Le 11 décembre, ce fut « le cortège du défi ». La foule, qui avait sagement défilé la veille pendant huit heures jusqu'à l'Arc de triomphe de Chahyad (à 13 kilomètres du centre), était encore plus nombreuse et, dans cette foule, avait scandé « Marg bar chah » (« A mort ! »).

A Arbat (quarante jours après l'Achoura), à la mi-janvier, après le départ du chah, ce fut le « cortège de la première victoire », et pour le retour de Khomeiny, le « cortège du lyrisme ». Ce jeudi, c'est le « cortège de la révolution » : les slogans sont plus durs, plus politiques, et des manifestants, en plus grand nombre, portent le linceul ou un ruban blanc autour de la tête pour signifier qu'ils sont prêts à mourir en martyrs. Le climat est insurrectionnel.

Samedi 10 février. La veille, à 22 h 30, les Djavidan (immortels) de la garde impériale donnent, sans le savoir, le signal du soulèvement. Ils descendent dans sept camions de la caserne de Soltanabad pour « corriger » les Homafars (techniciens de l'armée de l'air) coupables de regarder à la télévision le film sur le retour de Khomeiny. La fusillade, intense, se poursuit jusqu'à l'aube. Des Homafars sans armes bravent les fusils-mitrailleurs qui les déciment et parviennent en criant « Allah Akbar » jusqu'aux Djavidan qu'ils étranglent de leurs mains. Une clameur envahit la ville : les habitants du quartier ne cessent de psalmodier « Allah Akbar » alors que la fusillade reprend.

Les Fedayin Khaliq ont rassemblé vers 9 heures 10 000 personnes à l'université pour un défilé politique. Soudain des messages surgissent en criant : « C'est le massacre ! L'armée tire ! ». La foule se répand dans la rue. Les militants aguerries des mouvements de guérilla seront le

— Mais êtes-vous sûr de disposer encore de six semaines, pour ne pas dire de six jours ?
Et le premier ministre de s'étonner :
« Pourquoi ? C'est à ce point ? »

Jeu 8 février. A l'appel de l'imam, le peuple descend une nouvelle fois dans la rue au cri de « Marg bar Bakhtiar » (« A mort Bakhtiar »). Depuis le « vendredi noir » (8 septembre 1978) où l'armée a tiré sur la foule et le « dimanche rouge » (5 novembre) qui ouvre le cycle des émeutes de Téhéran, ce sera la dernière des gigantesques processions qui ont été, chacune dans son style, un jalon décisif dans la révolte d'un peuple aux mains nues.

L'insurrection

A Tassoua, la veille du grand duel chiite de l'Achoura commémorant le martyre de l'imam Hussein, le 10 décembre, ce fut le cortège de la protestation « autorisée in extremis » par le chah à

fer de lance de l'insurrection. Celle-ci prend de court Khomeiny qui avait interdit le recours aux armes, l'heure du Djihad (guerre sainte), n'ayant pas encore sonné. Les autres occupent les postes stratégiques. La capitale se hérise de barricades. La radio annonce la proclamation de la loi martiale et du couvre-feu à 16 h 30. La radio « pirate » des religieux s'empresse de dénoncer ces mesures « illégales et illégitimes ».

16 h 30. Le soleil brille. La ville en fièvre défie le couvre-feu. Comme obéissant à un mot d'ordre, rues, places et avenues se couvrent de braves : les pègres qui brûlent en dégageant une fumée dense et noire — à la fois écran protecteur et signe de ralliement — font leur apparition. Pas un quartier n'échappe à l'émeute. Dans la nuit des commissariats de police sont attaqués, pillés, incendiés.

Dimanche 11. Vers 5 heures quelque 50 000 personnes cernent la manufacture d'armes, près de la place Jaleh où se produisit le massacre du « vendredi noir ». Les assiégés savent que, même s'ils tiennent, ils n'empêcheront pas la foule de donner l'assaut et de massacrer à leur tour. Le parlement et obéissent en échange de la vie sauve. C'est alors la curée : rejoints en hâte par des mollahs en kaftan, mitrailleuses bandoulières, les militants des mouvements de guérilla emportent les armes pour les mettre à l'abri mais en utilisent quelques-unes pour attaquer d'autres cibles. Des messages à mobylette font la liaison et lancent des mots d'ordre qu'on se passe de bouche à oreille : « A la radio ! », « A la police militaire ! », « Ces bâtiments administratifs, palais impériaux tombent les uns après les autres ».

Lundi 12. Dans son premier bulletin, la radio donne lecture d'un communiqué des Fedayin Khaliq annonçant qu'ils contrôleront l'aéroport. La dernière journée des « trois glorieuses » est consacrée à réduire les ultimes poches de résistance des partisans du chah. Une course de vitesse commence aussitôt entre les religieux et les autres mouvements politiques. Mais les premiers ont l'habitude d'investir immédiatement les centres du pouvoir : police, SAVAK, médias, justice.

L'épuration

En moins de vingt jours, le climat se détériore considérablement. Khomeiny annonce que le « criminel Bakhtiar » s'est enfui à l'étranger. L'épuration de l'armée commence. Militaires et hommes politiques sont jugés sommairement et exécutés aussitôt sur le toit de la chambre où dort Khomeiny, de crainte qu'en parlant ils ne compromettent les religieux qui ont collaboré avec l'ancien régime. Des comités révolutionnaires fleurissent sous l'impulsion de mollahs connus comme « conservateurs » mais subitement animés d'un activisme inquiétant. Des jeunes surpris à boire sont fustigés, les caves des grands hôtels saignées et des homosexuels fusillés. Les minorités ethniques et religieuses prennent peur. Les intellectuels s'inquiètent.

Un écrivain nous confie alors : « Nous ne nous sommes pas débarrassés d'une monarchie pour la troquer contre une mollahchie ! ». Ce jeu de mots fait fortune mais cette peccadille, s'ajoutant à d'autres, vaut à son auteur d'être jeté en prison ; il n'en est sorti que récemment. Un pouvoir occulte se met en place. Les religieux s'empareront patiemment du pouvoir en éliminant systématiquement tous leurs rivaux politiques, à commencer par les plus faibles. M. Nasser Fardaman, un des intellectuels les plus lucides, pressent cette issue et prophétise dès ce moment : « Le Monde du 2 mars 1979 » : « Si l'on continue dans la voie actuelle, le pays ira vers une population fasciste ».

PAUL BALTA.

À voir notamment : *La terre à bouillir*, de Gilles Anguill, Hachette, Paris, 1979.
L'Iran brûlé, de P. Balta et C. Rulieu, éd. Sindbad, Paris, 1979.
Iran : la révolution au nom de Dieu, de C. Brière et P. Blanchard, Seuil, Paris, 1979.
La Chute du chah, de Farouk Hoveyda, Seuil, Paris, 1980.
Khomeiny et sa révolution, de Mohamed Hoveyda, éd. Jeune Afrique, Paris, 1983.

سكزامن الأمل

Étranger

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND AUX PAYS-BAS

Le chef de l'Etat prononcera un grand discours « européen » mais n'entend pas négliger les relations bilatérales

M. François Mitterrand est attendu, lundi matin 6 février, à Amsterdam, pour une visite officielle de deux jours aux Pays-Bas. Il sera accompagné de cinq ministres : MM. Cheysson (relations extérieures), Fabius (industrie et recherche), Dumas (affaires européennes), Lang (culture) et M. Cresson (commerce extérieur).

Ce voyage doit notamment lui permettre d'avoir une série d'entretiens avec M. Lubbers, premier ministre chrétien-démocrate, M. Jop den Uyl, chef de file de l'opposition socialiste, avec des personnalités des lettres et des arts, ainsi qu'avec le roi des Pays-Bas. Le président de la République s'adressera, en outre, aux parlementaires néerlandais, mardi après-midi, à La Haye ; il prononcera à cette occasion un discours sur les questions européennes, avant de tenir une conférence de presse commune avec M. Lubbers.

La dimension européenne du voyage présidentiel aux Pays-Bas risque d'éclipser ses aspects proprement bilatéraux. On le regretterait du côté néerlandais, où l'on attendait la visite de M. Mitterrand, la première qu'un chef d'Etat français rendrait officiellement à ce pays, par ailleurs, par excellence, une des nations de la « vieille Europe » dont le chef de l'Etat admire le passé politique et la richesse culturelle, et il ne manquera pas de le rappeler dans différentes circonstances à Amsterdam et à La Haye.

Cela dit, c'est surtout le discours qu'il prononcera mardi devant les parlementaires réunis au Binnenhof qui devrait retenir l'attention. Des résumés contradictoires ont couru ces derniers jours sur la nature exacte de cette allocution « européenne », certains — notamment à la suite d'une audition de M. Roland Dumas par la commission des affaires étrangères du Sénat — ayant estimé que le chef de l'Etat pourrait, à cette occasion, lancer une « proclamation » détaillant les propositions de la présidence française du conseil européen pour sortir de l'impasse créée par l'échec du sommet de Bruxelles.

Il est vrai que, politiquement, les relations bilatérales courent un risque sensible depuis que le contentieux sur la pollution du Rhin a été réglé, ou à peu près. Le gouvernement français a enfin soumis à la ratification du Parlement la convention signée en 1976. Celle-ci prévoit notamment que la saumure massive déversée par les mines de potasse d'Alsace dans le fleuve (qui traverse les Pays-Bas à son embouchure) sera désormais injectée dans le sous-sol. Cette affaire pesait de poids de longues années sur les rapports Paris-La Haye, les Néerlandais s'étant toujours refusés à la considérer comme un simple dossier technique, relevant de l'activité du ministère de l'environnement davantage que de celle des diplomates.

La France souhaiterait, après avoir fait ce geste de détente (qui ne va pas sans risques électoraux pour la majorité en Alsace...), pousser un peu son avantage, et obtenir un réajustement des échanges commerciaux avec les Pays-Bas. Ces échanges sont en effet, pour l'instant, lourdement déficitaires, puisque ce découvert est le quatrième du commerce extérieur français, et même le troisième à l'intérieur de l'OCDE.

Le taux de couverture des importations en provenance des Pays-Bas par les exportations était encore de 81 % en 1979 ; il est tombé à 69 % l'an dernier. Actuellement, le déficit total dépasse les 14,5 milliards de francs.

Mais dans d'autres domaines des échanges culturels, la situation est moins encourageante. L'enseignement du français, longtemps première langue étrangère obligatoire aux Pays-Bas, a sensiblement régressé ces dernières années (du moins en pourcentage) au profit — explicable il est vrai — de l'allemand et de l'anglais. Là aussi, la France espère que sa bienveillance sera payée de retour...

Il n'est jusqu'à un domaine de la sécurité européenne où M. Mitterrand ne souhaite faire un geste en direction des Pays-Bas. Encore qu'on ne puisse s'empêcher de se demander si le geste en question ne risque pas d'embarrasser les Néerlandais davantage que de les combler d'aise. Le chef de l'Etat s'appuie en effet à proposer à ses interlocuteurs de La Haye d'organiser des consultations plus ou moins régulières entre les deux pays sur les questions militaires, ainsi éventuellement que des échanges d'information, voire de technologie, dans le domaine de l'armement, à l'image de ce qui se pratique avec la Grande-Bretagne et la RFA. Mais le gouvernement de M. Lubbers a déjà fort à faire pour convaincre son opinion publique de la nécessité d'implanter sur le sol néerlandais les quarante-huit Euro-missiles prévus par la « double décision » de l'OTAN pour compenser le surarmement nucléaire soviétique. Il peut donc hésiter avant d'accepter le principe de telles consultations avec une France dont la fermeté atlantique et la politique militaire ne sont pas toujours très bien comprises aux Pays-Bas.

BERNARD BRIGOLEUX.
(Voir pages 7 à 13
notre supplément.)

UNION SOVIÉTIQUE

Satisfaction à Moscou après la visite de M. Arkhipov en France

De notre correspondant

Moscou. — M. Ivan Arkhipov, premier vice-président du conseil soviétique, est rentré à Moscou vendredi 3 février, après une visite de cinq jours en France. La relance des relations franco-soviétiques — fort actives du temps de M. Giscard d'Estaing, mais singulièrement relâchées depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mitterrand — est confirmée par la façon dont Tass a rendu compte de ce voyage.

Les allées et venues de M. Arkhipov à Paris et en province ont été abondamment suivies par l'agence soviétique. Tass a annoncé la signature, vendredi, à Paris, par MM. Maury et Arkhipov, du protocole portant sur la coopération économique, industrielle et technique entre la France et l'URSS pour la période 1985-1990. Ce texte précise l'accord signé à Moscou en 1979 par M. Giscard d'Estaing, qui régit pour la présente décennie l'ensemble de la coopération économique entre les deux pays. Le protocole prévoit notamment un développement à court terme des échanges commerciaux destinés à rééquilibrer quelque peu la balance des échanges commerciaux très nettement déficitaire au début de la France. Les objectifs fixés sont les suivants : les achats soviétiques de produits sidérurgiques français passeront de 1,5 milliard de francs en 1983 à 4 milliards cette année, mais le chiffre n'est pas cité.

Le protocole, les règles de la CEE interdisant à la France de conclure directement des accords commerciaux avec les pays tiers, l'URSS accroît dans les divers domaines les commandes de produits chimiques. Dans le domaine agro-alimentaire enfin, les livraisons françaises augmenteraient de 15 % cette année, notamment celles de sucre, qui atteindraient environ 600 000 tonnes.

En ce qui concerne les biens d'équipement, l'accent est mis à Moscou sur les possibilités offertes par l'industrie pétrochimique. Un groupe de soixante-dix hommes d'affaires français, dont le séjour en URSS a coïncidé avec la visite de M. Arkhipov en France, en a eu confirmation. Les contrats envisagés portent également sur du matériel ferroviaire et naval, la fabrication de tuyaux en fonte et la construction d'une usine de postes de télévision en couleur.

Une discussion « franche »

L'agence Tass qualifie de « constructive » l'atmosphère de l'entretien entre MM. Maury et Arkhipov, qui a porté essentiellement sur les questions économiques, et de « franche » la discussion entre le responsable soviétique et M. Mitterrand, au cours de laquelle a été évoquée « la situation actuelle sur le continent européen et dans le monde », ce qui est l'indice d'un désaccord. La raison — essentiellement le soutien apporté par la France au déploiement des missiles américains en Europe — n'en est pas précisée. La Pravda avait regretté à l'occasion de l'arrivée de M. Arkhipov à Paris que « la France et l'URSS, qui dans les années 60 avaient été les pionniers de la détente », n'ont pas, ces derniers temps, mené un dialogue fructueux également dans le domaine politique.

DOMINOUS DHOMBRES.

[Ce n'est pas la première fois que les Soviétiques s'engagent à rééquilibrer les échanges ; ils l'avaient déjà fait dans l'accord signé en 1979. Il est vrai qu'à cette époque le commerce franco-soviétique était déséquilibré, à leur détriment. Quant aux 10 milliards de francs qui devaient être signés cette année, il s'agit pour le plus part de prêts dans la décennie traînée depuis longtemps. L'URSS ne donnera la préférence aux sociétés françaises que si leurs propositions sont compétitives. L'accord financier passé à l'automne dernier permet à la France d'attribuer des crédits financiers libellés en francs au taux de 7,5 %. Ne bénéficiant pas — forcément — d'une aide de gouvernement français, ces crédits ne rentrent pas dans le cadre de « comens » de l'OCDE prévoyant un taux de crédits maximum de 12,40 % pour les contrats à moyen terme passés avec l'URSS.

Cependant, la réduction des contrats en monnaie américaine entraîne une augmentation des prix d'importation de 15 %, que Paris souhaiterait voir supportée à parts égales par les entreprises françaises, les entreprises d'achat soviétiques et le Trésor. L'URSS se montre réticente, et l'ambassadeur française n'a pas encore mis au point les modalités pratiques de son aide.]

EN VISITE EN HONGRIE

M^{me} Thatcher estime « alarmante » l'incertitude sur la santé de M. Andropov

M^{me} Margaret Thatcher a profité de sa visite officielle à Budapest, qui s'est achevée samedi 4 février, pour lancer à l'URSS un appel à reprendre les négociations de Genève sur le désarmement.

C'est une « nécessité urgente », a déclaré le premier ministre britannique au cours d'un dîner offert en son honneur au Parlement hongrois : « Ce n'est pas le moment d'appliquer une politique de la chaise vide à Genève. » Dans sa réponse, le chef du gouvernement hongrois, M. Gyorgy Lazar, a rejeté sur l'Ouest la responsabilité de « l'aggravation de la tension internationale » et justifié l'installation des premières fusées Pershing en Europe. Il a cependant ajouté que « l'augmentation du potentiel militaire ne contribuait pas à augmenter la sécurité ».

M^{me} Thatcher, qui a rencontré pendant deux heures le premier se-

crétaire du P.C. hongrois, M. Janos Kadar, a déclaré dans une interview à la BBC que sa visite en Hongrie — son premier séjour officiel dans un pays du bloc soviétique — marquait « la première étape d'un assez long voyage ».

Elle confirmait ainsi que la Grande-Bretagne envisageait d'améliorer ses relations avec les pays socialistes. En même temps, elle a estimé que « l'incertitude » qui entourait l'état de santé de M. Andropov à Moscou était « dangereuse ». « Il est plutôt alarmant qu'on ne sache pas grand-chose sur M. Andropov, sur sa santé, etc. »

« Il faut rétablir le contact », a-t-elle ajouté : c'est ce qui se passe à Stockholm (dans le cadre de la Conférence sur la sécurité en Europe), « mais il faut aussi parler entre chefs de gouvernement ». (UPI, AP, AFP.)

RFA

Les patrons manifestent : « Les trente-cinq heures créent du travail... à l'étranger »

Correspondance

Bonn. — En Allemagne aussi, les patrons se mettent à descendre dans la rue. Du rarement vu de ce côté du Rhin. Ce n'est pas, il est vrai, comme chez leurs voisins, pour protester contre le gouvernement. Au contraire, il s'agit pour eux d'occuper le terrain face aux syndicats qui commencent à se mobiliser en vue de leur grande campagne en faveur de la semaine de trente-cinq heures. A l'appel de l'Union des jeunes patrons, mille quatre cents chefs d'entreprise ont défilé, vendredi 3 février, dans les rues de Düsseldorf, banderoles en tête, pour défendre la compétitivité.

Sur les trottoirs, deux mille contre-manifestants du syndicat de la métallurgie (IG Metall) étaient venus donner la réplique. « Les trente-cinq heures créent

du travail », proclamaient les ouvriers. « A l'étranger », répondait le chœur des patrons.

La bataille sur les trente-cinq heures s'annonce chaude. En avant-première, le Bundestag, la deuxième Chambre du Parlement, a voté, vendredi, en faveur du contre-projet gouvernemental, qui propose de raccourcir la durée du travail, mais en instituant une préretraite à cinquante-neuf ans pour les volontaires. Les représentants des Länder, à majorité de droite, ont cependant légèrement modifié le projet du gouvernement pour le rendre plus attractif. Ils ont ainsi proposé d'augmenter de 65 % à 70 % du dernier salaire le montant de la préretraite. Ce qui, selon le ministre du travail, M. Norbert Blum, coûterait à l'Etat quelque 350 millions de marks (1,1 milliard de francs) supplémentaires.

H. de B.

Dunod

SOYEZ LES PREMIERS A SAVOIR

COMMENT gérer efficacement son supérieur hiérarchique

COMMENT sortir des petits conflits dans le travail

COMMENT gérer intelligemment ses subordonnés

DES OUVRAGES A LIRE AVANT EUX

Étranger

DE LONDRES A TOKYO

Splendeur « monarchique » et frugalité « impériale »

De notre correspondant

Tokyo. — Les hasards du calendrier budgétaire dans ces démocraties insulaires — ici « monarchique » et là « impériale » — que sont la Grande-Bretagne et le Japon permettent en ce début d'année une comparaison du train de vie des souverains et tout ressortit de façon inversement proportionnelle aux performances économiques des deux nations, d'une part, la frugalité des héniers de l'Empire du Soleil Levant et, d'autre part, la relative munificence de ceux de l'ancien royaume d'Albion.

Que l'on ne s'y trompe pas : si, en 1984, les « indemnités » de l'empereur Hiro-Hito doivent, sur proposition du gouvernement, augmenter de 16 %, elles sont loin d'approcher, globalement, celles que le Parlement britannique entend octroyer à la reine Elizabeth II en l'augmentant de 4 %.

D'abord, la famille impériale n'a pas été augmentée depuis quatre ans. Cela mérite d'être souligné, même si l'inflation est ici très faible et même si le patronat prêche la « croissance salariale zéro ».

Tout compris, les indemnités de l'empereur, de l'impératrice, du prince héritier et de son épouse s'élèveront à un petit million de dollars par an (850 millions de francs). Dans l'une des villes les plus chères du monde, il faut avec cela se nourrir, s'habiller et payer les salaires de vingt-cinq personnes employées à titre privé par la famille impériale. Modeste et exemplaire « vie de château ».

Modeste, car il n'est question ici ni de décorum ni des uniformes, carrosses, écuries, chasses à courre, yachts et vacances aux Bahamas que pratiquent couramment les « gens de Buckingham ». L'empereur apparaît rarement en public. Octogenaire discret et actif, il passe le

plus clair de son temps dans son laboratoire de biologie marine et honore de sa présence, deux ou trois fois l'an, des concours de beaux-arts et de belles-lettres traditionnels. Toute la famille impériale est au diapason de cette discrétion qui confine à l'effacement (1).

Exemplaire, car si celui qui reste pour beaucoup le dieu vivant prêche la frugalité laborieuse, rejette l'ostentation et l'apparat au profit de la simplicité et du dépouillement, comment ses humbles sujets n'en feraient-ils pas autant — pour le plus grand profit du « modèle » japonais ?

Par comparaison, la liste civile de la famille royale britannique devrait s'élever globalement en 1984 à plus de 7 millions de dollars — sept fois plus que celle de la famille impériale japonaise — et le seul « salaire » de la reine à environ 5,5 millions. Malgré les « sacrifices » qu'imposent à Londres aussi les difficultés économiques depuis quelques années, il n'est pas douteux que l'on vit là-bas, à cheval et en Rolls-Royce, sur un bien plus grand pied — si l'on peut dire — et que la conception du train de vie, des relations publiques, des loisirs privés et des frais de représentation sont tout autres.

Ainsi la famille impériale conserve-t-elle une sobriété un peu monacale, tandis que la famille royale britannique parvient à maintenir la grandeur de son style et la splendeur de ses équipages. Décidemment, le Japon ne sait pas vivre au-dessus de ses moyens.

R.-P. PARINGAUX.

Inde

Grève sans incident en Assam pour la visite de M^{me} Gandhi

La situation est redevenue « complètement normale » en Assam, a affirmé, vendredi 3 février, M^{me} Gandhi, qui effectuait une visite de deux jours dans cet Etat du nord-est de l'Inde, théâtre il y a tout juste un an d'émeutes communautaires au cours desquelles plusieurs milliers de personnes avaient trouvé la mort. Un impressionnant dispositif policier avait été mis en place à l'occasion de la visite du premier ministre. Le mouvement contre l'immigration en Assam de ressortissants du Bangladesh et du Népal avait lancé un mot d'ordre de grève générale. Cependant aucun incident n'a été signalé par l'agence indienne Press Trust of India.

M^{me} Gandhi s'est adressée à une foule clairsemée, durant la cérémonie

de pose de la première pierre de la future capitale de l'Assam, à Chandrapur, à vingt-cinq kilomètres de l'actuelle capitale Gauhati. Le premier ministre a déclaré : « La démocratie ne se construit pas par la violence ». Pour apaiser les nationalistes assamais qui réclament l'expulsion des immigrants, et dissuader de nouvelles immigrations le gouvernement fédéral a annoncé la construction d'une clôture métallique le long de la frontière du Bangladesh et des Etats du nord-est de l'Inde. — (AFP, UPI, AP.)

A travers le monde

Gambie

• ETAT D'URGENCE RECONSTITUÉ POUR UN AN. — Le Parlement gambien a reconstruit, jeudi 2 février, pour un an, l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis la tentative de coup d'Etat, en juillet 1981, contre le président Dawda Jawara. Certains des putschistes passent actuellement en jugement. — (Reuters.)

Suriname

• NOUVEAU GOUVERNEMENT. — Un gouvernement provisoire du Suriname a été nommé le vendredi 3 février à Paramaribo. Ce cabinet, dirigé par M. Wim Udenhout, également ministre des affaires étrangères, compte six membres. Quatre ont été nommés par l'armée, au pouvoir depuis février 1980, et deux par les syndicats. Ceux-ci avaient mis fin, le 24 janvier, à une grève de plus d'un mois, qui avait sérieusement menacé l'homme fort du régime, le lieutenant-colonel Desi Bouterse. La nouvelle équipe devrait céder la place, dans moins de six mois, à un gouvernement fondé sur des « structures démocratiques durables ». Un référendum doit avoir lieu sur le texte d'une nouvelle Constitution.

Tunisie

• LEVÉE DE L'ÉTAT D'URGENCE. — Le président Bourguiba a décidé, le vendredi 3 février, de lever l'état d'urgence qu'il avait décrété un mois plus tôt, à la suite des troubles qui avaient suivi l'annonce de l'augmentation du prix du pain et des produits céréaliers. On apprend d'autre part que M. Abdelwahab Keffi, l'un des animateurs du mouvement de la Tendance islamique, dont la famille avait annoncé mercredi l'interpellation par les services de police (le Monde du 3 février) a pu regagner vendredi son domicile. — (Corresp.)

Uruguay

• MANIFESTATION POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. — Quelque quatre cents personnes, dont une majorité de journalistes, ont manifesté le vendredi 3 février en faveur de la liberté de la presse dans les rues de Montevideo. Une dizaine de journalistes et un ancien député ont été interpellés. Depuis septembre, le régime militaire a imposé une stricte censure à tous les organes de presse. Les agences étrangères elles-mêmes doivent remettre aux autorités deux copies de chaque article transmis.

Les dossiers chauds

Est-Ouest : un tango sans partenaire ?

M. Reagan vient de se porter candidat à un nouveau bail à la Maison Blanche. Sur le plan intérieur, l'ancien comédien a fait un tabac. Certes, le déficit budgétaire est gigantesque mais le chômage diminue (lire page 23) ainsi que le taux d'inflation. C'est en matière de politique étrangère que les dossiers sont brillants et que le candidat peut encore se rompre les os. Maintien périlleux des « marines » à Beyrouth, pèlerin d'Amérique centrale, relations avec l'URSS... M. Reagan devra jouer serré.

Un président « boutefeu » — le mot semble devoir remplacer le « fauteur de guerre » d'antan — un « cowboy grossier et irresponsable » et à l'occasion « terroriste ». Ces épithètes, dont la presse soviétique gratifie M. Reagan, reflètent-elles le fond de la pensée des dirigeants du Kremlin ? Est-il réellement pour eux le « pire président américain jamais vu depuis la guerre », comme ils l'ont fait dire ? Et l'absence actuelle de dialogue entre les deux grandes puissances coïncide-t-elle réellement avec un grand nombre de voix au candidat républicain à l'élection de novembre ?

Aucune de ces questions n'appelle une réponse unique. Le climat en effet détestable des relations entre Washington et Moscou ne saurait épuiser le sujet, surtout au yeux de responsables et dans des domaines pour lesquels une telle notion n'est pas essentielle. Henry Kissinger avait mis en garde il y a dix ans, au beau milieu de la détente Est-Ouest, contre les illusions excessives à propos de l'« atmosphère ». La même remarque est valable en sens contraire : si la période actuelle n'est sûrement pas une période de détente, elle n'est pas forcément celle d'une grave tension.

En fait, les grands dossiers du dialogue Est-Ouest ne sont pas particulièrement brûlants aujourd'hui, puisque la bouderie actuelle des Soviétiques dispense Washington de tout choix rapide. Des trois négociations sur les armements suspendues l'an dernier, une seule va reprendre à bref délai, celle qui se déroule à Vienne sur les armements classiques en Europe centrale : tout indique qu'elle poursuivra le régime de croisière qu'elle connaît depuis dix ans, sans changement notable. L'évolution ne sera pas très différente au sein de la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (CDE), ouverte en janvier, les négociateurs soviétiques n'étant pas prêts aujourd'hui à discuter au fond du seul sujet qui intéresse les Occidentaux : des « mesures de confiance » restreignant les exercices militaires et améliorant leur transparence.

Réarmer sans boulimie

Quant aux deux négociations nucléaires, l'une ne reprendra probablement jamais : l'URSS s'est trop engagée dans son exigence d'un retour à la situation antérieure au déploiement des missiles américains en Europe pour pouvoir se déjouer. La seule perspective est celle d'une reprise des conversations START sur les armements intercontinentaux, et dans lesquelles le problème des missiles à portée intermédiaire reviendra inévitablement sur le tapis. Mais là encore, l'initiative en revient à Moscou, non à Washington. Ronald Reagan s'est mis pour sa part dans la position avantageuse de l'homme qui tend la main du dialogue et se dit convaincu que le partenaire finira par la saisir.

En attendant ce moment en effet inévitable, l'hôte de la Maison Blanche peut se sentir plus libre d'aller de l'avant dans son programme de réarme-

ment. Si les querelles avec le Congrès sur le montant global du budget militaire dominent encore longtemps la scène aux Etats-Unis, les grandes batailles sur le bombardier B-1, sur le missile MX ou sur les Pershing sont maintenant derrière lui. Même le discours de la « guerre des étoiles » par lequel Ronald Reagan avait esquissé en mars dernier la nouvelle stratégie du vingt et unième siècle fait moins problème aujourd'hui qu'à l'époque : au prix d'une augmentation somme toute assez modeste des crédits, le président a réussi à faire admettre à une majorité que la recherche et le développement — mais non le déploiement de nouvelles armes — devaient se poursuivre dans ce secteur.

Enfin, en matière de maîtrise des armements (arms control), Ronald Reagan a réussi à gonfler en partie l'image boulimique qu'avait donnée de lui en 1981 sa lenteur à négocier avec les Russes, sa propension à mener en matière d'armements « une course que vous ne pouvez gagner », comme il l'avait dit alors. Son « option zéro » en matière d'euro-missiles, ses propositions de « coupes profondes » et son principe du « plus deux moins un » (destruction de deux charges pour toute nouvelle installée) dans le domaine des armements intercontinentaux ont eu en effet plutôt favorable sur les opinions, tant en Amérique qu'en Europe.

Faut-il d'ailleurs limiter le champ des relations Est-Ouest à cette seule sphère des armements et des négociations à leur sujet ? La question se pose de plus en plus aujourd'hui, des deux côtés de l'Atlantique, tant ce domaine important mais insaisissable a monopolisé l'attention depuis une bonne dizaine d'années et suscité des espoirs exagérés. Richard Burt, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, est bien de cet avis et énumère une série d'autres sujets qui pourraient faire l'objet d'utiles discussions avec Moscou : le Liban, (sans le dire, bien entendu, les responsables américains ne rejette-

raient pas une aide diplomatique soviétique permettant une sortie honorable de la force multinationale) l'Afrique et l'Amérique centrale entre autres. Or en fait, les échanges de vues n'ont jamais complètement cessé entre les grandes puissances sur tous les points chauds, et il y a tout lieu de penser que leur volonté de limiter toute crise pouvant dégénérer en affrontement direct est restée intacte malgré les investissements échangés en public. Que le climat officiel soit à la détente ou à la guerre froide, rien ne saurait altérer cette donnée fondamentale.

Il reste qu'il faut être deux pour danser le tango, comme l'a dit Ronald Reagan et que, pour le moment, l'URSS n'est pas prête à rentrer dans la danse. D'abord parce qu'elle se doit de convaincre ses partenaires de sa mauvaise humeur après l'échec essuyé en Europe à propos des Pershing, ensuite parce que la maladie de M. Andropov interdit tous les sommets et même un peu plus. Il semble bien en effet que le numéro soviétique, bien que durablement indisponible, ne souhaite pas pour le moment être remplacé ni dans ses titres, ni dans les activités qui lui reviennent normalement. Sans doute M. Gromyko vient-il de conduire une délégation « du parti et du gouvernement soviétique » en Roumanie, faisant ce que Brejnev faisait en d'autres temps. Mais cette pratique est loin d'être générale, au point que les interlocuteurs occidentaux ont du mal à trouver des partenaires à leur taille à Moscou. Aussi bien, trois pôles de décision apparaissent aujourd'hui à Moscou en politique étrangère : un groupe autour de Iouri Andropov, un autre, nettement plus dur, autour d'Andrei Gromyko, enfin un troisième autour de la direction militaire, sans laquelle rien ne saurait se faire en matière d'armement.

Un rapprochement n'est pas à exclure au printemps, notamment à l'occasion du prochain sommet gouvernemental qui devrait suivre l'élection d'un nouveau Soviet suprême. Mais de toute manière, l'incertitude présente ne saurait durer très

longtemps : elle est déjà passablement dommageable en matière de relations Est-Ouest, elle l'est encore plus encore dans les relations « Est-Est », les dirigeants des démocraties populaires ayant tendance à faire cavalier seul du fait du relâchement de la surveillance — ou des surveillances contradictoires — exercées par Moscou.

Tout cela n'est pas en tout cas le problème de Ronald Reagan. Son seul souci est probablement que les dirigeants du Kremlin répondent d'une manière ou d'une autre à ses appels au dialogue en temps utile... c'est-à-dire avant l'élection de novembre. Nul doute que personne à Moscou n'entend lui faire ce cadeau électoral, mais il n'est pas de l'intérêt soviétique non plus d'avoir affaire l'an prochain à un président réélu et plus dur encore, qui pourrait vouloir « punir » Moscou de sa mauvaise volonté passée. C'est là un autre dilemme pour M. Andropov ou son successeur. Ronald Reagan, lui, peut d'autant plus facilement étaler sa bonne volonté qu'elle ne lui coûte pas cher.

Jimmy Carter aimait se présenter comme le premier président américain qui n'ait pas perdu un seul de ses militaires au combat pendant son mandat — du moins jusqu'à l'opération manquée de Tabas pour délivrer les otages d'Iran, qui lui coûta quelques pertes. Ronald Reagan ne peut en dire autant, puisqu'il a perdu 278 de ses soldats en trois ans, dont plus de 250 au Liban. Mais est-ce là le seul critère ? En quatre ans, Jimmy Carter avait dû assister à la mainmise soviétique sur l'Afghanistan et à sa pénétration en Ethiopie, à la « perte » du Nicaragua et de l'Iran. Ronald Reagan, lui, peut dire qu'aucun nouveau pays n'est tombé dans l'orbite communiste pendant ses trois ans de règne et qu'il en a même fait sortir un par son opération de la Grenade. Et c'est cette partie en creux du bilan qu'il faut considérer pour juger ce président « boutefeu », mais aussi « dissuasif ».

MICHEL TATU.

UN LIVRE DE RONNIE DUGGER

Un faux naïf

Le président Reagan a la réputation d'être un homme particulièrement habile à faire passer un message qui, pour ne pas être toujours très clair, a au moins jusqu'à présent, recueilli l'adhésion d'une large partie de l'électorat américain. Mais pour Ronnie Dugger, un écrivain texan qui vient de publier une étude capable de faire réfléchir à deux fois certains de ses partisans, l'habileté suprême du président a peut-être été de se faire élire en 1980 sur une image de « modération ».

On Reagan, the man and his presidency (1) exhume, en particulier, les textes des émissions de radio que M. Reagan a faites entre le moment où il a quitté le poste de gouverneur de Californie, en 1976, et celui où il a annoncé sa candidature à la Maison Blanche, en 1978. Textes qui avaient été soigneusement retirés de la circulation par les organisateurs de sa campagne électorale de 1980, car ils révèlent une philosophie simpliste et ultra-conservatrice qui aurait sans doute privé le candidat Reagan des voix des nombreux modérés.

Démocrate jusqu'à la fin des années 50, M. Ronald Reagan a viré à droite à la suite de trois expériences, raconte Ronnie Dugger : sa présidence de la Guilde des acteurs de Hollywood et sa rencontre d'abord avec des syndicats « durs », son mariage avec une jeune actrice, Nancy Davis, dont le père, chirurgien connu de Chicago, était président de la très réactionnaire John Birch Society, et, alors que sa carrière cinématographique marquait le pas, son engagement comme conférencier de la General Electric, une fonction qui devait le mettre en relations avec un monde du « big business » très admiré de son temps.

Deux idées-forces

Fidèle à ses deux idées-forces — le communisme comme source de tous les maux du monde et son remède suprême, la libre entreprise — M. Reagan s'est exprimé pendant trois ans sur les ondes avec une franchise et, souvent, une brutalité qu'il s'est efforcé de voiler depuis qu'il est à la Maison Blanche. Mais, pour Ronnie Dugger, c'est bien le même homme qui déclarait, par exemple, en octobre 1975 : « Si nous croyons que l'Union soviétique est hostile au monde libre — et nous le devons, sinon nous n'aurions pas de défense nucléaire et nous ne resterions pas dans l'OTAN,

— n'aggravons-nous pas le danger qui nous menace en aidant l'économie soviétique ? Mais n'est-ce pas aussi une question de morale ? Est-ce que nous n'aidons pas, ce faisant, la tyrannie sans Dieu ?... Cessons donc de commercer avec les Soviétiques, et que leur système s'écroule ».

Tonnant contre les lois sur l'environnement, M. Reagan assurait : « 80 % de la pollution de l'air ne proviennent pas des fumées de cheminées ou des pots d'échappement des voitures, mais des arbres et des plantes ». A propos des programmes sociaux : « Ma grande peur est que les réformes sociales du gouvernement nous arivent de la générosité et du sens de la charité, qui font partie de notre héritage américain ».

Mais l'étude de Ronnie Dugger montre aussi un président plus habile et — à ses yeux, plus dangereux que son style, aimable et vaguement naïf, ne le laisserait supposer. Son image de « brave garçon » sorti tout droit de « notre petite ville », avec sa gentillesse, son goût pour la vie patriarcale, son patriotisme et ses principes chrétiens, ne doit pas faire illusion, dit l'auteur. Selon lui, si M. Ronald Reagan avait été président à l'époque de la guerre du Vietnam, il aurait utilisé l'arme atomique. Son personnage estimait que le maccarthysme n'a existé que dans les esprits embrumés des intellectuels « rouges » (Ronnie Dugger est moins sûr que les biographes officiels que M. Reagan soit resté neutre lors de l'établissement des « listes noires » à Hollywood). L'Amérique latine et le bassin des Caraïbes doivent être un « lac américain », farouchement défendu contre toute ingérence communiste ou apparentée.

Pour Ronnie Dugger, M. Reagan réserve toute son admiration aux puissants et aux riches, qui incarnent, à ses yeux, le idéal du « rêve américain ».

Inquietant, ce portrait du président apporte une nouvelle dimension au « reaganisme ». Ronnie Dugger, qui est aussi l'auteur d'une biographie de son compatriote, Lyndon Johnson, n'explique cependant pas assez pourquoi et comment les Américains de 1980 en sont venus, si nombreux, à se reconnaître dans cet ennemi acharné des idéaux du New Deal et de la « grande société ».

NICOLE BERNHEIM.

(1) Publié par McGraw-Hill.

chauds du candidat Reagan

Embourbé au Liban, empêtré au Salvador

De notre correspondant

Washington. — L'hostilité d'une majorité de l'électorat féminin et la quasi-totalité de la communauté noire, le déficit budgétaire, l'incertitude du vote ouvrier, l'insécurité même de l'opinion devant les tensions avec l'URSS, rien de tout cela ne préoccupe vraiment les conseillers politiques du candidat Reagan. Leurs soucis sont ailleurs : en Amérique centrale et au Liban surtout, dont tous les spécialistes des États-Unis ont fini par connaître la carte, sinon les subtilités.

C'est sur ce théâtre-là que la réélection pourrait être manquée, et le plus grave pour les collaborateurs de la Maison

des courants modérés de l'OLP. La Jordanie n'en sortira pas encouragée dans sa volonté de tenter, avec le feu vert de M. Arafat, de négocier avec Israël. A peine esquissée, la réintégration de l'Égypte dans les rangs du monde arabe en serait aussi compromise. Le soutien de moins en moins discret apporté à l'Irak par Washington perdrait enfin beaucoup de sa valeur dissuasive vis-à-vis de l'Iran, dont l'ombre pèse sur l'ensemble du Golfe.

Le « soufflé court »

Depuis plusieurs mois, les États-Unis essaient donc de tisser entre le gouvernement Gemayel et ses opposants alliés à la Syrie les fils d'un accord ouvrant

majorité démocrate, contrairement au Sénat) devrait adopter une résolution demandant à la Maison Blanche de présenter avant trente jours un plan de désengagement « rapide et ordonné ».

M. Reagan, faisant dire par son porte-parole que l'opposition faciliterait la tâche à M. Assad, a déjà déclaré qu'il ne prêterait « aucune attention à cela, mais que si les États-Unis ne sont pas encore embourbés au Liban, lui l'y était bel et bien ».

Sur fond d'assassinats

En Amérique centrale les « boys » ne procèdent pour l'instant qu'à des manœuvres au Honduras, où ils s'installent petit à petit, mais ne risquent pas leur vie, car il est exclu, avant l'élection de novembre en tout cas, que M. Reagan se lance dans une intervention contre le Nicaragua. Le candidat républicain peut donc prendre son parti des dures dénonciations démocrates du soutien à la guérilla antisandiniste.

Le problème du Salvador, en revanche, risque de devenir explosif dans les prochains mois, en raison, paradoxalement, de l'élection présidentielle qui va s'y dérouler le 25 mars, et que l'administration cite en preuve d'évolution démocratique digne d'être encouragée et défendue contre la guérilla liée aux sandinistes.

Les deux principaux candidats qui vont s'affronter sont en effet M. Duarte, président de la démocratie chrétienne et le major d'Aubuisson, figure de proue de l'extrême droite, auquel le département d'État avait refusé en novembre dernier un visa d'entrée aux États-Unis. L'ancien ambassadeur américain au Salvador vient de plus de révéler que Washington savait depuis trois ans que M. d'Aubuisson, responsable de notoriété publique des « Escadrons de la mort », avait « ordonné et planifié » l'assassinat en 1980 de Mgr Romero, l'archevêque de San-Salvador.

Si M. d'Aubuisson était élu, la situation deviendrait alors impossible pour M. Reagan, car une interruption de l'aide américaine laisserait le champ libre à la guérilla. Si à l'inverse M. Duarte sortait vainqueur du scrutin, les possibilités de coup d'État militaire seraient fortes et M. Reagan pourrait se retrouver devant le même dilemme.

L'espoir à Washington est de voir passer un troisième candidat, M. Guerrero, considéré comme un conservateur modéré susceptible d'être accepté par l'armée et les milieux d'affaires. Les États-Unis cependant ne peuvent pas le soutenir trop publiquement, car M. d'Aubuisson sait jouer avec un certain succès des sentiments anti-américains en se présentant comme le candidat dont Washington ne veut pas. Cette partie-là, sur fond d'assassinats quotidiens, vivement dénoncés par le département d'État, est extrêmement délicate, et le danger ne peut être négligé que M. Reagan soit pris dans un engrenage interventionniste. A l'heure où 60 % des Américains considèrent que leur pays recourt trop à ses forces armées à l'étranger, et cela à de quoi préoccuper les républicains.

BERNARD GUETTA.

Le président Reagan demande au Congrès d'entériner les conclusions de la « commission Kissinger » sur l'Amérique centrale

Le président Reagan a appelé le vendredi 3 février le Congrès américain à entériner le « plan Kissinger » d'aide économique et militaire aux pays d'Amérique centrale, en vue de préserver les intérêts « stratégiques » des États-Unis dans la région.

Conformément aux recommandations de la commission bi-partite dirigée par l'ancien secrétaire d'État, M. Reagan a demandé aux parlementaires de débiter quelque 8 milliards de dollars d'aide économique sur cinq ans, et d'augmenter considérablement l'assistance militaire, notamment au Salvador, pour l'année fiscale en cours et pour la suivante.

Un haut responsable américain a précisé que le gouvernement appliquerait la recommandation majoritaire de la commission, selon laquelle l'aide au Salvador doit être liée à une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays. Il a cependant précisé qu'il n'était pas question d'adopter une attitude de « tout ou rien » sur ce sujet de controverse majeure avec l'opposition démocrate.

Le projet de loi prévoit notamment d'accroître de 259 millions de dollars (dont 179 pour le Salvador) l'assistance militaire aux pays de la région pour l'année fiscale en cours. Ces crédits s'ajoutent aux 114 millions déjà votés (dont 65 pour le Salvador). Pour l'exercice 1985, le président demande 256 millions de dollars d'assistance militaire, dont 133 pour le Salvador.

En matière d'assistance économique, 5,9 milliards de dollars de crédits sont proposés pour les cinq an-

nées à venir, ainsi que 2 milliards de dollars sous forme de garantie de prêts.

Incidents aériens au Nicaragua

Deux raids aériens ont eu lieu les 2 et 3 février, contre des installations militaires nicaraguayennes. Le premier avait visé, selon Managua, l'antenne d'un centre de télécommunications situé sur les pentes du volcan Casitas, au nord-est du pays. Le second a fait trois morts et sept blessés dans une base de l'armée sandiniste à Manzanillo, zone frontalière avec le Honduras, située dans le département de Chinandega.

Les sandinistes ont accusé le Honduras d'être responsable du second raid, perpétré par six chasseurs-bombardiers venus de ce pays. Ils ont demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies. Le représentant nicaraguayen auprès de l'ONU, M. Icaza, a mis en cause tant le Honduras que les États-Unis pour ces attaques. Il a précisé que, en 1983, l'espace aérien du Nicaragua avait été violé six cent vingt fois.

Les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN, composées d'anciens gardes somozistes) ont, depuis Washington, revendiqué l'attaque du 2 février, assurant qu'elle visait une antenne émettrice de Radio-Venceremos, la station du Front Farabundo-Marti de libération nationale salvadorienne (FMLN). L'objectif aurait été détruit. — (AFP.)

Controverse sur l'assassinat en 1980 de Mgr Romero au Salvador

Le département d'État américain a démenti sans commentaire, le vendredi 3 février, les affirmations de l'ancien ambassadeur des États-Unis au Salvador, M. Robert White, selon lequel les États-Unis étaient au courant de la responsabilité du commandant d'Aubuisson, actuel président de l'Assemblée nationale salvadorienne, dans l'assassinat, le 24 mars 1980, de Mgr Romero, archevêque de San-Salvador. Selon le New York Times, le porte-parole du département d'État a déclaré : « Il

s'agit tout simplement d'une controverse ».

Selon M. White, qui a été rappelé de San-Salvador dès le début de la présidence de M. Reagan, l'ordre d'assassinat le prêtre aurait été donné directement par le commandant d'Aubuisson. L'existence matérielle du crime, un certain Walter Antonio Alvarez, aurait ensuite été lui-même abattu lors d'un match de football par quatre tueurs.

A Beyrouth, rien de nouveau

(Suite de la première page)
Sa cohésion s'est maintenue, certes, et les informations diffusées par les médias de l'opposition sur des cas de refus d'obéir aux ordres — notamment sur une « mutinerie des garnisons de la Bekaa », lesquelles sont, en tout cas, hors d'état d'être utilisées, étant situées en territoire sous contrôle syrien — ont été démenties officiellement.

Il n'en reste pas moins que l'armée a dû, une fois de plus, assurer publiquement qu'elle n'avait nulle intention d'investir la banlieue sud de Beyrouth, ce qui, a contrario, signifie que l'autorité y est abandonnée aux milices chiites.

Les responsables de la principale de ces milices, Amal, démentent catégoriquement que des combattants palestiniens aient pénétré dans la banlieue sud, ainsi que l'a annoncé l'armée (le Monde du 4 février). Ils voient là un simple prétexte pour justifier les bombardements et assurent que, en tout état de cause, Amal ne veut pas d'un retour des Palestiniens dans les zones sous son contrôle.

Les destructions dans la banlieue sud, quartier populaire très dense, sont importantes. Les victimes civiles seraient au nombre de quinze morts et quarante blessés. L'armée a eu quatre morts et dix blessés. Selon les médias phalangistes, les seuls à donner des chiffres à ce propos, ses ennemis auraient eu vingt-neuf morts (quinze Palestiniens, cinq hezbollahis, quatre communistes, cinq PSP). Enfin, on relève que la ville de Zablé, au centre du Liban — localité chrétienne, dans la partie du territoire sous contrôle syrien où s'activent les fractions chiites extrémistes, avec participation active de « venus

d'Iran — a été bombardée vendredi sans doute à titre de représailles contre le bombardement de la banlieue sud de Beyrouth par l'armée; on y déplore quatre morts.

Un appel de M. Wazzan

La relative accalmie sur le terrain est le fruit de démarches politiques intenses. Le Front de salut national, principale alliance d'opposition, a publié un manifeste en six points considéré comme modéré bien que, sur le fond, ce front maintienne ses exigences : abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1983; départ de la force multinationale; neutralisation de l'armée libanaise. Mais le ton général du manifeste est axé sur le dialogue et l'entente interne.

Dans un message télévisé, le chef du gouvernement M. Wazzan a, une fois de plus, proposé de s'effacer avec son équipe, en souhaitant la formation d'un cabinet d'union nationale où tous les belligérants assumeraient leurs responsabilités pour sauver le Liban. Soulignant que l'on est en train de « tuer même l'espoir », chez les Libanais, M. Wazzan a réclamé le démantèlement de toutes les milices, y compris les forces libanaises (chrétiennes) proches du pouvoir.

Mais, en supposant consolidé le tassement observé dans l'actuelle bataille de Beyrouth, de nouveaux problèmes se profilent au sud, où l'on suit avec appréhension la passation de pouvoirs par l'armée israélienne à l'armée du Liban libre, milice locale à sa dévotion, dans une portion de territoire assez vaste.

LUCIEN GEORGE.



Blanche et les responsables du Parti républicain est qu'ils le savent, mais qu'ils n'y peuvent rien. D'un côté des situations insaisissables, dont M. Reagan ne pourrait se sortir sans se renier lui-même — ce qu'il n'est pas enclin à faire, et n'est pas bon, non plus, en année électorale.

De l'autre, des faits, en l'occurrence les sondages : 59 % des Américains estiment que les raisons pour lesquelles leur gouvernement maintient des troupes à Beyrouth ne sont « pas claires », et qu'il devrait en conséquence les rappeler; 55 % d'entre eux désapprouvent également le soutien apporté par le canal de la CIA à la guérilla antisandiniste.

Pour ce qui est du Liban, l'imbroglio est total. Sauf à proclamer qu'il suffit de tireurs embusqués et de terroristes kamikazes pour faire plier bagage et changer de politique aux États-Unis, il est impossible de faire revenir les « marines » avant qu'ils aient au moins amorcée une stabilisation militaire et politique dans la zone qui n'est occupée ni par les « marines » ni par les Israéliens.

Un retrait précipité signifierait en effet que la Syrie, appuyée par l'Union soviétique, est maîtresse du jeu au Proche-Orient; les factions palestiniennes qui lui sont alliées en seraient renforcées au détriment

la voie à la définition d'un nouvel équilibre constitutionnel satisfaisant pour toutes les communautés libanaises. L'espoir d'y parvenir est mince et s'amoindrit chaque jour, car le poids des déclarations historiques, nées de décennies de prédominance des chrétiens et de huit années de guerre, est énorme. Les phalangistes sont réticents à partager le pouvoir, et Druzes, chiites et chrétiens hostiles aux phalangistes veulent des garanties d'autant plus larges qu'ils se sentent aujourd'hui en position de force.

Bref MM. Reagan et Shultz peuvent exercer toutes les pressions sur M. Gemayel, il n'y aura pas d'accord tant que la Syrie ne l'aura pas décidé. Or M. Assad, il l'a dit à l'envoyé spécial de M. Reagan pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, considère que les États-Unis ont le « soufflé court ». Le rappel des « marines » n'étant à ses yeux qu'une question de mois, il pense n'avoir qu'à camper patiemment sur ses positions pour pouvoir, après le départ de Beyrouth de la force multinationale, y imposer un gouvernement à sa dévotion.

La seule réponse qu'ait, jusqu'à maintenant, pu trouver M. Reagan a été le spectaculaire renforcement de l'alliance stratégique « entre les États-Unis et Israël. Cela n'a pas suffi à miti-

ger Damas, et le président-candidat est ainsi condamné, soit à abandonner la partie, soit à résister à la pression intérieure en faveur du rappel.

Pour l'instant, il tient tête, mais en courant le formidable risque d'avoir à assumer seul, à tout moment, la responsabilité d'un éventuel nouvel attentat sanglant contre les « marines ». Hormis le secrétaire d'État et le président du Conseil national de sécurité, M. McFarlane, la quasi-totalité du monde politique souhaite en effet un retrait ou l'escalade.

Mais c'est depuis qu'a été publié en décembre le rapport de la commission d'enquête militaire sur les circonstances de l'attentat d'octobre que l'état-major est opposé à un maintien. Le secrétaire à la défense fait quotidiennement valoir au prési-

dent qu'il faut s'attendre à une vague d'assassinats contre les civils américains résidant au Liban, et qu'un départ sera d'autant plus humiliant qu'il aura été tardif. Les dirigeants et les élus républicains, attentifs à l'opinion, abondent en ce sens.

Quant aux démocrates ils ont fait de cette question leur cheval de bataille. Tous les candidats à l'investiture réclament maintenant un rappel, même M. Mondale, le mieux placé d'entre eux, qui avait longtemps hésité à le faire, car il pourrait, lui, devenir président et, connaît la complexité du problème pour avoir été vice-président au moment de la signature des accords de Camp David. Sous peu, la Chambre des représentants (à

LE MONDE diplomatique

de février EST PARU

Au sommaire :

- L'agriculture européenne et les paysans français.
- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (suite).

TABLE RONDE « LA FORCE, LA VIOLENCE ET LA LIBERTÉ »

avec MM. A. GLUCKSMANN
J. GRUNEWALD
F. RAUSKY
O. TODD

Lundi 6 février à 20 h 30
CENTRE DACH
30, bd de Port-Royal
75005 Paris

Étranger

ÉTATS-UNIS

Chicago, pécheresse devenue dame d'œuvres...

Chicago continue, surtout en Europe, à traîner son image de champ clos des truands et de repaire du vice. Pourtant, c'est la ville la plus sûre des États-Unis. La dame patronnesse s'emploie à faire oublier qu'elle a longtemps rôti le balai.

De notre envoyé spécial

Chicago. — « Si les villes pouvaient parler, celle-ci vous dirait sûrement : « Oubliez tout ce que vous croyez savoir sur moi. Je ne suis pas celle que vous croyez ! ». Et, au fond, les villes peuvent parler : il vous suffit de les regarder vivre... Il est difficile de donner tort à ce journaliste de Chicago, venu ici un peu par hasard il y a bien des années, et qui ne concevait plus de vivre ailleurs. Mais peu de villes auront eu, comme celle-ci, à redresser une réputation douteuse.

Dire à un maire européen que sa ville à la sérénité de Chicago ne pourrait guère passer pour un compliment. Pourtant, il en est peu — et depuis des lustres — de plus paisible et de moins dangereuse pour l'homme de la rue, dans les deux Amériques, du moins de taille comparable. Qui eût dit, lorsqu'elle fut fondée il y a tout juste un siècle et demi par cinq cent cinquante paisibles citoyens de la libre Amérique, qu'elle connaîtrait un jour le sort funeste de ville-symbole du grand banditisme, et accessoirement — étiquette à peine plus flatteuse — des abattoirs géants de la société de consommation avant la lettre ?

L'ancien Fort Dearborn, camp militaire dont les occupants furent massacrés par les Indiens en 1812, perdit rapidement de son intérêt avec la « pacification », comme on disait pudiquement. Mais le lieu géographique, lui, ne

cessait de prendre de la valeur, à l'extrémité sud de l'immense lac Michigan. Au milieu du dix-neuvième siècle, c'était déjà un carrefour commercial et portuaire important, auquel le développement du rail, la guerre de Sécession et son dynamisme démographique donnèrent rapidement — avec plus de 300 000 habitants — le rang de grande métropole économique de l'Amérique du Nord.

Records en tout genre

Avant même l'explosion du banditisme, il devait y avoir dans la vie de Chicago un premier drame : le grand incendie de 1871. Commencé en feu de paille dans une étable, il détruisit, assuraient les statistiques municipales, près de 18 000 bâtiments. « Le feu a trouvé cette ville en bois et l'a laissée en pierre », dit-on à Chicago. Et puis arriva ce que tout le monde connaît, Al Capone, Dillinger, le massacre de la Saint-Valentin, les incorruptibles, la prohibition, « et toutes ces sortes de choses... ».

Mais aussi, comme l'année du cent cinquantième a été l'occasion de le rappeler, le goût de plus pacifiques records. Record d'affluence par son Exposition universelle de 1933-1934 : près de trente millions de visiteurs. Celle qui est prévue en 1992 permettra-t-elle de dépasser ce chiffre, astronomique pour les moyens de l'époque ? Record de fréquentation de son aéroport, O'Hare, dont tous les passionnés d'aéronautique savent qu'il est, avec environ 45 millions de passagers par an, « numéro un » mondial.

Record d'altitude de ses gratte-ciel : la Sears Tower, due aux architectes Merrill, Owings et Skidmore, est la plus haute du monde, dépassant largement le World Trade Center de New-York et abritant les travaux et les jours de quelque 17 000 employés et cadres des différentes sociétés qui y ont leur siège — déjà une ville moyenne en France... Record

d'étendue de son agglomération, aussi : une bonne centaine de kilomètres pour quelque dix millions d'habitants (trois millions pour la ville « intra muros »).

Curieusement, cette ville tournée à tant de points de vue vers l'excès à quelque chose de très raisonnable. Elle a su retrouver une qualité de vie que lui envient beaucoup d'autres grandes métropoles américaines. Pour qui arrive de New-York, c'est une cité d'une propreté et d'un calme déconcertants. « Ici, explique-t-on à l'Office municipal d'information, la violence, la drogue, la prostitution des mineurs, les trafics en tout genre, sont moins répandus qu'ailleurs... ».

Halte à la pollution

Chicago, c'est un style de vie. Est-ce le voisinage du lac qui confère à la ville, en dépit des clichés, la sérénité qui saute aux yeux lorsqu'on parcourt le quartier du Loop, cette boucle du métro aérien qui délimite à sa façon une sorte de « City » bien peu londonienne ? Mais ce Michigan lui-même, d'abord providence de Chicago, a bien failli causer sa perte : la pollution en était devenue intenable.

Pour l'assainir, on n'a reculé devant rien : rivières au cours inversés, collecteur géant à 100 mètres sous terre, travaux colossaux dont le coût se chiffre en milliards de dollars (le Monde du 3 novembre). Aujourd'hui, la présence de bateaux d'un tonnage respectable ne dissuade ni les amateurs de régates ni les pêcheurs, qui assurent en tirant sans trop de difficultés des saumons estimables. En tout cas, le Lakeshore drive, au nom si californien, offre le long de la rive une promenade certes quasi autoroutière, mais fort agréable — du moins quand le bizzard, qui n'épargne certes pas Chicago cet hiver, ne s'en mêle pas.

Quant aux spectacles, ils sont dignes d'une très grande ville



SERGUÉ

américaine. Leur abondance, leur prestige et leur variété — le survol de Key — This week in Chicago, le Pariscope local, en donne un aperçu convaincant — n'empêchent cependant pas la ville de souffrir, vis-à-vis de New-York, d'une sorte de « complexe ». « Nous avons beau faire, ce n'est pas tout à fait Broadway, même si se passe déjà ici dix fois plus de choses passionnantes que n'en peut suivre même un amateur averti », explique un ami. Ni Broadway, ni le Village : il manque sans doute à Chicago cette touche d'innovation, fût-elle marginale, défilante, qui a fait de New-York non seulement une des capitales culturelles du monde, mais un des phares de l'avant-garde.

Et pourtant, cette ville comme il faut s'est donnée un maire noir. Il a fallu, aux élections du printemps dernier, toute la séduction de M. Harold Washington, servi par son image de modéré et appuyé par un parti démocrate qui, de Walter Mondale à John Glenn,

avait délégué ses vedettes nationales pour l'aider dans sa campagne, pour remporter une victoire qui était aussi une première « historique ». Mais même en admettant que tous les Noirs — ils sont environ 40 % à Chicago — aient voté pour M. Washington, ce dernier a encore eu besoin de recueillir une bonne proportion des électeurs blancs pour dépasser les 51 % des suffrages.

Un maire « écuménique »

Il est vrai qu'il avait failli s'agir, malgré l'extrême bipolarisation qui marque la vie politique américaine, d'une élection triangulaire : le maire sortant, M. Jane Byrne, avait, elle aussi, annoncé, puis retiré, sa candidature comme « indépendant », face au républicain M. Bernard Epton (le Monde daté 10-11 avril 1983).

Depuis sa désignation, le nouveau premier magistrat de cette gigantesque commune s'est en-

ployé à apaiser les passions qui avaient pu se manifester au cours de la campagne. Jusqu'à présent, il n'y est pas si mal parvenu. Si tôt élu, il avait d'ailleurs organisé un « banquet de l'unité », auquel étaient conviés ses anciens adversaires. Cet écuménisme trouve cependant ses limites dans la persistance de certaines oppositions : l'empoignade de 1983 a été trop rude pour que les séquelles en soient effacées par quelques gestes.

En fait, les soucis majeurs de la nouvelle équipe seraient plutôt, aujourd'hui, d'ordre économique, même si le ghetto noir de Cabrini Green et ses quinze mille habitants, en majorité chômeurs, et où la délinquance fait rage, viennent ternir quelque peu la belle réputation de Chicago nouvelle manière. Dans l'ensemble, la ville a souffert d'une récession américaine qui a particulièrement frappé le nord industriel, et la « reprise » ne suffit pas à effacer les traces de ces années difficiles. Ici aussi, on parle reconversion, modernisation, diversification. Les restrictions budgétaires réagissent en fait mal — en période de chômage. Les abattoirs ont plus ou moins émigré : les techniques du froid ont considérablement modifié les données du problème. Restent le blé, le maïs, le porc... et les banques, qui vont bien. Mais la grande affaire demeure, de toute façon, l'alimentaire, sous toutes ses formes. « Il en faudra toujours, dit-on ici, c'est la plus sûre de nos valeurs. » Mais si la ville parvenait à attirer d'autres activités industrielles, elle ne s'en porterait tout de même que mieux.

Le nouveau courant d'affaires observé dans l'ensemble des États-Unis suffira-t-il à donner un second souffle à la cité géante ? Avec un produit brut de plus de 120 milliards de dollars, l'agglomération a un chiffre d'affaires supérieur au P.N.B. suisse. La pécheresse devenue dame d'œuvres a son ardoise à régler.

BERNARD BRUGOLEUX.

A PROPOS DE « RÉVÉLATIONS » DU « NEW YORK TIMES »

Le Vatican, filière d'évasions pour nazis ?

Repris par l'International Herald Tribune de lundi dernier, un article du New York Times tentait d'établir, à partir des archives du département d'État américain, que le Vatican s'était transformé après la guerre en filière d'évasion des anciens nazis. Les choses ne sont pas aussi simples...

« La propagation de la foi » aurait donc incité le Vatican, dans l'immédiat après-guerre, à mettre en place un réseau qui transporterait hors des frontières allemandes les criminels de guerre et leurs familles, vers le Proche-Orient ou l'Amérique latine. Du moins si l'on en croit un rapport du diplomate américain, Vincent La Vista, en poste à l'ambassade des États-Unis à Rome en 1947. L'un des principaux passeurs aurait été un certain Willy Dix, « chef de la commission de l'Allemagne libre à Rome » (organisme inconnu à ce jour). Au surplus, la Croix-Rouge internationale aurait très largement contribué à ces exodes clandestins, en fournissant par centaines des faux passeports et des moyens d'émigration.

Lancée par le New York Times, se référant à un historien américain, Charles Allen, et au département d'État, cette affaire provoque peu de surprise, donnant plutôt le sentiment d'une confirmation. Elle renforce dans le public la conviction que la « complicité » du Saint-Siège avec les nazis est décidément un

fait acquis, tellement acquis même que, si l'information fait un peu de bruit, elle ne suscite pas de scandale.

Pourtant, quitte à soulever toutes sortes de malentendus, il faut bien rafraîchir les mémoires et remettre au jour quelques critères qui auraient dû inciter le New York Times à plus de prudence, s'il connaissait mieux sa propre histoire.

D'abord, les certitudes qui, vaguement mémorisées, donnent au lecteur le sentiment que toute l'affaire est vraie, parce qu'elle a de la vraisemblance.

La première, c'est en effet que beaucoup de criminels de guerre nazis, revenus à la surface en Amérique latine ou dans les pays arabes, ont déclaré qu'ils étaient passés par Rome en 1945-1946 et avaient été pris en charge par des filières relevant du Vatican ou de la Croix-Rouge. De là à parler d'une politique délibérée du Saint-Siège, il y a une marge.

Des initiatives personnelles

Beaucoup d'initiatives d'assistance ont en effet été individuelles au cours des années de guerre, le fait de religieux, de supérieurs de couvents qui, à travers toute l'Europe, ont donné asile à bien des persécutés. Une fois le conflit terminé, certains responsables d'établissements religieux de Rome ont continué et caché des fascistes ou des nazis. Faut-il les accuser aujourd'hui de manque de jugement politique, d'ignorance des crimes commis par celui qui demandait l'asile ? Reste qu'il s'agissait de gestes caritatifs purement personnels, et que rien ne permet d'y

voir une ligne générale d'inspiration politique dictée par le Saint-Siège. Aussi bien, ces couvents, ces églises, étaient et sont complètement indépendants du Vatican, contrairement à une idée fort répandue.

Le seul édifice appartenant au Saint-Siège qui accueillait des proscrits politiques marqués fut la basilique Saint-Jean-de-Latran, où tout le comité italien de libération nationale se cacha de l'automne 1943 au printemps 1944. De Gasperi, Nenni, Saragat, des dirigeants communistes.

Peu après la guerre, dans le centre historique de Rome, derrière la piazza Navona, un lieu semble avoir été effectivement le lieu d'asile ou plaque tournante d'un certain nombre de nazis en fuite : l'église et le centre de Santa Maria dell'Anima, siège du Collège germano-hongrois. Appartenant à l'Autriche, cette Fondation, analogue aux autres fondations nationales, tel Saint-Louis-des-Français, reçoit encore tous les prêtres de langue allemande. Elle était alors dirigée depuis fort longtemps par l'évêque Alois Hudal, originaire de Graz.

Il s'agit là d'un personnage extrêmement controversable, depuis toujours partisan très actif de l'incorporation de l'Autriche dans le Reich allemand, auteur notamment d'un ouvrage sur les Principes du national-socialisme, paru en 1936, où il défendait l'union du nazisme et du christianisme pour permettre à la « mission du peuple allemand » de s'étendre à toute l'Europe afin d'affronter « la barbarie venue de l'Est ».

Il avait eu une certaine audience parmi les catholiques autrichiens en 1936, même auprès du chancelier Schuschnigg, et, apparemment, servait au Saint-Siège d'intermédiaire discret avec certains milieux du parti nazi qui désavouaient le néo-paganisme de Rosenberg. Ce frénétique pangermaniste fut cependant mis hors circuit en 1943-1944, alors que Pie XII cherchait des émissaires à envoyer aux autorités allemandes d'occupation à Rome. Mgr Hudal en effet commençait à se proclamer autrichien d'abord et avait perdu toute utilité pour les représentants du parti nazi et de la Gestapo.

Que son virulent anticommunisme l'ait amené à transformer Santa Maria dell'Anima en refuge pour les nazis en fuite, cela est connu depuis fort longtemps, encore que l'histoire n'en ait jamais été fait.

Mais, en ces années 1946-1947 auxquelles se réfère le rapport retrouvé au département d'État, les fausses informations faisaient rage, et ce qu'on n'appelait pas encore la « désinformation » abusait depuis des années tous les diplomates et les journalistes les plus sérieux en poste à Rome, à commencer par le New York Times. A tel point que le rapport La Vista doit être reçu dans cette optique avec la plus grande prudence.

Les services britanniques de la guerre psychologique avaient, les premiers, mis en circulation, dès 1941, sous l'égide du Foreign Office, une officine de fabrication d'informations dites Sib (du latin *sibillare*, murmurer). Ayant toutes les apparences du vraisemblable, elles concernaient en parti-

culier les activités du Saint-Siège à l'égard du Reich et de l'Italie, et leur crédibilité apparente les faisait accepter pour bonnes par les diplomates et la presse anglosaxonne la plus prudente.

A Rome même, une autre entreprise de mystification contribua à « empoisonner les sources », selon l'expression allemande. Un journaliste de l'Osservatore Romano, agent de l'OVRA (police secrète fasciste), nommé Virgilio Scattolini, confeccionnait un bulletin quotidien sur le Saint-Siège, dont l'habileté abusait tous ses lecteurs. Les agences américaines commencèrent en 1939 à reprendre ses informations, puis les agences allemandes et japonaises, et, enfin, les diplomates. Il suspendit son bulletin en janvier 1942, le reprit en juin 1944 après la libération de Rome et accrut encore sa clientèle. Ce n'est qu'en juillet 1948 qu'il fut arrêté et jugé, après avoir publié deux ouvrages de faux documents secrets sur le Vatican.

Un champ de mines

« Les succès de Scattolini constituent un véritable champ de mines pour les historiens », estime le Père jésuite Robert Graham, qui, depuis des années, donne à la *Civiltà cattolica* des études où il « démine » avec la plus grande rigueur l'ensemble de la documentation concernant le Saint-Siège. Puisse-t-il un jour rassembler ses articles en un ouvrage de large information qui surprendrait plus d'un lecteur !

Le plus étrange, c'est que le souvenir de ce faussaire ait été totalement refoulé, alors qu'il devait inciter à la prudence même dans l'utilisation des documents

diplomatiques de ce temps concernant le Saint-Siège, et même ceux des services secrets, Abwehr ou OSS, qui furent manifestement « empoisonnés », comme le Père Graham l'a montré (le Monde daté 16-17 décembre 1973).

Nous proposons donc une hypothèse : le rapport La Vista serait de la même eau. Car, en 1947, Scattolini continuait son petit commerce. En pleine fièvre anticommuniste et antisoviétique, après la rupture de l'alliance de guerre entre les Anglo-Saxons et l'URSS, quand les États-Unis récupéraient eux-mêmes les criminels de guerre, tel Barbie, un diplomate américain pouvait être sensible à ce qu'on lui disait sur les préoccupations du Vatican à leur égard, ou se laisser abuser. Cela d'autant que les fameux « documents secrets » de Scattolini pour cette époque rendent le même son de cloche. Une nuance pourtant : l'image qu'il donne de l'anticommunisme déferlant est un peu biaisée et semble destinée à terroriser les lecteurs européens.

An service de qui était-il passé alors ? L'image qu'il donnait du Vatican pouvait avoir un double usage : rassurer le département d'État (d'où la crédibilité de La Vista) et horrifier toute la gauche européenne, alors toute disposée à tour Staline pour un homme de bonne volonté et Pie XII pour le béatissime de Hitler.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que, en de telles conditions, ni le département d'État, ni le New York Times, ni la *Neue Zürcher Zeitung*, ne peuvent faire foi pour cette époque-là. Un mystificateur plein de talent les a abusés.

JACQUES NOBECOURT.



Les Pays-Bas à l'épreuve de l'austérité

LE programme d'austérité mis en œuvre depuis près d'un an par le gouvernement néerlandais — même s'il s'applique à un pays dont le système de protection sociale était sans doute le plus avancé en Europe — a de quoi surprendre par sa dureté. Les hommes au pouvoir à La Haye n'ont cependant pas le profil des droites européennes classiques et incarnent à leur manière une spécificité néerlandaise, constante dans la vie politique de ce pays, quels que soient les aléas des coalitions et les changements de gouvernement.

Ce caractère propre aux Pays-Bas est fait de tolérance et d'un certain respect des valeurs morales qui fait dire que ce pays, bien qu'il soit devenu majoritairement catholique, reste profondément calviniste. Qu'on y consacre la part du budget proportionnellement la plus importante parmi les pays industrialisés, à l'aide aux pays en voie de développement, qu'on s'y passionne pour la défense des droits de l'homme bafoués ici ou là dans le monde, qu'on y mette en cause la

légitimité de certains types d'armements, tout cela est typiquement néerlandais, indépendamment de la couleur politique du gouvernement.

L'autre composante de cette spécificité néerlandaise est sans doute son ouverture sur l'extérieur, une ouverture traditionnelle et quasi obligée aujourd'hui sur le plan culturel (il y a en tout et pour tout environ 20 millions de néerlandophones dans le monde) et sur le plan économique (avec 14 millions d'habitants, les Pays-Bas ont un besoin vital des marchés extérieurs).

L'Europe est, pour le premier ministre, M. Lubbers, la première des priorités en politique étrangère. La venue à La Haye les 6 et 7 février de M. François Mitterrand, première visite d'Etat depuis que la reine Beatrix a accédé au trône, sera donc peut-être l'occasion, pour le président français, au moment où la France vient de prendre la présidence de la Communauté, de préciser ses vues sur les questions européennes. — C.T.



Un entretien avec le premier ministre, M. Lubbers

« Quoi qu'on pense de la politique de M. Lubbers, force est de reconnaître qu'il a le mérite d'en mener une », écrit le mois dernier un quotidien néerlandais.

L'hébergement britannique *The Economist* estimait pour sa part que le jeune chef de gouvernement néerlandais (il a quarante-quatre ans) avait ravi à M^{re} Thatcher le record de la fermeté en matière de politique économique et sociale. Le paysage politique néerlandais n'est toutefois pas superposable à celui de la Grande-Bretagne et, malgré la popularité qui ont valu à M. Lubbers dans les milieux conservateurs des mesures d'austérité draconiennes et sa résistance aux pressions syndicales, la comparaison avec l'aile dure du conservatisme britannique doit s'arrêter là.

Agrégé en sciences économiques, M. Ruud Lubbers fut, à la fin des années 60, un patron progressiste à la tête d'une importante entreprise familiale des environs de Rotterdam. Membre du parti catholique KVP, il fut considéré avec une certaine bienveillance par les syndicats quand il participa à la négociation de conventions collectives. De 1973 à 1977, il est ministre de l'économie dans le gouvernement de coalition dirigé par le socialiste Joop Den Uyl.

Il quitte le gouvernement en 1977 quand M. Andries Van Agt, chrétien-démocrate, devient premier ministre.

Il devient vice-président du groupe parlementaire de l'Appel chrétien-démocrate (CDA), résultant d'une fusion entre son parti catholique et deux formations protestantes.

A l'automne 1982, après des élections législatives anticipées, il prend la tête de la coalition entre le CDA et les libéraux conservateurs du VVD.

« Sans notre politique, la pays connaîtrait aujourd'hui la faillite »

« Pensez-vous que la véritable éprouve de la force sociale est déjà passée par votre gouvernement et que votre politique économique est acceptable, même si les résultats tangibles ne sont encore attendus ?

— C'est un vrai problème. Pour comprendre la situation, il faut connaître les trois axes de cette politique. Le premier, c'est la mise en œuvre d'un programme d'austérité. Le déficit est trop élevé, de même que la pression fiscale et de même que les dépenses sociales. Notre objectif est de réduire le total de ces trois masses d'un montant équivalent à 1 ou 1,5 % du produit national brut chaque année.

Le deuxième axe de notre politique est la stimulation de l'économie par des moyens qui n'accroissent pas le déficit. Il nous faut agir sur les coûts (sur les salaires, le coût de l'énergie, etc.), réduire le charge fiscale et sociale des entreprises, alléger les formalités administratives pour les entreprises et stimuler les nouvelles technologies.

Notre troisième axe, c'est la répartition du travail. Notre population en âge de travailler augmente de 1,5 % chaque année, compte tenu de l'arrivée de femmes de plus en plus nombreuses sur le marché du travail. C'est un phénomène durable, qui rend nécessaire de répartir le travail, une autre raison étant l'évolution technologique. Dans cet ordre d'idées, nous voulons développer des programmes de stages pour les jeunes et l'intégration dans le monde du travail de tous ceux qui ne peuvent exercer un métier normalement.

Alors, quelle est la situation à présent ? En 1983, la politique d'austérité a permis que pour la première fois le déficit n'excède pas les prévisions budgétaires mais leur soit au contraire légèrement inférieur. Dans le budget pour 1984, la combinaison du déficit et des charges fiscales et sociales doit encore être réduite d'un montant équivalent à 1,2 %

du PNB, et il me semble tout à fait possible d'y parvenir.

En ce qui concerne le deuxième point, des améliorations ont aussi commencé à se faire sentir, par exemple par une meilleure compétitivité internationale. Pour la première fois depuis plusieurs années, les chiffres de la consommation, de l'investissement, des exportations, sont supérieurs aux prévisions, ce qui traduit une modification psychologique intéressante. Nous n'en restons pas moins encore dans une période difficile puisque nous sommes seulement au stade du ralentissement de l'accroissement du chômage, pas encore à celui de sa stabilisation. Nos prévisions officielles, c'est que le chômage n'augmente pas plus que la population active, pas plus de 1,5 % par an, ce qui suppose que le nombre d'emplois reste constant. Cela paraît peut-être ambitieux, mais il faut réaliser que nous sortons d'une période où chaque année l'emploi dans les services publics augmentait de plusieurs points, tandis qu'il diminuait dans le secteur privé.

En ce qui concerne notre troisième ligne d'action, il faut intensifier les efforts. Nous sommes encore heurtés l'année passée à un blocage traditionnel : à droite, on considérait ces programmes comme non essentiels, à gauche, on les qualifiait d'alibis du gouvernement et on réclamait la création d'emplois normaux.

Les Néerlandais sont des réalistes

— Votre politique ne risque-t-elle pas de prendre trop de temps ? Ne craignez-vous pas de vous aliéner une grande partie de l'électorat ?

— Je n'ai pas peur. Je crois que les Néerlandais sont des réalistes et peuvent comprendre qu'après une période où la situation économique s'aggravait d'année en année, il nous faille aujourd'hui quelques années pour la redresser. Il reste très difficile, aux Pays-Bas

comme ailleurs, de demander des sacrifices à un groupe de la population quand il a le sentiment que d'autres groupes sont épargnés. Mais il est impossible d'exiger de tout le monde la même chose, à moins d'avoir recours à l'instrument de la fiscalité, ce que précisément nous ne voulons pas.

En ce qui concerne le déplacement d'une partie de l'électorat de la coalition vers la gauche qui apparaît dans les sondages, je le prends pour un signal de certains électeurs qui nous disent ainsi « faites attention », plutôt que pour une véritable désaffection. Quand, dans d'autres sondages, on demande aux gens si le gouvernement doit changer, alors ils répondent non.

Il faut se dire qu'un premier résultat a déjà été atteint dans le sens où sans la mise en œuvre de notre politique, les Pays-Bas connaîtraient aujourd'hui la faillite. A côté d'un problème économique comparable à celui de nos voisins, nous avons connu en effet des difficultés politiques spécifiques tenant au fait — et je le dis sans rejeter la faute sur les autres — que depuis plusieurs années aucun gouvernement chez nous n'a pu formuler et réaliser le programme fort que l'estime nécessaire. Aussi la coalition avec les sociaux-démocrates ne fut-elle malheureusement pas un succès.

Dans le domaine de la politique étrangère, la question de vos relations avec l'OTAN, à propos de l'installation éventuelle de quarante-huit nouvelles missiles aux Pays-Bas en 1986, reste une des plus délicates, semble-t-il, pour votre gouvernement ?

En matière de politique étrangère, nous avons un certain nombre de priorités. La plus importante, c'est l'Europe. Les Pays-Bas ont envers l'Europe un intérêt non seulement commercial, matériel, mais aussi spirituel.

Propos recueillis par René TER STEEGE et CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 8.)

Des mesures ultra-libérales qui n'ont pas encore fait leurs preuves

RAVIVER l'industrie pour retrouver les voies de la croissance et, de la sorte, réduire le chômage. Pour y parvenir, réduire le déficit budgétaire en faisant de larges coupes dans les dépenses sociales et diminuer les salaires. Telles sont les lignes directrices de la politique ultra-libérale conduite depuis un peu plus d'un an par le gouvernement de centre-droit au pouvoir à La Haye. De l'ultra-thatcherisme ou du super-reaganisme, comme on préfère. En tout état de cause, une réaction brutale contre la politique de l'Etat providence menée aux Pays-Bas y compris, pendant des décennies — là fut sans doute l'erreur — après le début de la crise mondiale.

Le patronat jubile devant ce retour à une sorte de calvinisme économique. Avec, parfois, une absence de retenue d'autant plus étonnante dans ce pays de mesure que le succès, quoi qu'en disent ses représentants les plus fous, est loin d'être au rendez-vous. Ce sont les travailleurs, les classes les moins favorisées, qui feront les frais de l'opération. Et ce n'est pas là une interprétation tendancieuse puisque c'est ainsi qu'elle est officiellement programmée.

Les dirigeants syndicaux grincent des dents mais paraissent ré-

signés. Ils sont conscients des excès passés, de la part trop lourde que représentent effectivement les dépenses privées dans le produit national. L'échec de la longue grève des fonctionnaires de l'automne dernier a restreint leur marge de manœuvre. En vérité, ils ne contestent pas les objectifs poursuivis par le gouvernement ni même — avec il est vrai des nuances importantes — les moyens employés, mais bien davantage la brutalité de la méthode. La FNV, l'une des deux grandes centrales syndicales du pays, a conçu un plan de rechange des plus sages qui est loin de tourner le dos au programme gouvernemental.

Il est des nations de la Communauté, telle la RFA voisine, où l'apparition d'un indice défavorable est vite ressentie comme une catastrophe. Rien de tel aux Pays-Bas. Curieux pays où les dirigeants politiques et économiques se montrent, pour l'essentiel, satisfaits malgré une situation, qui n'a rien de brillant et des perspectives pour le moins incertaines. En réalité, le seul fait d'avoir changé de cap explique cet optimisme.

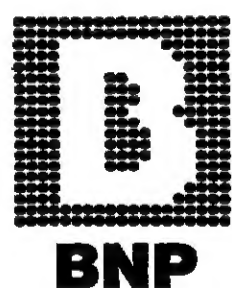
Le tableau de marche de l'économie néerlandaise compte trois points positifs : un taux d'inflation parmi les plus bas d'Europe

(2,5 % en 1983 ; 3 à 3,5 % prévus pour 1984) ; un commerce extérieur florissant avec un excédent de la balance des paiements courants en progression continue : 7,8 milliards de florins en 1981 ; 9,8 % en 1982 ; 12 % en 1983 ; 17,5 % prévus par les services officiels en 1984. Les experts de la grande banque AMRO, plus prudents, prévoient le maintien au niveau de 1983 ; une monnaie forte qui attire les capitaux.

Le gouvernement a la main lourde

Mais les autres indicateurs sont moins reluisants. Le pays connaît une récession continue depuis cinq ans. La croissance, en 1983, a évolué entre 0 et + 1 %. Les prévisions ne sont pas meilleures pour 1984. Il en résulte des taux de chômage record : le pays comptait 655 000 chômeurs en 1982 ; ils étaient 830 000 en décembre dernier et les experts, unanimes, considèrent que le seuil des 900 000 chômeurs, soit plus de 18 % de la population active, sera atteint à la fin de 1984. Compte tenu de la différence de population, cela correspondrait en France à plus de trois millions et demi de sans emploi.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 9.)



**LA BANQUE NATIONALE DE PARIS
PREMIERE BANQUE FRANÇAISE
DEUXIEME BANQUE MONDIALE *
IMPLANTÉE DANS 78 PAYS**

aux PAYS-BAS

Amsterdam

- BANQUE NATIONALE DE PARIS
- BNP BANK N.V.
- Herengracht 477 - 1017 BJ Amsterdam
- Tél. : 26.22.20 - Télex : 14217.

Rotterdam

- BANQUE NATIONALE DE PARIS
- Rotterdam Building - Aert Van Nesstraat 45
- 3012 CA Rotterdam
- Tél. : 11.28.80 - Télex : 25001



BANQUE NATIONALE DE PARIS
Siège Social : 16, bd des Italiens 75009 PARIS
Tél. : 244.45.46 - Télex : 280.605.

* classement American Banker Juillet 1983



LES PAYS-BAS

Un entretien avec le premier ministre

(Suite de la page 7.)

D'autre part, nous nous considérons comme un vrai partenaire de l'alliance atlantique, non seulement de l'alliance politique, mais aussi de l'alliance militaire. Il nous semble que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe sont en ce moment doublement menacées. Le premier risque, ce sont les tensions commerciales, et il nous faut travailler à mettre au point dans ce domaine un accord avec les Etats-Unis. C'est possible, mais ce n'est pas facile — et je le souligne particulièrement dans un journal français — parce qu'il y a un handicap psychologique énorme. Personnellement, je consacre beaucoup de temps à expliquer aux Etats-Unis : « Vous dites que l'Europe est protectionniste, mais vous l'êtes vous-mêmes. » Mais, simultanément, je voudrais consacrer plus de temps à dire en Europe, et spécialement en France : « Faites attention. Nous faisons aussi des

fautes, nous sommes aussi protectionnistes. »

• L'autre risque, c'est celui d'un mauvais jugement, d'une erreur d'appréciation de part et d'autre en matière de défense. Aux Etats-Unis, il y a l'idée que les Européens font trop peu dans ce domaine, et nous pensons, pour notre part, que les Américains doutent de trop de choses. J'ai eu l'occasion, il y a quelques jours, de rappeler à Washington qu'il y a trois millions de soldats en Europe et deux millions aux Etats-Unis, et que, en situation de crise, avec les réserves mobilisables, ils seraient six millions en Europe et trois millions aux Etats-Unis.

• Ma seconde remarque, c'est que — au moins aux Pays-Bas — la modernisation des armements est assez rapide. Le budget de la défense est le seul qui augmente.

• Pour en venir au nucléaire, je voudrais rappeler d'abord un certain nombre de points. Le point essentiel

est que nous acceptons — la plupart des Néerlandais du moins — l'existence des armes nucléaires en général. Nous admettons qu'elles sont un instrument de dissuasion et donc de préservation de la paix. Le second point, c'est que, malgré le problème des missiles, 75 % des Néerlandais sont toujours favorables à l'alliance atlantique, ce qui est un très fort pourcentage.

• Cela étant rappelé, la politique officielle des Pays-Bas vise à la diminution du rôle des armes nucléaires dans la défense. Nous disons : c'est trop. En même temps, nous convenons qu'on ne peut diminuer unilatéralement le niveau d'armement nucléaire, qu'il faut l'organiser avec l'autre partie, et là il y a une tension. Le niveau des armements n'obéit en effet pas seulement aux impératifs techniques de défense, c'est aussi un indicateur politique pour exprimer la solidarité, la position, l'identité d'une nation. Il y a tension entre l'aspect militaire : une défense suffisante, et l'aspect politique : une dé-

fense au moins aussi forte que celle de l'autre.

• Ma troisième remarque, c'est que depuis longtemps des armes nucléaires ont été stationnées aux Pays-Bas, sans que les Pays-Bas soient une puissance nucléaire. Les Américains étaient là, ils avaient des armes nucléaires, cela était accepté à cinq ou six ans. Depuis, cette problématique a qualitativement changé dans la mesure où on a commencé à se demander quelles sont les fonctions nucléaires assignées aux Pays-Bas et quelles sont les responsabilités propres des Pays-Bas en tant que nation.

• En 1979, notre position était la suivante : nous reconnaissons le problème posé par les SS-20, mais nous préférons négocier d'abord et décider après seulement d'une éventuelle implantation de nouvelles armes. La résolution de l'OTAN fut différente, et nous devons donc nous demander ce que nous déciderons fi-

nalement. Jusqu'à présent, notre position était encore assez simple : un déploiement possible, au vu des résultats des négociations. C'était déjà une certaine menace pour l'Union soviétique puisque, pour être crédibles, nous avons fait des préparatifs en vue de cette éventualité, choisis des sites, pris des mesures administratives. Mais nous arrivons au moment où il nous faut prendre une décision plus définitive. Je ne peux jouer les prophètes, mais ce que je peux dire, c'est que nous ne répondons pas à cette question par oui ou par non. Nous devons prendre en compte à la fois la nécessaire solidarité avec l'OTAN et cet objectif de réduction du nucléaire dans la défense qui ne vaut pas seulement pour les armes INF mais pour toutes les fonctions nucléaires.

• Vous êtes-vous fixé une échéance pour arrêter votre décision concernant les missiles de croisière ?

• Oui, en principe le débat parlementaire devrait avoir lieu en juin. A ce moment-là en effet, dans l'hypothèse d'une acceptation du déploiement, le ministre de la défense

devrait commencer les préparatifs plus seulement administratifs mais physiques pour l'installation.

• Avez-vous, en tant que chef de gouvernement, des propositions concrètes à formuler ?

• Nous devons en avoir en juin. — Sont-elles déjà définies ?

• Non.

Diminuer le rôle du nucléaire dans la défense

• N'avez-vous pas imaginé récemment de s'accrocher qu'un nombre réduit de missiles ?

• Il faut distinguer entre la question des nombres aux Pays-Bas et celle des nombres en Europe. Pour nous, c'est la seconde qui est intéressante. Je veux dire par exemple que, si l'année dernière M. Reagan ou M. Kohl m'avait demandé un certain déploiement dans le contexte d'un accord de réduction globale négocié avec l'URSS, j'aurais accepté et je serais allé immédiatement devant le Parlement.

Entre l'OTAN et le pacifisme

La décision que le gouvernement néerlandais devra proposer au Parlement en juin en ce qui concerne l'implantation éventuelle de quarante-huit missiles Cruise sur le territoire des Pays-Bas ne sera pas facile à arrêter, comme en témoignent les déclarations de M. Lubbers. Si, après l'été dernier, certains pouvaient se demander si le mouvement pour le paix néerlandais n'était pas en train de marquer le pas, le rassemblement du 28 octobre à La Haye les a catégoriquement démentis : cinq cent mille personnes étaient ce jour-là dans la rue pour protester, une semaine après les Allemands de l'Ouest et les Britanniques, contre les projets de modernisation des armes de l'OTAN. Jamais de leur histoire les Pays-Bas n'avaient connu pareille manifestation.

Le mouvement pour le paix néerlandais n'est pas récent. C'est en 1986 qu'il a été créé, par neuf Eglises, le Conseil interconfessionnel pour la paix (IKV), devenu ces dernières années le fer de lance du mouvement contre les missiles de l'OTAN non seulement aux Pays-Bas, mais dans l'Europe entière. Dès 1977, l'IKV lançait une campagne sur le thème « Les armes nucléaires hors du monde et d'abord hors des Pays-Bas ». Son succès fut d'autant plus important. Au même moment était créée l'organisation d'inspiration communiste « Arrêtez la bombe à neutrons ».

En 1979, quand l'OTAN adopta sa double résolution prévoyant l'installation de nouveaux missiles en Europe en cas d'échec des négociations avec l'URSS, le succès de ces contre-mouvements était déjà tel que le gouvernement d'alors ne put souscrire intégralement à cette résolution et adopta une position d'attente. Le premier ministre de l'époque, M. Van Agt, n'avait pu faire prévaloir son point de vue personnel dans la coalition de centre droit qu'il dirigeait, et une partie des parlementaires de son parti, le CDA, avait rejoint l'opposition, socia-

liste sur une motion condamnant les missiles. La coalition qui fut ensuite formée avec les socialistes pouvait encore moins se prononcer dans un sens favorable à l'OTAN : celle que dirige aujourd'hui M. Lubbers ne le peut apparemment pas non plus en dépit de la présence en son sein des libéraux conservateurs du VVD, seule formation résolument favorable à la modernisation des armes de l'OTAN.

On a cherché dans la tradition neutraliste ou dans le calvinisme les origines de la puissance du courant pacifiste néerlandais. Il semble aussi que la taille de ce pays, le fait que son éventuelle défection ne compromettrait pas vraiment la défense de l'Europe, l'autorisent à prendre certaines libertés au sein de l'alliance atlantique, non seulement à y défendre des positions morales mais à y jouer un rôle critique et à y faire des propositions. L'idée défendue par M. Lubbers du remplacement des forces nucléaires par des forces conventionnelles relève de ces propositions.

Même si les responsables gouvernementaux se refusent à préciser leur position avant qu'elle ait été mise au point au sein de la coalition, il est vraisemblable que M. Lubbers tentera de sortir de l'impasse par une formule qui pourrait prévoir à la fois l'acceptation conditionnelle d'un certain nombre de missiles Cruise (peut-être inférieurs aux quarante-huit prévus) en échange d'une réduction des armes à courte portée.

Le fait que l'installation des nouvelles armes de l'OTAN aux Pays-Bas n'ait été prévue que pour 1988 tempère d'incertitude toute éventuelle décision positive sur le déploiement : on peut toujours espérer que d'ici là un accord américano-soviétique aura pu aboutir. Il n'en reste pas moins qu'une décision clairement positive reste impossible à prendre aux Pays-Bas, comme en témoigne le « ni oui ni non » de M. Lubbers. — C. T.

MEGADOC PHILIPS:

500.000 PAGES SUR UN DISQUE LASER.



Un disque laser de 30,5 cm pour stocker 500 000 pages d'archives ou 30 000 images par face. Issu de la technologie du compact-disc à lecture laser, voici le disque optique numérique, au service de l'archivage informatisé. Grave et lu par un rayon laser, le disque optique de Megadoc enregistre 500 000 pages de textes dactylographiés, soit 10 à 100 fois plus que les disques magnétiques actuels. Il stocke également

30 000 images ou schémas. Pour retrouver un texte, il suffit de 1,5 seconde : à consulter sur écran ou à imprimer sur papier au rythme de 20 pages par minute. Pour enregistrer, lire, écrire : un mini-ordinateur P 4500. Megadoc enregistre, lit, écrit. Il se compose d'unités d'enregistrement et de lecture, d'analyseurs de documents, d'écrans et d'imprimantes à très haute définition, et

d'un changeur automatique de disques optiques (juke-box). Avec, comme cerveau du système Megadoc, le mini-ordinateur Philips P 4500, déjà très largement diffusé en France.

PHILIPS:
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.



Data
Systems

CHAMBRE FRANÇAISE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

AUX PAYS-BAS

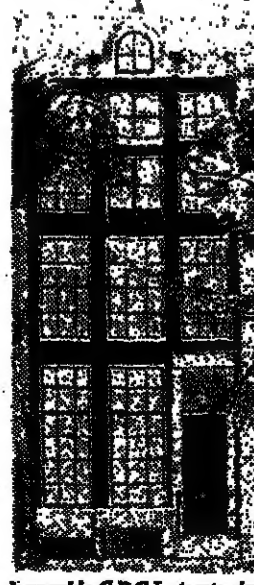
A votre service

pour

- Vous informer sur l'industrie et le commerce néerlandais.
- Vous assister dans la recherche de partenaires et de débouchés.
- Vous conseiller dans le domaine juridique et fiscal.
- Vous apporter des facilités d'implantation (bureaux, personnel, comptabilité...).

Mais tout d'abord pour

Vous accueillir.



Immeuble C.F.C.I. Amsterdam

AYS-BAS
ministre

annoncer les préparatifs
administratifs pour l'installation.
Avez-vous, en tant que chef
ministre, des propositions à formuler
sur les mesures à prendre en vue de la
réduction des dépenses ?

minuer le rôle
du nucléaire
dans la défense

Avez-vous pas l'intention
de réduire le rôle du nucléaire
dans la défense ?

pacifisme

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

La coalition qui se forme
pour la réduction des dépenses
militaires, est-elle une coalition
pacifiste ?

A L'ÉPREUVE DE L'AUSTÉRITÉ

M. Lubbers

Des mesures ultra-libérales qui n'ont pas encore fait leurs preuves

(Suite de la page 7.)

« Pourquoi un tel intérêt pour les
nombres ? Diminuer le rôle du nu-
cléaire est un objectif qualitatif,
mais dans la réalité nous sommes
bien obligés de travailler par étapes,
donc de chiffrer. Et pour un homme
politique comme moi, un résultat,
même relatif, est appréciable s'il si-
gnifie un pas dans la bonne direc-
tion, à savoir la diminution, étape
par étape, du rôle des armes nu-
cléaires dans la défense. »

« Lorsque fut prise par l'OTAN
la décision d'implanter cinq cent
soixante-dix nouveaux missiles en
Europe, on n'assignait pas à ce type
d'armes une fonction absolue mais
une fonction de couplage dans l'en-
semble d'un système de dissuasion.
Leur nombre pouvait donc être li-
mité. Il donna lieu à un débat. Nous
estimons pour notre part que cela
n'était qu'un faux problème
puisqu'il s'agissait en fait d'obliger
l'URSS à négocier. En 1979, l'état
tenté de dire qu'un nombre inférieur
eût été acceptable. Le problème
s'est compliqué depuis du fait que
l'URSS a continué d'installer de
nouveaux SS-20. Il reste compliqué
pour nous par le fait que nous
sommes encore, en dépit de la sus-
pension de Genève, dans une atmo-
sphère de négociation et que par
conséquent l'argument qui consistait
à dire « nous avons besoin de ces
nouveaux missiles pour négocier » a
encore une certaine validité. Nous
pensions n'avoir à prendre de déci-
sion définitive qu'au moment où le
résultat des négociations serait clair,
mais ce n'est pas tout à fait le cas. »

« Qu'est-ce que vous pensez par la
réduction des dépenses mili-
taires néerlandaises ? »
« Le domaine des armes stratég-
iques, même si l'on estime qu'il
faut les limiter, ne présente pas à des
critiques fondamentales. En revan-
che, les armes de courte portée, sta-
tionnées tout près de la frontière,
sont en général perçues comme
celles qui engendrent le maximum
de risques. C'est pourquoi nous pré-
férons pouvoir renoncer à ce type
d'armes. »

« Croyez-vous à une solution
prochaine de la crise euro-
péenne. Iriez-vous, si besoin
était, jusqu'à la recherche d'une
solution sans la Grande-
Bretagne ? »

« Je ne suis pas de ceux qui pen-
sent que la réunion d'Athènes a été
un échec total ; je crois simplement
que beaucoup des participants esti-
maient qu'ils n'étaient pas vraiment
tous de s'entendre lors de cette réu-
nion. Je pense personnellement
qu'une solution à la crise est possible
et j'espère qu'elle sera trouvée avec
la Grande-Bretagne. Il nous manque
en Europe une autorité qui, dans les
situations difficiles, dise quand le
compromis ultime est nécessaire et
où il se trouve. J'espère que vous
pourrez trouver le moyen de jouer
ce rôle, de faire comprendre qu'à un
certain stade il est nécessaire de
trouver une conclusion européenne à
la crise, ce qui suppose que chacun
accepte aussi des sacrifices. »

« La venue dans votre pays
de M. Mitterrand marque-t-elle
selon vous un nouveau départ
pour les relations franco-
néerlandaises ? »

« Je suis très heureux que
M. Mitterrand soit le premier chef
d'État étranger à visiter les Pays-Bas
depuis l'entrée en fonction de la
reine Beatrix. Les relations franco-
néerlandaises sont en effet très im-
portantes à mes yeux. Il existe entre
nos deux pays, de cultures et de tra-
ditions différentes, des possibilités
d'intensifier les relations, pas seule-
ment sur le plan commercial, mais
dans le domaine culturel, dans tout
ce qui se rattache à la philosophie
que nous avons du monde. Les rap-
ports avec le tiers-monde sont par
exemple l'un des domaines où nous
avons une vision commune. D'autre
part, nous courons le risque, aux
Pays-Bas, de devenir trop « angli-
cisés ». Il me semble vital pour mon
pays qu'il reste le croissant de diffé-
rences culturelles, et notamment qu'il
reste ouvert à la culture française. »

Propos recueillis par
RENÉ TER STEEGE
et CLARE TRÉAN.

Cette situation désastreuse, les
pouvoirs publics et le patronat en
rendent responsables le déficit
budgétaire et les coûts de produc-
tion auxquels doivent faire face
les entreprises. Le gouvernement
a décidé de réduire l'un comme
les autres, et il a la main lourde.
Les salaires des fonctionnaires
ainsi que les allocations sociales
catégoriques d'assistés (dont le nom-
bre, il est vrai, est important) ont
été réduits de 3 % à compter du
1^{er} janvier 1984. Les allocations
familiales, les remboursements au
titre de l'assurance-maladie ont
également été réduits. Les augmen-
tations de salaire dans les en-
treprises ont été étroitement limi-
tées en 1983 et disparaîtront
pratiquement complètement en
1984. Selon les experts de l'admini-
stration, le revenu des ouvriers a
diminué de 3 à 3,5 % en 1983, ce-
lui des assistés dans la même pro-
portion ; les fonctionnaires, quant
à eux, ont perdu plus de 5 %. Et
cela dure depuis plusieurs années.

Côté recettes, la TVA a été
augmentée, mais, en revanche, il
a été décidé de réduire l'impôt sur
les bénéfices des sociétés de 45 à
43 %, en 1984, de 43 à 40 % en
1985.

Les atouts de l'économie

Un autre train de mesures, s'il
est approuvé par le Parlement, de-
vrait être appliqué à partir du
1^{er} juillet 1984. Il affectera prin-
cipalement les indemnités des chô-
meurs, des invalides et autres as-
sistés, il est vrai jusqu'ici très bien
protégés par comparaison avec les

autres pays d'Europe occidentale.
Aux Pays-Bas, l'allocation mini-
mum, celle que touchent les as-
sistés et les sans-emploi après
deux ans et demi de chômage
(avant, ils sont payés davantage)
est égale au SMIC, lui-même re-
lativement élevé. Ce lien sera
rompu. C'est ce que déplorent les
syndicats.

« Nous sommes prêts à accep-
ter des diminutions des salaires
et des allocations sociales, mais
ce que nous demandons, c'est une
politique plus solidaire. Nous au-
rions voulu que le lien entre les
salaires du secteur public et les
allocations versées aux assistés
soit maintenu. Les gens les plus
malheureux vont être les chô-
meurs de longue durée, et c'est un
groupe qui s'accroît », commente
M. Van Reis, un des dirigeants de
la FVV. En contrepartie de ces
baisses de salaires, les syndicats
essaient d'obtenir une réduction
du temps de travail. « Contraire-
ment à ce qui se passait jadis, ils
privilégient maintenant les condi-
tions de travail par rapport aux
revendications portant unique-
ment sur les revenus. C'est un
changement important », note
M. Driehuis, professeur d'écono-
mie à l'université d'Amsterdam.
Quoi qu'il en soit, l'avenir n'est
pas rose pour le syndicalisme.

L'économie néerlandaise pos-
sède des atouts : le gaz, dont l'ex-
portation vers l'Allemagne, l'Ita-
lie, la France, la Belgique,
garantit jusqu'à la fin du siècle la
bonne santé du commerce exté-
rieur ; une agriculture hypercom-
pétitive — la deuxième exporta-
trice du monde, — et puis une
tradition de grande efficacité
dans les services : banques, com-
merce international, transports.

L'industrie est en moins bonne
posture. Quelques multinationales
puissantes : Philips, la Royal
Dutch Shell, Unilever, ont fait sa
réputation. Mais sa structure est
faible, peu présente dans les cré-
neaux les plus porteurs. Le déclin
est complet dans les textiles, la
confection, les chantiers navals.
Au fil des ans, le tissu industriel
s'est effiloché. Le florin fort et la
forte propension à investir à
l'étranger y ont contribué. « No-
tre force, c'est le commerce. Il est
exact que nous avons raté le tour-
nant technologique. Au cours des
années 1970, on s'est progressi-
vement rendu compte que notre
compétitivité industrielle s'affai-
blissait, non pas tellement en rai-
son des coûts, mais des pro-
duits », reconnaît M. Driehuis.
C'est un sujet de controverses
aux Pays-Bas. Certains contestent
l'affaiblissement supposé de l'in-
dustrie néerlandaise. De fait, le
gouvernement cherche à stimuler
l'innovation. Pour M. Bolkestein,
le très libéral ministre du com-
merce extérieur, la fascination
qu'exercent partout les techni-
ques de pointe est excessive.

La bataille incertaine des investissements

M. Van Kessel, directeur éco-
nomique de l'AMRO-Bank, fait
remarquer, dans le même esprit,
que l'industrie chimique, concen-
trée autour de Rotterdam, est
puissante, que les raffineries « qui
ailleurs perdent de l'argent, sont
aux Pays-Bas modernes et com-
pétitives ».

Les excellents résultats du
commerce extérieur, mis en avant
par le patronat pour illustrer le re-

tour à la compétitivité des entre-
prises, n'ont, il en convient,
qu'une signification limitée parce
qu'ils s'expliquent surtout par le
développement des ventes de gaz,
la progression des exportations
due à la reprise extérieure et la
baisse des importations qui ré-
sulte, elle, de la chute de la
consommation nationale. Les
Néerlandais exportent davantage
parce qu'ils vivent moins bien.

La politique actuelle se jugera
davantage sur les investissements,
et la bataille, ici, est loin d'être
gagnée. La confiance des entre-
prises, les marges de profit réa-
bles suffiront-elles ? La baisse
sensible de la consommation, la
réduction des dépenses publiques
ne jouent évidemment pas dans le
bon sens. Au reste, les prévisions
(plus 2 % à 3 % selon les sources
pour 1984) n'ont rien de fabu-
leuses. La mauvaise santé du bâti-
ment, la faiblesse des investisse-
ments publics compensent, en
effet, les avancées que l'on distin-
gue dans le secteur privé. Tou-
tefois, les plus récentes infor-
mations transmises par l'industrie
invitent à corriger ces prévisions à
la hausse.

Les Pays-Bas sont un pays ver-
tueux. L'austérité qui y est au-
jourd'hui pratiquée ne semble
pas, jusqu'ici, avoir remis en
cause le consensus social. Il reste
que la revitalisation du secteur
privé — objectif unique, est-on
tenté d'écrire, — de la politique
actuelle ne peut porter de fruits
que si la reprise en RFA, au
Royaume-Uni et aux Etats-Unis
se confirme, voire s'accroît.
Quel risque !

PHILIPPE LEMAITRE.

LES ÉCHANGES FRANCO-HOLLANDAIS COMMENCENT PLACE VENDÔME AVEC LA NMB BANK.



NMB BANQUE (FRANCE)
Banque commerciale
spécialisée dans les opérations
franco-hollandaises.
8, Place Vendôme, 75001 Paris (t) 261.55.25

BANQUE NMB-INTERUNION
Banque spécialisée
dans les opérations financières
nationales et internationales.
Amsterdam, Londres, Paris, Genève, Zurich,
New York, Los Angeles, Chicago, Mexico, Caracas, Sao Paulo, Montevideo, Tokyo, Hong Kong, Singapour, Bahrein, Cebu.

NMB BANK
LE SENS DE LA BANQUE

Credit Lyonnais Bank Nederland



Une banque de taille
moyenne disposant
d'un réseau d'agen-
ces parfaitement
réparties à travers le
pays et facilement accessibles.

Une grande efficacité au service des
entreprises et des industries grâce à un
large assortiment de produits et de servi-
ces bancaires appropriés à une clientèle
dynamique et en mouvement.

Un partenaire bancaire professionnel,
qui fait partie du Groupe Crédit Lyonnais,
la cinquième banque dans le monde.
Avec 60.000 collaborateurs dans plus de
60 pays et un total de bilan consolidé de
650 milliards de francs.
Une vraie banque mondiale.



**CREDIT LYONNAIS BANK
NEDERLAND**

Siège: Coolingsingel 63, Postbus 1045, 3000 BA Rotterdam. Telefoon 010-695911.



Des accords entre Philips et les industriels français

M. FABRIS, le ministre de l'Industrie, qui accompagne les 6 et 7 février le président de la République à La Haye, aura des entretiens avec M. Van der Stoep, vice-premier ministre et ministre de l'économie, ainsi qu'avec M. Dekker, le PDG de Philips. Une douzaine de dirigeants d'importantes sociétés françaises seront du voyage, dont M. Pebrun, le directeur général de la CGE. M. Gomez, le PDG de Thomson, tout juste de retour de Washington, n'aurait pas l'intention de se rendre aux Pays-Bas. Au cours de la visite du président de la République, diverses manifestations illustreront, après une longue période d'occasions manquées, la relance de la coopération entre Philips et l'industrie française. Jusqu'où les deux parties en présence ont-elles l'intention d'aller ?

Sauf surprise, il faut plutôt s'attendre à une série d'accords à la carte qu'à un montage industriel de vaste portée. Voici un an, la tentative faite par Thomson de racheter Grundig, le leader allemand de l'électronique grand public, dont Philips possédait 24,5 % des parts, avait avorté, en partie parce que le groupe français et le groupe allemand étaient en désaccord sur les modalités de l'opération. Cet échec, aux conséquences industrielles notables, puisqu'il a réduit les chances du Vidéo 2000, le magnétoscope produit par Grundig et par Philips, et consacré le triomphe des Japonais avec lesquels Thomson a finalement décidé de collaborer, n'a apparemment pas laissé de traces trop amères à Eindhoven, le siège de Philips.

M. Dekker affirme avec la même force qu'il y a un an (*Le Monde* du 2 juin 1983) qu'il considère la coopération européenne comme une nécessité, même si elle ne doit pas exclure des accords avec les Etats-Unis et le Japon. Selon lui, l'accord conclu en 1982 entre son groupe et le géant américain ATT ne change rien à l'affaire.

M. Mitterrand, de son côté, plaide sans relâche en faveur de relations industrielles européennes. Ce thème devrait même figurer en très bonne place dans l'intervention qu'il prononcera à La Haye sur l'avenir de la Communauté. Au niveau des entreprises, c'est de notoriété publique, M. Dekker, qui se comprendrait mal avec M. Gomez, s'entend très bien avec M. Pebrun. Une conjonction favorable qui va permettre de

conclure quelques affaires et de faire progresser d'autres dossiers. Philips et CIT-ALCATEL, filiale de la CGE, vont collaborer dans le domaine de la radio-téléphonie. La prochaine génération de radiotéléphones (appareils cellulaires) permettra des appels à longue distance. Mais, en l'absence de normes communes, les Français qui auront installé un téléphone dans sa voiture ne pourront pas l'utiliser au-delà des frontières de l'Hexagone. Pour éviter cette situation absurde, les PTT français et allemands ont récemment décidé d'adopter un standard

commun. Les Néerlandais vont à leur tour conclure un accord de standardisation avec les Français.

Un autre projet de coopération entre Philips et CIT-ALCATEL, apparemment en bonne voie, porte sur la fabrication d'émetteurs et de récepteurs de faisceaux hertziens. C'est un créneau important. Les matériels de liaison par faisceaux hertziens occupent le tiers du marché des transmissions, lequel représente lui-même environ 18 % de l'ensemble du domaine industriel de la communication. Le spécialiste français, au deuxième rang mondial, était Thom-

son. Mais, à la suite de l'accord avec la CGE, la division civile tombera dans le giron de CIT-ALCATEL (la fabrication militaire restera chez Thomson). Philips, faible en communication, est en revanche traditionnellement très présent dans le domaine des transmissions. CIT-ALCATEL se proposerait de reprendre les activités faisceaux hertziens de TRT, la filiale française de Philips spécialisée dans ce secteur. Les Français caressent également l'espoir que ATT, le partenaire américain de Philips, les aide à vendre les matériels de transmission issus de cette coopération.

Jusqu'où pourrait aller, par Philips interposé, un rapprochement entre ATT et CIT ? « Nous espérons toujours qu'il sera possible d'inclure CIT dans l'accord ATT-Philips. Cela évolue bien. Nous sommes de bons amis, mais c'est difficile », commente M. Dekker. La clé d'une telle participation, le patron de Philips en convie, serait l'ouverture du marché français des PTT aux centraux numériques conçus par ATT et commercialisés en Europe par Philips.

Cependant M. Fabris demeure, nous dit-on, opposé à l'entrée d'ATT dans le club des fabricants de commutateurs européens. Si cette position est confirmée lors des entretiens de La Haye, CIT-ALCATEL devra donc trouver un autre partenaire européen. Et le faire vite avant que cet associé potentiel ne soit à son tour tenté par les offres de Philips et d'ATT.

M. Dekker, agissant au nom de la filiale française de son groupe, s'oppose à La Haye un accord avec le PDG de Bull sur la fabrication de cartes à mémoire.

Dans le secteur de l'électronique grand public, s'agissant de fabrications d'avenir (la caméra et le magnétoscope de 8 mm, la digitalisation des télévisions, le développement de tubes), M. Dekker n'a pas renoncé à trouver un terrain d'entente avec Thomson. Les conversations ont repris. Compte tenu des déboires passés, elles demeurent discrètes.

Ph. L.

Une affaire réglée : la pollution du Rhin

À la suite du président français aux Pays-Bas survenue de l'affaire du Rhin, qui empoisonnait les relations entre les deux pays depuis sept années ? Vraisemblablement non. Il n'est que de feuilleter les manuels scolaires néerlandais ou certaines brochures destinées aux enfants pour se rendre compte des dommages que cette histoire causait à l'image de la France. Le Rhin est la poubelle de l'Europe, peut-on lire par exemple dans un manuel de géographie, et la France prend la meilleure part à cette pollution. Les Français avaient beau faire remarquer que l'Allemagne était encore plus polluante pour le fleuve, rien n'y faisait : les marais, les sociétés de distribution d'eau potable aux Pays-Bas dénonçaient la salinisation des eaux du Rhin par les mines de potasse d'Alsace.

Contrairement aux engagements pris par Paris lors de la signature de l'accord international de 1976, les gouvernements français successifs avaient refusé, au grand dam des Néerlandais, de soumettre le traité à ratification. L'ancienne majorité respectait en effet traditionnellement le « lobby » alsacien, qui

considérait le traité du Rhin comme une grave menace pour les mines de potasse et donc pour l'emploi dans la région. Aux termes de ce traité, une partie des décharges de sel de ces mines devait être réinjectée dans le sous-sol alsacien. En décembre 1979, La Haye avait même rappelé son ambassadeur à Paris « pour consultations », fait rarissime dans l'histoire de la Communauté européenne. L'affaire dépassa dès lors le groupe écologiste « Reinwater », et l'ensemble de l'opinion publique néerlandaise s'émouvait devant ces décharges incessantes de saumure, 6 à 7 millions de tonnes par an.

Le traité de 1976 a été ratifié à Paris le 7 octobre dernier par le Parlement des députés et le 9 novembre par le Sénat. Il prévoit que 3 millions de tonnes de déchets salins par an doivent, à terme, être injectés dans le sous-sol alsacien, tout en accordant un délai de plus de douze mois avant que ces dispositions ne deviennent exécutoires. Une lourde hypothèque a ainsi été levée. La déception dans les relations entre les deux pays fut immédiatement perceptible.

R. T. S.

LES PAYS-BAS

Un entretien avec M. Braks, ministre de l'agriculture et de la pêche

« Une petite diminution des prix est, pour moi, défendable »

« Pensez-vous qu'une réforme de la politique agricole commune puisse être décidée en même temps que les prix pour la campagne 1984-1985 ?

« C'est absolument nécessaire. Il faut examiner tous les produits qui entraînent une dépense élevée ; des mesures d'austérité doivent être acceptées par tous les pays membres et par tous les producteurs. Une petite diminution des prix et des revenus est pour moi défendable, car notre taux d'inflation est bas. Mais c'est un peu difficile pour mon collègue Rocard.

« Doit-on baisser le prix des céréales en Europe ?

« Les Pays-Bas sont favorables à un rapprochement des prix des céréales avec les prix aux Etats-Unis. Cela permettrait d'en consommer plus en Europe, d'améliorer le climat international et de discuter la stabilisation des restitutions avec les Etats-Unis.

« Vous sentez-vous responsables des excédents laitiers dans la Communauté ?

« Pas du tout. Est-ce que l'Allemagne fédérale se sent responsable des surplus automobiles ? Nous avons toujours été favorables à des prix bas. Ce sont nos partenaires qui ont décidé des hausses importantes.

« Et l'avantage que vous apportent les MCM ?

« Nous sommes pour un démantèlement, mais pas aussi substantiel que celui proposé par la Commission. Il ne faut pas attendre de nous seuls un beau geste. Le calendrier dépend surtout de la RFA. On suivra toute action proposée par elle, propor-

tionnellement. La Commission a laissé entendre que l'on pourrait prendre des mesures partielles pour soutenir certains revenus qui seraient touchés par un démantèlement des MCM. Cette idée nous intéresse.

« Pensez-vous possible de limiter les productions agricoles ?

« Je pense que le développement de l'agriculture par l'augmentation des productions a atteint ses limites. Nous demandons aux agriculteurs de se concentrer sur les investissements, à l'extérieur d'un même volume de production, qui permettent de réduire le travail et les coûts. Il faut aussi partager le travail. De nombreux jeunes chômeurs cherchent à s'installer, surtout dans le secteur du porc. C'est très dangereux, car il y a trop d'installations pour ce marché.

« La France et les Pays-Bas sont les deux grandes puissances agricoles de la CEE. Ne pourraient-elles, dans la situation actuelle, prendre une initiative commune ?

« Je cherche tous les contacts utiles, mais aujourd'hui la responsabilité première appartient à la Commission.

« On a dit que la Commission démissionnerait si ces propositions de prix pour la campagne 1984-1985 n'étaient pas prises en compte.

« Elle doit le faire. Elle doit jouer son rôle politique. »

Propos recueillis par JACQUES GRALL

Pourquoi les affaires agricoles internationales et Rabobank se rencontrent si souvent.

Avec un volume d'exportation de produits agricoles d'environ 42 milliards de florins hollandais, les Pays-Bas se classent en deuxième position comme exportateur de ces produits. Ils sont même l'exportateur numéro un du monde pour les produits laitiers. 25 % du volume total des exportations néerlandaises revient à l'agriculture.

La Rabobank, allouant 90 % de tous les prêts à l'agriculture est la plus importante source de crédit du secteur agricole aux Pays-Bas. La Rabobank occupe une position-clé dans le financement des affaires agricoles.

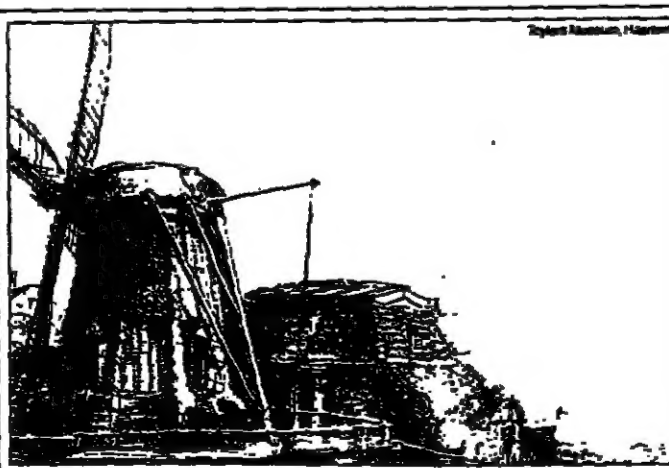
L'importance des affaires agricoles pour le commerce extérieur des Pays-Bas fait que la Rabobank a une connaissance parfaite de tous les aspects concernant le financement du commerce international. Et ceci explique également pourquoi la Rabobank est non seulement l'une des plus grandes banques

des Pays-Bas mais compte également parmi les 50 banques les plus importantes du monde.

Avec un actif dépassant les 115 milliards de florins hollandais (soit environ 38 milliards de dollars U.S.), la Rabobank et

ses 3.000 agences offrent un service tenant compte des exigences locales dans tout le pays.

Si vous prenez plus ou moins activement part à l'agriculture nous sommes faits pour vous entendre.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpétue la tradition de la perfection.

Un membre de l'Union Banking Group.

Rabobank

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Crossdam 11, NL-3521 CB Utrecht, Pays-Bas. Tél. 40200. Succursale New York/USA. Tél. 424337. Représentant à Francfort/Main/R.F.A. Tél. 413873. ADCA-Bank AG, Francfort/Main/R.F.A. Tél. 412644. Représentant à Londres/Grande-Bretagne. Tél. 872590. Filiale à Curaçao, Curaçao/A.N. Tél. 3422.

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

EST AUSSI
A VOTRE SERVICE DEPUIS
PLUS DE 50 ANS AUX PAYS-BAS.

VOUS POUVEZ PRENDRE CONTACT AVEC
SES FILIALES SPECIALISEES du GROUPE PROVIDENTIA-UAP:
Keizersgracht 369 - 1016 EJ AMSTERDAM

EINDHOVEN - Tél. 040-444415
Assurances VIE et RETRAITE - Contrats collectifs de PREVOYANCE

ROTTERDAM - Tél. 010-333900
Assurances des ENTREPRISES - PME et PMI - Risques Internationaux - Transport

AMSTERDAM - Tél. 020-214545
Assurances des PARTICULIERS - Assurance Maladie
Risques Techniques et Informatique





Des pâturages sur l'eau

WATERLAND, le bien nommé, une zone de tourbières au nord d'Amsterdam. M. Praag, trente-trois ans, exploite 33 hectares de pâturages à Jisp. Et quels hectares ! Répartis sur vingt-quatre parcelles entourées d'eau. En ce mois de janvier, clément pour la saison, les bras d'eau ne sont pas gelés. Mais les vaches, un troupeau de 40 frisonnes, comme il se doit, sont à l'étable. Il a fallu amener les fourrages par bateau. D'ailleurs, tout dans cette ferme du nord se fait par bateau, les foin, l'épandage du fumier, le transport des animaux et celui du lait. C'est le moteur du bateau qui, lorsque les animaux sont à l'étable, fait marcher la machine à traire. Conditions d'exploitation peu ordinaires, dans une zone écologiquement fragile.

Par convention spéciale, pour protéger la faune et le niveau aussi de la nappe phréatique, haut dans le Waterland, M. Praag est soumis à des pratiques culturales contraignantes pour lesquelles il touche une indemnité de 12 000 florins (1) par an, soit environ 9 % de sa recette laitière. Malgré ces conditions d'exploitation difficiles, la production par an et par vache atteint 5 000 kilogrammes de lait. Cela veut dire que, dans une zone défavorisée, comparable aux conditions d'une exploitation de montagne en France, son étable a une productivité égale à la moyenne du pays.

L'étable a été construite par M. Praag lui-même. Le bâtiment qui abrite les machines ? C'est un ami qui a fait les plans et lui-même a participé à la construction. Les deux tracteurs ont six et vingt ans. Le tout respire le fonctionnel et le pas cher. Du bois au maximum pour les bâtiments et les stables des jeunes veaux. Et un curieux jeu de ficelles relevant la queue de chaque vache, histoire d'éviter un badigeonnage salissant. La faussette, compétitivité hollandaise ne repose pas ici sur de « super-investissements ».

M. Praag estime qu'il a un revenu supérieur de 20 % à 25 % à celui d'un ouvrier spécialisé. Encore ne compte-t-il pas les frais de main-d'œuvre familiale, le salaire de sa

femme en l'occurrence. Il estime travailler soixante-dix heures par semaine. Quant aux vacances, il pense qu'il devrait bien en prendre : ses deux enfants ont besoin de changer d'air et de voir du pays. Quel producteur français, qui à longueur de discours entend parler des usines à lait du nord de l'Europe, ne se reconstruirait pas dans ce portrait ? La différence, peut-être, vient de ce que M. Praag a une formation agricole secondaire et qu'il fait partie d'un groupe de travail qui se réunit deux fois par semaine en hiver. C'est sa formation permanente. La différence encore, c'est l'herbe, une intensification fourragère, comme on dit en jargon de spécialiste, qui re-

présente la majeure partie de la nourriture des vaches.

« Nos vaches ne paissent pas sur les quais du port de Rotterdam », affirme M. Van der Veen, président du Landbouwhap, qui regroupe les trois syndicats agricoles, catholique, protestant et neutre. « Nous n'avons pas », précise-t-il, d'exploitations « mammouths ». On compte aux Pays-Bas, sur 130 000 exploitations, 60 000 producteurs qui ont des bovins. Le troupeau moyen comprend 75 têtes, dont la moitié de vaches. 10 000 exploitants seulement ont moins de 30 vaches et 9 000 en ont plus de 70. Les autres sont entre les deux. Le troupeau moyen est donc plus élevé qu'en France, mais il ne s'agit pas pour autant d'usines à

lait. Les élevages de 100 vaches et plus existent. Leur nombre aurait même tendance à s'accroître. L'impression est renforcée par l'estimation de M. Van der Veen, selon lequel l'optimum pour une exploitation familiale serait de 80 à 150 vaches. Cela veut dire que la concentration n'est pas terminée et que les éleveurs néerlandais entonnent volontiers l'hymne en l'honneur du progrès technique... tout en reconnaissant qu'il faut préserver le maximum d'emplois en agriculture (surtout dans un pays où le taux de chômage dépasse 17 %). Allons ! Ils ne sont pas les seuls à être confrontés à cette contradiction. Les quatre cinquièmes de la ration ali-

mentaire viennent de l'herbe, et l'accent continue d'être mis sur l'intensification fourragère. Le reste des aliments, le soja essentiellement, est importé, avec un florin qui permet de nourrir un troupeau à meilleur marché que le franc.

Confrontée au problème des excédents laitiers, la CEE cherche des formules pour limiter la production sans rendre dramatique la situation des petites exploitations. A l'inverse de ses partenaires de la CEE, hormis la Grande-Bretagne, les Pays-Bas s'estimeraient désavantagés si l'on décidait d'aider les petites exploitations. Ils seraient surtout dans une situation fautive, car leurs exploitations, pour n'être pas petites, ne sont pas « mammouths » pour autant. En

1983, la production laitière a augmenté de 4,3 %, ce qui est considéré ici comme une fatalité. Aussi est-on favorable, à La Haye, à une limitation du prix du lait et à une taxe de coresponsabilité (une reprise sur le prix payé aux producteurs) qui ne souffrirait pas d'exception, quelles que soient les conditions de production en Europe. C'est du moins le discours officiel. En privé, on reconnaît qu'en France, par exemple, les régions difficiles couvrent un sacré morceau de territoire.

Pendant plusieurs années, le nombre des exploitations a diminué de 3 % à 4 % l'an. Ce rythme s'est ralenti jusqu'à 1 % par an actuellement. Si bien que l'on comptera environ 100 000 exploitations en l'an 2000, au lieu des 75 000 prévues précédemment. L'agriculture néerlandaise, toute efficiente qu'elle soit, subit aussi les effets du ralentissement économique, la hausse des coûts de production, des frais de main d'œuvre, sans parler des limites liées à la pollution. Il n'empêche que ce petit pays, grand comme la Bretagne, est aujourd'hui le second exportateur mondial de produits agro-alimentaires (2), derrière les Etats-Unis et devant ou aux côtés de la France, selon les années. Et il ne compte pas s'endormir sur ces succès puisqu'il entend, selon l'expression de M. Bolkestein, secrétaire d'Etat au commerce, « se concentrer sur ses avantages relatifs », à savoir l'ingénierie hydraulique, avec un millénaire de tradition, les services, c'est-à-dire le commerce et les transports, et les industries agro-alimentaires, qui absorbent aujourd'hui le quart des emplois industriels.

J. G.

(1) 1 florin = 2,80 francs.
(2) En 1983, la valeur des exportations agricoles des Pays-Bas a augmenté de 2,5 %. Elle atteint 41,2 milliards de florins (environ 115 milliards de francs). Les principaux produits sont la viande de porc (3,16 milliards de florins), les légumes frais (2,41 milliards de florins), les fromages (2,09 milliards), les fleurs coupées (1,97 milliard), le beurre (1,95 milliard). Les importations se sont élevées à 26,3 milliards de florins.

La Société Générale aux Pays-Bas

Présente dans plus de 65 pays, la Société Générale peut faciliter vos affaires aux Pays-Bas

- Délégation Générale aux Pays-Bas
- Succursale d'Amsterdam
17 Museumplein Amsterdam 1071 DJ
Tél : (31) (20) 76-83-21
Télex : 13.124 SGRM-NL
- Bureau de Rotterdam
22 Blaak Rotterdam 3011 TR
Tél : (31) (10) 11-58-05
Télex : 23.684 SGRTD



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Banque française et internationale

avec M. Braks, maire et de la pêche

intention des prix défendable

Peuven-tous posséder les productions agricoles ?

Je pense que le développement de l'agriculture par la mécanisation des productions agricoles est une bonne chose. Nous devons encourager les investissements à long terme, qui permettent de faire le travail et les coûts de main d'œuvre. Je pense que nous devons partager le travail de la terre, surtout dans une zone défavorisée, comparable aux conditions d'une exploitation de montagne en France, son étable a une productivité égale à la moyenne du pays.

La France et les Pays-Bas sont les deux puissances agricoles de la CEE. Ne pourrions-nous pas prendre une initiative commune ?

Je cherche tous les moyens, mais aujourd'hui la situation est très difficile.

On a dit que la situation des producteurs de produits agricoles en Espagne (1983) n'était pas prioritaire.

Elle doit être prise en compte.

Photo: JACQUES

FRANCE



DEPUIS PAYS-BAS

ET AVEC COVIDENTHEDAM

415

3900

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

4545

(Publicité)

L'agriculture hollandaise

la passion de la qualité

Pour tout renseignement commercial dans le secteur agro-alimentaire, pour tout renseignement sur les possibilités de promotion commerciale en grandes surfaces adressez-vous au :

Bureau du Conseiller Agricole
Ambassade des Pays-Bas
7, rue Eblé 75007 Paris
Tél : 306-61-88 Télex : 200.070

MADE IN HOLLAND

20 CAFE CREME
HENRI WINTERMANS

HENRI WINTERMANS
CAFÉ NOIR
20 CIGARS - MADE IN HOLLAND

CAFÉ CRÈME & CAFÉ NOIR
DEUX PETITS CIGARES
DE HENRI WINTERMANS.
HOLLANDE.



LES PETITS SUCCÈS D'UN PARTI XÉNOPHOBES

« Il faut sonner le tocsin... »

QU'EST-CE qui a bien pu pousser près de 10 % des électeurs d'Almere, petite ville propre et flamboyante construite dans un polder à l'est d'Amsterdam, à donner leur voix lors des élections municipales d'octobre 1983 au parti d'extrême droite et xénophobe dit — par un euphémisme révélateur des poudres néerlandaises — « Centrumpartij », c'est-à-dire le parti du centre ?

En 1982, le score — pourtant piètre — de ce parti aux législatives (0,8 % et un des 150 sièges à la Chambre) avait déjà vaguement inquiété. On se rassurait cependant en mettant cette modeste percée sur le compte de la grogne d'électeurs mal logés dans les quartiers vétustes et à forte population immigrée des grandes villes de l'Ouest. Mais Almere est une ville nouvelle et compte peu d'immigrés sur ses 40 000 habitants. Faut-il en conclure que le Centrumpartij

avait le vent en poupe et pouvait naître dans les classes moyennes ?

Selon un sondage récemment effectué par la société socialiste de radio et télédiffusion VARA, ce parti obtiendrait trois ou quatre sièges à la Chambre des députés si des élections avaient lieu maintenant ; à terme il pourrait drainer 10 % environ de l'électorat néerlandais. La publication de ces résultats en janvier eut un effet de choc. « Il faut sonner le tocsin », déclarait M. Den Uyl, ancien premier ministre socialiste et dirigeant de l'opposition. « Tous les partis démocratiques se doivent d'éviter que la crise économique ne donne lieu, comme dans les années 30, à une attaque contre la démocratie ». Tous les partis démocratiques s'inquiètent effectivement du danger, tout en se querellant sur l'opportunité d'intervenir ou non la formation raciste.

Mises en garde de la reine

Le premier ministre, M. Lubbers, dénonça lui aussi en termes vigoureux la politique du Centrumpartij, qui prône essentiellement le rapatriement forcé d'autant d'étrangers de couleur que possible. Le gouvernement vient d'ailleurs de décider, le 27 janvier, que les étrangers auront le droit de vote et seront éligibles lors des élections municipales de 1986, à condition d'avoir séjourné aux Pays-Bas pendant une période qui reste à préciser mais que M. Lubbers s'attendait voir située entre trois et cinq ans.

La reine Beatrix pour sa part avait consacré la totalité de son allocution de Noël au problème du racisme, appelant les Néerlandais « à la tolérance et au respect d'autrui » et dénonçant les « événements révoltants » dont même un enfant avait été victime aux Pays-Bas. C'était une allusion à l'assassinat, l'été dernier à Amsterdam, d'un garçon de quinze ans de parents originaires des Antilles néerlandaises, par un « skinhead » à peine plus âgé que lui. Les obscures de l'adolescent avaient donné lieu à une importante manifestation antiraciste.

Quand le Centrumpartij dénonce l'immigration débridée qu'aurait tolérée les gouvernements successifs, il se réfère notamment aux 200 000 Surinamais installés aux Pays-Bas, soit la moitié de la population de cette ancienne colonie ; 30 000 personnes environ sont originaires des Antilles néerlandaises et les Pays-Bas comptent aussi 35 000 Moluques, dont certains jeunes ont fait revivre dernièrement le spectre de la violence en tirant des coups de feu à partir d'un immeuble « squatté ». A côté de ces témoins d'une décolonisation mal conduite, 148 000 Turcs et 84 000 Marocains vivent aux Pays-Bas. Près d'un quart de ces travailleurs immigrés sont actuellement au chômage.

R. TS.

Gouverner Amsterdam : « Une mission héroïque »

VOILÀ, c'est exactement ce qu'il voulait éviter : qu'on parle de la drogue d'habitude, comme si la ville dont il est maire n'était remarquable que par là. Et pourtant ce sujet, c'est lui qui l'aborde le premier. Il cherchait un exemple pour illustrer son propos sur les incompréhensions qui règnent entre un gouvernement central et les gestionnaires d'une grande ville, en prise directe sur les difficultés concrètes, et le premier qui lui vient à l'esprit, c'est justement la drogue. M. Van Thijn, ancien ministre de l'Intérieur et jeune maire socialiste d'Amsterdam, demande justice : « Il faut que cessent les malentendus ; nous en avons assez d'apparaître comme le paradis des drogués de l'Europe entière. »

Pour que cela cesse, il a proposé dès son arrivée à la tête de la municipalité un plan de lutte sévère contre le trafic d'héroïne et de cocaïne et contre la criminalité qu'il engendre. Un plan somme toute assez classique, qui prévoit le doublement des effectifs des brigades antistupéfiants, le renforcement des moyens de la magistrature et de la police. Cet arsenal répressif étant essentiellement destiné à stopper l'effet d'attraction qu'exerce la ville (les seuls Allemands de l'Ouest représentant par exemple 10 % des huit mille drogués recensés à Amsterdam), reste le problème des drogués locaux et de l'assistance médicale qui leur est due. Depuis plusieurs années

déjà, le service municipal de santé, outre l'assistance aux toxicomanes emprisonnés, organise une distribution gratuite de méthadon dans quatre postes fixes de quartiers et deux postes ambulants qui reçoivent au total la visite de mille drogués par jour en moyenne.

Mais ces services ont constaté l'inquiétante augmentation du nombre des « poly-toxicomanes », utilisateurs de plusieurs drogues dont on ne parvient pas à contrôler la consommation et que l'on ne peut contraindre à la criminalité par la distribution du seul méthadon. D'où l'idée de distribuer aussi, gratuitement et sous contrôle médical, de l'héroïne. Cette expérience devait durer un an et s'adresser à trois cents drogués, Néerlandais seulement, sélectionnés parmi les plus problématiques. Bien évidemment, c'est le seul point du programme qui fut remarqué, soit pour crier au scandale, soit pour rejeter l'ensemble d'un plan qui suppose le déblocage de moyens financiers importants, au moment même où le gouvernement de La Haye met en œuvre une politique de restriction des dépenses publiques d'une sévérité que personne avant lui n'avait jamais osée aux Pays-Bas.

Amsterdam, dont les ressources proviennent à 90 % de l'administration centrale, risque de souffrir de cette austérité sur bien d'autres plans aussi. « Le dynamisme dans la construction, dit le maire, c'était notre défense contre la

crise économique et l'on est en train de nous priver de cette arme. » La Haye trouve en effet qu'Amsterdam va trop vite et a réduit de moitié (à cinq mille logements) les plans pour 1984. C'est toute une politique sociale qui se trouve ainsi mise en cause. La municipalité avait réussi à revitaliser le centre d'Amsterdam en donnant la priorité à la réhabilitation de quartiers anciens, tout en veillant à la préservation de leur caractère et au maintien de leur population, fit-elle de revenus modestes. Politique qui coûte cher mais qui est socialement très payante : « Regardez où habite la population immigrée, dit le maire. Là où la rénovation urbaine est très avancée, l'intégration de cette population cosmopolite s'est faite sans tensions. C'est là où elle n'a pas commencé, où les conditions d'habitat sont mauvaises que les problèmes se posent, que la xénophobie prend corps. »

M. Van Thijn fait du combat contre cette tendance (dans une ville qui compte entre autres trente mille Surinamais, vingt-trois mille Marocains, seize mille Turcs) une priorité personnelle. Il rappelle la grande grève des travailleurs amsterdams contre les déportations de juifs, en février 1941, et il place plus haut que tout la défense de la tradition antiraciste et multiculturelle de la ville.

Réunion du conseil municipal dans une salle de l'hôtel de ville aux boiseries anciennes. Tout le

fond de la salle est occupé par des jeunes gens bruyants, des squatters. La justice vient de décider que l'immeuble qu'ils occupent — et que la municipalité veut transformer en un grand hôtel — devait être évacué de ses habitants « sauvages ». Il faut savoir être ferme, estime M. Van Thijn, même si, comme lui, on est ouvert au dialogue et que l'on reconnaît au mouvement des squatters « sa fonction sociale très utile, contre la spéculation immobilière notoirement ». Mais le mouvement, explique M. Van Thijn, a un peu « déraillé » au fil des ans. D'abord en s'installant dans des H.L.M., ce qui était « une attitude antisociale intolérable » et puis en ayant recours à l'intimidation et à la violence. Dans son discours inaugural, M. Van Thijn avait déclaré que dans une démocratie « il n'y a pas de pavés de gauche, toute violence est de droite ». Les squatters depuis étaient restés calmes, en dépit de quelques évacuations. La prochaine promet à la nouvelle municipalité son premier affrontement dans les semaines qui viennent.

« Quand j'ai été nommé ministre de l'Intérieur, raconte M. Van Thijn, j'ai reçu quelques lettres de félicitations. Quand j'ai été nommé maire d'Amsterdam, j'en ai reçu des milliers qui me soulageaient bien du courage pour une tâche aussi héroïque. » « C'était quand même un peu exagéré... », conclut-il. C.T.

NSM N° 1 AUX PAYS-BAS

NSM a toujours affirmé sa vocation internationale. Son alliance avec l'Algemeene Bank Nederland (ABN Bank) lui confère aujourd'hui une nouvelle dimension.

Cette synergie bancaire représente pour les entreprises un atout majeur pour aborder le marché hollandais.

Transactions commerciales : rapidité et fiabilité.

La large implantation d'ABN Bank (plus de 700 agences aux Pays-Bas) offre une rapidité et une fiabilité d'exécution exceptionnelles. Qu'il s'agisse de transfert et de rapatriement — SWIFT — de financements à l'exportation.

Change et marché financier : l'appui d'ABN Bank leader sur toutes les opérations en florins.

Banque de référence pour la cotation du florin sur la place de Paris, NSM offre des couvertures de change très compétitives. Et la puissance de refinancement d'ABN Bank lui donne un large volant d'action pour accorder des avances en florins.

L'excellence de la position d'ABN Bank confère à NSM un

rôle de leader sur toutes les opérations en florins.

Implantation : des outils performants de réflexion et d'action.

Une connaissance subtile et profonde du tissu industriel et financier des Pays-Bas permet à NSM d'offrir à l'exportateur français des outils performants de réflexion et d'action.

Évaluation précise des opportunités commerciales, analyse de l'environnement, recherche et choix des partenaires adéquats, maîtrise de l'ensemble des procédures pour réussir une implantation.

NSM - ABN Bank. Un suivi direct et personnalisé de vos affaires aux Pays-Bas. Et dans le monde.

La première banque hollandaise est présente sur les cinq continents, dans 43 pays. C'est ce réseau, l'un des plus importants du monde, que NSM met à la disposition des entreprises.

Voilà pourquoi NSM est bien n° 1 aux Pays-Bas.

Responsables pour les Pays-Bas : M. Henri LECLERCQ : (1) 766.66.74. M. Serge CLECH : (1) 766.68.78.

Le passé, le présent, le futur.

Banque de Nouvelles, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

N.V.
EXPORT
FINANCIERING-
MAATSCHAPPIJ

efim

Fondée en 1951

Financement à moyen et à long terme de biens d'équipements, tels que toute sorte de navires, matériels off shore, usines, installations, etc. exportés des Pays-Bas.

Renseignements complets fournis sur demande

2582 LR LA HAYE
PRINS MAURITSLAAN 6

Téléphone : 070-89-00 Télex : 31121
Adresse télégraphique : FINEX B.P. : 82006

مركز الامم المتحدة

A L'ÉPREUVE DE L'AUSTÉRITÉ

Les échanges culturels avec la France



« Vous vivez sur une île, nous ne nous connaissons pas... »

« **V**OUS vivez vraiment sur une... vous savez... », dit un jeune éditeur d'Amsterdam. Et sur notre île... plutôt au-dessus du niveau de la mer nous ne nous sommes pas aperçus que les Pays-Bas avaient changé, que depuis dix ans la pratique de la langue française avait presque disparu, chez nos voisins ; et si elle est encore assez couramment parlée chez les gens de plus de quarante cinq ans, elle l'est de plus en plus rarement par les jeunes, qui ont adopté, à peu près à l'unanimité, la langue anglaise comme moyen de communication. Le français, auparavant enseigné à tous, obligatoire dès le primaire, est devenu une seconde langue à option qu'on n'étudie, au mieux, qu'à partir de quatorze ans.

Il faut dire que nous ne pratiquons pas la réciprocité et que l'enseignement du néerlandais en France est chose rare réservée

presque exclusivement aux lycées internationaux (Ibann, Ferney, etc.) et à la région du Nord-Pas-de-Calais. Même si on enregistre depuis peu un regain d'intérêt, il est d'autant plus fragile que les enseignants manquent (à l'université de Tours, on compte, paraît-il, un enseignant pour 180 étudiants !). Le résultat est

tions Calmann-Lévy annoncent pour bientôt la traduction de ce roman à trame historique et policière à la fois, qui montre la frontière ténue entre le mensonge et la vérité, la culpabilité et l'innocence. Ce sera, pour Harry Mulisch, la première chance de se faire connaître du public français (un autre de ses livres : *Le Lit nuptial de pierre*, qui devait paraître au début des années 60 chez Julliard, déjà traduit et même composé, ne fut jamais imprimé...). Un autre auteur, Jan Volders, qui se signale à l'attention d'un vaste public pas forcément intellectuel — il avait publié en France les *Délits de Turquie* (Belfond, 1976), — s'est permis, à la dernière, de refuser un prix décerné pour l'ensemble de son œuvre... Quant à Cees Noteboom, découvert par Maurice Nadeau, avec un livre de recherche, (*le Chevalier est mort*, Denoël, 1976), il s'est fait remarquer avec *Rituel*, presque tout entier autour de la cérémonie du thé chez les Japonais...

La balance est déséquilibrée : les Hollandais nous traduisent infiniment plus que nous ne les traduisons. On lit beaucoup Simone de Beauvoir, dont la plupart des titres sont disponibles en néerlandais. Marguerite Yourcenar, très prise, est presque une enfant du

même si « son antisémitisme reste injustifiable », comme le reconnaissent les enthousiastes, qui voient dans le *Voyage* et dans *Mort à crédit* « une seule et longue critique de la société capitaliste » (1).

« *Quelle que soit sa qualité littéraire, on n'aurait jamais permis l'édition d'un Hollandais qui aurait collaboré avec les Allemands, nous a-t-on dit plusieurs fois. Mais Céline, c'est différent.* ».

Remarquons, en passant, que la *Recherche du temps perdu* est en cours de traduction et que le Hollandais Eddy du Parron, l'ami de Malraux et de Pascal Pia, a été découvert en France avec quarante-cinq ans de retard, alors que son grand roman, *le Pays d'origine* se passait en partie à Paris...

Autre particularité de ce petit pays baigné par la mer et par les langages étrangers (les films doublés y sont inconnus, le sous-titrage est une industrie prospère pour le cinéma comme pour la télévision) : certaines librairies vendent plus de 40 % de leurs livres en langue anglaise et on écoule aux Pays-Bas plus de « Penguin » et de « Pocket Books » que dans toute l'Europe ! Van Gennep, par

exemple, éditeur et libraire de gauche, ami de Breyten Breytenbach, a eu l'idée de vendre en solde des titres d'Emmanuel Le Roy Ladurie en anglais achetés à New-York : « *Puisque les gens ne lisent pas en français, pourquoi ne pas importer des livres américains ? J'ai vendu 2 000 Montail-
lois et 1 500 Carnaval de Ro-*

La rapidité de distribution des livres au format de poche anglais et américains a également d'étranges effets ; l'éditeur néerlandais se retrouve en compétition directe avec les « poche » en néerlandais. « Si la traduction en néerlandais n'arrive pas en premier, on perd toutes ses chances, nous disait un éditeur. La concurrence est trop dure pour des auteurs comme Saul Bellow, Norman Mailer, Bashvish Singer, etc. J'avais dit En attendant les barbares de Coetzee, qui a eu beaucoup de succès ici. Mais moi, j'en ai vendu 1 300 exemplaires. » *« Power Life and Times de Michael K., le Booker Prize 1983, j'espère bien être sur le marché avant l'édition Penguin... »*

• Et le français ? ai-je répété.
• Dans dix ans le français sera
une langue exotique, a-t-il dit en

souriant. *La France, c'est un pays pour les vacances, comme la Yougoslavie ou le Portugal. La cuisine est meilleure...* »

« Nous sommes un
trait d'union »

Au ministère de la culture, de la santé et du bien-être, à La Haye, la langue utilisée avec le visiteur sera l'anglais, et les perspectives de coopération sont assez minces : « Pour l'instant, la coopération culturelle entre nos deux pays n'existe pas. Il y a l'action de la Maison Descartes (le centre culturel français à Amsterdam), mais cela ne touche pas assez profondément la population. »

Les Néerlandais parlent de culture européenne et insistent sur la nécessité d'une coopération sur la base de la réciprocité : « Sinon, il faut craindre qu'un fossé ne s'installe entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Il est de l'intérêt de la France de se maintenir en rapport avec nous ; nous sommes un trait d'union avec les autres pays de l'Europe. Et, sans chauvinisme, nous pensons avoir quelque chose à vous offrir : dans le domaine des musées, de l'art graphique, de la littérature, de la musique, du théâtre, du ballet moderne et

classique, qui est très vivant ici. Nous avons déjà envoyé notre chorégraphe Rudi van Dantzig auprès de Noureev à l'Opéra de Paris...

Les Néerlandais sont bien décidés à demander à M. Jack Lang une coopération réelle dont ils ne savent pas exactement quelles pourraient être les modalités. - C'est très difficile pour un végétarien de dire quelle viande il veut manger, nous disait un haut fonctionnaire. On ne connaît pas la culture française... Nous ne sommes pas des végétariens de principe, mais vous ne nous donnez rien à nous mettre sous la dent. ...

Est-il trop tard pour combler le fossé ? On peut se le demander en voyant combien le Hollandais se sent plus près, culturellement, des Etats-Unis que de la France. « Savez-vous ce que signifie en néerlandais « travailler à la française » ? Cela pourrait se dire : « bâcler le travail », vous dit-on en souriant.

Faudra-t-il aussi se battre contre les mots ?

NICOLE ZAND

(1) Cité d'après l'excellente revue de culture néerlandaise *Septentrio*, éditée par une fondation flamando-néerlandaise.

L'engouement pour Céline

Un cas tout à fait particulier, et « inexplicable » selon les Néerlandais, est l'engouement récent de la jeunesse pour Céline : en dix ans, quatre titres ont été publiés, des débats ont été organisés, des

montages de textes ont été joués
par la Société Céline à même les
scènes qui publie une revue semestri-
elle : *Céline Journal* (Fonda-
tion Bazarb. La Haye). Cet im-
mense succès d'un auteur raciste
a beaucoup fait réfléchir sur une
évolution des mœurs qui a réussi à
démolir de nombreux tabous et
prohibés. En effet, la première
traduction en néerlandais, en
1934, du *Voyage au bout de la
nuit*, déput profondément : la
plupart des critiques considéra-
rent les œuvres de Céline comme
l'émulation d'un « *cervier ma-
ladé* », d'autres les traitèrent de
« *dégénérées* » ; on ne supporta
pas « la scatologie et l'obscénité
[qui] obsèdent l'auteur », ni sa
« *brutalité repoussée* ».

Anjourd'hui, on a « réhabilité »
l'écrivain et on lit ses romans

**DEPUIS 1920
QUI REUSSIT
L'ALLIANCE
ENERGIE
+ CHIMIE?**

Energie et chimie :
deux mots qui donnent la clé
du développement de DSM
depuis 61 ans.

Charbon et carbochimie
Au début du siècle, la première mission de DSM fut bien d'extraire et de vendre l'énergie-charbon, puis, à partir de 1920, de tirer un parti maximal des produits de sa distillation, c'est-à-dire du coke et du gaz de four à coke, base de la carbochimie.

Sa production d'azote, dès 1929, marqua le départ d'une activité qui allait devenir, au cours des années, d'une importance exceptionnelle : la fabrication des

engrais, par le groupe UKF. Parallèlement, la branche chimie du groupe s'étoffait par l'extension des deux secteurs : produits chimiques et matières plastiques.

Gaz et pétrochimie
Au cours des années 80, DSM
allait prendre,
avec une audace contrôlée,
un virage décisif
qui détermina le nouveau
destin du groupe.
Survivre à la fermeture

progressive des mines et cokeries imposa l'expansion des activités chimiques en même temps que la mutation des matières premières de base.

En vingt ans, DSM se métamorphose, se diversifie.

Depuis la découverte en 1960 du plus important gisement européen de gaz à Groningue, le groupe DSM a participé à cette révolution énergétique en agissant, soit pour le compte de l'Etat, soit pour lui-même :

- l'exploration des gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord et
- l'exploitation des mines de charbon outre-Atlantique pour son propre compte.

**nous cherchons
toujours à être en avance
sur notre temps**

DSM EN FRANCE

Producteur européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour :

- les plastiques,
- produits chimiques et résines,
- les engrais, les produits en matières plastiques,
- les matériaux de construction.

DSM :
CHIMIE ÉNERGIE
CONSTRUCTION
ENGRAIS.

DSM 

SANARA

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE NAVIGATION ET DE TRANSPORTS

SIÈGE SOCIAL : 174, RUE DE LA RÉPUBLIQUE • 92806 PUTEAUX
Tél. : 177.15.91

à votre disposition

ARMEMENT
AFFRÈTEMENT
CONSIGNATION

UN GROUPE FRANÇAIS DE TAILLE EUROPEENNE

MARITIME
FLUVIAL
FLUVO-MARITIME

TRANSIT
DOUANE
MANUTENTION

ROUTE
FER

SANARA BV • Kuyper Van Dam & Smeer BV
Van Vollenhovenstraat, 50 - PO-Box 652
3000 AR ROTTERDAM
Tél. (19.31.10) 33.14.11
Télex 222223


CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

A l'origine, Houllières d'Etat néerlandaises; aujourd'hui, DSM, Groupe à vocation internationale, implantée en Europe de l'Ouest (siège social à Heerlen, Pays-Bas), mais aussi dans d'autres parties du monde.

SEPT GRANDS SECTEURS :

- Engrais :** ammoniac, urée, engrais azotés, phosphatés et mixtes, etc.
- Produits chimiques :** acrylonitrile, caprolactame, phénol, mélamine, méthanol, intermédiaires organiques, produits de la chimie fine, etc.
- Plastiques :** éthylène, polyéthylène bd et hd, PVC, polypropylène, ABS, caoutchoucs synthétiques, etc.
- Résines :** pour encres d'imprimerie, colorants et peintures, résines acryliques, etc.
- Energie :** gaz naturel, pétrole, charbon.
- Transformation des plastiques :** emballages, articles ménagers, produits techniques, etc.
- Construction :** briques, tuiles, éléments en béton, céramiques, etc.

En termes de chiffres d'affaires et d'effectif, l'activité principale est la chimie dont 85 % des ventes sont réalisées dans la Communauté Européenne. Au total : 29.000 employés dont les 2/3 aux Pays-Bas. Chiffre d'affaires global de l'ordre de 20 milliards de florins



Pour toute information :
DSM-FRANCE
 immeuble
 Périsud
 5 rue Leyeune
 92120
MONTRouge

Étranger

CHINE

La « taupe française » de Wuhan

La coopération universitaire avec la Chine populaire exige des coopérateurs un certain ascétisme. Elèves qui gardent leurs distances, « resto-U » peu appétissant, isolement et, pour les disciplines « sensibles », méfiance d'hôtes qui redoutent la « pollution occidentale ». C'est à ce prix qu'on a la satisfaction de créer des classes de « taupe » à la française.

De notre correspondant

Wuhan. — Une route qui n'en finit pas de serpenter et, tout au bout, une explosion cernée de verdure. De là, une vue plongeante sur l'immense et majestueux Dong Hu, (le lac de l'Est). C'est ici, perché sur une colline où s'étend le campus universitaire de Wuhan, que se dresse, solitaire, le bâtiment des enseignants étrangers. Parmi eux, douze sont français, formant la majorité de cette petite communauté.

Que sont-ils venus faire au cœur de la Chine ? Participer à une expérience pilote comportant deux volets : la fondation d'une école de mathématiques à la française et la création d'un centre de rayonnement de notre langue. Tâche ardue, s'il en est, car ces pionniers, dont certains sont accompagnés de leur famille, vivent, une fois terminés leurs cours, dans une sorte de double ghetto : celui de l'université, tout d'abord, très éloignée de la ville, elle-même mal reliée au reste du monde universitaire chinois, et, à l'intérieur du campus, celui que constitue leur « résidence », géographique-ment isolée et dont l'accès est interdit aux étudiants et aux enseignants chinois, sauf rares exceptions.

Capitale de la province de Hubei, Wuhan se compose de trois cités autrefois distinctes — Wuchang, Hankou et Hanyang — au confluent du fleuve Yangzi et de la rivière Han. C'est sur l'une des hauteurs de Wuchang qu'est implanté le campus. Or, cette partie de la ville, avant tout lieu de promenade, est située à une distance respectable des centres culturels et commerciaux concentrés à Hankou et Hanyang, de l'autre côté des deux fleuves. En taxi, le trajet dure au moins trois quarts d'heure, la course coûte cher et les chauffeurs rechignent. En bateau ou en autobus, c'est l'aventure et les horaires de travail ne le permettent pas, sauf le dimanche. La solution serait la mise en place d'une navette régulière plusieurs fois par semaine. Les autorités de l'université s'y refusent.

Des contacts difficiles

Quant aux relations personnelles avec un citoyen chinois, en principe interdites à tout étranger vivant dans le pays, elles sont, ici, particulièrement difficiles. A l'université de Wuhan, la discipline semble prévaloir. La situation se serait même durcie depuis l'année dernière, expliquent les enseignants français, en soulignant que les obstacles aux contacts (réglement de la faculté, dissuasion) « sont tellement intimidés par les étudiants qu'ils évitent d'eux-mêmes les rencontres de peur d'être critiqués ». « Nous ne nous attendions pas à des rapports individuels aussi peu spontanés, nous espérons être mieux intégrés dans la vie de l'université », confient certains, avec déception, tandis que d'autres déclarent tout à trac : « Nous sommes tous en casernes ». Les choses sont, en revanche, un peu plus faciles avec les collègues en-

seignants auxquels il est même parfois possible de rendre visite chez eux.

C'est en janvier 1980 qu'un accord spécial de coopération a été établi avec l'université de Wuhan. A cheval sur les domaines culturels et scientifiques, cette action pilote, unique en son genre, a pour but de permettre à des universitaires français de haut niveau de former de futurs professeurs chinois en mathématiques, physique et chimie. Deux classes de mathématiques spéciales et supérieures ont été ouvertes à cet effet. Les cours sont donnés en français selon les programmes de nos universités. Il est prévu que les professeurs chinois prennent progressivement la relève des spécialistes français. D'autre part, à Wuhan — et c'est le seul exemple en Chine — a été créé, à la faculté des lettres, un département de français comprenant des activités de recherche en civilisation, histoire et littérature françaises.

Trois ans après le démarrage de cette expérience, est-il possible d'en dresser un premier bilan ? Tant de l'avis des enseignants sur place que de certains responsables français, les résultats, pour le moment, semblent mitigés.

Il convient, dans le tableau, de distinguer entre littéraires et scientifiques. Il apparaît à l'usage, pour ce qui est des premiers, que les professeurs de haut niveau envoyés par la France ne sont pas utilisés par la faculté de Wuhan à raison de leur compétence. Cantonnés, pour l'essentiel, dans l'enseignement du français fondamental, ils sont peu sollicités dans des disciplines jugées plus « sensibles », telles que littérature, cours de civilisation et d'histoire. Craignant-on que leur présence entraîne une « pollution intellectuelle » des jeunes esprits chinois ?

Dans le domaine scientifique, la situation semble encore plus délicate, à l'heure où des classes d'« hypo-taupe » et de « taupe » ont été menées à leur terme, résultat d'une action à participation étrangère encore sans précédent en Chine. Il semble que la question fondamentale que l'on se pose du côté français est de savoir si les moyens mis en œuvre, tant en hommes qu'en argent, sont bien adaptés aux fins poursuivies. En d'autres termes, vaut-il mieux détacher en Chine un certain nombre d'universitaires français, dans le cadre d'une opération de prestige dont la gestion échappe pour une large part à la France, ou accorder plutôt des bourses à des étudiants chinois pour un cycle complet dans des universités françaises ?

Des bords durables

A Wuhan, les enseignants français, qui font leur travail avec conviction et dynamisme, aimeraient sentir un soutien plus grand. Ils constatent que les élèves qu'ils ont formés sont particulièrement recherchés par d'autres universités chinoises, notamment dans les domaines de la recherche fondamentale. A leurs yeux, c'est là un critère de réussite qui récompense leurs efforts, même si cela ne débouche pas obligatoirement sur un plus grand rayonnement de la langue française. A tout le moins, peut-on espérer que la fréquentation pendant plusieurs années de professeurs français aura permis de créer des liens entre les deux pays.

Autant dire que, malgré leur isolement, il s'en faut que le découragement et l'amertume l'em-



FRANCHINI

portent dans la petite communauté d'enseignants français de Wuhan. Certes, la plupart regrette de ne pas avoir été mieux informée, avant de partir de France, sur les futures conditions d'existence. L'unanimité se fait pour déplorer la mauvaise qualité et l'insuffisance des repas proposés sur le campus.

Mais on fait contre mauvaise fortune bon cœur et on se résigne avec plus ou moins d'humour à ne pas recevoir un grand choix de journaux français ou à les lire avec plusieurs mois de retard. « Le Monde nous arrive par bateau. Ce ne sont plus des nouvelles, c'est de l'histoire », nous dit un enseignant.

Pour ce qui est des loisirs, la bi-

bliothèque française, très fournie, est alimentée par le service culturel de l'ambassade de France à Pékin, qui se charge aussi de procurer régulièrement des films vidéo. Des projections sont parfois organisées pour les étudiants et les professeurs chinois, mais cela ne va pas sans tracasseries. Au printemps dernier, une Nuit du cinéma a été mise sur pied. Les enseignants chinois — mais non les étudiants — ont pu y participer après que les autorités de l'université eurent, au préalable, visionné les films programmés. Cela dit, les Français de Wuhan ont décidé de jouer le jeu, encouragés en cela par la satisfaction d'avoir des « étudiants qui étudient ».

ANITA RENO.

MAROC

Visite à Nador après la tourmente...

Il a fallu les émeutes du mois dernier pour que Nador, dans le nord du Maroc, accède aux manchettes des journaux. Le calme y est revenu et, comme partout, les autorités ont tendance à minimiser l'affaire. Elle n'eût sans doute pas pris de telles proportions si le Rif n'avait été longtemps négligé.

De notre envoyé spécial

Nador. — Quatre jours après les troubles de Nador, les plus graves qu'ait connus le Maroc, dans la deuxième quinzaine de janvier, le ministre de l'Intérieur avait la situation suffisamment en main pour nous inviter à aller enquêter sur place par nos propres moyens, sans accompagnateur officiel, allant jusqu'à demander à ses services de « passer un savon » aux loueurs de voitures qui déclaraient indispensible un laissez-passer. De fait, tout au long d'un voyage de plusieurs centaines de kilomètres dans le Rif, d'Al Hoceima à Nador, en passant par Aknoul, parfois mutuellement, nous avons rencontré quelques barrières, mais c'étaient des contrôles douaniers habituels dans ces régions de contrebande avec les enclaves espagnoles.

« Les émeutes, quelles émeutes ? », se demande le réceptionniste d'un hôtel d'Al Hoceima. « Ah, oui ! Les gamins, dans les quartiers (populaires) ». D'un revers de main, il signifie que cela est déjà du passé. A vingt et une heures, dans les cafés de l'artère principale, il y a encore des hommes pour jouer aux cartes ou regarder la télévision. Engager la conversation est possible, mais, dans cette région de forte émigration vers l'Europe, on préfère parler du dernier séjour en France que d'événements qui, selon le bilan officiel, firent ici quatre morts. Ce petit port est situé sur côte paradisiaque que le Club Méditerranée a été pour implanter un de ses villages. Qui eût dit que Douai et Maubeuge y alimenteraient d'aussi durables nostalgies...

Dehors, nous sommes vite rejoints par trois jeunes, « étudiants » comme il se doit. « Des blessés ? Ils sont bien plus nombreux qu'on ne le dit, mais les familles les cachent pour éviter les ennuis. Oui, ici, dans le centre, tout est calme ; mais là-bas, dans la montagne, c'est différent. La police est partout. » Peut-on aller voir ensemble ? Non, car « ça ne servirait à rien : il s'agit de policiers en civil ».

A Nador, les vitrines des banques marocaines (la banque espagnole a été épargnée) et celles de Royal-Air-Maroc ont déjà été remplacées. Seules subsistent quelques enseignes brisées. Beaucoup de rideaux sont tirés au rez-de-chaussée de petits immeubles dont les fenêtres sont fermées. Renseignements pris, il s'agit de constructions appartenant à des émigrés qui préfèrent ne pas louer pendant leur absence. Sur les sept cent mille habitants que compte la province de Nador, cent mille sont allés chercher en Europe des salaires supérieurs à ceux qu'on offre ici. Au retour, ils s'établissent le plus souvent comme garagiste et l'automobiliste n'a déjà pas de souci à se faire dans la région.

Le « travail des casseurs »

Autres gains habituels : ceux de la contrebande avec Melilla, la zone franche espagnole, malgré les mesures impopulaires prises par le Maroc pour limiter ces trafics. Nador a repris son visage normal de ville commerçante et bien entretenue. Mais le quartier où se revendaient habituellement les produits de la contrebande est puni. Des policiers en interdirent encore l'accès mercredi, et, par contraste avec le reste de la ville qui ne paraissait pas particulièrement traumatisée, l'ilot était étrangement silencieux.

Le gouverneur de la province ne fait aucune difficulté pour nous recevoir et nous ouvrir ses dossiers qui contiennent de minutieuses photographies du « travail des casseurs » : ceux-ci s'en sont pris aux édifices publics mais pas aux boutiques.

Partie d'Al Hoceima, l'agitation a gagné Nador le 17 janvier. Le 18, la plupart des collèges et

lycées se mettaient en grève générale avec attroupements et slogans contre la cherté de la vie. « J'ai voulu leur parler, mais ils ont refusé le contact, assure le gouverneur. Après avoir délibéré avec les élus de la municipalité, j'ai essayé de rencontrer les parents d'élèves, mais seulement une trentaine se sont présentés. Le 19, ce fut le défilement, six groupes de deux mille personnes chacun quadrillant la ville : des élèves du secondaire, quelques chômeurs et beaucoup de contrebandiers. Ils ont saccagé la direction de l'équipement et une école. A ce moment, nous avons été débordés ».

C'est alors que les forces auxiliaires (équivalent des CRS en France), qui disposent de quelques blindés légers, sont intervenues. « A coup de gourdin, soutient le gouverneur. On a tiré, mais seulement des tirs de sommations... Il se peut que dans le tas il y ait eu quelques victimes de balles perdues. » Peut-on aller voir les blessés ? Non, car l'hôpital est sous la garde de la police.

Qui sont les responsables à l'origine ? « Quelques professeurs qui ont distribué des tracts. Deux d'entre eux ont été arrêtés et sont interrogés en ce moment même. Un troisième est en fuite ».

Pourquoi la violence s'est-elle davantage déchaînée ici que dans

le reste du pays ? « A cause des contrebandiers mécontents et émus parce que beaucoup de ces élèves sont allés livrés à eux-mêmes, par leur père émigré en Europe, soit comme internes, soit comme pensionnaires dans des familles amies ».

Fermée pendant un jour, la frontière avec Melilla est rouverte. Nous l'avons franchie aisément, bien que journaliste, comme plusieurs milliers de frontaliers travaillant chez les Espagnols le font chaque jour avec un simple laissez-passer. Il y a aussi dans la région plusieurs milliers de Marocains pensionnés de l'armée espagnole qui vont toucher leur retraite d'anciens combattants, soit directement à Melilla, soit au consulat de Nador.

Le gouverneur a de bonnes relations personnelles avec le consul, son voisin, mais il supporte mal les « leçons » qu'on voudrait faire aux Marocains de l'autre côté de la frontière. « Nous autres, Marocains, nous ne sommes pas de ceux qui contestent l'apport du protectorat français. Mais franchement, au Nord, les Espagnols n'avaient rien fait. Tout ce que vous pouvez voir ici, l'acierie, les réalisations hydrauliques, les routes, c'est notre œuvre. Nous avons investi dans la province vingt milliards de vos francs lourds ».

Abandonnant statistiques et maquette de cité nouvelle prévue dans le prochain plan, notre hôte nous prend dans sa voiture pour visiter le nouveau port, immense chantier déjà opérationnel en partie, qui doit durablement concurrencer Melilla. Le gouverneur a bien raison d'être plus à l'aise pour nous montrer ces réalisations surprenantes dans une région présumée désertifiée, que quand il s'agit d'expliquer comment on fait seize morts avec des gourdins.

La mise en valeur

Nador et sa plaine irriguée sont aux confins du Rif occidental. La ville et les petites localités environnantes, également touchées par les troubles, ne comprennent pas que des Rifains, qui n'ont pas de frontières, on trouve surtout la turbulente tribu des Guelais, qui n'est par rifaine. Le vrai Rif, fait tantôt de massifs dénudés, tantôt de forêts et de maquis, s'étend plus à l'ouest, jusqu'à Chechaouen et Tétouan.

Depuis dix-huit ans, un homme se consacre à cette région à la tête d'un organisme dépendant du ministère de l'Intérieur, le DERRO (développement économique rural du Rif occidental). Ingénieur agronome, M. Ahmed Chibicheb est un de ces Marocains compétents et sympathiques au contact desquels la tentation est forte d'oublier certaines réalités désagréables du royaume. « Ses Rifains », il en parle parfois avec l'indulgence paternelle d'un vieil administrateur colonial. Malgré les propos menaçants du souverain après les émeutes, il est persuadé que le roi le aime bien. Hassan II n'a-t-il pas travaillé sur les chantiers de la « route de l'unité » reliant le Rif au reste du pays, alors qu'il était prince héritier ? Plus tard, n'a-t-il pas rendu un arbitrage en faveur du DERRO contre un ministre des finances péru ? « Le premier ministre s'est excusé. J'ai encore la lettre. Je l'ai gardée, tellement je m'étais battu ».

M. Chibicheb a imposé ses vues : lutter contre l'érosion des sols par des cultures en « banquettes » (oliviers, amandiers,

figuiers, raisin de table), aider les quelques six mille familles qui vivent de la culture du kif (chanvre indien) à trouver des revenus de substitution, par exemple avec le tabac.

110 millions de francs ont été affectés au DERRO dans le plan 1981-1985. Un tiers de la population rifaine, évaluée au total à plus de deux millions de personnes, en profite. Mais c'est le DERRO, indiquant les solutions à apporter, évoque sans ambages la possibilité « d'émigration désordonnée et de troubles graves ».

Les enfants de ces tribus à la fois attachantes et farouches, chères à M. Chibicheb, nous les avons rencontrés sur les routes qui les conduisent à l'école dans des sites admirables. Ils ne ressemblent pas aux gosses faméliques de certains pays d'Afrique noire ou d'Asie. Les émeutes du Rif sont celles de la pauvreté, mais pas celles de la misère absolue.

Les banques ont été la cible privilégiée des émeutes. On en trouve beaucoup au Maroc, y compris dans de petites localités. Cette concurrence doit tout de même résulter d'une certaine activité économique ; il est difficile de croire que toutes ces agences se consacrent uniquement à la gestion des comptes des contrebandiers.

Si une progression démographique de 3 % l'an ne risquait pas de réduire les réalisations en cours à un simple travail de Sisyphe, le dossier économique des autorités ne serait pas aussi mauvais que le disent ceux des coopérateurs étrangers qui, venant d'Europe, ne portent pas leurs jugements par comparaison, les seuls qui valent.

Réflétant la mauvaise humeur de ministres qui s'estiment victimes d'un procès bâillé de la part de la presse française, les journaux marocains ont pris un malin plaisir à appeler « Jacques en France » la récente mise à sac d'une préfecture par les agriculteurs bretons. La différence, c'est qu'il vaut mieux être manifestant à Brest que dans une région où — incapacité ? peur du saut dans l'inconnu ? autre conception de l'autorité ? — le maintien de l'ordre n'est pas encore une tâche douce.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



« Salles marocaines défilant au cortège » (Tour du Monde 1979)

50.1 من الأصل

France

RÉFLEXIONS

Février 1934 : les faits et le mythe

Cinquante années se sont écoulées depuis cette fureuse soirée de février 1934 où, dans la confusion des mouvements de foule enchevêtrés avec les avancées et les reculs d'un service d'ordre dépassé par les circonstances, une quinzaine de morts et un bon millier de blessés. Après un demi-siècle, la date continue de parler à la mémoire collective : il n'est même pas nécessaire de citer un millésime pour que chacun sache à quel événement on fait allusion : le jour et le mois suffisent. 6 février : la référence demeure aujourd'hui encore un élément déterminant de notre culture politique.

Cette pérennité, l'événement la doit d'abord à la violence : c'est un effet persistant de la stupeur qui saisit l'opinion devant le sang répandu. C'était la première fois depuis l'écrasement de la Commune que les passions politiques entraînaient mort d'hommes en plein Paris. Certes, on ne saurait comparer les milliers de morts de la Semaine sanglante et les quinze victimes tombées sous les feux de la place de la Concorde, mais l'émotion s'est-elle jamais déchaînée à un nombre de morts ? Depuis plus de soixante ans l'agitation avait plus d'une fois grondé dans les rues de la capitale, tout récemment encore à l'occasion de l'exécution de Sacco et de Vanzetti, mais aucune manifestation n'avait, depuis 1871, connu de conséquences aussi dramatiques. Paris, qui avait en un siècle fait plus de révolutions qu'aucun peuple, s'était comme déshabitué du recours à la violence insurrectionnelle. De là vient que la nuit du 6 février ait brusquement réveillé les fantômes qu'on croyait abolis des guerres civiles d'autrefois. Vingt-huit ans plus tard, les morts de Chaurone soulèveront une émotion comparable.

Cinquante ans, c'est aussi un défi suffisant pour prendre la mesure de l'événement et s'en faire une idée objective. Or avec le temps il semble que, par un effet de diffusion qui n'est pas inhabituel, l'écart aille s'agrandissant entre la réalité et la représentation dans les esprits, surtout ce que nous savons des faits et le mythe qui s'en est fait à partir des circonstances. Le mythe, c'est la deuxième façon qui assure la permanence du souvenir : le 6 février est devenu le symbole même des entreprises fautiveuses contre la République, l'illustration des dangers qui menacent périodiquement les institutions démocratiques, l'archétype du fascisme.

Or, à mesure qu'on scrute le déroulement des faits, on se convainc davantage que le 6 février n'a pas été un coup de force contre le régime, à peine une dévotion, assurément pas un putsch. Qu'est-ce donc en effet que le 6 février ? Le point culminant d'une agitation attisée et habilement orchestrée par une presse d'extrême droite contre une majorité de gauche, à la faveur d'un scandale qui éclaboussait une poignée d'obscurs parlementaires dont la plupart appartenaient au Parti radical, le parti dominant de l'époque : c'est alors la droite qui dénonce la collusion du pouvoir et de l'argent. Ce barbellement de l'opposition se développe sur le fond de la crise économique qui, depuis qu'elle a atteint la France, entraîne lentement l'activité, extension insidieuse du chômage, et ramène le spectre du déficit budgétaire qu'on croyait conjuré depuis Poincaré. L'instabilité ministérielle — cinq cabinets se sont effondrés ou dissolus à la suite en dix-huit mois — exaspère de larges secteurs de l'opinion qui imputent aux institutions parlementaires la responsabilité de l'impuissance des pouvoirs publics à remédier aux maux du jour.

Le mot d'ordre a été lancé par toutes sortes d'organisations de se rassembler aux abords du Palais-Bourbon à l'heure où le gouvernement Daladier se présenterait devant les Chambres pour obtenir leur confiance. Une foule en colère et décidée à crier son indignation, un service d'ordre insuffisant et inexpérimenté, des instructions imprécises, une stratégie absurde qui dispose un mince cordon à l'entrée du pont de la Concorde sans rien pour prévenir l'accumulation des manifestants dont la pression menace de faire craquer le barrage ; toutes les conditions sont réunies pour que les forces de police débordées soient accablées à ouvrir le feu afin d'éviter l'envahissement de la Chambre. A partir de 19 heures, tant du côté des manifestants que des autorités, personne ne contrôle plus la situation.

Une étude sans a priori ne confirme guère la thèse du complot contre les institutions. Pour autant qu'on puisse discerner les intentions des organisateurs, qui sont loin de s'entendre — ils semblent plus soucieux de soustraire leurs troupes à la sollicitation des concurrents, — il semble bien qu'elles n'aillent guère au-delà de la volonté d'empêcher un vote de confiance et de l'espoir d'exercer sur les parlementaires une pression qui effacerait, comme en 1926, le résultat des élections précédentes et amènerait, avec un renversement de majorité, la formation d'un gouvernement dit d'Union nationale où la droite classique se retrouverait associée aux radicaux, heureusement dissociés des socialistes avec lesquels ils avaient fait cause commune pour les élections.

Quant à cette foule qui clame des mots d'ordre antiparlementaires, de qui se compose-t-elle ? Plusieurs générations s'y conduisent : celle du feu avec les anciens combattants, celle de leurs cadets avec les militants des ligues, mais aussi des curieux, les éternels badauds de tous les rassemblements, quantité de gens qui, au sortir des bureaux, grossissent d'heure en heure cette masse disparate. Sans oublier des hommes de gauche dont la présence souligne la confusion de la situation, la convergence de certaines tendances électorales et atteste la force de l'antiparlementarisme, qui n'est pas l'apanage de la droite ; il y a là, en particulier, les membres de l'Association républicaine des anciens combattants, proche du Parti communiste, qui ont répondu à l'appel publié par l'*Humanité* du matin, invitant à manifester « contre le gouvernement Daladier, contre le régime du profit et du scandale ».

La gauche, impressionnée par les exemples étrangers, a cru voir dans l'événement parisien la reproduction du phénomène qui avait amené au pouvoir Mussolini et Hitler. Erreur compréhensible d'identification. Le cortège des anciens combattants qui descend les Champs-Élysées derrière les drapeaux de l'UNC n'est pas la répétition de la marche sur Rome pas plus que les flammes qui dévorent un autobus de la ligne AC ne sont l'annonce prémonitrice de l'incendie du Reichstag. Au reste, la droite et l'extrême droite n'ont alors ni complaisance ni sympathie aucune pour le III^e Reich : un de leurs griefs à l'encontre de la gauche est de ne pas préparer la défense contre l'Allemagne revancharde. Plutôt qu'avec des expériences étrangères, le rapprochement qui s'impose concerne des épisodes de notre propre histoire : c'est par exemple le vieux cri de l'agitation boulangiste : « A bas les voleurs ! » qui résonne ce soir-là place de la Concorde en direction des députés. Les ressorts de la manifestation, les sentiments qui jettent ce jour-là dans la rue des milliers de citoyens

passibles aux côtés d'activistes et de ligueurs qui rêvaient d'en finir avec la République étaient des aspirations traditionnelles et élémentaires : le désir d'avoir un gouvernement stable et respecté, un réflexe d'honnêteté, habilement exploité par une presse qui monte en épingle quelques comportements délictueux, le préjugé instinctif et savamment entretenu contre ce qu'on n'appelle pas encore la classe politique.

Mais que la gauche ait cru se trouver devant un fascisme français fut plus décisif que sa non-existence ou sa faiblesse extrême : en politique, on le sait, ce qui est tenu pour vrai pèse plus lourd sur les esprits et sur les stratégies que ce qui, sans être vrai, est néanmoins reçu pour tel. La crainte du fascisme a été déterminante : c'est par le biais de l'antifascisme militant, plus que par le péril que le fascisme aurait fait courir à la démocratie, que le 6 février a inféchi irrévocablement le cours de l'histoire. Sous l'impulsion des syndicats, les partis de gauche ébauchent un rapprochement : l'opinion de gauche leur impose de mettre une sourdine à leurs querelles et de surmonter leurs divergences. Le 27 juillet 1934, Parti communiste et SFIO signent un pacte d'unité d'action qui, élargi à d'autres partenaires, deviendra le cadre du Rassemblement populaire. La lutte contre le fascisme, peut-être plus active à l'intérieur qu'à l'extérieur, sera désormais le ciment de l'union des forces de gauche, et la victoire du Front populaire par l'application de la discipline de vote aux élections des 26 avril et 3 mai 1936 peut être tenue pour la conséquence indirecte mais logique de la soirée d'énosée du 6 février.

Depuis, le souvenir de l'événement a continué de peser sur les mémoires et les conduites. Il a contribué à inspirer aux Français le retour au sang versé et de la discordance qu'elle use de la violence. Il a exorcisé la tentation du recours à l'insurrection. Si en 1947 les grands mouvements de grève ont fini par se résorber sans escalader, si, en 1958, les principaux notables ont tout fait pour trouver à la crise de régime qui saurait pu, en d'autres circonstances, dégénérer en guerre civile, une note pacifique, et le psychodrame de 1968 a pu tenir le pays en haleine tout un mois sans faire de mort et si après quelques semaines l'opinion est revenue de la complaisance qu'elle avait d'abord témoignée aux gauchistes pour souhaiter le retour à l'ordre, et si, depuis, l'ensemble du corps électoral a toujours témoigné sa réprobation pour les violences physiques et même verbales et marqué avec constance sa réserve à l'égard de tous les extrémismes de droite ou de gauche, qui sait si le souvenir de cette soirée tragique de février n'y a pas été pour quelque chose ?

RENÉ RÉMOND.

En bref

● Les élus de l'opposition ont manifesté à Limet-Brevannes. — M. Alain Fohet, président du Sénat, sénateur du Val-de-Marne, a participé, vendredi soir 3 février à Limet-Brevannes, au rassemblement des élus et sympathisants de l'opposition organisé par l'UNIF (Union pour l'Île-de-France) pour soutenir M. Bessières (RPR). Les manifestants se sont rendus à la mairie occupée depuis plusieurs jours par les partisans des deux maires : MM. Guy Berjal (PC) et Gérard Bessières (*le Monde* des 27 et 28 janvier). L'occupation de l'hôtel de ville a cessé le 4 février avec l'installation de la délégation spéciale chargée d'organiser l'élection municipale partielle consécutive à la dissolution du conseil municipal prononcée par le conseil des ministres du 1^{er} février (*le Monde* du 2 février).

● Les élections municipales partielles de trois communes du Var : La Seyne-sur-Mer, Draguignan et Cuers, auront lieu les 19 et 26 février. Elles sont consécutives à l'annulation par le Conseil d'Etat des scrutins de mars 1983.

● M. Juquin inquiet. — M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du PCF, déclare, dans une interview publiée par *Libération* le vendredi

3 février, qu'il n'y a pas d'opposition entre les socialistes et les communistes, mais « des différences bien connues entre nos deux partis et des débats sur la façon d'aborder certains problèmes industriels ». « La gauche est placée devant des questions complexes », souligne M. Juquin, selon qui le PCF n'a pas dit que « la gauche ne fait pas la politique pour laquelle elle a été élue », mais que « la droite et le patronat exercent une pression très dure sur le gouvernement pour le faire dévier ». Il ajoute : « Évidemment, je suis inquiet quand je vois la pression exercée du patronat. »

● M. Baylet et M. Mauroy. — M. Pierre Mauroy a reçu à déjeuner, jeudi 2 février, une délégation du MRG conduite par son président, M. Jean-Michel Baylet. Outre la situation à Mayotte et les élections européennes, à propos desquelles M. Baylet a indiqué que le premier ministre a pris acte des intentions du MRG de constituer une liste de « vaste rassemblement du centre-gauche », ont été évoquées les restructurations industrielles.

Approuvant « l'approche » qui est celle de M. Mauroy à ce sujet, le MRG propose d'engager un « plan de redéploiement de l'économie française », en élargissant la voûte

A Nîmes : la démocratie municipale en question

De notre correspondant

Nîmes. — Le conflit qui oppose depuis la mi-janvier le nouveau maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, et les conseillers municipaux de gauche semble s'apaiser. La décision prise le 16 janvier par M. Jean Bousquet, lors de la séance du conseil municipal, d'exclure les conseillers municipaux communistes des commissions permanentes et de supprimer leurs indemnités de fonction avait marqué un net durcissement dans l'attitude du premier magistrat nîmois, vainqueur sur le fil en mars 1983 du scrutin local.

Tout en confiant qu'il ne le souhaite pas, M. Bousquet laisse cependant entendre qu'il pourrait envisager un retour des conseillers communistes au sein des commissions, à condition qu'ils fassent dans l'attitude du premier magistrat nîmois, vainqueur sur le fil en mars 1983 du scrutin local.

Son coup de colère du 16 janvier, le maire l'impute à la multiplication de la part du groupe communiste, tout au long de ces derniers mois, « d'attaques et de critiques les plus virulentes tant au cours des réunions que dans les colonnes de leur quotidien politique ». Apparemment, la séance du conseil municipal du jeudi 12 janvier a constitué pour M. Jean Bousquet le dépassement de la mesure. Ce jour-là, l'assemblée doit bénéficier d'une innovation technique originale, la présentation des grandes orientations du budget municipal 1984 sur des écrans vidéo. Une « première » nationale dans la lignée des « coups » chers au chef de la nouvelle majorité municipale.

A gauche, les protestations s'élevaient dès le début de cette séance de jolis graphiques colorés : on réclame des documents de travail et on souligne que les chiffres précis ont été publiés quelques jours auparavant par le quotidien local, *Midi libre*, alors qu'ils ne sont pas communiqués aux élus.

M. Jean Bousquet, à l'évidence, encoûte, lève la séance. Elle a duré dix minutes. Le maire va mettre au point en quatre jours des mesures de rétorsion contre ce qu'il tient pour une attitude intolérable : exclusion des conseillers communistes des commissions permanentes, suppression de leurs indemnités.

Bien entendu, les six conseillers communistes, à la tête desquels se trouve s'ex-maire et député M. Emile Jourdan, ne tardent pas à réagir contre ces mesures.

Préconisant un allègement et un assouplissement de la fiscalité pour les PME et PMI, le MRG propose notamment un désencadrement du crédit et des contrats de croissance sur trois ans pour l'embauche.

● L'affaire ELF-ERAP. — La mission d'information de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur certains aspects de l'affaire des « avions renifleurs » d'ELF-ERAP (*le Monde* des 12 et 26 janvier) s'est réunie pour la première fois le mercredi 1^{er} février, sous la présidence de M. Christian Goux, président de la commission des finances. M. Philippe Sammarco (PS, Bouches-du-Rhône), qui devrait jouer un rôle important au sein de cette mission, a indiqué que celle-ci commencera ses auditions, la semaine prochaine, par les actuels PDG d'ELF-Aquitaine et de l'ERAP, MM. Michel Pecqueur et Pierre Boisson. « Ils acceptent de venir s'expliquer devant les membres de la mission (contrairement au cas d'une commission d'enquête parlementaire, les personnalités sollicitées ne sont pas tenues de répondre aux demandes de la mission d'information, dont les membres, a précisé M. Goux, ne seront pas tenus au secret). »

Dénouant le sectarisme du nouveau maire, contestant son apolitisme et le qualifiant de chiraquien, ils se défendent d'être des opposants systématiques et insistent sur les aspects constructifs de leur travail tant au sein des commissions qu'en séance. Ils font remarquer que la minorité municipale représente plus de 49 % des électeurs et refusent ce que M. Jourdan qualifie de « discours de guerre civile froide et larvée ».

Pour sa part, M. J. Bousquet, qui a rappelé que des élus de droite se trouvaient exclus de fait des commissions permanentes au sein du conseil municipal de Montpellier, estime avoir « joué le jeu loyal » avant de sévir.

Les cinq élus socialistes, parmi lesquels M^{me} Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la famille et aux travailleurs immigrés, se déclarent indignés par la décision du maire. En signe de protestation, ceux qui étaient présents à la réunion du conseil du 16 janvier ont quitté la séance.

Quelques jours plus tard, ils sont invités par M. Jean Bousquet à se montrer solidaires de leurs collègues communistes et à se retirer d'eux-mêmes des commissions perma-

nentes. « Pas question, répondent les socialistes, nous constituons une force de proposition, même si notre situation prédispose naturellement à la critique. »

Judi 26 janvier, une manifestation rassemblant tous les partis de gauche, les sections locales CGT, CFDT, et diverses associations, montre au maire qu'il a réussi d'un coup à refaire la cohésion de ses adversaires politiques.

Dès le lendemain, M. Jean Bousquet reprend l'offensive. Accusés d'avoir fait publier des tracts, qualifiés par le maire d'injurieux à son égard, les conseillers municipaux socialistes sont priés d'évacuer leur local de l'hôtel de ville pour être relégués à la périphérie nîmoise.

Le surlendemain, M^{me} Georgina Dufoix, qui s'exprime à la télévision régionale, adjure M. Bousquet de revenir à une pratique démocratique plus équilibrée.

Réponse du maire : une lettre dans laquelle il invite le secrétaire d'Etat à la famille et aux travailleurs immigrés à défendre auprès des différents ministères concernés les dossiers nîmois en instance.

OLIVIER CLERC.

LA REPRÉSENTATION DE « FILS DE PERSONNE » A DREUX

Les balourdises de M^{me} Brion

De notre envoyé spécial

Dreux. — Faute de combattants, il n'y pas eu de moderne « bataille d'Hernani », jeudi soir 2 février, à la salle des fêtes de Dreux (Eure-et-Loir). La représentation de la pièce d'Henry de Montherlant, *Fils de personne*, s'est déroulée le plus calmement du monde. Et M. Bernard Dhérain, secrétaire de la Comédie-Française, et Françoise Delle, ex-pensionnaire de la Maison de Moïse, n'ont pas eu à forcer les talons devant huit rangs de spectateurs : cent trente-huit entrées, dont cent dix-huit payantes (80 F).

Pourtant, la nouvelle municipalité d'opposition, élue dans les conditions que l'on sait, avait fait les choses selon son idée : aucune publicité dans la presse, très peu d'affiches en ville, mais plus d'un demi-millier de « cartes-réponses » (payantes) adressées aux commerçants de la cité, aux membres du Rotary ou du Lions' Club. Avec, pour les « amis sûrs », une lettre à en-tête du Front national signée de M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du mouvement et troisième adjoint au maire. Une lettre déclarant : « M^{me} Brion [adhérente du Front national et adjointe aux affaires culturelles de Dreux] a pris cette heureuse initiative [l'organisation de ce spectacle] qui déplaît aux socialistes-communistes. Aussi je vous demande de participer à cette « première » et d'y amener vos amis. »

Les socialistes-communistes, comme dit M. Stirbois, sont restés de marbre. Fils de personne n'a intéressé personne ou presque. Rien de politique dans ces relations conflictuelles

entre un père et un fils, dans l'année 1940, rien qui puisse faire repérer de Dreux, Brex, une soirée à dormir debout.

On s'était cependant mis dans l'idée, chez les organisateurs, qu'il pourrait y avoir des incidents. L'accès au balcon de la salle des fêtes avait été interdit, de peur que des petits facétieux lancent des tomates — ou des grenades — sur les gens d'en bas. Il aurait fallu viser loin dans cette salle de six cent quarante places pour atteindre les huit premiers et seuls rangs de spectateurs...

La comédienne Bernard Dhérain nous parlait pudiquement, avant son entrée en scène, de « méthodes insidieuses » en évoquant l'organisation de ce spectacle.

En fait, c'est une bataille culturelle que la nouvelle municipalité de Dreux, dirigée par M. Jean Hleux avec l'appui de l'UDF, du RPR et du Front national, s'efforce de mener. M. Alain Flourens, trente-cinq ans, directeur du Centre socio-culturel du Livre d'Or, dont le contrat vient d'être dénoncé, assure : « Il n'y a pas de conflit ouvert. C'est un travail de saps dont nous sommes victimes. »

Meis dans l'entourage même du maire, on confesse, jeudi soir, à Dreux, que M^{me} Brion avait commis une « sottise », une « balourdise », en tentant de réserver le spectacle aux seuls adhérents du Front national. Déchaîné de tout côté, Bernard Dhérain hausse les épaules : « Si l'on se met maintenant à vouloir récupérer Montherlant... »

M. C.

Le baromètre mensuel de la SOFRES

LA COTE DE CONFIANCE DE M. MITTERRAND EST EN BAISSE

Alors qu'elle s'établissait à 47 % au mois de janvier, progressant d'un point par rapport au mois de décembre, la cote de confiance du président de la République enregistre ce mois-ci un recul de trois points.

Selon un sondage effectué par la SOFRES du 20 au 26 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes et publié par le *Figaro-Magazine*, 44 % des Français déclarent faire « plutôt » ou « tout à fait confiance » à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes de la France. Ils sont 52 % (48 % le mois dernier) à émettre l'avis contraire.

La cote de confiance du premier ministre, en revanche, enregistre une progression de deux points et s'établit à 32 % (63 % des personnes

interrogées se lui font pas confiance).

A l'indice de popularité des personnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard, qui améliore son score de cinq points, conserve la première place : 60 % des personnes interrogées souhaitent « lui voir jouer un rôle important au cours des mois et des années à venir ». Il est suivi par MM. Jacques Delors (47 %) et Pierre Mauroy (34 %), tous deux en hausse de cinq points.

Dans l'opposition, c'est toujours M^{me} Simone Veil qui est en tête avec 57 %. Elle enregistre une progression de huit points. Viennent ensuite MM. Jacques Chirac (45 %), qui gagne quatre points, et Raymond Barre (38 %), qui en perd un. La cote de popularité de M. Giscard d'Estaing reste stable (31 %).

France

APRÈS LES SANCTIONS PRISES CONTRE TROIS DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Un vendredi (presque) comme les autres au Palais-Bourbon

Il n'y avait pas grand monde vendredi 3 février à l'Assemblée nationale. Ni dans l'hémicycle ni dans les couloirs. Non que les députés aient craint que l'orage déchaîné la veille par la « censure » de trois de leurs ne se poursuive ; mais parce que le vendredi, pour la plupart des députés, est un jour réservé à la circonscription. Les rares élus et leurs rares collaborateurs qui traversaient la salle des pas perdus le faisaient rapidement. Ce n'était le jour ni des confidences ni des apartés. Se taire pour tenter d'oublier les pénibles soirées du mercredi et du jeudi.

Le Palais-Bourbon souhaitait revoir son habit des jours ordinaires. Tout juste si M. Jacques Toubon, un des « punis » de la veille, accomplissait une marche triomphale sous les applaudissements de la télévision aux côtés de M. Claude Labbé, qui allait tenir une conférence de presse après une réunion extraordinaire du bureau du groupe RPR qu'il préside. « Nous sommes tous des Jacques Toubon », expliquait le responsable du RPR pour souligner la solidarité de tous les députés chahuteurs avec celui d'entre eux qui avait été « censuré ».

M. Labbé critiquait aussi vivement M. Louis Mermet qu'il accusait d'être « disqualifié » en s'étant conduit « d'une manière partielle et sectaire, en président socialiste et non en président de l'Assemblée nationale », et affirmait que les sanctions prises la veille par la majorité étaient une entrave « à la liberté d'expression des partis de l'opposition », selon « un mouvement semblable à celui des démocraties populaires ».

M. Jean-Claude Gaudin, le président du groupe UDF, se contentait, lui, d'un communiqué éloquent : « Cette nouvelle « affaire » artificiellement gonflée s'inscrit-elle dans la suite logique de celle que nous avons vu se développer depuis quelques mois pour détour-

ner l'attention de l'opinion publique des conséquences dramatiques pour notre pays de la gestion socialo-communiste ? »

De l'extérieur parvenait l'expression de la solidarité des sénateurs RPR, qui, par la voix de leur président, M. Charles Pasqua, estimaient que « même au Parlement (...) les socialistes et les communistes sont décidés à s'arroger le droit de censurer, donc de bâillonner la minorité ».

M^{me} Simone Veil, qui exprimait à TF 1 son « inquiétude », déclarait : « Tout monde doit reprendre son sang-froid et penser à l'image du Parlement, pilier essentiel de la démocratie ».

En séance, la discussion du projet de loi sur la presse reprenait son train-train habituel, tout juste interrompu pour permettre aux trois « punis » d'aller poser devant les photographes : sur les bancs de la gauche, seuls le ministre et le rapporteur semblaient prêter quelque attention aux cinq ou six députés de l'opposition qui se relayaient pour défendre sans trop de passion des amendements qui ressemblaient comme des frères à ceux qu'ils présentent depuis plus d'une semaine. Les élus socialistes et communistes, simplement présents pour que la majorité soit la majorité dans l'hémicycle, se livraient aux traditionnelles activités épistolaires et littéraires des gens qui ne sont là que pour assurer leur tour de garde. Seul un « rappel au règlement » de M. Toubon, pour rappeler que, en 1884, Jean Jaurès avait, lui aussi, été « censuré » par la Chambre des députés, et de M. François d'Aubert pour demander à connaître le nom des collègues qui l'avaient sanctionné, rappelait que, la veille, il s'était passé quelque chose... Pour le reste, une journée comme tant d'autres.

THIERRY BRÉNIER.

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

M. Barre : guère plus qu'une « simple cantonale »

Depuis le début de l'année, M. Raymond Barre est peu intervenu, évitant soigneusement de se mêler des débats qui ont agité l'opposition dans la perspective des élections européennes. Si l'ancien premier ministre ne souhaite pas participer à la campagne européenne, il continuera néanmoins à animer en province des réunions publiques à l'invitation de l'un ou l'autre club ou association. Vendredi soir 3 février, il était, à Brive, l'invité du jeune club politique de La Senche et de M. Jean Charbonnel, maire de la ville. Dans ce département de la Corrèze, conquis il y a une vingtaine d'années par M. Jacques Chirac, M. Raymond Barre ne s'est livré à aucune surenchère, choisissant un discours philosophique empreint de scepticisme et de tranquillité.

De notre correspondant

Brive. — M. Charbonnel, dans la courte allocution qu'il a prononcée pour accueillir l'ancien premier ministre, a notamment estimé que « l'unité de l'opposition ne saurait être le fruit d'opérations hâtives ou autoritaires, mais devrait peu à peu s'imposer comme le résultat d'efforts continus de rapprochement et de synthèse où chacun doit donner le meilleur de lui-même pour parvenir à la seule finalité qui vaille : la victoire lors des échéances décisives ».

Interrogé longuement sur la prochaine consultation européenne, M. Raymond Barre a eu un sourire avant de remarquer : « Cette élection n'est guère plus importante qu'une simple cantonale... ». Et lorsqu'on lui a demandé : « Mais s'il y a deux listes, dans laquelle serez-vous ? », il a répondu, fort amusé : « Mais dans la troisième bien sûr... ». L'ancien premier ministre devait préciser : « Je ne m'intéresse que fort peu à ces élections européennes car elles n'ont, à mon sens, aucune incidence sur la réalité des affaires de la France. Au lendemain des européennes, les affaires de la France seront les mêmes, je vous le dis, et nous aurons mélangé malheureusement les considérations de politique intérieure et de politique extérieure... ». « Tout cela, a-t-il ajouté, n'est qu'une illusion lyrique européenne d'autant moins justifiée que la position de la France est moins solide que par le passé. On va croire que j'éprouve une sorte de scepticisme européen, mais je suis un européen convaincu qu'il faut organiser l'Europe occidentale en perspective de l'avenir ».

Pour M. Raymond Barre, la priorité des priorités est la France et, à travers la France, le problème difficile de la « classe politique ». « Les affrontements, les tensions, a-t-il expliqué, risquent de créer dans ce pays un sentiment profond de rejet à l'égard de la classe politique. Il

faut qu'un peuple ait confiance dans tous ses représentants... »

« La fustanade dans le masochisme »

« Je ne suis pas venu à Brive faire le procès du pouvoir, vous êtes capables de le faire vous-mêmes... », avait déclaré, d'entrée de jeu, M. Barre qui n'a, ni au cours de son discours, ni au cours de l'apparté qui a suivi, fait le procès de l'actuelle majorité. Il s'est contenté de sourire en « philosophe » de la politique. Il a notamment expliqué : « Soyons pleins de tranquillité. Je ne suis pas venu avec une volonté d'illusion. Je ne vous invite pas à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué (...). D'ailleurs, l'opposition ne mène pas toute seule le combat qui peut conduire la France à plus de justice. Sa tâche n'est pas de faire le contraire de ce qui a été fait (...). Ce qui manque à la France d'aujourd'hui, c'est une vraie politique, le sentiment d'appartenir à un ensemble national capable d'affronter d'autres ensembles nationaux dans la compétition mondiale... ». « Il faut redonner aux Français le goût de travailler, a-t-il ajouté, avant de juger que, « sans politique vraie, c'est la fustanade dans le masochisme ».

L'ancien premier ministre a souligné l'importance des années à venir qui vont modifier, d'une manière que l'on ne peut discerner, l'avenir politique de notre pays : « Je rentre de voyage à l'étranger, a-t-il dit, j'ai écouté les médias français, j'ai lu les journaux. Nous parlons de l'Europe (mais) nous véhiculons des données sans importance. De loin, j'ai vu la France, et je me suis dit : Personne ? Je crois que la réponse viendra d'elle-même : ce sera un grand mouvement individuel et humaniste, (...). Je crois que certaines réalités politiques d'hier sont devenues des mythes d'aujourd'hui ».

A. G.

L'INDÉMNITÉ PARLEMENTAIRE

La seule conséquence de la « censure simple » prononcée contre un député est d'ordre financier. L'article 76 du règlement de l'Assemblée nationale prévoit qu'elle « emporte, de droit, la privation, pendant un mois, de la moitié de l'indemnité allouée au député » ; il n'est pas prévu qu'il soit possible de déroger à cette règle. Faute de précédent récent (la dernière « censure » remonte à 1952), les services de la question sont en train d'étudier la façon d'appliquer le règlement.

Un député reçoit par mois (chiffres au 2 novembre 1983) une indemnité parlementaire de 23 773,08 francs, plus une indemnité de résidence de 698,19 francs et une indemnité de fonction de 5 992,82 francs, sans compter la prime en charge, par l'Assemblée, du salaire de deux assistants et d'un secrétaire. Il est probable que la retenue sera faite au plus juste, c'est-à-dire sur la stricte « indemnité parlementaire ».

Le porte-parole du Front national (extrême droite), M. Michel Colliot, a déclaré, jeudi 2 février : « Au lieu de maintenir un climat d'affrontement stérile, l'opposition parlementaire et la gauche démocratique feraient mieux de créer un front commun aux côtés du Front national contre le totalitarisme. Il est malade de s'attaquer à la personne du chef de l'Etat qui n'a de leçons à recevoir de personnes quant à son patriotisme pendant la guerre. Il est aussi malade de la part de la gauche démocratique de rester liée par des accords de gouvernement avec un parti dont l'objectif est de faire la révolution... »

Reclassements à l'UDF

Après avoir affirmé pendant des mois qu'elle souhaitait présenter sa propre liste aux élections européennes, l'UDF essaie de se persuader, le jour où elle accepte « définitivement » un choix qui n'était pas le sien — celui d'une liste commune RPR-UDF — qu'elle a gagné sur l'essentiel : la tête de liste et le message européen. En ce qui concerne le message, elle n'a que sa parole à offrir, dans la mesure où aucun programme européen commun n'a encore été accepté par le RPR. En ce qui concerne la tête de liste, il est vrai que l'UDF avait choisi M. Veil à l'UDF, décliné aujourd'hui avec soulagement que l'ancien président de l'Assemblée des Communautés européennes, qui, récemment encore, se situait « à la gauche de l'opposition et à la droite de la majorité » et concédait qu'elle était « tout de même plus ou moins membre de l'UDF », veut aujourd'hui que l'on dise « clairement » qu'elle est « UDF ». Elle l'a affirmé à plusieurs reprises jeudi devant le Conseil national de l'UDF, qui ne devait pas manquer, à cette occasion, de l'applaudir. L'UDF veut afficher un bel optimisme, elle ne craint pas d'affirmer que ses composantes « sont convenues de manifester », à l'occasion des élections européennes, « le rôle fondamental » de la confédération dans la vie politique française.

A deux ans des élections législatives, cette volonté est louable. D'autant plus que l'UDF a montré qu'elle ne pouvait se maintenir en vie que si elle était entraînée par un chef de file. Provisoirement peut-être. M^{me} Simone Veil joue ce rôle, étant à l'UDF d'avoir tranché entre les différentes formations qui la composent, entre la pression des militants et celle de l'opinion publique. Des résultats du scrutin du 17 juin dépendent sans doute la persistance des liens qui unissent à l'UDF et de l'influence qu'elle pourra ou voudra y exercer.

La démocratisation de M^{me} Veil a été nécessaire à l'UDF mais aussi, au dernier resort, le concours de M. Giscard d'Estaing, qui, tout en étant partisan des deux listes, s'est décidé à intervenir au moment où il a senti que l'attitude de M. François Léotard, secrétaire général du PR, pouvait provoquer

Dérapages politiques

(Suite de la première page.)

Le même jour, Jean Bozorel, dans le *Figaro* se réjouit que l'écrivain Jean-Edern Hallier s'apprête à dénoncer dans un pamphlet — dont la publication n'est pas assurée — le « népotisme » de M. Mitterrand, mêlant vie publique et vie privée. « La France, écrit-il, n'est plus à l'abri d'une explosion de « scandales » mettant directement en cause le pouvoir ».

Mitterrand, qui s'est fait une spécialité de ressortir périodiquement les vieilles lunes, évoque à nouveau la « francisque » de M. Mitterrand. L'hebdomadaire en fait même son titre de couverture. « Mauvaise histoire », écrit Pierre Charpy dans la *Lettre de la Nation*, « puisque cette francisque récompensait son travail dans une organisation de prisonniers de guerre qui elle-même ne travaillait que pour la France libre et la Résistance ». Mais plutôt que d'en rester là, l'éditorialiste du bulletin quotidien du RPR amorce la pompe pour la suite : « A tant faire de vouloir enlever François Mitterrand, mieux vaut ressortir ses affiches de 1946 du plus pur style « drotier et anil communiste », sa capacité de sauter de haies dans les jardins de l'Observatoire, ses ennuis avec Mendès France dans l'affaire des fuites etc... »

Si ce n'est pas de l'orchestration, cela y ressemble. D'autres hommes d'Etat ont été l'objet de pareilles campagnes dont certains milieux de droite et d'extrême droite sont coutumiers. Ainsi Georges Pompidou et M. Valéry

(2) M. François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, dans le cabinet Mendès France, avait été l'objet d'une campagne selon laquelle il aurait été à l'origine de « fuites » concernant la défense nationale. Les complices désignés, cette campagne avait continué.

Giscard d'Estaing ont été le cible d'attaques touchant à leur vie privée. Ainsi Léon Blum et Pierre Mendès France ont été, chacun à son époque, les hommes les plus haïs et les plus calomniés de France. Mendès France, disait-on, photocopiait trahisons à l'appui, n'était qu'un pseudonyme. Léon

M. Mitterrand raconte sa guerre

En cours de la campagne pour l'élection présidentielle, M. Mitterrand — qui avait été mis en cause par le général de Gaulle, alors grand chancelier de l'Ordre de la Légion d'honneur — avait répondu au passé de résistance (*Le Monde* du 10-11 mai 1981) en ces termes : « En 1939, j'avais vingt-deux ans, j'étais soldat du premier jour, de première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là — 1939-1940 — avec, soldat de deuxième classe, puis modeste sous-officier, la croix de guerre, deux citations, dont l'une à l'ordre de l'armée, et quelques éclats d'obus dans le corps, dont je garde quelques-uns... »

En 1940, j'avais vingt-trois ans : prisonnier de guerre, je me suis évadé deux fois, rencontrant au passage les tribunaux de guerre allemands et les commandos de discipline, avant de repartir pour la troisième fois, qui, comme chacun sait, fut la bonne. J'avais vingt-six ans quand, dans une salle de Paris,

Blum prenait ses repas dans sa vaisselle en or.

« Seul le résultat compte, remarquait Léon Blum. Et s'il ne peut être utilement obtenu que par le mensonge et la calomnie, va pour le mensonge et la calomnie. »

JEAN-YVES LHOMEAU.

je me suis élevé contre ceux qui voulaient échanger homme contre homme, prisonnier contre prisonnier. Cela a fait dire à Maurice Schumann que j'avais proposé à la France l'exemple du combat.

« J'avais vingt-six ans quand je suis parti pour l'Angleterre, une nuit, dans un petit avion monomoteur (...). J'avais vingt-sept ans quand de Gaulle m'a reçu à Alger, vingt-huit ans quand je suis revenu d'Angleterre, en pleine guerre, dans la cale d'une vedette rapide au travers de la Manche, puis en ramant trois kilomètres, la nuit, dans une barque pour atteindre la côte de Bretagne. J'avais vingt-neuf ans quand le général de Gaulle m'a chargé d'occuper, l'arme au poing, les ministères qu'il m'avait confiés dans le gouvernement insurrectionnel, à deux cents mètres de la place de l'Opéra, où se trouvait la grande Kommandantur, tandis que circulaient des chars allemands... »

LE PROJET DE LOI SUR LA PRESSE

L'Assemblée nationale commence à discuter des limites à la concentration

L'Assemblée a commencé, le vendredi 3 février, la discussion du projet de loi sur la presse. Elle a abordé le titre II, qui contient « les dispositions relatives au pluralisme ».

Comme pour celles concernant la transparence, l'opposition a tenté — sans succès — à travers quarante-neuf amendements de faire inclure dans le texte le cas de l'audiovisuel, de l'édition, de la publicité et tout particulièrement de l'Agence Havas. Elle a aussi essayé d'obtenir une définition de la concentration moins contraignante, proposant notamment que, ne soit interdite que la détention par un même groupe de presse de journaux assurant plus du tiers de la diffusion des quotidiens d'information politique et générale.

Comme les jours précédents, l'opposition a aussi présenté un certain nombre d'amendements « ironiques ». M. Alain Madelin (UDF, Ille-et-Vilaine) a ainsi proposé qu'il soit « interdit de lire plus d'un quotidien national d'information politique et générale émanant de la même entreprise de presse » ; mais lui-même, comme les autres députés de l'UDF et du RPR ont refusé de prendre part au vote sur cette proposition.

L'Assemblée a ainsi commencé — sans l'achever — la discussion de l'article 10, qui limite la concentration dans la presse parisienne. M. Madelin a affirmé que la nouvelle rédaction proposée par la com-

mission (*Le Monde* du 25 janvier) n'avait pour but que de faire échapper la presse communiste aux limites fixées à la concentration, alors que celle-ci allait continuer à atteindre le groupe Héraud.

M. Georges Filloux lui a répondu qu'il s'agissait simplement d'éviter qu'« un jour — peut-être proche — trois ou quatre groupes ne se partagent toute la presse d'information politique et générale ». M. François d'Aubert a estimé, au contraire, que ce texte était « malhonnête », alors que, déjà, la presse française a des tirages inférieurs à ceux des journaux des autres pays occidentaux.

Th. B.

La prévention des difficultés des entreprises

L'ASSEMBLÉE NATIONALE NE VEUT PAS ASSOUPLIR LE DROIT DU TRAVAIL

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 3 février, en troisième lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire avec le Sénat, le projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des entreprises en difficulté. Le RPR a voté contre. L'UDF n'était pas représenté dans l'hémicycle au moment du vote.

Les députés ont supprimé les dispositions introduites par les sénateurs en deuxième lecture, tendant à assouplir les règles du droit du travail en vue de répondre aux difficultés des entreprises et d'inciter à la création d'emploi (*Le Monde* du 7 décembre 1983 et du 2 février 1984).

L'Assemblée nationale a rétabli l'obligation, supprimée par le Sénat, pour certains établissements publics ayant une activité industrielle ou commerciale, de désigner au moins un commissaire aux comptes. Les députés ont aussi rendu aux comités d'entreprise un certain nombre de droits qui leur avaient été refusés par le Sénat. Enfin, l'Assemblée a adopté des dispositions nouvelles tendant à « rapprocher du droit commun les conditions d'exercice du contrôle légal des comptes dans les coopératives agricoles ».

« La démocratisation du secteur public... Les députés ont adopté, jeudi 2 février, en dernière lecture, le projet de loi complétant les dispositions de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public. L'Assemblée nationale n'a pas suivi l'avis du gouvernement, ni celui du Sénat (*Le Monde* du 3 février), qui souhaitaient que le nombre de représentants du personnel au conseil d'administration des sociétés filiales d'entreprises publiques, comptant de deux cents à mille salariés, soit de deux, d'un cadre. Les députés ont maintenu leur position, favorable à trois représentants.

(1) La Troisième Alliance (Peyraud).

UN ÉPISODE DE LA « GUERRE DES CASINOS »

Les manœuvres de Jean-Maurice Agnelet

L'ombre d'Agnelet Le Roux, la fille de l'ex-PDG du casino de la Méditerranée, mystérieusement disparue à la fin d'octobre 1977, a plané le 3 février, à Nice, sur le procès de l'ancien avocat et amant de la jeune femme, M. Jean-Maurice Agnelet. Trente mois d'emprisonnement ont été requis contre lui. Dans une autre information judiciaire, il reste inculpé d'homicide volontaire.

De notre correspondant régional

Nice. — Interpellé en 1978 à la suite d'une plainte contre X... pour séquestration arbitraire déposée sept mois plus tôt par M^{me} Renée Le Roux, M. Jean-Maurice Agnelet avait été entendu pendant quarante-cinq heures dans les locaux de la police judiciaire de Nice. Présenté à sa demande devant M. Richard Bouazis, le juge d'instruction chargé du dossier, il lui avait spontanément révélé qu'Agnelet Le Roux avait été rémunéré par M. Jean-Dominique Fraton, alors PDG du Ruhl, pour permettre à celui-ci de prendre le contrôle du Palais de la Méditerranée.

Le 30 juin 1977, Agnelet Le Roux, qui détenait des actions de garantie en sa qualité d'administrateur du casino avait en effet par son vote fait basculer la majorité en faveur des adversaires du groupe familial dirigé par sa mère. L'accord conclu entre M. Fraton et la jeune femme portait sur le paiement, par le PDG du Ruhl, de 3 millions de francs dont 80 %, soit 2 400 000 francs, avaient été versés en deux fois et transférés en Suisse.

Une semaine plus tard, M. Agnelet se rétractait. Il affirmait que M. Fraton n'avait pas acheté le vote d'Agnelet Le Roux, mais les parts sociales que celle-ci possédait dans la société de gestion du patrimoine de sa famille. Il assurait, de plus, n'avoir été que le séquestre des fonds remis par M. Fraton. Interrogé à son tour, le

PDG du Ruhl confirmait cette version.

Au cours des débats, M. Agnelet s'en est tenu à ses dernières déclarations dont l'insistance avait pourtant démontré les nombreuses incohérences. Amaigré, le visage émacié, en proie à une extrême nervosité, l'ancien avocat a, deux heures durant, tenté de justifier son rôle de simple séquestre. Volontaire et véhément, coupant la parole au président, M. Jacques de Volontat, et s'adressant à de nombreuses reprises avec le représentant du ministère public, il a dû cependant concéder qu'il avait agi « de façon peu orthodoxe ».

Les fonds ont, en effet, suivi un cheminement étrange jusqu'à ce qu'il en devienne le seul détenteur. Explication d'Agnelet : « Je me suis conformé aux volontés de mes mandants ». Réponse de M^{me} Charles Libman, l'un des avocats de M^{me} Renée Le Roux, partie civile : « Vous êtes un monstre ! ».

Dans un réquisitoire clair et imagé, M. Henri-Michel Perret, substitut du procureur de la République, a recensé sans aucune indulgence les nombreux mensonges et manœuvres dilatoires de l'ancien amant d'Agnelet Le Roux. Pour le ministère public, l'accord de séquestration n'est qu'un « faux de la plus belle eau confectionné après coup pour les besoins de la cause et antipathie ». La convention de cession de droits sociaux apparaît d'autre part à M. Perret comme « le déguisement maladroite d'un achat de vote » puisque M. Fraton se trouvait juridiquement dans l'impossibilité d'acquiescer les actions d'Agnelet Le Roux.

L'accusation n'a pas été en mesure de démontrer que M. Agnelet, comme il en avait été soupçonné, a distrait une partie de l'argent bloqué en Suisse sur décision de justice depuis novembre 1978. Pour le ministère public, il apparaît cependant que l'ancien avocat s'est manifestement comporté en « maître des fonds ».

Le défenseur de M. Agnelet, M^{me} William Carochet, a contesté le bien-fondé de l'ensemble des poursuites engagées contre son client « dont on a accredité l'idée dans l'opinion, s'est-il indigné, que sa culpabilité était irréversible ». « Si la convention de séquestration, a-t-il soutenu, est difficile à qualifier de telle, il n'en reste pas moins que la cession de droits sociaux est un acte licite au terme duquel d'ailleurs M. Fraton s'est rendu le propriétaire des fonds ».

Jugement le 17 février.

GUY PORTE.

L'OUVERTURE DE BERCY

Le Vél' d'hiv' n'est pas encore ce qu'il était

Vingt-cinq années après la fermeture du Vél' d'hiv', le Palais des sports de Bercy a ouvert ses portes, vendredi 3 février, avec les Six Jours cyclistes de Paris. Une première qui n'a pas permis de retrouver l'ambiance chaleureuse des soirées d'antan.

On avait été prévenu, il faudrait arriver en avance pour trouver une place. Coincés dans les embouteillages, les retardataires ont dû parcourir à pied les derniers hectomètres qui les séparaient de cette curieuse pyramide azébaque, nouveau

temple du sport et de la culture parisienne. Les rues adjacentes étaient quadrillées par un important service d'ordre. Redoutant un cortège de nostalgiques du Vél' d'hiv' privé, après un quart de siècle d'abstinence, de billets pour le coup d'envoi des Six Jours de Paris rénovés ? De telles craintes n'avaient guère d'objet.

Pour l'inauguration de « son » Palais des sports, M. Chirac avait pris les dispositions adéquates. Les services de la mairie de Paris avaient généralement distribué les invitations pour ne pas avoir à redouter l'honneur de la foule : les sifflets furent d'ailleurs adressés au ministre du temps libre, M^{me} Edwige Avice.

Le long sommeil d'un quartier

Bercy, de Louis XIV à nos jours, avait réussi ce prodige : se faire oublier. Combien de Parisiens connaissent Bercy ? Orgueilleusement dépourvu de piscines, bureaux ou cliniques, tous équipements qui compliquent l'existence, résolument à l'écart des « grands axes », comme disent les Bercy-quois, avec un frison dans la voix, le quartier vivait caché, donc heureux.

Bercy avait reçu deux présents d'une divinité urbanistique bienveillante : le train et le vin. Les dimanches d'été, les habitants des pavillons classés de la rue Pomard, chaises longues au vent, se laissaient bronzer sur la chaussée déserte, face aux grilles des halles aux vins : 40 hectares d'entrepôts, filis, foudres et tonneaux, un rêve de vieux pavés et d'herbes folles, des colombages. Un sifflet, de temps à autre, trouait le silence : un grand train d'élançait de la gare de Lyon vers la Rivière. Les cheminots, bénéficiaires de ces logements SNCF, savaient en connaissance.

Mais les pétanques, la champêtre place de l'Eglise et le pampa-casino des pompiers se devaient pas tromper. Deux échappées mortelles et quelques villas oubliées entre flauve et voie ferrée ne font pas un village. Pour trouver les commerçants, il faut partir en expédition rue de Charenton, franchir un pont patibulaire sous le ciel bleu de fer et de déchet Bercy. Aujourd'hui déclinants, les entrepôts ne se sont jamais amalgamés au quartier. Bercy saurait

encore se donner de vivre, mais la ville, en l'annexant, lui avait volé son âme.

L'un après l'autre, d'incertains projets naissent dans les bureaux lointains des édiles : Bercy faillit hériter, successivement, des halles avant Rungis, d'un parc, de l'université de Vincennes et, enfin, de l'Expo 89 qui aurait tout rasé ; mais les projets eurent le bon goût de capoter discrètement les uns après les autres. Même l'Exposition universelle.

Le nouveau Parc omnisports va-t-il tirer ce quartier d'un long sommeil ? La modernisation de l'opération au projet chirurgical n'eût d'égale que la discrétion des soutiens. Côté cour, quelques cortèges marginaux à la mairie d'arrondissement et une fête écolo dans les entrepôts. De hardis explorateurs de la rue de Châblir, qui avaient couru le vaste monde jusqu'à Beaubourg, ses sautimbanques et ses jankies, en étaient revenus horrifiés : jamais ça ! Mais deux vieilles dames et trois barbus ne créent pas un mouvement de foule.

Côté jardin, seul le bar-tabac le Bercy s'est mis en état de faire face. « J'y ai toujours cru », plaisante, fier et ému, le patron. De tous ses marbres et ses cuivres neufs le Bercy attend la grande foule. Luttant contre la circonférence, des ouvriers tentent de battre le record de l'heure de l'installation d'une terrasse.

Les autres commerçants font le gros dos. Après cinquante-cinq ans de service, Lisette, la mercière, s'est enfin décidée à vendre son fonds : « Ces messieurs du palais omnisports sont déjà venus me proposer d'acheter. Ils m'ont dit : « Lisette, vous pouvez venir voir les vélos quand vous voulez ! ».

Seule, la RATP a soigné son accueil : spectateurs rimant assurément avec fraudeurs, elle a installé, dans la station Bercy, une batterie de portillons garantis infranchissables.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Sciences

LA MISSION CHALLENGER A CONNU UN ÉCHEC

(Suite de la première page.)

A la suite d'une manœuvre longue et délicate et après de longues heures de calculs, le satellite put être sauvé et utilisé ensuite lors de la mission Spacelab.

Cet incident, comme celui que la NASA vient d'enregistrer avec Westar-6, risque de perturber le calendrier des prochains lancements de satellites. En effet, les satellites qui, comme TDRS, utilisent un moteur IUS pour être placés sur leur orbite de transfert ne peuvent, en ce moment, être lancés du fait de l'enquête qui déterminera les causes du mauvais fonctionnement de ce système.

Si s'avère, en outre, que le moteur d'appoint utilisé par Westar-6, le PAM-D, doit faire, lui aussi, l'objet d'une enquête, la NASA se trouvera dans une mauvaise position. C'est sans doute la raison pour laquelle l'agence américaine prend tout son temps pour décider du lancement du deuxième satellite de télécommunications embarqué dans la soute de Challenger. Ce satellite, Palapa-82, construit pour le compte du gouvernement indonésien, devait en effet être lancé samedi 4 février vers 18 heures (heure française). L'opération pourrait être retardée de quelques heures ou quelques jours, à moins que la NASA ne décide de ramener au sol le satellite indonésien, renvoyant ainsi sa mise en orbite à une prochaine mission.

ÉLISABETH GORDON.

Le maire de Paris, lui, recueillit les applaudissements pour une brève allocution sur le grandeur du sport et de ses champions. Puis il tira un coup de pistolet pour donner le signal du départ aux trente-six coureurs. Les Six Jours de Paris recommençaient, enfin, vingt-cinq ans après la fermeture du Vél' d'hiv' de la rue Nélaton. Et on fermait les yeux pour mieux voir se réaliser ce vieux rêve. On brûlait d'impatience d'être pris par une certaine atmosphère, d'être enthousiasmé par une ambiance. On nous avait tellement bercé de cette légende. Chacun était prêt à rester éveillé pour cette première nuit de réouverture du cyclisme sur piste dans la capitale.

On espérait, mais rien ne se passait, pas une vibration, pas un défilé. Un grand froid nous étreignait le cœur. On se pinçait alors pour y croire. Mais restaient, imprimés sur la rétine, les calicots publicitaires cachant à peine l'inachèvement du chantier et résonnant encore dans les tympans les appels lancés par les commanditaires sans que l'on comprenne grand-chose à la ronde infernale qui se déroulait sur le parquet ovale.

Salon

Le cérémonial de la chasse n'était plus familial. Il fallait se réhabituer aux sprints, aux relais, aux échappées. C'était laborieux. Au bout de cinquante minutes, on commençait à peine à être dans le coup. Un clairon sonna alors comme une charge de cavalerie. Il y eut un rush vers la ligne d'arrivée. C'était fini. Enfin, beaucoup de gens le crurent qui quittèrent leur siège et ne le regagnèrent plus. En fait, c'était un in-

termède qui allait permettre un tour de chant, pendant qu'au centre de la piste M. Chirac passait de table en table saluer ses invités de marque et répondait à force interviews.

C'était donc le dernier salon mondain où les hommes échangeaient des potins, où des femmes montraient de luxueuses toilettes en dissimulant mal leur ennui, où les anciens du Vél' d'hiv' se poussaient du coude en regardant tourner les jeu-nots. A leur époque, c'était autre chose. Le spectacle était sur la piste où ils tournaient effectivement cent-quarante-quatre heures en six jours et non pas six soirées seulement.

La nostalgie revenait au grand galop. L'enthousiasme factice des amateurs ne parvenait pas à rompre la glace. Même les premières chutes, fort spectaculaires, ne provoquaient pas de grosses émotions dans les gradins. Les poursuites pour un kilo de chocolat ou pour un paquet de biscuits animaient un peu plus les coureurs qui ont tout de même 600 000 francs à se partager durant la semaine.

Non, décidément, la mayonnaise des six Jours ne prenait pas. Vers 23 heures, on avait distribué un maillot jaune et un maillot vert sur des critères assez mystérieux. Les mondanités politico-sportives touchaient au dénouement à leur fin et le maire de Paris s'apprêtait à s'éclipser. Près de la moitié des strapontins étaient désormais remplis. Il restait encore trois heures de chasse et de sprint au programme. Sans égard pour le talent des forçats de la piste, on décidait d'aller se coucher. On est toujours mieux dans son lit pour rêver.

ALAIN GRAUDO.

Le premier maillot jaune pour Vallet-Franck

Sur la piste, les Six Jours, ou plus exactement le six nuits, ont démarré doucement. Une chasse de cinquante minutes pour commencer, puis un encours à l'heure, il en avait fallu davantage pour réchauffer l'atmosphère.

Les anciens champions qui s'étaient retrouvés à la pelouse : Derrigès, Carrara, Goussot, Godeau, Caput, Reynes et Gabriel Robert ont fait passer d'une extrême à l'autre. Une chasse devrait durer au moins une heure et demie. Pas cinquante minutes... N'irriterons pas les acteurs. Ils ne

sont pas responsables d'une formule trop compliquée.

Il y a au demeurant du beau monde dans la peloton : Moser, Thurner, Saronni, Freuler, Gisiger, Reuss, Zoetermark, Dill Bardi, Vallet, Franck, Pijnen, le maître à courir. Et si cette première soirée n'a pas fait vibrer la foule, au moins en de rares occasions, elle a révélé un Français de vingt et un ans qui s'est hissé au niveau des vedettes tant par son autorité que par ses qualités de sprinter. Son nom, Dominique Lecroq, est à retenir.

Il faudra attendre au moins dimanche pour juger de l'entrée de ces Six Jours renoués. Au terme de l'étape initiale Vallet-Franck ont devancé Moser-Thurner. Ce succès leur a valu d'endosser le maillot jaune. Comme dans le Tour de France. Cela aussi nous éloigne des Six Jours d'autrefois.

JACQUES AUGENDRE.

En bref

Limitation de l'emploi d'un insecticide aux États-Unis

L'Agence américaine de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency) a ordonné, le 3 février, des restrictions draconiennes dans l'utilisation d'un insecticide employé depuis 1949 pour le traitement des fruits, légumes et céréales, et la conservation de stocks de grains : le dibromure d'éthylène (EDB). L'EPA a aussi demandé que les aliments traités par cet insecticide soient retirés des magasins.

L'objectif de ces restrictions, selon le directeur de l'Agence, M. William D. Ruckelshaus, « est d'éliminer l'EDB de l'alimentation des Américains », car cet insecticide présente un risque cancérogène pour la population. — (AFP).

Paris : M. Chirac choisit le tracé sud de la « coulée verte »

L'affaire de la « coulée verte », ce classement pittoresque et cyclable promis aux Parisiens par M. Chirac entre la Bastille et le bois de Vincennes, vient de connaître un nouveau rebondissement.

Les membres de la commission de l'environnement, réunis le 2 février à l'Hôtel de ville, ont appris que le maire avait dit non au tracé proposé par les associations. Celui-ci aurait emprunté l'ancienne voie ferrée Bastille-Saint-Mandé et débouché sous les fondations du bois de Vincennes, peu après la mairie de cette ville. Or, M. Robert-André Vivien, maire (RPR) de Saint-Mandé, aurait l'intention d'utiliser la tranchée de l'ancienne voie pour y installer des parkings surmontés d'un terrain de sport. La RATP elle-même a des visées sur la tranchée dans sa partie parisienne.

Aussi M. Chirac s'est-il opté pour un tracé sud, passant par l'Hôtel Montempoivre, longeant le chemin de fer

de ceinture et gagnant la porte Dorée par la rue du Colonel-Oudin et l'avenue Daumesnil. Cet itinéraire a été implicitement accepté le 30 janvier par la majorité du Conseil de Paris, qui a voté le lancement de l'opération Montempoivre. Il est contesté par le groupe socialiste et surtout par les associations, qui le jugent dangereux. Le cheminement traverse en effet plusieurs voies, notamment le boulevard Poniatowski.

Une avocate en prison

L'incarcération, le 1^{er} février, d'une avocate nigérienne, M^{me} Martine Wolf, pour « complicité d'extorsion de fonds », dans le cadre d'une affaire de racket, a provoqué l'indignation des avocats du barreau de Nice, qui ont publié, le 3 février, une motion de soutien.

M^{me} Wolf est soupçonnée par un juge d'instruction de Mulhouse, M. Germain Sengelin, d'avoir assuré la défense de deux de ses clients, poursuivis pour des tentatives de racket contre des bars du Haut-Rhin, pour des sommes d'argent dont elle aurait eu, selon l'accusation, qu'elle avait été extorquée à des propriétaires de boîtes de nuit.

Un inconnu abonné au tribunal

Inconnu depuis huit ans, Michel Springaux comparait pour la troisième fois en un an, le 3 février, devant les juges du tribunal de grande instance de Dijon. Condamné une première fois à quatre mois de prison dont un seul ferme, les gendarmes lui avaient présenté l'uniforme avant même sa libération. Son refus de l'endosser avait provoqué une nouvelle inculpation pour refus d'obéissance et une nouvelle condamnation : huit mois ferme. Deux peines jugées insuffisantes par le parquet, qui faisait appel à minima. La cour d'appel de Dijon confirmait cependant les deux premiers jugements.

A sa libération, le 19 octobre 1983, il a fallu l'intervention du

procureur de la République pour que, après un nouveau refus de l'uniforme, une troisième inculpation ne soit pas prononcée contre lui. Michel Springaux était libre... jusqu'au 2 janvier. Il était alors arrêté à Paris, en vertu d'un mandat d'arrêt pour détention dérobée le 15 novembre.

Nouveaux refus de l'uniforme et nouvelle comparution, vendredi, devant les juges dijonnais, qui rendront leur jugement le 7 février.

Entre-temps, Michel Springaux est devenu « le » prisonnier de la section d'Amnesty International de Princeton (USA). — (Corresp.).

● Deux morts dans l'accident d'un hélicoptère dans les Alpes. — L'hélicoptère de la Sécurité civile, basé à l'Alpe d'Huez (Isère), s'est écrasé, vendredi 3 février, dans le massif de l'Oisans après avoir heurté une ligne à haute tension, tuant le pilote, M. François Schmidt, et le copilote, M. Michel Lamouze. Les trois autres occupants, trois agents de l'EDF chargés de rétablir le courant à Villard-Reculas, ont été blessés dans cet accident.

● Deux armes dans un TGV. — Une grenade offensive et un revolver Magnum 357 approvisionné ont été découverts le 3 février en fin d'après-midi à bord d'un TGV Paris-Marseille par des CRS au moment où il approchait de la gare de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). La grenade et le revolver ont été retrouvés dans une poubelle des toilettes d'un wagon. Selon la SNCF, ces armes ont pu y être déposées par un voyageur, par crainte d'un contrôle.

● Fissure dans une centrale nucléaire américaine. — Une fissure a été découverte dans le système de refroidissement d'un des réacteurs de la centrale nucléaire américaine de Hatch, en Georgie. Le réacteur de cette centrale — doté de deux réacteurs à eau bouillants de 800 mégawatts — était déjà arrêté pour réparations.

CARNET DU Monde

Naissances

— Pascal, Karine, Sébastien et Michael BERNARD ont la joie de faire part de la naissance de

Leure,

le 2 février 1984.

69 bis, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Jean-Marc, Pamela et Gabriel ROBERT ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Dina,

à Paris, le 1^{er} février 1984.

— On nous prie d'annoncer avec regrets et tristesse le décès de

M^{me} veuve Edmond SARRO,

née Marguerite David,

survenue le 3 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année, à l'hôpital Beaujon.

L'inhumation a eu lieu le 9 janvier 1984, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Il y a vingt ans décédait son mari

M. Edmond SARRO,

ingénieur AM, directeur général adjoint des Industries Debray-Moutier-Peignot.

Par son œuvre, sa vie, ses qualités humaines, il reste présent parmi nous.

Anniversaires

De la part de M. et M^{me} Roger Provost, Ses enfants et ses petits-enfants, Et toute la famille.

16, rue Ernest-Cresson, 75014 Paris.

— Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu, le 5 février 1982, de

docteur André BOHN,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Ceux qui ont connu et aimé le

docteur Alfred LANG,

psychiatre des hôpitaux,

se souviendront de lui en ce dixième anniversaire de sa mort.

— Il y a huit ans disparaissait

Clara MAYEL.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

— Il y a un an, samedi 5 février 1983

SARI de MEYERY,

M^{me} André Lang depuis 1939,

poète et romancier de langue hongroise,

quittait les siens et tous ses amis subitement dans sa quatre-vingt-sixième année.

Son dernier ouvrage, encore inédit, *Souvenirs et Portraits*, sortira en librairie au cours des prochains mois, à Budapest.

Société

LE DOSSIER GOREL A LA CHAMBRE D'ACCUSATION DE PARIS

La mystérieuse « disparition » d'un fondé de pouvoir de l'OAS

Quinze ans après, le dossier Gorel resurgit. Raymond Gorel, ancien trésorier de l'OAS, enlevé, séquestré, assassiné. La chambre d'accusation doit très prochainement dire si les huit inculpés de cette affaire sont passibles de la cour d'assises.

Elle aura été l'affaire de quatre septennats. Née sous le dernier de Charles de Gaulle, instruite sous celui de Georges Pompidou puis de Valéry Giscard d'Estaing, la voici qui ressort sous celui de François Mitterrand. Quinze ans après, le dossier est enfin soumis à la chambre d'accusation de Paris, qui va dire si les huit inculpés de cette affaire — doivent être renvoyés devant la cour d'assises pour y répondre de l'arrestation illégale, de la séquestration et du meurtre de Raymond Gorel, ancien trésorier de l'OAS.

Etait-ce donc une de ces affaires que l'on dit « sensibles » dans les milieux judiciaires, c'est-à-dire une de celles dont les magistrats qui en ont la charge n'ont pas peur ? A l'ori-

gine, il n'y paraît guère. Le 20 décembre 1968, lorsque Raymond Gorel, ancien membre de l'OAS dont il avait été l'intendant chargé de la gestion des fonds, est enlevé vers 8 heures du matin à Malakoff (Hauts-de-Seine) par un groupe d'hommes, on se doute bien que l'opération n'est pas sans lien avec ce passé particulier de trésorier clandestin. On sait déjà qu'au sein de l'Organisation de l'Armée secrète des querelles de tendances existaient et qu'elles avaient été exacerbées par des disputes pour la répartition des fonds dont elle disposait et dont Raymond Gorel avait la charge.

Plusieurs procès, en 1962 et en 1963, avaient mis au jour des différends. L'annulation de la condamnation de ce temps-là, n'avaient pas forcément aboli ces disputes. Certains pouvaient penser que Raymond Gorel, devenu dirigeant de société, avait encore des comptes à rendre.

Des noms et un croquis

C'était en tout cas une piste à suivre. D'autant plus qu'en octobre 1967 Raymond Gorel avait déjà été l'objet d'une tentative d'enlèvement et qu'il avait aussi reçu des appels et des visites de quelques

anciens de l'OAS, comme Jean-Jacques Susini, qui entendaient avoir avec lui des entretiens et des explications. D'autres éléments montraient peu à peu que ce désir de « récupérer » les fonds, que l'on soupçonnait Gorel d'avoir gardés en réserve, s'était manifesté d'une manière quasi constante depuis plusieurs années, que ce soit en Belgique, en Espagne ou au Portugal où vivait encore de nombreux anciens du combat clandestin pour l'Algérie française.

Cependant, le temps passait et l'enquête pénétrait. Raymond Gorel restait introuvable, et l'on pouvait penser qu'il était mort. Ceux qui l'avaient enlevé n'étaient toujours pas identifiés. Il fallait attendre 1972 pour apprendre qu'un détenu à la prison des Baumettes, Gabriel Bernot, avait été des attaques de bandes à Marseille par des anciens de l'OAS, avait avoué à un inspecteur qu'il avait lui-même participé à l'enlèvement de Gorel. Il donnait des noms, il établissait lui-même un croquis des lieux de l'enlèvement. Certains de ceux qu'il mettait en cause reconnaissaient les faits à leur procès, comme Georges Renaud, décodé récemment. Depuis, ces bavards se sont plus ou moins retirés.

C'est en tout cas à la lumière de ces révélations que l'on inculpe neuf

personnes : Jean-Jacques Susini (l'ancien des Baumettes d'Alger puis de l'OAS, âgé aujourd'hui de quarante-neuf ans, qui n'a cessé de nier), Jean Lécroix, André Robert de Latour, Georges Lafaille, Bernard Gabriel, Georges Renaud, François Prugnot, Christian Alban et Didier Gonsolvi. Tous sont aujourd'hui en liberté depuis 1974.

On devait en apprendre un peu plus lorsqu'en 1973 un autre ancien de l'OAS, Pierre Vignas, raconta à des journalistes qu'il avait non seulement été mêlé à l'affaire, mais qu'il avait lui-même dirigé, dans un accès de colère, Raymond Gorel au cours de sa séquestration. Réfugié en Espagne, Vignas y est demeuré et y est mort.

C'est à partir de ces confessions diverses, décolorées, plus ou moins fragmentaires, que l'accusation a reconstitué une version des faits et s'est appuyée pour la corroborer sur des éléments extérieurs, notamment les pièces susceptibles d'établir que Jean-Jacques Susini fut bien l'organisateur de l'opération. Ainsi, on invoque contre lui des textes dans lesquels il déclarait, dès 1967 : « En ce qui concerne nos anciens fondés de pouvoir, je n'ai rien oublié, ayant attendu cinq ans. Je peux attendre trois mois de plus... ». Et l'on pense que c'est à la tentative d'enlèvement manquée de Raymond Gorel, en octobre 1967, qu'il fait allusion en ajoutant : « J'espère d'ailleurs que le principal d'entre eux s'est parfaitement remis de ses émotions. Toutefois, je ne suis plus décidé à perdre mon temps, à opérer de façon perpétuellement artisanale... »

Une affaire de « famille »

Le dossier retient aussi contre lui les déclarations de la famille de Raymond Gorel. Car l'épouse et les enfants du disparu ont dit et répété que, soit directement, soit par des personnes interposées, Jean-Jacques Susini avait cherché plusieurs fois à rencontrer l'ancien trésorier de l'OAS et que ce dernier s'était opposé à lui. Et c'est ainsi qu'il fut signalé, dès 1969, qu'un jour de mai ou de juin 1967, vers 13 h 30, Susini s'était présenté au domicile de Raymond Gorel en compagnie d'un de ses amis, M. Hubert Bessot, qu'ils avaient réussi à pénétrer dans l'appartement et à avoir un entretien. De cet entretien, la femme et les enfants n'ont entendu qu'une phrase de Raymond Gorel : « Non Susini, il n'est pas question, il n'est pas question... ». C'est encore, selon la famille, avec Susini et M. Bessot que leur parent accepta malgré tout de dîner le lendemain à Vaucresson, au domicile de M. Bessot, dîner au cours duquel il fut encore parlé de « trésor » de l'OAS.

M. Bessot, qui ne devait être entendu comme témoin qu'en février 1982, à l'initiative du parquet, a nié ces affirmations. Entre le moment où elles furent données et celui de son audition, il avait été député UDF de l'Orne et chargé de mission à l'Elysée sous la présidence de M. Giscard d'Estaing.

Mutations policières

Comme si cela n'était pas suffisant pour empoisonner l'atmosphère d'une ville douillette, où la petite et la moyenne délinquance ont pourtant, selon le commissaire Nart, « baissé de 10 % de 1982 à 1983 », et où, selon M. Philippe Séguin, le chômage est « légèrement inférieur » à la moyenne nationale, une sombre histoire de mutations policières est venue se greffer là-dessus, troublant bien des esprits.

Deux jeunes sous-brigadiers étaient chargés de surveiller les « boîtes » de la contrée, dont la « Charte » de la commune de la connaissance — biblique, disent certains — de Marie-Christine, d'Emmanuelle et d'autres jeunes femmes. Bref, ils ont eu, comme le dit pudiquement le commissaire Nart, « un comportement incompatible avec leurs fonctions ». Enquête de la fameuse IGS (Inspection générale des services). Mutations décidées le 11 mai 1984. Sanction qui a également frappé, administrativement, leur chef hiérarchique direct, un brigadier.

L'audition des deux sous-brigadiers, par leurs collègues du SRPJ de Nancy, dans le cadre des deux premiers meurtres, a été de « pure forme », insiste le commissaire Nart, et il ne saurait être question d'instruire qui que ce soit. Coïncidence fâcheuse, tout au plus.

Mais tous les éléments d'un drame à la Sémillante sont réunis : trois meurtres de jeunes femmes en trois mois — sans qu'un lien puisse être établi entre les deux premiers crimes et le troisième, — trois enquêtes qui pèlent, trois policiers mutés : cela fait beaucoup, soudain, pour cette paisible cité, qui ne connaissait, jusqu'ici, comme drame, que l'inséparité de Jean-Charles Fellerin, le travail du bois et le sirop des Vosges.

MICHEL CASTANG.

LE CLERGE PROTESTANT EN QUÊTE D'IDENTITÉ

Pasteurs à tout faire

Qu'est-ce qu'un pasteur protestant ? « Fonctionnaire du sacré » ou « laïc » ? « balayeur de temple » ou « docteur des âmes » ?

Autant d'expressions entendues à la rencontre annuelle des pasteurs de France (1), qui a eu lieu du 29 au 31 janvier, près de Lyon.

De notre envoyé spécial

Francheville (Rhône). — Les images n'ont pas manqué pour essayer de cerner cette réalité insaisissable qu'est le ministère pastoral au sein des Eglises de la Réforme, c'est-à-dire des églises qui refusent, pour la plupart, le système sacramentel et hiérarchique du catholicisme. Pour le protestant par et par, il n'y a plus de prêtrise mais simplement le sacerdoce commun à tous les fidèles, plus de sacrements mais des signes (le baptême et l'eucharistie) célébrés par des laïcs qui ont reçu un ministère particulier, celui de pasteur.

Plus besoin, dès lors, d'un homme consacré, mis à part par son style de vie calibré, pour être le médiateur entre Dieu et les hommes, le préposé aux choses sacrées. Le pasteur protestant partage la vie de ses paroissiens, mais il est payé par eux, à plein temps, pour exercer certaines fonctions. L'un se définit comme « l'entraîneur de l'équipe qui doit l'aider à gagner la victoire », alors qu'un autre se voit comme « celui, dans la barque de l'Eglise, qui fait la cuisine pour nourrir les rameurs ».

Indépendance

Certains tiennent farouchement à leur indépendance. Tel ce pasteur réformé de Saint-Etienne qui dit : « Je ne dépende que du Seigneur ». « Je ne suis pas un fonctionnaire », ajoute-t-il, « si je veux, je refuse des baptêmes ou des mariages ! Je suis théologien et prédicateur avant d'être balayeur ou comptable, et comme je ne suis pas un « curé » qui fait de la « magie », mais un laïc, je suis en définitif un laïc que mes paroissiens se paient... ».

D'autres, en revanche, acceptent d'être des « professionnels » et des « salariés » et font remarquer qu'ils « ne risquent ni chômage ni licenciement ». Une femme pasteur lubérisée, d'origine danoise, déclare pour sa part : « Je n'ai pas peur ou honte de me considérer comme une salariée, et je dirais même que je gagne honnêtement mon salaire ! ».

Abordant la manière dont les pasteurs sont perçus par la société contemporaine, le pasteur Roger Mehl a rappelé les résultats d'un sondage effectué par l'IFOP en 1980 (2) auprès de personnes se déclarant « proches du protestantisme ». Répondant à des questions sur l'image du pasteur, 41 % y voyaient d'abord un « conseiller spirituel », 38 % le « responsable de la vie paroissiale », 34 % « au service des pauvres et des isolés », 26 % comme un « modèle moral » et seulement 15 % comme un « prédicateur » et 7 % « responsable du catéchisme ».

Autrement dit, a souligné le pasteur Mehl, l'image dominante du pasteur, alors que les tâches traditionnelles, de prédication et d'enseignement, viennent en dernier, l'image du pasteur s'est nettement améliorée aux yeux de l'opinion publique. Dans la littérature, chez un Alphonse Daudet, un Pierre Benoit ou un Julien Green, le pasteur apparaît toujours comme un étranger et souvent odieux et ridicule. Il est présent soit en faux prêtre, soit en parfait hypocrite (la Symphonie pastorale de Gide). Ni vrai prêtre ni vrai laïc, le pasteur n'est ni chaire ni poison, et, dans son fameux pamphlet, la Trahison des clercs, Julien Benda l'accuse de vouloir « vivre la vie laïque ».

tout en étant « un serviteur du spirituel ».

Même aujourd'hui, les pasteurs ne sont guère mieux traités par les médias. Au cinéma, ils jouent les fanatiques dans les westerns et les sadiques dans les films de Bergman (notamment le dernier, Fanny et Alexander). Si l'on parle d'eux dans les journaux, c'est à cause de quelque « scandale » — deux couples de pasteurs vivant ensemble, des futurs pasteurs qui refusent le mariage, deux pasteurs qui assignent leur Eglise devant les prud'hommes parce qu'ils ne gagnent pas le SMIC, un pasteur qui béat des mariages homosexuels — et presque toujours par rapport à l'Eglise catholique, pour souligner l'attitude « progressiste » des protestants en matière d'éthique sexuelle ou d'armement nucléaire.

L'Eglise catholique, en revanche, et surtout depuis l'avènement de Jean-Paul II, a compris l'importance des médias pour « vendre » son « image ». Or l'absence des Eglises protestantes des médias ne s'explique pas seulement par leur statut minoritaire. Elle résulte aussi de la méfiance de la théologie protestante pour les images, les statues, les icônes. Son « iconoclasme » historique a laissé des traces et, comme l'a dit le sociologue Jean Baudrillard : « C'est par la parole que le protestantisme fait l'image ».

En tirant les conclusions du colloque, M. Baudrillard a constaté, du reste, que l'image du pasteur est multiple. Représentant professionnel du protestantisme, celui qui accomplit les actes pastoraux, modèle moral et symbole de la permanence dans un monde en changement, le pasteur accepte plus facilement aujourd'hui, après une crise d'identité signée, la diversité des rôles qu'il est appelé à jouer.

ALAIN WOODROW.

L'Eglise et les médias

MAISON DE VERRE OU RIDEAU DE FUMÉE ?

L'incompréhension, souvent réciproque, qui existe entre l'Eglise catholique et les médias, devrait diminuer grâce à la Journée mondiale de la communication, célébrée le 5 février. Par le thème retenu, l'Eglise s'interroge : « Que disent de toi les médias ? Et toi, Eglise, que dis-tu ? ».

Pour les médias, qui personnellement à outrance, l'Eglise se réduit le plus souvent à l'expression de ses chefs : le pape et les évêques. Surtout quand ils sont télévisés. La « base » est rarement consultée. L'institution, en revanche, est perçue comme une puissance occulte qui défend ses intérêts. Appréhensions sous l'angle folklorique ou moralisateur, elle réussit difficilement à faire passer l'essentiel : la « bonne nouvelle » (l'évangile).

Si l'Eglise se plaint d'être caricaturée ou trahie par les médias, comme beaucoup d'organisations du reste, n'est-ce pas parce qu'elle en ignore le plus souvent les impératifs : rapidité, concision, vulgarisation ? Et qu'elle ne sait pas s'en servir : soit qu'elle s'en méfie, soit qu'elle cherche à en faire son porte-parole ? Fortement réducteurs, les médias agissent comme un verre grossissant et déformant : souvent « négatifs », ils ne s'intéressent qu'à ce qui sort de l'ordinaire.

« Et toi, Eglise, que dis-tu ? » Les réflexes défensifs face aux médias sont encore l'essence, le langage de bois, le rideau de fumée. L'Eglise doit devenir une maison de verre, à l'instar de Jean-Paul II aux journaux. Elle a tout à gagner.

A. W.

FAITS DIVERS

Les trois mortes d'Epinal

De notre envoyé spécial

Epinal. — Brumes hivernales sur les bords glacés de la Moselle. C'est là, à Thionville-Vosges et Golbey, communes voisines d'Epinal, qu'ont été découvertes, flottant entre deux eaux, les corps de Marie-Christine Arnet, dix-neuf ans, et d'Emmanuelle Lauber, dix-sept ans. Les deux jeunes femmes ont été assassinées, à quinze jours d'intervalle, en octobre dernier, de la même façon : un très violent coup de poing au visage, brisant le nez ou la mâchoire et leur faisant perdre conscience, puis la plongeon de la mort dans le ruisseau lorrain.

Toutes les deux avaient été aperçues pour la dernière fois, un samedi soir, dans les flonflons de la traditionnelle fête foraine de la Saint-Maurice, sur le champ-de-mars d'Epinal.

Marie-Christine et Emmanuelle étaient, comme on disait dans le salon de M^{me} Récamier, « peu farouches », une discrétion, quelques larmes, toutes les deux, d'un milieu social proche du quart-monde, avec son cortège d'humiliations publiques et de dignités rentrées. Avec une minijupe en cuir et des rêves en pointillés. Dix-neuf et dix-sept ans.

Ce double meurtre a traumatisé Epinal, ville aux flonflons de quarante mille habitants, sage comme ses images. Durant l'automne dernier, une certaine psychose s'est emparée de la cité, il ne se passait guère de jours, sans que des familles effondrées téléphonent au commissariat pour signaler la « disparition » d'une de leurs filles, qui avait tout simplement du retard. Deux adolescentes ont même fabulé, inventant une histoire d'automobiliste-sauveur-dégouté.

« La soirée des dames »

Certains médias en ont naturellement rajouté. « La peur sur la ville », a titré un confrère parisien. Les meurtres de jeunes femmes excitent toujours l'imagination. Pulsions sexuelles. Barbe-Bleue. Landru. Jack l'éventreur. M. le Maudit... M. Philippe Séguin, maire d'Epinal, député RPR des Vosges, a protesté auprès de M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, contre un reportage d'Antenne 2.

Il n'empêche : Marie-Christine et Emmanuelle sont mortes trop jeunes, et l'émotion suscitée par ce double crime, dans l'ancienne capitale des ducs de Lorraine, où l'homicide n'est pas encore « banalisé », a paru à tout le moins légitime. Les deux affaires ont été liées et confiées à un même juge d'instruction d'Epinal, M. Lambert. Le service régional de la police judiciaire (SRPJ) de Nancy a d'abord orienté son enquête vers les forêts de la Saint-Maurice, puis s'est intéressé à un barman marocain, ancien boxeur amateur, familier de la famille Arnet, décodé fin

octobre, sous l'inculpation de « proxénétisme aggravé ». Travail de fourmi. Chou blanc, jusqu'à présent.

Œuvre du temps : au « Chat botté », une discothèque de Golbey, que fréquentait Marie-Christine, mais où, selon le gérant de l'établissement, Emmanuelle était « inconnue », on commençait à oublier, entre deux spots clinquants, cette « triste affaire ». Et puis, à l'avant-veille de Noël, le 23 décembre 1983, Epinal apprend avec stupeur qu'un troisième meurtre a été commis, la nuit précédente.

Elle s'appelait Brigitte Sourdot. Elle avait vingt-sept ans. Elle était, selon tous les témoignages, une employée modèle, à la Caisse d'épargne et de prévoyance. Elle vivait seule, au rez-de-chaussée d'une HLM de Golbey. Une jeune femme rangée, disait presque Simone de Beauvoir. Sa famille a été très étonnée d'apprendre qu'elle se rendait tous les mardis soirs au « Chat botté ». Pourquoi ce jour-là ? « C'est la soirée des dames », explique le gérant. Les dames ont droit à une première consommation gratuite.

Il est plus de 22 heures — elle vient de téléphoner à sa sœur, ce 22 décembre. Brigitte Sourdot ouvre pourtant sa porte. A un familier ? A un voisin ? A un homme récemment rencontré au « Chat botté » ? Elle est frappée au visage, comme Marie-Christine et Emmanuelle. Mâchoire fracturée. Puis égorgée. Cinq coups de couteau. Une bouchée. Elle sera découverte, ensanguinée, le lendemain matin, dans un appartement qu'il n'a pas été mis sans dessus dessous. Où rien n'a été volé, sauf une carte de crédit de la Caisse d'épargne.

La jeune femme n'a pas été violée, alors que Marie-Christine et Emmanuelle avaient eu des rapports sexuels peu de temps avant leur mort. Coup de projecteur social : le bien-pensant Epinal, qui ne s'était guère déplacé aux obsèques des deux premières victimes, s'est pressé à l'enterrement de Brigitte.

Cette enquête-là, diligentée par un autre juge d'instruction spénal, M. Violante, est menée par les services du commissariat de la ville, dirigée par M. Claude Nart, directeur départemental des polices urbaines. En liaison, sur commission rogatoire, avec le SRPJ de Nancy.

Une enquête conduite à la gaité de chevaux de bois — référence oblige aux mariages de la Saint-Maurice — si l'on en croit nos confrères locaux de la Liberté de l'Est. Si virulents, nos confrères, dans leur dénonciation des négligences policières — prises d'empreintes non faites, témoins « oubliés », filatures manquées — qu'ils se sont vus interdits, un moment, les portes du commissariat.

Le commissaire Nart fulmine : « Tout a été passé au peigne fin. » Le procureur de la République

d'Epinal, M. Jean-Jacques Lecomte, en poste depuis le 15 novembre dernier, renchérit : « Cent dix procès-verbaux, soixante auditions. Rien n'a été laissé au hasard. Je détiens à 100 % les accusations mensongères portées contre le travail des policiers ».

Dans la trépidation du petit matin, le 4 janvier 1984, un inconnu s'est pourtant introduit, avec la carte de crédit volée dans l'appartement de Brigitte Sourdot, dans les locaux de la Caisse d'épargne et de prévoyance. Il n'a pas pu utiliser cette carte, qui a été « avalée » par le distributeur. Mais il n'a pas été non plus identifié. C'est à présent à l'homme d'être muni d'un parapluie, échappant en grande partie au « regard » des deux caméras vidéo. Et il n'y avait aucune « planque » policière, cette nuit-là, à cet endroit. « S'il y avait un commissaire Maigret ici, dit le saurait-il dit sûrement un édit spénal ».

Comme si cela n'était pas suffisant pour empoisonner l'atmosphère d'une ville douillette, où la petite et la moyenne délinquance ont pourtant, selon le commissaire Nart, « baissé de 10 % de 1982 à 1983 », et où, selon M. Philippe Séguin, le chômage est « légèrement inférieur » à la moyenne nationale, une sombre histoire de mutations policières est venue se greffer là-dessus, troublant bien des esprits.

Deux jeunes sous-brigadiers étaient chargés de surveiller les « boîtes » de la contrée, dont la « Charte » de la commune de la connaissance — biblique, disent certains — de Marie-Christine, d'Emmanuelle et d'autres jeunes femmes. Bref, ils ont eu, comme le dit pudiquement le commissaire Nart, « un comportement incompatible avec leurs fonctions ». Enquête de la fameuse IGS (Inspection générale des services). Mutations décidées le 11 mai 1984. Sanction qui a également frappé, administrativement, leur chef hiérarchique direct, un brigadier.

L'audition des deux sous-brigadiers, par leurs collègues du SRPJ de Nancy, dans le cadre des deux premiers meurtres, a été de « pure forme », insiste le commissaire Nart, et il ne saurait être question d'instruire qui que ce soit. Coïncidence fâcheuse, tout au plus.

Mais tous les éléments d'un drame à la Sémillante sont réunis : trois meurtres de jeunes femmes en trois mois — sans qu'un lien puisse être établi entre les deux premiers crimes et le troisième, — trois enquêtes qui pèlent, trois policiers mutés : cela fait beaucoup, soudain, pour cette paisible cité, qui ne connaissait, jusqu'ici, comme drame, que l'inséparité de Jean-Charles Fellerin, le travail du bois et le sirop des Vosges.

MICHEL CASTANG.

MIERES DE BO
art espa
SPASQUAL, A
Le savo
DEUX FONT LA
Pierre et J

صكناحت الأصل

Culture

« LUMIÈRES DE BOHÈME » DE VALLE INCLAN A L'ODÉON

L'art espagnol n'est jamais réaliste

L'Odéon-Théâtre de l'Europe présente, du 13 au 20 février, *Lumières de Bohême*, de Ramón de Valle Inclán, par le Centre dramatique national de Madrid, dans une mise en scène de son directeur Lluís Pasqual, dont une autre mise en scène, celle d'Edouard II de Marlowe, vient au prochain Festival d'Avignon. Il a trente-deux ans, est francophone, mais le spectacle, bien sûr, sera donné en espagnol, avec José María Rodero dans le rôle d'Estrella, le poète aveugle.

peuple de la misère et de la nuit, prostituées, voyous, usuriers, ivrognes, policiers... Et une mère qui porte dans ses bras son enfant abattu. Un prisonnier politique, des ministres, des bourgeois inassurés... L'errance ne peut aboutir qu'au cimetière. Le poète meurt, et sur sa tombe viennent périr deux écrivains à la mode, tandis qu'on apprend le suicide de sa femme et de sa fille.

La pièce, dit Lluís Pasqual, est très peu jouée en Espagne, comme l'ensemble du théâtre de Valle Inclán d'ailleurs, et nous n'avons pas de références. Mais l'écriture est superbe : un va-et-vient entre la poésie la plus raffinée et une sublimation du langage des bas-fonds. Je pense toujours à Genet, le seul, je crois, qui pourrait traduire.

Valle Inclán nous tend un miroir convexe, ou concave, qui en tout cas donne un reflet déformé de ce que nous appelons la réalité. On dit chez nous que l'Espagne est une déformation grotesque de la culture européenne. L'art espagnol n'a jamais été réaliste, comme a pu l'être, par exemple, la peinture flamande, dans la poésie du quotidien, chez Vermeer ou même Rembrandt. Pour nous, la grande époque est le Siècle d'or, un art baroque, une transposition torturée, loin du baroque italien et de ses grâces sensuelles. Dans cette tradition, dans ce besoin de transformer, de transgresser les formes, je ressens l'expression d'une solitude terrible. L'artiste est seul. Nous avons des génies, mais pas d'écoles. Des grands



Valle Inclán, caricature de Picasso

chanteurs, pas d'orchestres. Les œuvres restent sans descendance. L'isolement de l'artiste développe une folie sombre ou apocalyptique. Les visions du Greco ou de Goya. Valle Inclán fait dire à Max Estrella, le poète aveugle, que

Goya a inventé l'esperpento, cette distorsion du réel, qui pourrait faire penser à l'expressionnisme... Mais je déteste ce mot. En tout cas, ce serait un expressionnisme purement espagnol, ni allemand ni russe. Et il faut le transmettre sur scène.

Lumières de Bohême raconte notre histoire, sans didactisme bien sûr, et aussi celle de notre théâtre. Chaque scène est d'un style différent, et même à l'intérieur des scènes il y a confrontation de styles. Il y a la force naïve de la Zarzuela, la passion débordante du mélodrame et l'ironie, contrepoint d'un nihilisme acide qui n'appartient pas seulement à Valle Inclán, qui vient de ce temps où l'Espagne a perdu ses possessions américaines, et a continué à vivre sur un héritage qui n'existe plus. Notre grand théâtre du dix-septième au vingtième siècle est complètement échevelé. Eduardo de Filippo ou Hernán, à côté, c'est tiède. On dit que les Espagnols pleurent parce qu'ils aiment pleurer même quand ils chantent, et Valle Inclán a repris à son compte une phrase fameuse : « J'ai mal à l'Espagne ». Ses personnages, même les plus sordides, il les aime.

Valle Inclán s'est projeté dans ce personnage du poète aveugle et dans son compagnon don Latino. Il ne s'agit pas d'un couple contradictoire à la manière de don Quichotte et Sancho Pança. Ensemble ils représentent l'honnêteté de l'artiste envers son propre monde et sa difficulté à s'intégrer à la vie. Valle Inclán a cultivé sa position de poète maudit, de marginal. Il inventait sa vie, il vivait dans une sorte de génial mensonge, qui était sa réalité. Son itinéraire, comme celui de Maximo, rappelle le parcours du roi Lear ou de Hamlet. Des gens qui errent

aux frontières de la raison. Quand ils franchissent cette frontière, quand ils prennent pied dans le réel, ils ne le supportent pas. Ils ne survivent pas. « Je suis la douleur d'un cauchemar », dit Maximo. Et aussi : « Les yeux disent toujours des mensonges. »

RENCONTRE AVEC RAFAEL ALBERTI

Le temps de la poésie n'est plus

Le 11 février, en prologue aux représentations de *Lumières de Bohême*, un hommage est rendu à Valle Inclán par Nuria Espert et Rafael Alberti.

Nuria Espert - les Bonnes, Yerma, Divinas palabras, dans des mises en scène de Victor Garcia, Dona Rosita, dans une mise en scène de Jorge Lavelli - et Rafael Alberti, poète exilé pendant tout le temps du franquisme - et dont on connaît en France la pièce *Nuit de guerre* au musée du Prado, - diront des poèmes d'auteurs classiques, de Rafael Alberti lui-même, sur Valle Inclán, qu'il a connu à Rome.

« Nous avons oublié le plupart des poètes de sa génération, dit Rafael Alberti, mais, lui, il est vivant toujours, même pour les gens beaucoup plus jeunes que moi. Je l'ai connu à Rome. C'était un personnage fantastique, un nain manchot et barbu. Il racontait des histoires incroyables sur la manière dont il avait perdu son bras. Par exemple, dans le désert du Mexique est arrivé un lion. Il a eu si peur qu'il a coupé son bras et l'a jeté au lion et s'est enfui pendant que la bête mangeait... Des choses comme ça. En réalité, il s'est battu - je crois - avec un critique, qui l'aime beaucoup pourtant, qui lui a asséné un coup de canne et lui a cassé le bras. Les boutons de manchettes se sont incrustés dans la plaie, la gangrène s'est déclarée... »

« Valle Inclán était très pauvre et, un jour, il a menacé de s'installer avec sa famille pour mendier sur la place publique. Il était capable de le faire. Pour s'en débarrasser, on l'a nommé directeur de la Galerie des beaux-arts à Rome. Il m'emmenait, nous nous promenions dans la ville, il me la racontait ; naturellement, il inventait et c'était passionnant. Beaucoup d'écrivains sont entrés dans le musée de la littérature. Pas lui. »

« Je suis revenu après trente-neuf ans d'exil, mes œuvres étaient interdites. On m'a demandé de revenir comme député communiste. Après trente-neuf ans, je ne pouvais pas refuser. J'ai fait campagne en Aragon, mon pays, avec des poèmes, des chansons de circonstance. La succès a été extraordinaire. J'avais écrit une chanson à la Virgen : « Laissez-moi laver les pleurs de l'angoisse... » En Aragon, on ne peut pas organiser un congrès du parti pendant la semaine sainte, parce que tout le monde, y compris les responsables du parti, participe aux processions... »

« J'ai quatre-vingt-un ans. Ma génération a été celle des mouvements, d'idées, des guerres, des révolutions. Nous étions politisés et notre littérature aussi. Aujourd'hui, c'est différent. La littérature n'est plus ni engagée ni vraiment nationale. Les jeunes gens commencent à se pencher sur nos œuvres, sur ce que nous avons représenté. Aragon, Eluard, Neruda... La plupart des hommes de mon époque ont disparu. Ils ont été fusillés, ils ont passé des années en prison, en exil. Ils ont disparu, ils sont morts. »

« L'époque présente vit des situations convulsives. Les drames se passent dans la rue, et les médias nous en font le récit quotidien. Notre époque est adaptée au roman, le roman raconte, la poésie chante. Les romans américains sont venus en Espagne, ont été publiés, à Barcelone surtout, même pendant le franquisme. Ils sont venus avec leurs histoires de grands espaces nouveaux... La compétition n'est pas facile. Mais notre langue a un grand avenir, il y a trois cent quarante millions de personnes qui la parlent. » - C. G.

LLUIS PASQUAL, AUTOPOTRAIT

Le savoir-faire de l'artisan

« Je suis né il y a trente-deux ans dans une petite ville catalane. Mon père était boulangier. Dans cette ville de sobarits mille habitants, il y a une tradition de théâtre amateur. On allait au spectacle chaque semaine, et le samedi à la Zarzuela, une sorte d'opéra, mais avec des thèmes et des personnages populaires. Les critiques marxistes orthodoxes le méprisent parce qu'ils ne voient pas la joie de vivre des pauvres gens. Mais c'est plus que ça, il y a cette gaieté vitale... Je me souviens de ce que je ressentais, une telle exaltation. C'est sans doute pourquoi je suis allé vers le théâtre. Mais ma sœur, qui a mené la même existence, est devenue médecin. »

Enfin, à quatorze ans, j'ai fait partie d'une troupe indépendante qui se consacrait à ce que nous appelons ingénument le théâtre moderne. On répétait quatre mois et on jouait trois fois quand on jouait. Il fallait passer les obstacles de la censure pour le texte et la mise en scène. Je suis entré à

l'université de Barcelone. J'ai suivi des études de philosophie, mais ce n'a pas d'importance... »

Je donnais des cours de respiration et je continuais à jouer, très mal il faut bien le dire. On m'a demandé de monter un spectacle pour les élèves du troisième année. J'ai écrit une pièce sur la grande révolte populaire de 1909, la Semaine tragique. Naturellement, le texte a été interdit, mais est arrivée une chance surréaliste. Le ministre a changé, et avant de partir, pour se venger sans doute, il a accordé son autorisation à tous les manuscrits qui étaient dans son bureau. »

Nous avions loué une salle pour trois jours, nous avons joué sept mois. Le spectacle s'inspirait d'Arlésien Mouchoukine, de 1793. A l'époque, chez nous, c'était audeco. C'était très pauvre aussi. Nous n'avions aucune subvention, les gens venaient de partout. On connaît au théâtre des moments rares où l'intuition vous guide, vous fait rejoindre les besoins

d'un public. Deux fois ce m'est arrivé avec ce spectacle, et avec Comme il vous plaira, qui se donne depuis le mois de septembre à Barcelone. »

Après la Semaine tragique, je suis parti au service militaire. A mon retour, nous avons fondé une compagnie stable, le Théâtre Liure, avec une salle de trois cents places, un atelier de décor et toujours pas d'argent. La deuxième année, nous avons reçu une subvention, petite, mais qui était la plus importante d'Espagne. J'écrivais, moins par vocation que par peur de ne pas savoir exprimer les idées d'un autre. Et puis j'ai mis en scène *Léonce et Lene* ; j'aurais pu avoir écrit la pièce, j'ai monté en vingt-cinq jours, facilement, comme si quelqu'un me dictait la façon de faire. Il y a eu après cela les *Trois Sœurs*, le *Balcon*, et Nuria Espert m'a demandé de la mettre en scène dans *Phédre*. Un choc, pour moi qui avait vingt-quatre ans ! Ensuite, nous avons fait ensemble *Médée*, puis j'ai monté un *Calde-*

ron à Madrid et deux opéras : *Felafel*, *Sernon* et *Delia*, avec Plácido Domingo. Six jours seulement de répétitions, et un succès incroyable. »

J'ai appris que la mise en scène est quelque chose d'artisanal. Je suis comme mon père qui fabriquait du pain. C'est une façon de vivre en même temps qu'un métier, un savoir-faire. J'avais besoin d'apprendre et je suis allé en Pologne. Mais, finalement, le théâtre polonais est très loin de nous. J'avais besoin d'un maître comme il y en avait pendant la Renaissance. Je ne pouvais le trouver qu'en Italie. Je l'ai trouvé : c'est Giorgio Strehler, dont j'ai été assistant quand il a repris *Moet Milon*. J'ai deux maîtres, lui et Peter Brook. Des modèles. J'aime leur travail, mais, au-delà, j'aime leur attitude, leur manière de vivre « dans » le théâtre, d'y laisser des parties d'eux-mêmes. Ça peut paraître malaisé, et c'est une question de morale et de politique, au sens large. » - C. G.

LES DEUX FONT LA PAIRE

Roger Pierre et Jean-Marc Thibault au Théâtre Antoine

Le tandem Roger Pierre et Jean-Marc Thibault se reforme comme pour une finale de fées d'artifice : à partir du 18 février, au Théâtre Antoine, à l'âge de soixante ans et après huit années de séparation, les deux comiques, véritables hommes-orchestres du spectacle, feront leurs adieux en présentant quelques-uns des sketches écrits en vingt-huit ans de collaboration.

Tout a commencé au lendemain de la guerre. Jean-Marc Thibault, jeune comédien, chantait des tangos et des valses tous les week-ends dans un orchestre-musette de Nogent. Roger Pierre était démarcheur chez un publiciste. La première publicité (sur un cirage) imaginée par Roger Pierre est lue par Jean-Marc Thibault. Dès lors, les deux hommes ne vont plus se quitter. Le tandem se produit au Tabou et au Caveau de la Tour. A la même affiche, il y a Léo Ferré, Francis Lemaire, Yves Robert, qui lit des poèmes, et les musiciens sont les deux frères de Boris Vian. Roger Pierre et Jean-

Marc Thibault interprètent *Dans les fossés de Vincennes*, une chanson de Montéhous transformée en sketch, et toute une série de pastiches, « à la manière de... »

Influencés d'abord par la mode existentialiste de Saint-Germain-des-Près, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault vont vite élargir leur répertoire en changeant de rive et en jouant à l'Amiral, au Moulin-Rouge et au Liberty's. Ils ne se servent jamais de l'actualité politique. Mais, à travers sketches, chansons et mimas, ils développeront à merveille une satire sur des faits de société, la mode, la publicité, la délinquance.

Vieront au début des années 50 les tournées dans les coins de France « où, dit Roger Pierre, les comiques régionaux parlaient parfois annuellement cent fois plus le public que nous. Un régal total, c'est une chose musicale. Si les rires ne tombent pas à tel ou tel moment, rien ne va plus. Jean-Marc et moi avons souf-

fert terriblement au cours de ces tournées. Nous n'étions pas sûr parfois que les spectateurs comprennent les français. Certains disaient : « Bon Dieu ! C'est ce les Parisiens ? » Mais nous étions deux et nous pouvions donc rire de nos malheurs. »

Le cinéma donnera l'occasion à Roger Pierre d'écrire des scénarios et à Jean-Marc Thibault de réaliser trois films avec le tandem pour vedette : *La vie est belle*, *Vivent les vacances*. Un cheval pour deux. « Nos films, basés sur une succession de gags, coûtaient cher. Nous avons dû tourner dans les films des autres et nous n'avons pas eu la main heureuse dans les choix. »

Les aventures télévisuelles des « maudits rois saints » et des « heureux rois d'Henri » vont être coustodées des énormes pastiches qui passionnent la France entière entre 1972 et 1975 : le jour de la diffusion, les restaurants vont baisser leur recette et la Fédération française de football déconseille aux clubs

d'organiser des nocturnes ce soir-là. Dans une multiplicité de petits faits, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault trouvent des raisons de faire rire dans une histoire de France où les meurtres et les empereurs s'enchâssent à une « tresse infernale. A la fin de cette grande bouffonnerie télévisée, le tandem se sépare pour cause d'usure et faute de conserver les mêmes goûts. »

Au théâtre Antoine, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault répètent tous les jours, « pas longtemps, à peine trois heures, mais intensément ». Les huit dernières années, ils se sont peu vus. Roger Pierre jouait au théâtre et au cinéma ; Jean-Marc Thibault travaillait dans des téléfilms. Etre de nouveau ensemble est un plaisir qu'ils dégoûtent aujourd'hui avec volupté. Mais ils n'ont pas envie de construire un spectacle à partir de zéro, d'écrire des choses nouvelles : « Ce n'est plus de notre âge, dit Jean-Marc Thibault. Le music-hall, c'est une affaire de

jeunes. De temps en temps, on peut aller voir des rétrospectives : la nôtre ou celle de Montand. Mais nous ne sommes plus dans la vie active du rire. D'une certaine manière, nous appartenons au musée. »

Pourtant, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault savent que certains de leurs sketches ont une résonance moderne. Leur spectacle, ils le divisent en trois parties : les sketches « classiques » d'abord (« Cyrano à la manière de... », « Dans les fossés de Vincennes »), les sketches anciens (« La guerre en dentelle », « L'idole et le musicien », « Nord-Sud ») et ceux plus récents, c'est-à-dire... entre 1960 et 1975 (« Le téléviseur du soir », « La leçon de danse »). Roger Pierre et Jean-Marc Thibault n'ont pas fixé le nombre de leurs représentations. Ils se laissent un peu pousser par la joie de leurs retrouvailles.

CLAUDE FLÉOUTER.

مَكْرَامَتُ الْأَمَلِ

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 4 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Téléfilm : Monseigneur le Président.** D'après le roman de Miguel Angel Asturias, adaptation A. Camp et H. Carrillo, réalisation M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin. Une adaptation de l'un des plus grands romans latino-américains qui décrit avec force la dictature sanguinaire et dépressive d'Estrada Cabrera. On ne retrouve ni la dimension fantastique et surréaliste du roman, ni le talent, ni le sens du dialogue. Une adaptation à plat.
- 22 h 5 **Droit de réponse** où l'esprit de contradiction s'incarne dans les réactions.
- Émission de Michel Polak.
- 22 h 55 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 23 h 5 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Variétés : Champs-Élysées.** De M. Druker.
- 21 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 22 h 5 **Droit de réponse** où l'esprit de contradiction s'incarne dans les réactions.
- Émission de Michel Polak.
- 22 h 55 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 23 h 5 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Félicité : D'actualité.** Paillard, amour, haine... l'histoire d'une riche famille.

américaine. Le feuilleton qui a débordé - Dallas - dans pas mal de pays est rediffusé sur la chaîne nationale après être passé dans les régions.

21 h 20 **Jeu : Plus mouton que moi tu gagnes.** De P. Sabagh.

Un divertissement basé sur le... mensonge ! Quatre personnages connus - Robert Manuel, Anne-Marie Carrère, Marcel Jullian, Jean le Poulain - sont mis en compétition par équipe de deux. Les questions, choisies par Pierre Sabagh, sont posées par Jean Amado.

22 h 5 **Journal.**

22 h 20 **La vie de château.** Émission de J.-C. Braly.

Le comédien reçoit chez lui quelques amis : Pierre Desproges, Bernard Laffont, Marina Vlady.

22 h 55 **Musique.**

Une émission spéciale d'une heure, qui retrace la vie du grand violoniste Jacques Thibaud, à l'occasion du trentième anniversaire de sa disparition. Avec la participation de J.-L. Barrault, G. Bouillon, A. Ciccolini, Y. Minkus, G. Gody.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 35 **Carrefour de l'ouest-est.** 18 h 30 : Troisième rang de face (actualité culturelle). 18 h 30 : Tour du monde de la nuit (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 19 h 30 : Dessin animé (Gil et Julie).
- 19 h 35 : Info nationale.
- 19 h 35 : Info régionale.
- 19 h 35 : Clip.
- 19 h 50 : Le Tour du monde en quatre-vingt jours.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 **La marquise des Arcs.** de C. Sternheim, d'après Diderot ; avec S. Arzel, D. Mamm, R. Varte.
- 22 h 5 **Le signe du serpent.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 **Concert (festival de Berlin 1983) :** Concerts pour piano et orchestre n° 3, n° 5, Symphonie n° 1 en ut majeur de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. D. Barenboim, sol. A. Brendel, piano.
- 22 h 30 **Émission de nuit :** cycle Quatuor de Budapest (1926-1987).

Dimanche 5 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 5 **Émission télévisée.**
- 9 h 15 **A la Bible ouverte.**
- 9 h 30 **La source de vie.**
- 10 h 5 **Présence protestante.**
- 10 h 20 **Le jour du Seigneur.**
- 11 h 5 **Messe.** Officielle avec la paroisse Sainte-Thérèse de Roule-Montmartre.
- 12 h 5 **Téléfoot 1.**
- 13 h 5 **Journal.**
- 13 h 25 **Série : Starkey et Hutton.**
- 14 h 20 **Hip-hop.**
- 14 h 35 **Championnats.**
- 15 h 35 **Championnats.**
- 16 h 35 **Championnats.**
- 17 h 35 **Championnats.**
- 18 h 35 **Championnats.**
- 19 h 35 **Championnats.**
- 20 h 35 **Championnats.**
- 21 h 35 **Championnats.**
- 22 h 35 **Championnats.**
- 23 h 35 **Championnats.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 9 h 35 **Récré A2 : Gandy.** À partir d'aujourd'hui, l'Autisme 2 ouvre l'antenne aux jeunes chaque dimanche matin.
- 10 h 35 **Championnats.**
- 11 h 35 **Championnats.**
- 12 h 35 **Championnats.**
- 13 h 35 **Championnats.**
- 14 h 35 **Championnats.**
- 15 h 35 **Championnats.**
- 16 h 35 **Championnats.**
- 17 h 35 **Championnats.**
- 18 h 35 **Championnats.**
- 19 h 35 **Championnats.**
- 20 h 35 **Championnats.**
- 21 h 35 **Championnats.**
- 22 h 35 **Championnats.**
- 23 h 35 **Championnats.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h 35 **Images de Tunisie.**
- 11 h 35 **Mosquée.** Un reportage sur l'exposition de Beaubourg - Les enfants de l'immigration. Plus les rubriques habituelles.
- 12 h 35 **La vie en tête.** Émission de la Fédération nationale musicale des travailleurs.

12h GAGNEZ DES VACANCES AVEC LA VIE EN TÊTE L'AUTRE REGARD SUR LA SANTÉ

- 18 h 35 **Spectacle 3 : La Cuisine.** D'après le roman de J. G. Le Goff, scénarisé par D. Sorano à Toulouse, mise en scène M. Sarrazin, avec J. Favard.
- 19 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 20 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 21 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 22 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).
- 23 h 35 **Le monde de la nuit** (émission de M. O. Gomez, avec M. Andrieu, R. Miquel, B. Gaudin).

FRANCE-CULTURE

- 14 h 30 **La Comédie-Française présente :** « Pélécie », de J. Andrieu, mise en scène J.-P. Vincent, avec D. Gance, F. Chammone, C. Sami.
- 15 h 30 **Documentaire :** Kathleen Raine ou les royaumes du solitaire, par G. Germain-Thomé.
- 16 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 17 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 18 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 19 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 20 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 21 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 22 h 30 **Le chœur des chœurs.**
- 23 h 30 **Le chœur des chœurs.**

FRANCE-MUSIQUE

- 17 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 18 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 19 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 20 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 21 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 22 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.
- 23 h 35 **Comment l'humanité voit ?** Musique américaine.

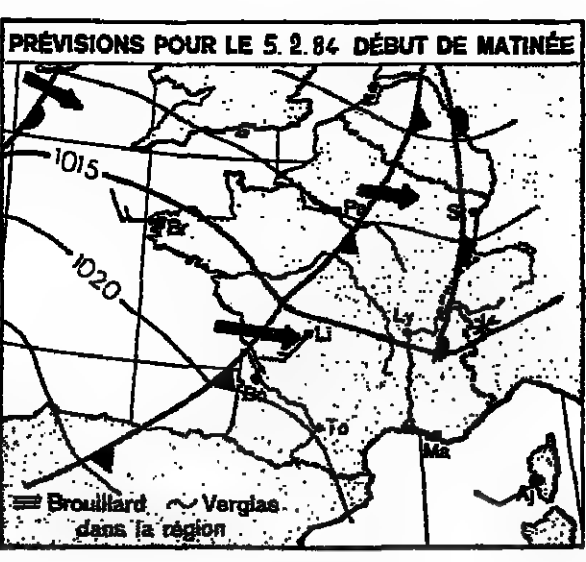
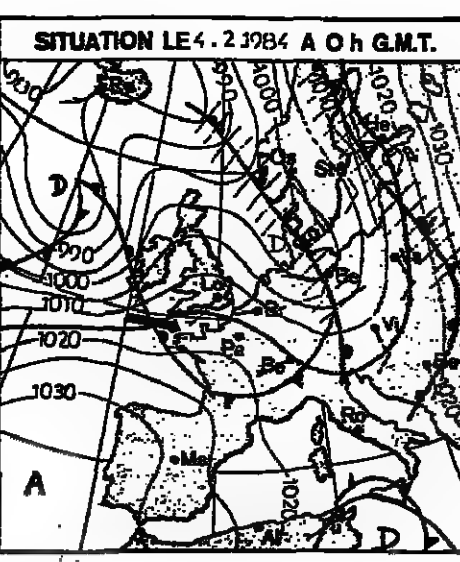
TRIBUNES ET DÉBATS

- DIMANCHE 5 FÉVRIER**
- M. Maurice Couvre de Murville, ancien premier ministre, député RPR de Paris, est l'invité de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.
- M. Raymond Barre, ancien premier ministre, député apparenté UDF du Rhône, participe au « Grand Jury RTL-Le Monde » sur RTL à 18 h 15.
- M. Itzhak Shamir, premier ministre d'Israël, répond aux questions des journalistes dans l'émission « Le Club de la presse » sur Europe 1, à 19 heures.

LUNDI 6 FÉVRIER

- M. Georges Fillioz, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, est l'invité du journal de 8 heures sur RMC.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 4 février à 0 heure et le dimanche 5 février à 24 heures.

Dimanche un front froid traversera la moitié sud-est du pays tandis qu'une nouvelle perturbation abordera la Bretagne en début d'après-midi. Entre ces deux perturbations, on observera une accalmie par effet de dorsale.

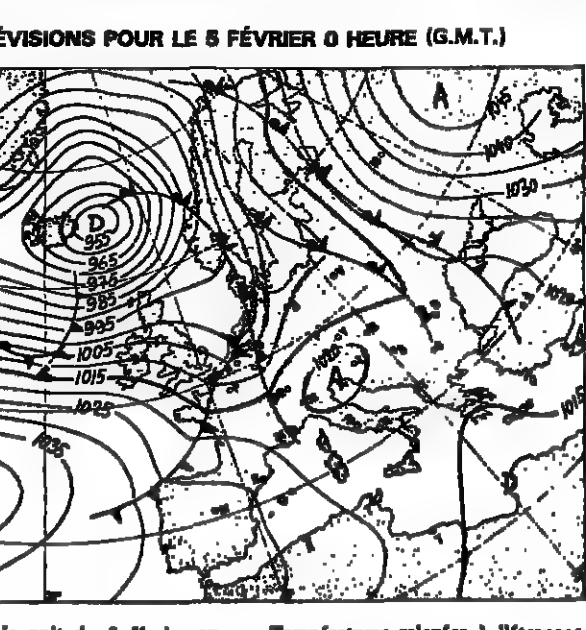
Demain les régions du pourtour méditerranéen et les Alpes du Sud bénéficieront d'un temps ensoleillé où mistral et tramontane souffleront. On observera toutefois le soir des averses en Corse, où le ciel deviendra très nuageux. Ailleurs, des Pyrénées aux Alpes et aux régions du Nord-Est, le temps sera gris et humide avec des pluies assez marquées le matin et des chutes de neige à partir de 800 à 1000 mètres d'altitude. Par contre l'après-midi les pluies cesseront et de belles éclaircies se produiront, à l'exception des Pyrénées et des Alpes, où il y aura toujours des averses de neige. Sur le reste du pays, la journée commencera par de belles éclaircies mais une nouvelle zone nuageuse abordera la Bretagne en début d'après-midi puis cavahiera toute la Bretagne, la Normandie, les Pays de Loire et en soirée tout le quart nord-ouest de la France.

La température sera plus fraîche pour la saison, il fera 7 à 11° au lever du jour du nord au sud, un peu moins toutefois dans le nord-est : 4 à 9°. L'après-midi le thermomètre marquera 13 à 14° dans le Sud-Ouest, 14 à 15° dans le Midi méditerranéen et 9 à 11° ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, était de 1019,9 millibars soit 764,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 février ; le second le minimum de la nuit du 3 février au 4 février) :

- Alger, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 12 et 11 ; Bordeaux, 12 et 12 ; Bourges, 9 et 6 ; Brest, 12 et 9 ; Caen, 12 et 7 ; Clermont-Ferrand, 11 et 7 ; Dijon, 7 et 4 ; Grenoble-Saint-Martin, 10 et 3 ; Grenoble-Saint-Georges, 9 et 4 ; Lille, 10 et 2 ; Lyon, 8 et 5 ; Marseille-Marganne, 11 et 5 ; Nancy, 7 et 1 ; Nantes, 12 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 5 ; Paris-Montsouris, 12 et 6 ; Paris-Grigny, 11 et 5 ; Pau, 11 et 10 ; Perpignan, 14 et 14 ; Rennes, 14 et 6 ; Strasbourg, 8 et 2 ; Tours, 11 et 7 ; Toulouse, 11 et 10 ; Poitiers-Père, 30 et 23.



Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 5 degrés ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 18 et 8 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn, 6 et 5 ; Bruxelles, 9 et 3 ; Le Caire, 21 et 12 ; Les Canaries, 19 et 16 ; Copenhague, 4 et 2 ; Dakar, 23 et 17 ; Djibouti, 11 et 7 ; Genève, 7 et 3 ; Jérusalem, 16 et 6 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 12 et 4 ; Luxembourg, 4 et 1 ; Madrid, 14 et 1 ; Moscou, 9 et 1 ; Nalob, 27 et 11 ; New-York, 9 et 6 ; Palma-de-Majorque, 15 et 9 ; Rome, 17 et 3 ; Stockholm, 1 et 1 ; Téhéran, 11 et 4 ; Tunis, 15 et 7.

Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.

EN BREF

SAUVEGARDE DU PATRIMOINE
LE MOULIN DE LA TOUL. - Un authentique moulin à vent dort les

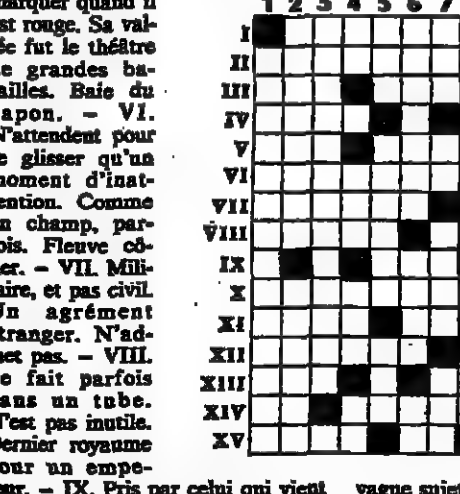
JOURNAL OFFICIEL
Sont publiés au Journal officiel du samedi 4 février 1984 :

- DEUX DÉCRETS**
- Concernant les nominations qui peuvent être prononcées au bénéfice des anciens élèves de l'ENEA (troisième concours).
- Portant réorganisation du comité permanent de la sélection des plantes cultivées.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3639
HORIZONTALEMENT

- I. L'appréciant pas du tout ce qui est spirituel. - II. Des chutes retentissantes. Note. - III. Possédant. On y trouvait l'oracle de Dodone. Où il n'y a donc rien à reprendre. - IV. Faire l'innocent. Mis au courant. - V. Peut servir. - VI. Fait partie d'un jeu. - VII. Le théâtre de grandes batailles. Baie du Japon. - VIII. N'attendent pour se glisser qu'un moment d'inattention. Comme un champ, parfois. Fleuve côtier. - IX. Militaire, et pas civil. Un agrément étranger. N'admet pas. - X. Qui fait parfois dans un tube. Dernier royaume pour un empereur. - XI. Pris par celui qui vient d'être appelé. Dans l'alternative. - XII. Qui devrait donc être curé. Qui n'a pas été baptisé. - XIII. Incité à la jalousie. Convoitises d'un nouveau. - XIV. Qui ne brille donc plus. Provenant qu'on s'est égaré. - XV. Peut-être courir dans les prés. Sur les dents. N'est pas plus apprécié que l'oignon. - XVI. Fin d'innocence. Qui n'a donc pas pu être stupéfié. Caché. - XVII. Remonte aux rameaux. Un



vague sujet. Permet d'ouvrir le dialogue.

VERTICALEMENT

- 1. On s'endort quand elles s'étendent. - 2. Quand elles sont bonnes, on se tient bien. C'est le coup de barre. - 3. Se font généralement sur le champ. - 4. Possessif. Grecque. Pronom. Note. - 5. Une grosse tranche. Qui ont acquis une certaine

FORMATION

ANIMATEURS DE CENTRES DE LOISIRS. - Le Service technique pour les activités de jeunesse (STAJ) organise des stages d'animateurs et de directeurs de centres de vacances pendant les congés scolaires de février. Chaque région propose des thèmes particuliers : artisanat dans le Nord, audio-visuel en Bretagne et en Normandie, ski de fond en Lorraine, poterie en Aquitaine, montagne d'hiver en Ile-de-France, en Normandie et en Dauphiné.

* STAJ, 27, rue du Château-d'Azur, 75010 Paris. Tél. : 206-56-63.

Solution du problème n° 3638

Horizontalement

- I. Trop-plein. - II. Recueilli. - III. Alu. Ara. - IV. Diligente. - V. Uguine. Sol. - VI. Cistre. Ce. - VII. Tête. PP. - VIII. Ruer. Ions. - IX. IS. Ecluse. - X. Centrale. - XI. Assises.

Verticalement

- 1. Traductrice. - 2. Religieuse. - 3. Oculiste. Na. - 4. Pu. Intrépid. - 5. Péagor. CRS. - 6. Lire. Epilai. - 7. Élan. Poul. - 8. IL. Toc. Nsee (Née). - 9. Niveau.

EUY BROUTY.

Économie

PRIVATISATION

Jaguar à vendre

Les Anglais souhaitent que le fleuron de British Leyland demeure propriété britannique.

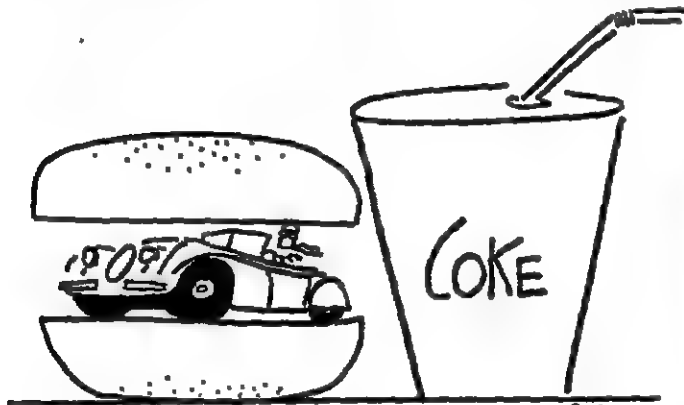
De notre correspondant

Londres. — Shocking... Jaguar pourrait bientôt ruer pour le compte des Américains. Mme Thatcher, dans sa campagne de « privatisation » du secteur public, irait-elle jusqu'à céder à des étrangers l'un des fleurons de l'industrie britannique, devenu symbole du savoir-faire et du savoir-vivre anglais ? Il en est fortement question. Après Ford, General Motors est maintenant sur les rangs.

Fiers de la réputation prestigieuse dont jouissent dans le monde entier des voitures qui, avec une rare élégance, marient

ouvriers, la société, depuis deux ans, réembauche (elle compte aujourd'hui huit mille cinq cents employés). Elle connaît, de nouveau, un succès considérable, au point de ne pouvoir faire face à la demande. Les exportations, qui absorbent près des deux tiers de la production, ont augmenté de 56 % en 1983 et une Jaguar sur deux a été vendue aux États-Unis. Des investissements importants sont nécessaires pour accroître la production, et c'est, selon le gouvernement, une raison supplémentaire pour faire appel au secteur privé, car British Leyland a d'autres préoccupations : assurer notamment le redressement d'Austin-Rover, qui n'est pas encore certain, malgré le bon accueil réservé par la clientèle aux modèles Mini-Metro et Maestro.

L'affaire Jaguar est révélatrice de l'attitude du gouvernement de Mme Thatcher, qui pro-



PESSIN.

confort et performances, certains sujets de sa Gracieuse Majesté estiment que Jaguar fait partie du patrimoine national et représente même quelques-unes de ces « valeurs » que le premier ministre se targue de vouloir préserver. Bref, on n'est pas loin de reprocher à Mme Thatcher de ne pas, sur ce point, fidèle à elle-même. Jusque dans les rangs conservateurs, on fait observer que « dénationalisation » ne doit pas signifier « internationalisation ».

Jaguar est une filiale de British Leyland, entreprise nationalisée qui a beaucoup de mal à sortir du marasme dans lequel elle a été plongée pendant des années. Mais Jaguar se porte très bien. Après avoir échappé à la crise, qui a failli faire disparaître le groupe, et avoir licencié le tiers de ses

pose aux capitaux privés les éléments les plus séduisants des entreprises nationales après les avoir rendus progressivement indépendants de celles-ci. Le gouvernement a procédé de la sorte en divisant le service des postes et télécommunications pour créer British Telecom. Celle-ci devrait être vendue avant la fin de l'année. Entre-temps, au cours des six prochains mois, le sort de Jaguar aura vraisemblablement été déjà fixé : telle est du moins l'intention du gouvernement qui envisage, dès à présent, la cession de deux autres filiales de British Leyland : Unipart (pièces détachées) et Land Rover.

A la direction de Jaguar et dans certains milieux politiques conservateurs, si l'on juge souhaitable la privatisation de la marque, on voudrait éviter que celle-ci ne devienne américaine. Des pressions sont exercées sur le gouvernement pour que soit d'abord prise en considération la possibilité de proposer les actions de Jaguar sur le marché boursier — formule qui, selon les vœux de certains, permettrait la participation des employés de la firme — afin d'éviter la cession en bloc de la société à une grande compagnie, qui, dans la situation actuelle, ne peut être qu'étrangère.

Alors qu'Austin-Rover a déjà été condamné à s'associer avec les Japonais (Honda) et à emprunter aux Allemands (Volkswagen) des boîtes de vitesses, beaucoup d'Anglais souhaitent manifestement que Jaguar conserve son identité nationale. Et, à n'en pas douter, bien des étrangers — clients ou non — seront d'accord avec eux. Il est en effet difficile de concevoir que le parfum subtil du cuir, la noblesse d'un tableau de bord en noyer et le feulement irrésistible d'un six ou douze cylindres pourront rester les mêmes si Jaguar n'est plus entièrement britannique.

F. C.

Les soucis et les espoirs du conseil régional de Lorraine

L'annonce de nouvelles suppressions d'emplois en Lorraine, touchant une fois encore les industries traditionnelles — la sidérurgie, les houillères, le textile — et concernant quelque six mille emplois, a relancé le débat sur le plan lorrain. Face à l'aggravation des conséquences sociales de la crise, que peuvent faire les instances régionales dans le cadre de la décentralisation ?

De notre correspondant

Metz. — L'objectif n° 1 du plan lorrain adopté à l'unanimité par le conseil régional (le RPR s'étant abstenu) est, bien sûr, l'emploi. Pour le président de l'exécutif régional, M. Jean-Marie Rausch (CDS), l'enjeu est clair. Pour conforter et développer l'économie lorraine, il faut concentrer les efforts sur deux points : la formation professionnelle et l'aide aux PME.

Faute de trouver en Lorraine une main-d'œuvre qualifiée et adaptée, les entrepreneurs iront s'installer ailleurs. C'est vrai dans le secteur des technologies nouvelles (informatique, électronique) que la région entend promouvoir. Un exemple : la société américaine Apple, qui doit installer en avril 1984 à Metz un centre national de création de logiciels et recruter une quarantaine d'ingénieurs, pourra-t-elle satisfaire sa demande sur le marché régional ?

Et puis, remarque M. Rausch, « alors que des suppressions d'emplois sont annoncées par milliers, dans la sidérurgie par exemple, sans créations en compensation, seul le secteur des PME et PMI est créateur d'emplois ».

Comme à Belfast et à Naples

Irrité par le manque de concertation (« On a l'impression que le gouvernement n'est pas dire la vérité, il l'annonce par bribes... »), le président du conseil régional redoute une aggravation de la situation de la Lorraine, « à cause de la volonté du ministre de l'Industrie et de la recherche de mener plus rapidement la reconversion industrielle ». Le cap des cent mille demandes d'emploi non satisfaites (quatre-vingt-dix mille sept cents fin novembre 1983) est prêt d'être franchi. La menace est réelle devant le rétrécissement sensible du marché du travail depuis le début de l'automne (une offre pour vingt-cinq demandes en août, une offre pour trente-sept demandes en novembre).

Le président du conseil régional regrette le retard pris par le projet d'opération intégrée de développement (OID) : « Seule, affirme-t-il, la volonté de l'Etat de faire bénéficier aussi et simultanément de cette procédure d'autres régions (qui n'étaient pas retenues initialement) en est à l'origine ».

La région attendait, en effet, depuis juin 1983, le feu vert de la Commission européenne (un crédit d'études de 750 000 F a été débouqué cette semaine) pour mettre en chantier l'étude préliminaire de l'OID. Cette idée, déjà expérimentée à Belfast et à Naples, et reprise par la Lorraine sur proposition de son comité économique et social, devrait permettre à la région,

dans l'esprit de M. Rausch, de renforcer ses infrastructures pour mettre en valeur « sa position privilégiée au cœur de l'Europe ».

Les objectifs du plan lorrain étant définis et adoptés, il appartient désormais aux responsables politiques d'affecter des enveloppes financières à chacun des programmes prioritaires retenus sur la base du budget voté (486 millions de francs en 1984). Ce travail risque de mettre à dure épreuve l'unité régionale, compte tenu des choix inévitables à opérer si l'on ne veut pas céder au saupoudrage.

Cette difficulté a provoqué une « sortie » remarquée du président du comité économique et social (CES), M. François Guillaume (1). « On peut se demander, a-t-il déclaré, si le débat de fond n'est pas occulté au conseil régional par un débat politique sur l'avenir de cette assemblée. On est en train de prouver les limites d'une assemblée régionale composée d'élus locaux qui ne tiennent pas leur légitimité de la région mais de leur circonscription. Les réactions sont donc

de caractère géographique et politique. Ces éléments, en revanche, sont étrangers au CES ».

M. Rausch, qui n'entend pas polémiquer avec le président du CES, n'en demeure pas moins sévère quant à la légitimité du conseil régional : « Nous sommes tous élus au suffrage universel... en attendant les élections régionales que nous attendons tous ».

De son côté, l'opposition régionale, c'est-à-dire la gauche, embarrassée par l'annonce de nouvelles suppressions d'emplois dans la sidérurgie et les Houillères, mise sur le prochain contrat de plan Etat-région (2,5 milliards de francs en cinq ans) pour apporter un ballon d'oxygène à la Lorraine et propose de nouvelles « pistes ».

M. Jean-Pierre Masseret, sénateur et président des élus socialistes de Moselle, est favorable à la création de « zones franches » dans des espaces géographiques très précis, le bassin de Longwy par exemple, pour attirer les investisseurs, qu'on exonérerait partiellement de TVA. Il est également partisan d'une

réflexion sur l'utilisation de l'électricité de la centrale nucléaire de Cattenom, en construction, et d'un inventaire des ressources des laboratoires de recherche, afin de valoriser la position géographique de la Lorraine.

L'étude de ces pistes doit s'accompagner, selon M. Masseret, d'une analyse du rôle des sociétés de reconversion des groupes sidérurgiques. « On ne va pas, en Moselle ou en Lorraine, note-t-il, un outil de reconversion capable de canaliser les efforts. Les entreprises nationalisées doivent pourtant servir de fer de lance du développement. Est-ce le cas en Lorraine ? Les sociétés de reconversion répondent-elles à cet objectif ?... Je n'en ai pas le sentiment. On ne peut pas diversifier le tissu industriel avec deux ou trois personnes, même si elles disposent d'une enveloppe financière importante ».

JEAN-LOUIS THYS

(1) M. Guillaume est, par ailleurs, président de la FNSEA.

NOSTALGIE VOSGIENNE

Un système en décrépitude

De notre envoyé spécial

Igney. — Les anciens d'Igney, commune vosgienne de 1 170 habitants, situés à 13 kilomètres d'Épinal, au cœur du bassin textile, appellent encore « M. Marcel » ou « le Vieux ». Avec respect ou affection bourrue.

Savoureux et crâin de vérité, ce surnom, ancien son jargon de la cité de la Gare, raconte : « La première chose qu'on regardait, quand on se retrouvait le dimanche matin au café du PMU, c'était si « le Vieux » avait un bouton dans la course du tiercé. Si oui, on le jouait tout, comme un seul homme. » M. Marcel, c'était Marcel Boussec.

Regretterait-on ici, à l'ombre d'une église classée monument historique, l'époque pas tellement lointaine (1960-1970) où, de la naissance à la mort, en passant par la première communion ou le mariage, « on vivait Boussec » ? Crêches Boussec, colonies de vacances Boussec, logements Boussec.

C'est sûr, dit un autre retraité, il fallait travailler dur, le pain n'était pas gros, mais on avait beaucoup d'avantages sociaux, comme on dit aujourd'hui. On était embauché chez Boussec de père en fils. Pas de problèmes d'emploi, et on était formé « à la maison ». Et ceux qui ne faisaient pas partie de la famille — nos autres copains ouvriers — nous jalouxait, en nous balançant des verres, bien sûr... »

Alors ? Nostalgie, quand les mêmes dénonçaient hier le patronat de droit divin, le paternalisme dix-neuvième siècle d'un Marcel Boussec, d'un François Michelin, d'un Marcel Dessaut ? C'est beaucoup plus complexe que cela.

Nostalgie ? « Non, pas vraiment », explique, avec compétence et nuances, M. Maxime Leroy, secrétaire de l'union départementale CGT des Vosges, une queue d'artiste, un ancien du textile. « L'effet paternaliste, le syndrome Boussec, selon l'expression à la mode, ont commencé de s'effriter dès les premiers licenciements au début des années 70. Les travailleurs

d'Igney ont tombé des nues. Car personne ne les avait jamais informés de la situation du groupe. Le monde ouvrier, et en premier lieu les syndicalistes, étaient totalement tenus à l'écart de la réalité économique ».

Sois Boussec et tais-toi. A Igney, comme à Thionville-Vosges, Rambervillers ou Senones, on a vu arriver — façon de parler — M. Jean-Claude Boussec, puis les frères Willet. On connaît la suite. La braderie d'un empire. « C'est pour cela qu'aujourd'hui », poursuit M. Leroy, on ne parle plus de Boussec en tant que tel. C'est mort, on a tourné la page. Et puis, les formes de travail, les relations patron-syndicats ont radicalement changé. « Un jeune cadriste de l'usine de la compagnie Boussec-Saint-Frères (CBSF) d'Igney a ce mot : « Nous ne sommes plus emboussecés. »

Le « milliardaire jaune »

Cité de la Gare, à Igney : sous le pont routier, entre la ligne de chemin de fer et les portes de l'usine, se dressent des dizaines de petits pavillons semblables, avec un toit de tuiles en accent circulaire, des volets vert bouteille, un appentis, et, face à la maison, entourée de plates-bandes, une cabane en ciment où ranger son vélo et ses outils de jardinage. Peut-être un arc de terrain par habitation. Dans les années 50, l'ensemble a pu paraître pimpant. On imagine les Boussec — ils étaient plus de cinq cents à l'époque mais dépassent à peine la centaine aujourd'hui — n'ayant que quelques hectomètres à faire pour rejoindre leur atelier, puis rentrer chez eux. Boulot, vélo, dodo. Photo jeunesse.

Fin janvier 1984, la cité de la Gare est dans un tel état de décrépitude — on n'y habite presque plus — qu'il n'y a que trois solutions. Un bulldozer. L'armée du Salut ou...

M. Bernard Gravoille, maire communiste d'Igney, évoque, lui, cette troisième possibilité : M. Tang, le milliardaire jaune, rachèterait les murs de

l'usine et, une fois tout rénové, on y produirait de la maille pour tricot. Fin le fléau, la production de fil fin pour chemises de PDG. On parle beaucoup de M. Tang dans les vallées vosgiennes. Non comme d'un seigneur, mais comme d'un possible employeur, sans plus.

Il y a tout de même une certaine dérision, soulignent les plus jeunes Hérédiens — habitants d'Igney — à penser, à admettre surtout, que tout le mal de la concurrence venant du Sud-Est asiatique, ce soit un fils du Ciel qui, jeu de mots ou non, vienne tirer les fils du côté de Normey ou d'Épinal.

Reconversion, préretraites, défi mondial, raisons économiques d'Etat, réalisme industriel, protection sociale : sans nier tout cela, M. Gravoille se rembrunit : il est, lui, maire d'une petite commune qui continue de « vivre Boussec », malgré tout. L'usine locale rapporte 20 millions de centimes de taxe professionnelle sur les 28 qui revêtent Igney. A part la CBSF, il n'existe ici qu'une petite entreprise de ferronnerie employant trente-cinq personnes.

« Monsieur le maire » se tesse un peu plus dans son fauteuil, pas pour des raisons électorales : la gauche a le pouvoir à Igney depuis 1985, et les administrés hérédiens ne tiennent pas leurs élus pour responsables de ce qui se décide à Hongkong, à Bruxelles ou à Paris. M. Maxime Leroy proteste encore. Lui, « le reconquêteur du marché intérieur », avec un discours nouveau, disons plutôt moderne pour la CGT : la prospective liée à la protection sociale, et non plus « sauver l'emploi coûte que coûte ».

« C'est égal, dit Gravoille, vingt-neuf ans, deux enfants : mon père, qui est né et mort Boussec, était peut-être un assisté en contrepartie de son travail. Mais il était au moins de façon plus intelligente que moi qui suis au chômage et totalement dépendante. C'est vous sembler dérisoire : aujourd'hui, il n'y a plus de crèche à Igney ».

M.C.

مكتبات الأمل

Économie

EN 1983

Le montant des grands contrats conclus avec l'Algérie a atteint 25 milliards de francs

Le montant total des grands contrats signés avec l'Algérie par les entreprises françaises a atteint en 1983 le niveau record de 25 milliards de francs, en progression de 60 % par rapport à l'année précédente (15 milliards de francs). La part rapatriable pour l'industrie française a représenté 17 milliards de francs, soit 54 % de plus qu'en 1982 (11 milliards de francs). En deux ans, le montant total des grands contrats conclus avec l'Algérie a été ainsi multiplié par six, puisqu'en 1981 les entreprises françaises n'avaient enlevé que 4 milliards de francs de contrats (dont 3 milliards de part rapatriable).

Le résultat de 1983 est d'autant plus notable que, l'an dernier, l'Algérie, touchée comme tous les pays producteurs d'hydrocarbures par la baisse des prix mondiaux, n'a quasiment pas conclu de grands contrats industriels, sinon avec la France. La moitié environ du montant total des contrats a été obtenue dans le domaine de la construction de logements (9 milliards de francs) et des ouvrages de génie civil. Le principal contrat industriel a concerné la fourniture de quatre cents voitures de chemin de fer par la société Francorail.

Ce résultat témoigne de l'amélioration des relations franco-algériennes depuis la signature, en janvier 1982, d'un accord sur le gaz, aux termes duquel la France s'engageait à acheter, pour près de vingt ans, à l'Algérie, 9,15 milliards de mètres cubes de gaz par an à un prix, indexé sur un panier de bruts, nettement supérieur - de 20 % à l'époque - au cours mondial. La France est ainsi devenue l'un des premiers clients du gaz algérien, relevant plus de la moitié des quan-

tités exportées par la SONATRACH.

Selon la revue spécialisée *Pétrole et gaz arabes (PGA)*, l'Algérie a exporté en 1983 de 17,2 à 17,6 milliards de mètres cubes de gaz. La France en a importé 9 milliards de mètres cubes, soit la quasi-totalité des quantités prévues par le contrat de 1982. L'Italie, qui a commencé ses enlèvements à la mi-août, a importé 2,2 milliards de mètres cubes. La Belgique et l'Espagne n'ont enlevé ensemble qu'environ 3 milliards de mètres cubes, soit moins de la moitié des quantités prévues par les contrats (7 milliards de mètres cubes au total).

La France, premier client du gaz algérien

Pour les États-Unis, les statistiques sont incertaines, la société Panhandle, principal client américain de l'Algérie, ayant, dit le deuxième trimestre, réduit ses enlèvements de 40 % pour finalement suspendre, le 12 décembre, ses achats pour une durée indéterminée. PGA estime que les enlèvements américains ont été compris entre 3,4 milliards et 4 milliards de mètres cubes en 1983.

Le montant record des contrats enlevés en Algérie en 1983 et en 1982 par les entreprises françaises - dont les paiements seront échelonnés sur plusieurs années - n'a pas permis de compenser le coût de ces achats de gaz par la France. La balance globale des échanges devrait rester très déséquilibrée, en faveur de l'Algérie, avec un déficit avoisinant 8 milliards de francs en 1983, soit un tiers de moins que l'année précédente (12 milliards de francs), alors qu'en 1981 la balance des échanges de la France et de

Aux Etats-Unis

LE CHOMAGE A DE NOUVEAU BAISSÉ EN JANVIER

Washington (AFP). - Le taux de chômage aux États-Unis est revenu à 8 % en janvier, en baisse de 0,2 point par rapport à décembre 1983, a annoncé le 3 février le département du travail. Il s'agit du cinquième recul mensuel consécutif. Alors que la population active a atteint le niveau record de 103,2 millions de personnes, le nombre officiel de chômeurs s'est situé à 9 millions contre 9,2 millions en décembre.

Depuis le taux de chômage record de 10,7 % atteint au plus fort de la récession en novembre 1982, 4,2 millions d'emplois nouveaux ont été créés dans l'économie américaine. En décembre ils ont été répartis dans de nombreux secteurs, notamment dans les entreprises du bâtiment et de transformation.

En tenant compte de 1,7 million d'emplois dans les forces armées, le taux de chômage serait en janvier de 7,9 % contre 8,1 % le mois précédent. Toutefois le chômage continue à être particulièrement élevé dans certains groupes de la population, en particulier chez les jeunes (19,4 %), les Noirs (16,7 %) et les hispaniques (11,2 %).

La plupart des économistes estiment que le chômage devrait continuer à baisser au cours des prochains mois, quoique à un rythme ralenti. Un important retour sur le marché du travail des personnes ayant renoncé à chercher un emploi pourrait cependant influencer sur le taux.

Le Portugal apparaît comme un assez bon élève du FMI

Une délégation du Fonds monétaire international vérifie, depuis le 30 janvier, l'état de l'économie portugaise. Présidée par M^{me} Theresa Ter-Minassian, l'expert du FMI qui habituellement s'occupe du dossier, cette délégation doit élaborer un rapport technique en vue de la révision de l'accord signé en octobre 1983 par le Fonds et le gouvernement de M. Soares.

De notre correspondant

Lisbonne. - Le principal objectif fixé dans cet accord, c'est-à-dire la réduction du déficit de la balance des transactions courantes, a été largement atteint. Selon les chiffres officiels, ce déficit s'est élevé à 1,8 milliard de dollars, alors que le résultat initialement envisagé était 2 milliards. En outre, grâce à un impôt extraordinaire lancé en novembre, l'Etat a réussi à maintenir le déficit budgétaire dans les limites prévues.

En revanche, la hausse des prix s'est accrue à un rythme beaucoup plus accéléré. D'après la « lettre d'intention » envoyée à Washington, les autorités portugaises s'engageaient à ne pas dépasser le taux de 20 %. Or, selon les statistiques de la Banque du Portugal, le taux moyen de l'inflation en 1983 a été de 25,5 %. En décembre dernier, par rapport au même mois de 1983, les prix ont augmenté de 33,9 %, les produits alimentaires ayant été particulièrement affectés. Ainsi, pour les céréales et la viande de bœuf, les coûts se sont aggravés respectivement de 43,7 % et de 48,4 %.

Dans les milieux de l'opposition, on critique la politique du gouvernement qui aurait sacrifié sans résister la « thérapeutique », jugée trop dure, prescrite par le FMI. S'adressant à l'Association portugaise d'économistes, M. Cavaco Silva, ancien ministre des finances et membre influent d'un des partis de la coalition au pouvoir, le PSD, a lui-même dénoncé « la corruption, la corruption et la contrebande », l'économie parallèle a, en 1981, représenté 22 % de la production officielle, occupé 20 % de la population active et provoqué une fraude fiscale évaluée à 95 milliards d'escudos (5 milliards de francs), soit 86 % du déficit budgétaire enregistré à cette époque.

Constatant que la grogne s'étend au sein même de la coalition PS-PSD, le Parti communiste et la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP) intensifient leur action. Ainsi, à l'appel de cette centrale syndicale, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés, le 28 janvier à Lisbonne, pour exiger la démission du gouvernement.

La crise encourage aussi le développement de l'économie parallèle qui, au Portugal, a une forte tradition. Dans une étude, qui vient de paraître, du ministère du travail et de la Sécurité sociale sur « toutes les activités qui échappent aux contrôles institutionnels » (parmi lesquelles figurent le travail au noir, le colportage, la corruption et la contrebande), l'économie parallèle a, en 1981, représenté 22 % de la production officielle, occupé 20 % de la population active et provoqué une fraude fiscale évaluée à 95 milliards d'escudos (5 milliards de francs), soit 86 % du déficit budgétaire enregistré à cette époque.

Démision

JOSE REBELO.

Selon l'INSEE

Les difficultés de trésorerie diminuent dans l'industrie

Les difficultés de trésorerie diminuent un peu dans tous les secteurs, à l'exception des industries alimentaires, indique l'INSEE dans son enquête trimestrielle sur l'industrie publiée le 2 février. L'amélioration de la trésorerie est particulièrement ressentie dans les secteurs de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Selon les industriels, l'augmentation des salaires dans l'industrie aurait été de 2,5 % d'octobre à janvier, et l'on ne devrait s'attendre qu'à de faibles hausses pour les prochains mois.

La demande globale s'est stabilisée au second semestre 1983, la demande étrangère se maintenant en fin d'année.

Selon les prévisions des industriels, la demande globale devrait augmenter, au cours du premier trimestre de 1984, dans les secteurs de biens intermédiaires et l'agro-alimentaire. Elle baisserait dans les secteurs de biens d'équipement et de biens de consommation. La demande étrangère resterait inchangée.

● Lourdes pertes pour le groupe sidérurgiste oost-allemand Thyssen. - Le groupe Thyssen, numéro deux de l'acier en RFA, a perdu 550 millions de DM (environ 1,65 milliard de francs) au cours de son dernier exercice, clos le 30 septembre 1983.

L'industrie pharmaceutique est entrée dans une phase de reflux soulignent les professionnels

L'industrie pharmaceutique est en danger. Si les prix des médicaments ne sont pas relevés de 4,5 % le 1^{er} juillet prochain, cette branche sera globalement déficitaire, et cela pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale.

Telles sont les oracles exprimés par M. Pierre Joly, président du syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), au cours d'une conférence de presse le 1^{er} février, précisément le jour où entrait en application la hausse de 2 % accordée à la profession. Cette hausse ne représente qu'un maigre rattrapage des majorations promises (mais deux fois reportées l'an dernier) à l'industrie pharmaceutique, mise à la portion congrue avec une seule augmentation de 3,5 % le 15 février 1983.

L'an dernier, avec un chiffre d'affaires de 38,16 milliards de francs, en hausse de 13,6 %, le rendement net d'exploitation de la profession s'est encore amoindri avec un rapport bénéfice-chiffre d'affaires tombé à 0,3 % (0,8 % en 1982, 2,1 % en 1981).

Deux scénarios ont été établis par les professionnels. Le premier s'appuie sur l'hypothèse d'une seconde augmentation, de 2 % seulement, le 1^{er} juillet. Dans ce cas, le chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutiques pour 1984 atteindrait 42,6 milliards de francs (+11,6 %, dont 7,6 % en volume). Le résultat net bénéficiaire net comptable rapporté au chiffre d'affaires serait égal à zéro. Dans le second scénario, si les prix n'étaient pas relevés, le chiffre d'affaires ne serait plus que de 42,28 milliards de francs. Mais, cette fois, le ratio bénéfice-chiffre d'affaires serait négatif (-0,4 %).

Pour M. Joly, cette situation est « insoutenable » dans tous les cas de figure pour une industrie de pointe, fière de la chimie à l'exportation. Il a donc, une fois encore, tiré la sonnette d'alarme ne ménageant pas ses diatribes à l'administration. L'effort de recherche fait par les entreprises risque de se relâcher. M. Joly est catégorique : « Le reflux est déjà amorcé », puisque du deuxième rang mondial dans les découvertes de produits la France est passée au cinquième, c'est-à-dire

une place « défensive » et non plus « offensive ». « Les exportations ne peuvent se développer qu'à partir d'un marché domestique en pleine santé ».

Pas question toutefois de renoncer. Le SNIP veut se battre. Plus de quatre-vingt associations, tant de la majorité que de l'opposition, ont saisi le gouvernement des problèmes de cette industrie.

Le SNIP ne refuse pas la concertation, mais, désormais, il se désolidarise plus qu'avant des « interlocuteurs de bonne foi ».

D'autre part, le syndicat veut « tout mettre en œuvre pour que, lorsque toutes les formations politiques renouvelleront leurs mandats, leur programme d'approches des élections législatives, notre industrie fasse l'objet de projets cohérents et que nous ayons, sur ce plan, des engagements publics et des textes de références ».

M. Joly a demandé aux pouvoirs publics « une réponse claire » à la question : « Voulez-vous que nous soyons une industrie pharmaceutique ? » Dans la négative, « nous sommes parfaitement capables de faire autre chose », a-t-il conclu. - A. D.

En bref

Affaires

Mattel se retire des jeux vidéo

La société américaine Mattel a annoncé, le 3 février, qu'elle renonce au marché des jeux vidéo. Sa division électronique, très déficitaire, sera vendue pour 20 millions de dollars au président de cette division, M. Terence Valeski, appuyé par un groupe d'investisseurs.

Mattel avait vendu deux millions d'exemplaires de ses jeux Intellivision en 1982, soit 20 % du marché. Mais l'évolution moins rapide que par le passé, du marché, les changements de génération de jeux et le renforcement de la compétition d'Atari, de Coleco (filiale de la chaîne de télévision CBS) et surtout les micro-ordinateurs, ont plongé l'entreprise dans des difficultés croissantes. Mattel a perdu 238 millions de dollars avec ses jeux vidéo au cours des neuf premiers mois de 1983.

● Hausse de 2 % de la consommation d'électricité dans la CEE. - Avec 1 236 milliards de kilowatt-heures, la consommation d'énergie électrique dans les dix pays de la CEE a progressé en 1983 de près de 2 % par rapport à l'année précédente. En 1982, une baisse de 0,5 % par rapport à 1981 avait été enregistrée.

Agriculture

Manifestations des viticulteurs de l'Aude

Les viticulteurs de l'Aude ont, une nouvelle fois, intercepté des camions de vin importé d'Italie et déversé leur contenu sur la chaussée. Aux environs de Carcassonne, plusieurs dizaines d'entre eux ont dressé, vendredi 3 février, des barrières sur l'autoroute « des deux mers ». Voilà près de deux semaines que les manifestants « contrôlent » les routes.

Judi, quatre manifestants du Comité d'action viticole de l'Aude, avaient été arrêtés quelques heures par les CRS, provoquant une vague de protestations.

Ces manifestations sont liées aux inquiétudes des vignerons avant l'ouverture, lundi 6 février, des négociations sur la fixation des prix agricoles communautaires pour 1984-1985.

● L'OCDE souhaite une réorientation fondamentale des politiques agricoles. - M. Van Lempe a lancé, le 3 février, un appel à une « réorientation fondamentale » des politiques agricoles. Les déséquilibres persistants sur le marché laitier mondial, le surcapacité céréalière imposent aux pays producteurs d'assumer la responsabilité de stockage et de discipline des prix.

Social

De 25 000 à 30 000 emplois sont à supprimer dans l'automobile

La Confédération des syndicats libres (CSL) estime de 25 000 à 30 000 emplois le sureffectif dans la construction automobile dont plus de 4 000 chez Citroën et entre 10 000 et 12 000 chez Renault.

M. Auguste Blanc, secrétaire général de la CSL, a toutefois estimé que le président d'Automobiles Citroën, M. Jacques Calvet, « devrait trouver des solutions sociales, au lieu de faire peur à tout le monde et de mener une guerre psychologique autour des licenciements, qui n'est pas du tout saine ».

De son côté l'union départementale des Hauts-de-Seine CGT, dénonçant l'« odieux chantage », de M. Calvet affirme qu'« il faut arrêter l'opération de casse systématique de PSA ». « Liquider les productions Citroën affaiblirait gravement notre industrie automobile et faciliterait la concurrence étrangère en aggravant notre déficit extérieur », conclut la CGT.

● Vingt-deux syndicalistes condamnés pour « séquestration ». - Vingt-deux syndicalistes CGT et CFDT ont été condamnés, le jeudi 2 février, à deux mois de prison avec

sursis et à 500 F d'amende chacun par le tribunal de grande instance de Nantes pour la « séquestration » de leur patron lors d'un conflit salarial en octobre 1981, à la direction régionale de l'Entreprise industrielle (EI). Les inculpés avaient soutenu la thèse d'une « discussion nocturne », mais le tribunal correctionnel s'est montré plus sévère que le procureur de la République, qui avait requis seulement un mois de prison avec sursis et 500 F d'amende.

● A la gare de Paris-Nord : la police fait voler les poubelles. - Après une opération de police organisée vers 1 heure du matin, vendredi 3 février, les nettoyeurs de la gare du Nord appartenant à la société Onet, en grève depuis le 24 janvier, ont accepté d'assurer un service minimum. Selon la CFDT, une vingtaine de travailleurs maliens d'une autre entreprise avaient été embauchés pour vider les poubelles sous la protection des forces de l'ordre. Les grévistes ont alors décidé d'accomplir eux-mêmes ce travail, pour éviter « des incidents graves ». Cependant, des négociations sur les modalités de ce service minimum ont échoué vendredi soir. Les grévistes protestent contre les suppressions de primes résultant d'une réorganisation du travail des nettoyeurs.

Les ministres du travail de la CEE et de l'OCDE examinent les conséquences des changements technologiques

Paris est actuellement la capitale des rencontres internationales autour de l'emploi. Le 2 février, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a présidé une réunion informelle des ministres du travail des pays membres de la CEE sur « les conséquences sociales des mutations technologiques ».

Comme le proposait le gouvernement français, un accord de principe s'est dégagé pour élaborer un programme d'action sociale à moyen terme afin de construire « l'espace social européen » que souhaite M. François Mitterrand alors que l'anglais et l'allemand avaient auparavant refusé les discussions sur la durée du travail ou l'emploi. La commission européenne devra préparer « un document synthétique et concis », a indiqué M. Bérégovoy, qui a souligné que « aucun ministre des affaires sociales n'accepte d'être le brancardier des difficultés économiques ». Une nouvelle réunion informelle devrait se tenir le 5 avril.

et un conseil des ministres aura lieu le 7 juin.

Du 6 au 8 février, les ministres du travail des vingt-quatre pays membres de l'OCDE (qui totalisent trente-trois millions d'habitants) se rencontreront pour envisager la mise en œuvre de politiques offensives en matière d'emploi. Pour la première fois dans ce type de rencontre, les partenaires sociaux seront associés aux travaux avec la présence de représentants du TUAC (commission syndicale consultative auprès de l'OCDE), et du BIAC (comité consultatif économique et industriel). Il en sera de même pour la CEE.

Quatre thèmes ont été retenus pour un échange de vues : les repercussions des technologies nouvelles sur l'emploi, les conséquences de l'évolution des échanges internationaux, les moyens de promouvoir une croissance plus riche en emplois ou à plus forte densité de main-d'œuvre et, enfin, l'aménagement du temps de travail.

Licenciements dans la métallurgie et le bâtiment

La Société industrielle des forges de Strasbourg (SIFS) a obtenu le 2 février l'autorisation de licencier 115 de ses 637 salariés. Dans son plan de restructuration du 25 novembre dernier, elle avait demandé 220 licenciements. La direction départementale du travail en a refusé 48 : 41 personnes ont pu être reclassées dans des filiales de la société et 16 sont parties volontairement. Selon le PDG de la SIFS, celle-ci devra peut-être recourir au chômage partiel en raison du maintien des 48 salariés.

Dans l'entreprise de machines-outils Dufour, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui a déposé son bilan pour la deuxième fois le 27 janvier dernier (après avoir redémarré en 1981), les 250 salariés ont reçu leur lettre de licenciement le 31 janvier. L'usine est occupée depuis par le personnel, à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO.

A Fourchambault (Nièvre), les 65 ouvriers d'une tréfilerie ont été licenciés à la suite de la liquidation

des biens de l'entreprise, prononcée par le tribunal de commerce de Nevers le 30 janvier, après son dépôt de bilan.

A Montbéliard (Doubs), le tribunal de grande instance a rendu un jugement de cessation d'activité de la société Roudet (bâtiment et travaux publics), dont le nombre de salariés avait déjà été ramené de 320 à 163 lors du dépôt de bilan intervenu le 9 février 1983.

● Succès de la grève des agents d'assurances. - Selon la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurances (FNSAGA), qui regroupe l'essentiel de la profession, l'appel à une grève de vingt-quatre heures lancé pour le 1^{er} février 1984 par cette organisation pour appuyer de nombreuses revendications (*le Monde* du 20 décembre 1983) a été suivi par 76,7 % des membres de cette profession en moyenne, tant à Paris qu'en province.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

PLUS de 2 % de baisse en une semaine; voilà bien longtemps qu'on n'avait pas vu de tel mouvement à la Bourse de Paris. Le fait est qu'on a assisté, au cours de ces derniers jours, à un net ralentissement des achats, et il suffisait alors de quelques ordres de vente pour faire baisser les cours, tandis que le volume d'affaires, qui atteignait encore 400 à 500 millions de francs en début de semaine, était progressivement ramené aux alentours de 300 millions à la veille du week-end.

A cela, deux raisons essentielles: Wall Street, qui persiste à signer dans la monnaie américaine, et l'action des grands investisseurs parisiens qui ne veulent pas laisser filer la hausse trop vite au Palais Brongniart. Jusqu'à présent, il faut bien admettre que les boursiers parisiens ne se soucient pas plus de l'évolution du marché new-yorkais que de leur première chemise blanche à col cassé. Mais le manque de ressort constaté au Big Board, après que le président Reagan se manifeste l'intention d'occuper encore pendant quatre ans le bureau ovale de la Maison Blanche, a produit une impression désagréable autour de la corbeille.

Après tout, finit-on par se dire, si Wall Street a un mal fou à décoller depuis le mois d'octobre dernier, c'est peut-être qu'il se passe quelque chose d'important outre-Atlantique que nous avons mal apprécié.

Pour confirmer leur impression, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles est repassé, vendredi soir, sous la barre de 1 200 points, pour s'établir à son plus bas niveau depuis quatre mois, et les analystes n'en font pas de se gratter le menton pour savoir quelle appréciation il convient de porter sur ce « trou » hebdomadaire, véritable diuisme pour 1984-1985, que le Trésor américain ne peut combler qu'en recourant au marché financier.

Sans aller jusqu'à espérer le moindre pronostic sur sa pérennité, les boursiers parisiens constatent que l'accès de l'industrie américaine à la monnaie américaine a été d'inciter les opérateurs internationaux à faire la nique aux marchés transatlantiques pour diriger leur tir vers d'autres

Round d'observation

places, à commencer par le Japon et l'Allemagne fédérale. Ce qui a pour effet d'entraîner des frictions au sein du système financier européen où les francs belge et français se sont affaiblis.

Résultat: les investisseurs ont vite compris qu'ils faisaient changer leur fusil d'épaule et délaissèrent pour un moment ces « belles américaines », qui leur ont pourtant procuré d'intenses satisfactions afin de se reporter sur d'autres positions. Tiens! Sur les emprunts indexés, par exemple, notamment sur le 7 % 1973 dit « Giscard », qui profitait actuellement de la reprise des cours de l'or constatait cette semaine sur les marchés internationaux où les valeurs suisses ne sont sensiblement appréciées.

Conséquence de cette nouvelle stratégie: en cinq jours, des titres comme l'Air Liquide, Sanofi, Pernod-Ricard ou Moulin ont perdu 6 % à 7 %, tandis que, dans le même temps, la quasi totalité des mines d'or traitées à Paris (East Rand, Western Deep, Buffelsfontein...) gagnait 10 % à 15 % d'une semaine sur l'autre. Dans leur ensemble, les valeurs liées au secteur du pétrole sont allées de l'avant (Amrop et Raffinage ont mis près de 8 % à leur actif), et ELF-Aquitaine, pratiquement en tête des valeurs les plus actives, a confirmé les espoirs que la communauté financière place dans ce groupe qui a su si bien digérer, en 1983, à la fois la délicate reprise de la partie chimie lourde du groupe Pechiney et les résultats décevants de son propre secteur raffinerie.

Toujours au-dessus de 300 francs (306 francs vendredi), le cours de Thomson-CSF n'a pas trahi cette semaine à la polémique déclenchée depuis plusieurs jours par la hausse du titre avant l'annonce du très important contrat conclu avec l'Arabie Saoudite. Lors de sa dernière réunion, mardi 31 janvier, le collège de la Commission des opérations de Bourse a simplement décidé de poursuivre les investigations menées sur cette société, comme d'ailleurs sur une bonne vingtaine de titres, bon ou mal au, dans le

Semaine du 30 janvier au 3 février 1984

cadre de ses opérations routinières de contrôle du marché, sans que cela déclenche, le plus souvent, la moindre ligne de commentaire dans les gazettes. Fidèle à sa tradition, la Tour Mirabeau ne révèle la teneur d'une information de cette nature qu'à partir du moment où elle a déterminé son caractère fondamentalement définitif. Dans l'affaire qui nous occupe, étant donné le nombre des intervenants et l'ampleur des transactions, l'enquête de la COR prendra encore du temps.

Outre son ton résolument orienté à la hausse (les dispositions continuent d'affiner dans les charges et aux guichets des banques), l'autre caractéristique présente du marché parisien — l'important volume des échanges — vient de trouver sa confirmation dans les dernières statistiques relatives au mois de janvier 1984. Un record absolu toutes catégories a été enregistré à cette occasion lorsque 32,44 milliards de francs ont été traités (soit 1,54 milliard de francs chaque jour en moyenne), contre 30,23 milliards la veille précédente et 30,99 milliards en mars dernier, précédent record.

Mais le fait marquant réside dans la vigueur constatée sur le marché des actions. Pour la première fois dans l'histoire de la Bourse, qui a vécu à la fin janvier sa septième liquidation gagnante consécutive (autre record, on n'en fait pas...), le montant des échanges sur les valeurs a revu variable à franchi la barre des 10 milliards de francs par mois, et même largement au-delà, puisque, en janvier, ce sont 12,60 milliards de francs qui ont été traités (soit près de 600 millions de francs par jour). D'un mois sur l'autre, les transactions au total ont progressé de 46 %, et la part des obligations (19,84 milliards de francs en janvier) a été ramené de 71,5 % à 61,1 % du montant total.

Près de 10 % gagnés par les actions en un seul mois à la Bourse de Paris, voilà qui constitue un véritable bulletin de bonne santé pour le marché financier et pour les entreprises qui y font appel.

SERGE MARTI

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Fortes hausses

Les inquiétudes relatives au déficit budgétaire fédéral et à l'évolution des taux d'intérêt ont fait s'écarter plusieurs tentatives de reprise, entraînant en plusieurs de fortes hausses à Wall Street dans un marché très actif (344 millions d'actions). Pour la première fois depuis le 30 août dernier, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles est repassé au-dessus de la barre des 1 200 points, à 1 197,02 vendredi soir, soit une hausse de 32,98 points d'une semaine sur l'autre. Le budget fédéral présenté, mercredi, au Congrès par le président Reagan (qui avait fait savoir au début de la semaine qu'il briguerait un second mandat à la Maison Blanche) n'a rien apporté de nouveau, ont estimé les analystes, ajoutant que bien peu de choses seraient prises pour le réduire, de l'avis même du président, jusqu'aux élections présidentielles de novembre prochain.

	Cours 27 jan.	Cours 30 jan.
Alcoa	42 1/2	40 1/2
AT&T	65 3/4	65 3/8
Boeing	46 1/8	45 3/8
Chrysler	35 1/2	35 1/2
Eastman Kodak	72 3/4	72 3/4
Exxon	39	39 1/2
Ford	42 3/8	42 3/8
General Electric	54 1/8	54 1/2
General Motors	74 3/4	74 1/2
IBM	134 3/8	135 3/4
ITT	43 3/4	43 7/8
Mobil Oil	38 1/2	38 1/2
Pfizer	33 3/4	33 3/4
Rockwell	48 1/2	48 1/2
Tesco	37 7/8	37 7/8
U.S. Steel	36 3/4	36 3/4
Union Carbide	31 1/4	31 1/4
Walt Disney	52 3/4	51 1/8
Xerox Corp.	49 1/2	49

LONDRES

Stabilité

La reprise d'été pour l'indice des actions, notamment sur les valeurs financières, a été compensée par la baisse de l'indice Financial Times à 332,8 contre 339,5 le vendredi précédent.

	Cours 27 jan.	Cours 30 jan.
Booth	316	315
Bovril	246	246
Brit. Petroleum	44 1/2	44 1/2
Comptons	144	144
De Beers	6,28	6,28
Imperial	44	44
Price Waterhouse	34 1/4	34 1/4
Shell	785	785
Unilever	685	685
Woolworth	620	620
Worthington	620	620
Worthington	620	620

TOKYO

Stabilité

Pour la première fois depuis dix jours, l'indice Nikkei Dow Jones a repassé la barre des 10 000 points pour tomber samedi matin à 10 083,39 (contre 10 206,47 la semaine précédente) tandis que l'indice général reculait à 773,12 (contre 776,52).

	Cours 27 jan.	Cours 30 jan.
Alcoa	572	560
Boeing	490	490
Chrysler	1 550	1 550
Ford	680	680
General Electric	1 120	1 120
General Motors	1 910	1 910
IBM	252	246
Sony Corp.	3 690	3 620
Toyota Motors	1 490	1 390

FRANCFORT

En progrès

Contrairement aux autres places, la bourse de Francfort a progressé dans la semaine de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également. Ce renversement de tendance a produit après une période de plusieurs mois où la Bourse de Francfort avait connu une baisse de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également. Ce renversement de tendance a produit après une période de plusieurs mois où la Bourse de Francfort avait connu une baisse de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également.

	Cours 27 jan.	Cours 30 jan.
A.E.G.	93	101
B.A.S.F.	176,50	176,50
Boehringer	184,50	182
Commerzbank	182,50	182,50
Deutsche Bank	382,50	395
Hoechst	195	198,50
Karstadt	277	273
Mannesmann	250	255
Siemens	386,50	409,50
Volkswagen	225,50	227,50

TEL AVIV

Une très nette reprise est enregistrée depuis le début de la semaine à la Bourse de Tel-Aviv, où la plupart des titres bancaires ont connu des hausses variant de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également. Ce renversement de tendance a produit après une période de plusieurs mois où la Bourse de Tel-Aviv avait connu une baisse de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également. Ce renversement de tendance a produit après une période de plusieurs mois où la Bourse de Tel-Aviv avait connu une baisse de 7 à 9 %, tandis que les actions de la majeure partie des grandes entreprises progressaient également.

	Cours 27 jan.	Cours 30 jan.
A.E.G.	93	101
B.A.S.F.	176,50	176,50
Boehringer	184,50	182
Commerzbank	182,50	182,50
Deutsche Bank	382,50	395
Hoechst	195	198,50
Karstadt	277	273
Mannesmann	250	255
Siemens	386,50	409,50
Volkswagen	225,50	227,50

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3/2/84	Dif.
41/2 % 1973	1 955	+ 110
15 % 1973	92 50	+ 541
10 3/4 % 1973	92 50	+ 541
P.M.E. 10 1/2 % 1976	92 20	+ 0 20
8 80 % 1977	114 50	+ 0 50
10 % 1978	94 50	+ 0 50
8 50 % 1978	94 50	+ 0 50
8 80 % 1978	91 60	+ 0 80
9 % 1979	96 10	+ 0 40
10 80 % 1979	92 40	+ 0 40
12 % 1980	99 50	+ 0 50
13 80 % 1980	102 50	+ 0 50
16 75 % 1981	110 60	+ 0 40
16 20 % 1982	112 20	+ 0 73
16 20 % 1982	111 50	+ 0 30
15 75 % 1982	109 50	+ 0 55
C.N.E. 3 %	3 320	+ 0 70
C.N.B. 5 000 F.	102 40	+ 0 30
C.N.B. Paris	102 40	+ 0 30
C.N.B. 5 000 F.	102 40	+ 0 30
C.N.B. 5 000 F.	102 40	+ 0 30

(1) Compte tenu d'un coupon de 90F.

Valeurs diverses

La Compagnie de navigation mixte remplit les formalités nécessaires pour faire introduire dans un proche avenir, sur le marché officiel, les actions de sa filiale Via Banque. Environ 25 % du capital, soit 360 000 titres, seraient mis à la disposition du public à un prix d'offre situé entre 225 F et 250 F. En 1983, Via Banque a dégagé un solde bénéficiaire de 29,8 millions de francs (+ 35,5 %). Le dividende global est de 25,05 F (+ 15,2 %).

Le bénéfice net d'Electrolux a presque triplé en 1983 (1 750 millions de couronnes contre 609 millions), ce, sans compter les résultats exceptionnels. Le dividende est majoré de 22,2 % à 11 couronnes.

La Sanofi améliore son résultat bénéficiaire pour 1983: 277 millions de francs (+ 16 %). Son chiffre d'affaires consolidé atteint 9,2 milliards de francs (+ 18 %).

Le bénéfice de L'Oréal, pour 1983, devrait être de l'ordre de 650 millions de francs (+ 16 %) pour un chiffre d'affaires voisin de 13,4 milliards de francs (+ 24 %).

	3/2/84	Dif.
Accor	213	+ 23
Agencio Havas	389	+ 6
A.D.G.	360	+ 17
L'Air Liquide	537	+ 33
Arjomari	369	+ 31
Bic	423	+ 9
Bis	268	+ 17
Ciel Méditerranée	790	+ 20
Emilior	2 255	+ 100
Europe 1	625	+ 72
Gie Int. Part.	441	+ 5
Hachette	1 480	+ 20
Oréal (L)	2 170	+ 104
Navigation Mixte	247	+ 8
Nord-Est	52 70	+ 0 60
Presses de la Cité	1 818	+ 17
Stis Romagnol	1 390	+ 70
Sanofi	326	+ 33

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27/1/84	Cours 30/1/84
Or fin (100 en barre)	101 800	104 800
Or fin (100 en lingot)	101 800	104 800
Pièces françaises (20 fr.)	440	481
Pièces suisses (10 fr.)	830	851
Pièces italiennes (200 li.)	613	628
Pièces belges (100 fr.)	598	600
Souverains	781	772
Souverains égyptiens	781	772
1000 francs	422	425
Pièces de 20 dollars	4 200	4 250
10 dollars	1 880	1 890
5 dollars	1 077	1 077
50 pesetas	4 040	4 196
20 marcs	776	770
100 livres	624	646
5 roubles	386	420

Matériel électrique services publics

Le bénéfice net d'United Technologies pour 1983 progressa de 19,2 % à 509,2 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 3,5 à 14,67 milliards de dollars. En 1983, le groupe Merlin Géraud a réalisé un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs, en progression de 18 % sur le précédent exercice, le chiffre d'affaires de Merlin Géraud S.A. enregistré pendant la même période représentait 5 milliards de francs (plus 21,5 %). La société précise que son résultat avant impôt et intéressement devrait connaître un taux de progression supérieur à celui du chiffre d'affaires.

	3-2-84	Dif.
Alstom-Alcatel	170 30	+ 10 70
CIT-Alcatel	1 405	+ 45
Cousteau	147 50	+ 4 50
Général des Eaux	524	+ 40
Interchimie	1 350	+ 20
Lagardère (I)	2 190	+ 18 25
Lyonnaises des Eaux	763	+ 62
Matra	1 501	+ 149
Merlin-Géraud	315	+ 10
Motex-Lavie-Saint	511	+ 31
Moulinex	182	+ 50
P.M. Labinal	358	+ 14
Radiotechnique	360	+ 5
S.E.B.	672	+ 5
Sigmat	912	+ 5
Télécom. Électrique	1 536	+ 10
Thomson-C.S.F.	306	+ 10
U.B.M.	1 315	+ 10
L.T.T.	491 50	+ 20 50
Schumacher	325	+ 20
Siemens	1 734	+ 115

Mines, caoutchouc

	3/2/84	Dif.
Glaphysique	920	+ 29
Indal	990	+ 70
Indal	990	+ 70
M.M. Penarroya	61 50	+ 4 50
Charrier	41 25	+ 0 25
INCO	165	+ 0 50
U.S. Steel	111 50	+ 0 50
Z.C.L.	2 61	+ 0 80

Filatures, textiles, mégasins

La CFAO vient de prendre la cotation à plus de 50 % de la Compagnie agricole et industrielle de Madagascar, holding gérant un portefeuille de valeurs mobilières industrielles et commerciales (1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1982).

	3-2-84	Dif.
André Rouffier	140	+ 6
E.F. Agache-Wille	97	+ 2
B.I.V.	124 10	+ 4 50
C.F.A.O.	559	+ 5
Dunant-Serviposte	1 328	+ 108
Dury	838	+ 49
D.M.C.	94 70	+ 1 30
Galerias Lafayette	185 20	+ 11 5
La Redoute	1 180	+ 32
Messagerie	567 20	+ 51 50
Neoville Galerie	99 50	+ 9 5
Primaparc	154 50	+ 5
S.C.O.A.	56 50	+ 100

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (*)

	Nbre de titres	Vol. en millions (F)
Midl	102 200	51 745 775
Elf-Aquitaine	540 000	114 660 000
Pernod-Ricard	125 475	99 722 515
Molt	53 670	78 146 905
Chiffre	67 200	51 535 340
B.S.N.	69 190	71 093 240
B.S.N.	21 920	58 332 715
Carrefour	36 075	36 400 425
Messagerie	567 200	51 535 340
L'Air Liquide	96 720	55 530 975
Parifin	27 880	55 158 775
Parifin	93 430	50 315 520

(*) Du 27 janvier au 2 février inclus.

Banques, assurances sociétés d'investissement

La Société générale va prochainement créer, en association avec une société de Malaisie, une filiale locale consacrée à des activités de leasing. A Kuala-Lumpur, on indique que d'autres établissements bancaires sont également intéressés par ce type de filiale commune, à commencer par le Crédit commercial de France et la banque américaine Manufacturers Hanover Trust.

	3-2-84	Dif.
Ball Equipment	276	+ 1
Centex	380	+ 7
Chaparral S.A.	300	+ 4
Bancaria (Ca)	481	+ 15
C.F.F.	578	+ 20
C.F.F.	578	+ 20
Banque	865	+ 5
Héris (La)	354	+ 2
Imm. P.M.-Mousses	278	+ 6
Locomotion	237	+ 2
Locomotion	495	+ 9
Midl	1 460	+ 50
Midland Bank	234	+ 6
O.P. (Omn. Fin.)	990	+ 100
Parifin	690	+ 55
Parifin	930	+ 10
Schneider	122 50	+ 4 50
U.C.S.	254	+ 25

Bâtiment, travaux publics

	3-2-84	Dif.
Auzil d'Entreprises .	1 400	+ 50
Bouygues .	774	+ 40
Ciment Français .	237	+ 2
Dunant .	896	+ 19
J. Lafont .	142	+ 3
G.T.M. .	385	+ 30
Lafarge .	320,50	+ 4,40
Maisons Pécrot .	320,10	+ 21,50
Poliet et Chausson .	337	+ 11
S.C.R.E.G. .	171	+ 9

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. Le voyage de M. Mitterrand aux Pays-Bas.
4-5. Les dossiers chauds du candidat Reagan.

SUPPLÉMENT

7 à 13. Les Pays-Bas à l'épreuve de l'actualité.

FRANCE

15. Février 1984 : les faits et les mythes.
16. La préparation des élections européennes.
17. L'ouverture du Palais des sports de Bercy.

ÉCONOMIE

22. Jaguar à vendre.
24. La revue des valeurs.
28. Crédits, changes et grande marche.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

Carnet (17); Programmes des spectacles (20); Journal officiel (21); Météorologie (21); Mots croisés (21).

M. RAYMOND BARRE invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Raymond Barre sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 5 février, de 18 h 15 à 19 h 30.
L'ancien premier ministre répondra aux questions d'André Passerou et de François Rocard, de M. Jean-Jacques Truffaut et de Jean-Yves Hollinger, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Boland.

ATTENTATS EN GUADELOUPE: TROIS BLESSÉS

Trois personnes ont été blessées dans un attentat à l'explosif, commis dans la nuit du 3 au 4 février à l'hôtel Méridien de Saint-François, en Guadeloupe. Un autre engin a explosé dans un magasin à grande surface, situé près de l'aéroport de Pointe-à-Pitre. Enfin, une bombe de 2 kilos, placée sous la voiture du concessionnaire Renault de Pointe-à-Pitre, a pu être désamorcée à temps.

GRÈVES A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Le Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle-CGT (SYNTAC) vient de déposer, pour le 8 février, un préavis de grève à la Comédie-Française concernant les machinistes - qui observeront un arrêt de travail de 18 heures à 22 heures, - et les contrôleurs. La représentation du 8 février sera donc annulée. D'autre part, les contrôleurs observeront un arrêt de travail les 6 et 7 février entre 19 heures et 23 heures, qui affectera pas les représentations prévues.

Le numéro du « Monde » daté 4 février 1984 a été tiré à 477 171 exemplaires

(Publié)

DES CHIFFRES RÉVÉLATEURS

3850 cadeaux de toutes sortes (anciens ou récents, utiles ou décoratifs, de valeur ou bon marché) sont à vendre dans notre dépôt.
2080 mètres carrés soit l'équivalent de 31 stands aux Puces : telle est la surface occupée du « Dépôt Vente de Paris », de beaucoup le plus grand de la capitale.
1525 personnes ont franchi le seuil de notre dépôt le samedi 22 octobre 1983.
111 armures anciennes en chêne, armoiries, royer ou merisier sont à vendre ce jour au « Dépôt Vente de Paris », beaucoup le sont à un prix inférieur à 5000 F.

Le Dépôt-Vente de Paris

81, rue de Lagny,
Paris 20^e
372.13.91

A B C D E F G

UNE « PREMIÈRE » AUX ÉTATS-UNIS

Une femme stérile met au monde un enfant après une transplantation d'embryon

Pour la première fois, une femme stérile a donné naissance, le 3 février, à un enfant - un garçon - provenant de l'ovule d'une autre femme. C'est ce qu'a annoncé le centre médical de Long Beach en Californie.

Les médecins ont pratiqué l'insémination avec le sperme du mari de la femme stérile. Après cinq jours dans l'utérus d'une autre femme, l'œuf ainsi fécondé a été prélevé de façon simple (sans intervention chirurgicale) et implanté dans l'utérus de la femme receveuse, qui a mené la grossesse jusqu'à son terme. L'enfant est né par césarienne.

Le progrès et ses avatars

Qu'une femme stérile mette au monde un enfant est assurément un événement. La technique est-elle, par ailleurs, radicalement nouvelle par rapport aux multiples méthodes qui se sont développées dans le monde au cours de ces dernières années pour modifier le cours naturel des naissances et des échecs de la nature ?

En ce domaine, le premier bouleversement s'est produit il y a cinq ans lorsque naquit, en Grande-Bretagne, la petite Louise Brown, à l'issue d'une fécondation in vitro. Depuis, plus de trois cents enfants sont nés dans le monde grâce à l'utilisation de cette méthode. Dans la fécondation in vitro (FIV), l'ovule d'une femme est prélevé dans l'ovaire, sous coelioscopie (le « sé-à-dire » au cours d'une intervention chirurgicale nécessitant une anesthésie) ; il est placé, en éprouvette, au contact du sperme du mari, et réimplanté chez la même femme après la fécondation.

Pour perfectionner la méthode et diminuer le taux d'échec, les médecins ont pris l'habitude de provoquer la « production » de plusieurs ovules (ou ovocytes) chez la femme, en lui administrant des hormones (des gonadotrophines). Ainsi, au cours du même cycle, la femme peut-elle produire cinq, six, sept ovocytes, ou davantage, que les médecins prélèvent. Ils en réimplément - après fécondation - un à trois (d'où le jargon, ces temps derniers, de jumeaux et de triplés, après FIV). Ils peuvent donc en générer plusieurs, tout un certain nombre, et constituer ainsi une « banque d'ovocytes », comparable à la banque de sperme.

Dans la technique que vient d'utiliser l'équipe américaine, l'étape du prélèvement chirurgical de l'ovocyte a été supprimée. La fécondation a eu lieu non pas en éprouvette mais dans

Le médecin se sont refusés à indiquer l'identité des deux femmes. Ils ont souligné qu'ils avaient surveillé de près leurs cycles ovulatoires afin qu'ils aient lieu en même temps. L'association qui a financé cette « première » la Fertility and Genetics Research Inc, qui a son siège à Chicago, a l'intention d'organiser un réseau national de femmes donneuses.

Le coût est évalué de 4000 à 7000 dollars. L'association affirme aussi son intention d'utiliser des ordinateurs pour faire coïncider au maximum les traits génétiques de la femme « donneuse » et de la « mère ».

L'appareil génital d'une « donneuse ». La grossesse - mis à part les premiers jours - a eu lieu dans l'utérus d'une femme dont les ovaires ne pouvaient produire d'ovocytes (en raison d'une anomalie ou d'une maladie antérieure, par exemple). Il s'agit donc d'une sorte de « location d'utérus », mais d'une durée extrêmement brève. La capital génétique maternel de l'enfant est entièrement différente de celle de la femme qui l'a porté, mais il comporte l'équipement génétique paternel.

Une telle méthode pose à l'évidence des problèmes techniques et éthiques. En premier lieu, nous a déclaré le docteur Jean Cohen, qui pratique avec son équipe des fécondations in vitro à l'hôpital de Sévres (Hauts-de-Seine), il pourrait se faire, à titre exceptionnel, que l'œuf fécondé puisse passer dans le « réceptacle » chez la femme donneuse et qu'il s'implante. Il faudrait alors pratiquer un avortement. D'autre part, se posent des problèmes de préservation de l'anonymat, plus complexes pour une telle méthode que pour le don de sperme. Techniquement, ajoute-t-il, cette manière de procéder diffère de celle d'une FIV car il faut synchroniser sur le plan hormonal le cycle de la donneuse et celui de la receveuse. Ce qui change le moment auquel l'œuf a été prélevé, et l'élimination du stade chirurgical.

D'autres questions se posent. D'un côté, des remèdes nouveaux s'annoncent, en nombre croissant, pour vaincre la stérilité. De l'autre, la médicalisation croissante des mariages de donner le vie, leur « technicisation », ne pourrait manquer de soulever quelques inquiétudes. Le « progrès » et ses avatars.

CLAIRE BRISSET.

La Caisse des dépôts et consignations crée un GIE spécialisé dans la communication

Le holding Caisse des dépôts et consignations vient d'annoncer, dans une note quinquante de pages, le rassemblement de plusieurs de ses filiales dans un groupement d'intérêts économiques (GIE) « C 3 D communication ». Il s'agit du GCAM, du BETURE, de la SCET, de la SEDES et du CEREP. La réunion des compétences de ces différentes sociétés a pour but de constituer un interlocuteur unique face aux collectivités locales pour prendre en charge l'ensemble de leurs problèmes de communication.

Cette initiative confirme les ambitions de la Caisse des dépôts et consignations en matière de communication et se situe dans le droit fil de la nouvelle stratégie annoncée par son directeur général, M. Robert Lion, lors du dernier Vidcom à Cannes visant à pénétrer en force ce nouveau champ de développement économique (le Monde du 7 octobre 1983).

La Caisse - qui entend jouer dans les domaines de la communication un rôle analogue à celui qui fut le sien lors des décennies passées dans celui de la construction - se pose avec la création de ce GIE comme le partenaire privilégié des collectivités locales, souvent en proie à un certain désarroi devant l'importance des investissements qu'il est nécessaire d'accomplir, alors que nul ne sait encore comment les technologies du câble et de la télématique seront réellement utilisées et... rentabilisées.

Dans une brochure qui lui servira à lancer une campagne de prospection auprès des municipalités, la Caisse met l'accent sur les nombreuses inconnues financières, juridiques, économiques et relatives aux programmes, qui pèsent sur le développement des nouveaux médias; elle met en garde les collectivités locales qui voudraient céder aux

propositions de ceux qui seraient tentés de leur offrir des « services » sans équilibre possible, que seule la Caisse est capable de financer d'assurer les projets d'une ville, de l'étude préalable à l'exploitation des services, en passant par le conseil en prescription, l'aide au financement des réseaux, voire à la participation de créations de programmes locaux.

Poussant jusqu'au bout la logique d'« ensemble » de la communication, la Caisse devrait en effet annoncer en même temps que la création de ce nouveau GIE son intention de se lancer dans les industries de « contenu ». Là encore, elle rappelle ses capacités de banquier en soulignant qu'il faut investir longtemps à l'avance avant de pouvoir amorcer mais qu'il est urgent de la faire pour s'opposer à la pénétration de produits étrangers. Afin de pallier son absence de compétences dans ce domaine de la production, la C 3 D communication va chercher des partenaires en vue d'accords.

ERIC ROHDE.

Le problème du Tchad

M. CHEYSSON : LA FRANCE APPUIE « A CENT POUR CENT » LES INITIATIVES DU PRÉSIDENT DE L'OUA

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, qui était ce samedi matin 4 février à Tripoli où il devait rencontrer le colonel Kadafi, a commenté, vendredi soir, avant son départ d'Addis-Abeba, l'entretien qu'il a eu avec le lieutenant-colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le qualifiant de « très intéressant ». « La France, a-t-il notamment déclaré, a toujours pensé que l'OUA a un rôle déterminant à jouer en ce qui concerne le problème du Tchad, son unité, son intégrité et son indépendance. A cet égard, Paris appuie à cent pour cent les initiatives avancées par le président en exercice de l'OUA pour régler pacifiquement ce problème. »

A N'Djamena, le ministre tchadien de l'Information, M. Mahamoud Soumaila, a déclaré, vendredi 3 février, que le Tchad « espère » que la France « plaira de tout son poids » et « fera des pressions sur la Libye » en vue de trouver une issue négociée au conflit. La France et le Tchad « s'entendent toujours » pour préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale du Tchad, a-t-il ajouté, il n'y a donc « rien d'extraordinaire » dans l'actualité tournée du ministre français des relations extérieures.

Concernant la situation militaire sur le terrain, M. Soumaila a indiqué qu'« un calme relatif » règne après les affrontements de Ziguiry et de Monou.

Devant la Conférence du développement en Afrique australe

M. NUCCI DÉNONCE « LA POLITIQUE D'AGRESSION ET D'INTIMIDATION » DE PRÉTORIA

La conférence de coordination du développement en Afrique australe (SADCC) s'est achevée, vendredi 3 février, à Lusaka, sur des promesses de soutien de la part des quelques soixante-sept pays et institutions donateurs qui admettent les neuf pays (1) membres de la SADCC - mais sur peu de véritables engagements financiers. Ces pays, qui, avant l'ouverture de la conférence, le 2 février, paraissaient d'un « ballon d'oxygène » de 300 millions de dollars pour les aider à surmonter les conséquences catastrophiques de la sécheresse, ont refusé de chiffrer le montant des promesses qui leur ont été faites. Au Mozambique, pays le plus touché par la sécheresse, 40 à 100 000 personnes seraient déjà mortes, et les experts estiment à 300 000 le nombre des Mozambicains menacés de mort en 1984.

L'Australie a annoncé vendredi qu'elle apporterait une aide alimentaire de 17 millions de dollars au Mozambique, à la Tanzanie, à la Zambie et au Zimbabwe, dans les six mois à venir.

D'autre part, M. Christian Nucci, ministre français délégué à la coopération et au développement, qui s'exprimait devant la SADCC, a vivement critiqué vendredi « la politique d'agression et d'intimidation » menée par Pretoria en Afrique australe. Il a affirmé que le système de l'apartheid entraînait l'Afrique du Sud dans cette politique d'agression et condamné « l'occupation illégale de la Namibie ». Il a enfin rappelé que Paris avait suspendu sa participation au « groupe de contact » occidental (qui comprend encore les États-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA et le Canada) sur la Namibie.

(1) Les neuf pays membres de la SADCC sont les suivants : Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

Le président tanzanien dénonce les menées séparatistes à Zanzibar

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Commentant la crise ouverte à Zanzibar par la démission des principaux responsables du territoire et les arrestations qui ont suivi (le Monde des 1^{er} et 4 février), M. Julius Nyerere, président de la République unie de Tanzanie, s'en est pris à certains responsables zanzibariens. Le président les a accusés d'avoir répandu dans l'île, à la faveur de la réforme constitutionnelle en cours, l'idée d'un gouvernement autonome, « afin de créer un conflit entre le continent et Zanzibar qui aboutirait à la rupture » de ce qui fut, il y a vingt ans, un mariage de raison. Le chef de l'État, qui s'exprimait devant le Parlement, a donné l'impression de rejeter l'idée des « trois gouvernements », un gouvernement de l'île, un gouvernement de Dar-Es-Salaam, l'autre à Zanzibar. « Si cet argument avait été avancé, a-t-il noté, il aurait dû être par les continentaux, qui n'ont pas leur propre gouvernement, et non par les insulaires qui ont déjà le leur. » Il a, en outre, accusé ces « mauvais éléments » de l'avoir abusé, quelques semaines avant les fêtes du vingtième anniversaire de la révolution de décembre 1964, à propos d'une soi-disant invasion de l'île. « Si bien que, lorsque j'ai envoyé sur place des troupes en renfort, ces mêmes gens ont répondu des rumeurs selon lesquelles les

continentaux venaient les envahir », a-t-il ajouté.

Au lendemain des arrestations, Zanzibar se trouve privé de deux personnalités marquantes qui paraissent avoir pris la tête du combat pour une plus large autonomie. Attorney général de l'île entre 1964 et 1977, M. Dourado s'était prononcé pour l'organisation d'un référendum sur la question insulaire. « Si M. Nyerere continue à ignorer nos sentiments, il y aura effusion de sang », avait-il déclaré.

Après avoir activement participé à la « révolution de 1964 », qui avait chassé le sultan du pouvoir, le général Faki, premier ministre démissionnaire, avait pris, ces derniers temps, un poids certain dans la vie politique locale, tirant profit des absences de M. Jumbo, président du conseil révolutionnaire et du conseil des ministres de l'île. Le comité exécutif national du parti unique désignera, le 10 mars, le candidat au poste de président du conseil révolutionnaire de Zanzibar, provisoirement confié à M. Hasan Mwinili. Les insulaires seront, ensuite, invités à ratifier ce choix. M. Nyerere a justifié la démission de M. Jumbo : le fait que celui-ci soit accusé d'être une marionnette du pouvoir central « ne lui aurait pas facilité la tâche pour défendre les changements constitutionnels en cours », a-t-il dit.

JACQUES DE BARRIN.

L'ouvrier moyen paie moins d'impôt en France que dans les autres pays industrialisés

On a vu l'ouvrier moyen paie-t-il le moins d'impôt sur le revenu ? En France nous rappellerons l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (1). La réponse est ce qu'il se trouve aucune ambiguïté. Un ouvrier ayant une famille de deux enfants et touchant un salaire brut annuel de 68 735 F (3 730 F par mois) paie 430 F d'impôt pour un revenu imposable de 43 085 F, soit 0,63 % de son salaire. Le rapport est de 10,5 % en Allemagne fédérale, de 7,62 % au Japon, de 20,18 % en Grande-Bretagne, de 14,52 % aux États-Unis, et de 11,79 % en Italie. Sur les vingt-deux pays recensés dans l'annuaire de l'OCDE, la France se classe vingt-deuxième, derrière le Luxembourg, le Portugal, la Grèce et l'Espagne.

Il est vrai que le système de quotient familial, tout à fait spécifique de la France, joue à plein, car il allège considérablement le charge de l'impôt pour les bas revenus. Pour un célibataire disposant d'un même revenu brut de 68 735 F, le classement n'est pas modifié, mais le taux varie de presque zéro à 8,17 % (6 000 F d'impôts) pour un ouvrier français, alors que les écarts sont beaucoup plus faibles ailleurs.

La France est le pays où les impôts indirects, ceux que l'on sent le moins - passer - font la différence, où les charges patronales pèsent lourdement, mais où l'impôt sur le revenu quoique plus faible par comparaison est le plus mal vécu. Certes, le salaire ouvrier y est inférieur à celui des pays industrialisés les plus riches. Le revenu brut de l'ouvrier allemand, à situation com-

parable, est de 108 603 F, celui de l'Américain de 143 942 F, celui de l'Anglais de 89 604 F. Mais, toujours dans le cas d'un ouvrier marié ayant deux enfants, les situations ne sont plus les mêmes. Il s'agit de revenus disponibles. L'impôt qui était de 37 % avec l'ouvrier allemand est ramené à 10 %, celui avec l'ouvrier anglais passe de 24 % à 17 %, et celui avec l'ouvrier américain de 53 % à 34 %.

En effet, l'ouvrier français, qui a gagné 68 735 francs en 1982 et payé 430 francs d'impôt sur le revenu, a versé 8 890 francs de cotisation de sécurité sociale mais a reçu 16 018 francs de prestations (au titre de deux enfants à charge). Son revenu disponible est donc de 75 425 francs, soit... 109,7 % de son salaire annuel brut, ce qui le met en tête de ses homologues travaillant dans d'autres pays. Par ordre décroissant, le revenu disponible en pourcentage du salaire brut est de 88,50 % au Japon, de 85,6 % en Italie, de 79 % aux États-Unis, de 78,70 % en Grande-Bretagne, et de 78 % en Allemagne fédérale.

Autre classement, celui qui concerne le taux moyen de cotisations sociales versées par les salariés. C'est l'Allemagne fédérale qui arrive en tête, avec 16,4 %, suivie de la France (12,9 %), de la Grande-Bretagne et de l'Italie (8,7 %), des États-Unis (6,7 %), et du Japon (3,8 %).

F. S.

(1) « La situation d'un ouvrier moyen en 1982 au regard de l'impôt et des transferts sociaux dans les pays membres de l'OCDE ».

LA TV PAR CÂBLE

Rennes, première des douze villes-pilotes

La ville de Rennes sera la première des douze villes-pilotes concernées par l'exploitation de télévision par câble, dont la mise en place est à l'étude au niveau gouvernemental (le Monde des 1^{er} et 2 février). Un comité interministériel se réunira le 8 février pour fixer les conditions du financement des investissements destinés aux réseaux câblés, a précisé, vendredi soir 3 février à Rennes, M. Bernard Schreiner, député (PS) des Yvelines, responsable de la mission interministérielle chargée du câble, lors de la signature du protocole d'accord avec M. Edmond Hervé, secrétaire d'État, maire de la ville.

La ville de Rennes possède, depuis 1973, un réseau câblé concernant trois quartiers, qui n'a jamais été exploité mais permettra, dans un premier temps, d'installer 4 500 prises en coaxial d'ici le début de 1985. Ensuite, 5 172 autres logements seront connectés avec un système « mixte » (transport en coaxial et distribution en fibre optique), cette dernière technique étant utilisée pour le câblage final de l'ensemble de la ville de Rennes. L'enquête préalable permettant d'évaluer le coût de l'opération durera jusqu'en juillet.

NOUVELLES BRÈVES

● Le personnel de l'usine nouvelle en grève. - Cent dix des cent quatre-vingts salariés du biennucléaire l'usine nouvelle sont en grève depuis le 2 février et jusqu'au lundi 6. Ce mouvement est consécutif à la rupture des négociations engagées par la CFDT et la CGT sur le rattrapage des salaires et la durée du travail. L'imprimerie étant également en grève, la parution des publications du groupe CEP - le Nouvel Économiste, le Monde des travaux publics, l'Usine nouvelle - pourrait en être perturbée.

● Retrait de la vente d'un hebdomadaire lyonnais. - Le tribunal de Lyon, jugeant au référé, a condamné, vendredi 3 février, la société éditrice de l'hebdomadaire lyonnais, Blue-Jean et son directeur de publication, M. Jean-Claude Frappant, à verser 20 000 francs de dommages et intérêts pour avoir publié, dans le numéro du 1^{er} février, des photographies du cadavre de la jeune Hollandaise assassinée en 1981 à Paris par un étudiant japonais. Le tribunal a ordonné le retrait de la vente de tous les numéros Blue-Jean ayant publié ces photos en signe de solidarité avec M. Jean Duriex, rédacteur en chef de Paris-Match, incarcéré après la publication de ces clichés de l'identité judiciaire dans le magazine Photo (le Monde du 2 février).

Supplément au numéro 12139. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 5-Lundi 6 février 1984.

Lux solaire

Des HLM « branchées » sur le bioclimatique, comme pour les riches.



« Le confort thermique, c'est parfait »

LES maisons solaires, disait-on, c'est bon pour les écoles bricoleurs ou les architectes en mal d'innovation. Un petit luxe, en somme, tout juste accessible aux lauréats du concours Lépine. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. Les expériences de logement social à énergie solaire, tentées depuis dix ans à Carcassonne, ont donné naissance à un programme de construction à la fois beaucoup plus simple et plus ambitieux. Il s'agit de l'opération programmée d'habitat bioclimatique, lancée en septembre 1981 par M. Joseph Vidal, député (PS) de l'Aude et président de l'office départemental d'HLM (*le Monde* du 12 juin 1982). Cette opération, dont le slogan est « un logement bioclimatique dans chaque commune » (de l'Aude), est entrée aujourd'hui dans sa phase critique avec l'arrivée des premiers occupants... et des premières factures de gaz et d'électricité.

L'architecte parisien

C'est à Pennautier, dans la banlieue de Carcassonne, qu'a été inauguré en juin 1983 un magnifique immeuble de quatorze logements, avec toiture en tuiles du pays et parements de pierre côté nord, pour se fonder dans un décor resté très rural avec son clocher villageois et son vieux moulin. L'architecte, M. Jean-François Capeille, est un enfant du pays aujourd'hui installé à Paris, ce qui explique le choix du site. « Le confort thermique est parfait », reconnaît M. Robert Laignolot, l'un des locataires, qui, lui, a fait le chemin inverse. Architecte parisien ayant enseigné le génie climatique à l'université de Vincennes, il s'est d'abord installé dans une maison « à 100 % solaire » construite par ses soins dans les Corbières. Il habite aujourd'hui Pennautier et s'en trouve fort bien, même s'il regrette parfois sa maison entièrement chauffée par le soleil.

Pourtant, l'HLM de Pennautier combine encore le « bioclimatique » et le « solaire ». Muni de capteurs sur le toit, pour l'eau chaude, il dispose d'un chauffage central au gaz,

d'un système de ventilation à « double flux », qui récupère la chaleur de l'air vicié et même celle des gaz brûlés, et enfin il est doté des équipements bioclimatiques proprement dits : murs isolés, double vitrage, zones tampons au nord et grandes baies vitrées au sud pour « piéger » le soleil par effet de serre. Les autres locataires de la nouvelle HLM de Pennautier ne sont pas, comme Bob Laignolot, des résidents « branchés » sur le solaire. M. Guin, par exemple, venue d'une HLM de Carcassonne, apprécie surtout le confort et la luminosité de son nouvel appartement. Mais elle enfonce sans vergogne les règles du lieu en ouvrant les fenêtres avant de partir faire

ses courses avec sa petite fille. « Même avec les radiateurs fermés, il fait 20° », coupe-t-elle en guise d'explication. Et, ô scandale pour les concepteurs de l'immeuble, M. Guin met son linge à sécher dans la serre, au risque de provoquer des condensations.

Deux étages au-dessous, un couple de jeunes mariés en invalidité vit au contraire dans une étuve à 24°. « Ma femme est très frileuse », explique le mari en bras de chemise. Ils obtiennent sans difficulté cette température d'ambiance en réglant très bas les radiateurs à thermostat. Eux aussi mettent leur linge dans la serre et se plaignent du bruit de la ventilation — qui ne couvre pourtant pas le téléviseur ! La visite des locataires six mois après leur

installation prouve en tout cas une chose : bioclimatique ou pas, les habitants d'un immeuble gardent leurs bonnes vieilles habitudes.

C'est aussi le cas à la cité Saint-Jacques de Carcassonne, où l'office de HLM a entrepris la rénovation d'un immeuble de vingt logements (sur un total de 368) selon les normes bioclimatiques. On a fermé les loggias de la façade nord, on a isolé tous les murs extérieurs, faits de matériaux préfabriqués devenus perméables à l'humidité. Et enfin, grande innovation, on a transformé les étroits balcons à linge de la façade sud en serres de type bow-window, avec double vitrage et circulation d'air.

Satisfait, les locataires ? Ravis, malgré la durée des tra-

vaux (près de six mois). M. et M^{me} Paul Moïffre, habitant l'immeuble depuis vingt-sept ans, souhaitent prendre leur retraite dans un pavillon au sec et bien chauffé l'hiver. « Nous ne partons plus », disent-ils, séduits par leur balcon-serre qui « met le salon à 21° ou 22° » tout chauffage éteint, en plein mois de janvier. Il suffit d'interroger les résidents des autres bâtiments, pas encore rénovés, pour comprendre tout l'intérêt du toilettage bioclimatique. « On passe notre temps à refaire les tapisseries dans les pièces au nord, explique une mère de quatre enfants. J'espère qu'ils tiendront leurs promesses et n'en resteront pas à la « vitrine » commencée avant les élections municipales ! » Les promesses, en principe, devraient être tenues : les appels d'offre ont été lancés et les travaux, qui seront réalisés par des entreprises locales, devraient coûter entre deux milliards et demi et trois milliards de centimes...

Le programme d'habitat bioclimatique de l'Aude concerne donc aussi le logement vétuste, et même des constructions anciennes. Ainsi, à Chabre, aux confins de l'Ariège, l'ancienne école du quai des Abattoirs (1830) a été convertie en appartements HLM spacieux, habités depuis décembre dernier. Là, pas de bow-window ni de grandes baies vitrées — on a conservé intact l'aspect ancien, — mais seulement une isolation étudiée des murs et cloisons, des doubles vitrages et des chaudières avec récupérateurs de chaleur. On attend les premières factures d'électricité...

Dans l'ensemble, le programme bioclimatique s'applique surtout aux constructions neuves, qu'il s'agisse d'immeubles collectifs, de pavillons « en bande » ou de villas indépendantes. A Montréal, dominant un superbe panorama sur la lieue fauve des Pyrénées, six pavillons s'approprient à recevoir leurs premiers locataires. Ils ne présentent sur leur façade nord que de toutes petites ouver-

tures, dont l'entrée — en retrait — protégée du vent par le garage. Leurs façades sud, tout en vitres, baillent au soleil, prêtes à se refermer comme des huîtres sur la chaleur accumulée. La toiture est isolée par une bonne couche de laine de verre et les murs sont couverts extérieurement de polystyrène expansé.

Boire la lumière

C'est ainsi tout au long des routes du Lauragais, du Minervois ou des Corbières. Dans chaque village sortent de terre — ou se préparent — des HLM bioclimatiques. A Saint-Marcel, ce sont des villas groupées en « placettes », conçues pour capter le maximum de soleil. A Lézignan, c'est un bel immeuble articulé autour d'un escalier-tour, arabouté contre le vent du nord et ouvert au sud comme la corolle d'une fleur, prête à boire la lumière. Ici, on joue sur la compacité pour éviter des fuites, là on mise davantage sur l'exposition et le relief. Ailleurs on soigne surtout les matériaux isolants ou le système de ventilation.

Ainsi le veut l'opération programmée d'habitat bioclimatique lancée par M. Joseph Vidal, avec le concours du ministère de l'urbanisme et du logement, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et du conseil régional du Languedoc-Roussillon : on fait un appel d'offres ; l'architecte choisi reçoit un « cahier d'aide à la conception » qui définit les règles du jeu (faire des logements sans surcoût, dotés des trois étoiles solaires du label Haute performance énergétique, avec des entreprises locales (1) ; les réunions de concertation font le reste.

Pour ses promoteurs, l'opération a un triple objectif :

1. — Développer un habitat social diffus, de conception bioclimatique ;
2. — Relancer localement le bâtiment ;
3. — Améliorer la qualité architecturale et thermique de l'habitat social.

Jusqu'à présent, tous ces buts semblent atteints, ou en voie de l'être. Deux inconnues demeurent cependant : les destinataires de l'opération — les habitants des HLM bioclimatiques — vont-ils s'adapter à un mode de vie qui, quoi qu'en disent les promoteurs, exige des changements d'habitude pour donner son plein rendement ? Et le bilan énergétique, qui reste à faire. Sur le papier, les économies de tonnes équivalent-pétrole (TEP) sont spectaculaires. Mais l'usage seul montrera si les économies de carburant compensent et donc justifient l'investissement.

Sans attendre ce bilan, les Audois pensent déjà à l'exportation, notamment en direction de la Grèce et de l'Algérie. Une délégation du ministère grec de la construction, de l'urbanisme et de l'environnement est venue sur place le 20 janvier pour évaluer les possibilités de coopération. « Nous avons anticipé sur le programme gouvernemental en matière d'économie d'énergie et de réduction des coûts », affirme fièrement M. Vidal. Il a donc bien le droit d'anticiper sur quelques contrats, même s'ils ne sont pas fabuleux.

ROGER CANS.

Fiction en action

Un handicapé a retrouvé son autonomie à 70 %. En sifflant toute la journée.

L'AMBITION des prothèses informatiques pour remplacer les membres paralysés, la vue perdue, la voix cassée n'a plus de limites. Ces matériels complexes, nés du mariage souvent raté d'un bricoleur génial mais naïf et d'un industriel soucieux de rentabilité, sont souvent accusés d'être chers et mal adaptés. L'exemple de Tétravox, système informatique bon marché à commande vocale de l'environnement, semble faire exception.

« Maintenant, je suis supportable par n'importe qui », affirme M. Pierre Lombard, conseiller juridique à St-Fours, près de Toulon (Var), qui utilise ce système. Paralyse des quatre membres depuis un quart de siècle, à la suite d'une chute de montagne, ce « cobaye très volontaire » connaît le prix de l'autonomie et ne tarit pas d'éloges sur Tétravox.

Des visiteurs sonnent à l'entrée. La porte s'ouvre par on ne sait quel mystère. A peine installés, retentit le téléphone. De son fauteuil roulant électrique M. Lombard siffle dans un micro à portée de bouche. Une vingtaine de mots s'affichent alors sur l'écran du micro-ordinateur. Autant de vocables, autant de

fonctions de contrôle. L'homme lit et dit : « décroche ». Rien ne bouge dans le bureau, mais une voix murmure : « Allo, M. Lombard, je ne peux venir vous apporter les dossiers aujourd'hui... » Il répond, puis siffle. Un autre « menu » apparaît à l'écran. « Terminé ». Un dernier sifflotement clôt la conversation téléphonique.

Le principe de commande du système est simple : le locuteur énonce un mot sélectionné dans un catalogue-écran qu'il a lui-même pré-enregistré. Pour valider la demande, on siffle (après contrôle visuel), ce qui évite toute erreur malencontreuse. L'ordre s'exécute aussitôt soit par transmission électrique (porte, téléphone), soit par infrarouge.

C'est ainsi que M. Lombard allume son récepteur de télévision, monte le son, change de chaîne, enregistre une émission sur magnétophone, lance une cassette du magnétophone, sélectionne une station de radio, éteint puis allume la lumière ambiante... Profusion d'électrons et de photons, débâche d'images et de sons. Cette technique de commande lui assure, dit-il, « une autonomie de

70 % ». Sans doute, ce chiffre est-il surestimé par l'intéressé, emporté par son enthousiasme. Mais qu'importe, le résultat est là, même si, dit-il, « au début, mes clients sont un peu surpris (par le handicap), mais, très rapidement, les rapports deviennent beaucoup plus libres ». A telle enseigne que, la nuit, M. Lombard rêve des problèmes de ses consultants.

Pour parvenir à ce résultat, le laboratoire d'informatique médicale de la faculté de médecine de Marseille, en relation avec le centre de réadaptation de Valmiane, a dû s'entourer de tout un luxe de précautions pour éviter, par exemple, « qu'un lit à commandes ne se plie en deux à cause d'un simple bruit dans un microphone ». Pour un fonctionnement, le Tétravox fait appel à un micro-ordinateur vendu dans le commerce, un Apple-II, de manière à abaisser le prix de revient de l'ensemble. Sous le module d'interface joignant les différentes commandes d'environnement au système de base, et le carte de reconnaissance vocale ont été construits sur mesure (cette dernière par la société Ingénierie Projets et Produits). D'autre part, les 48 octets de capacité-mémoire

contiennent aussi la fonction d'auto-apprentissage. Ainsi, les mots sont « appris » par le système qui les reconnaît par empreintes au fur et à mesure des « vocalisations ». Ceci, pour éviter le handicap des voix rauques, enrouées ou éraillées.

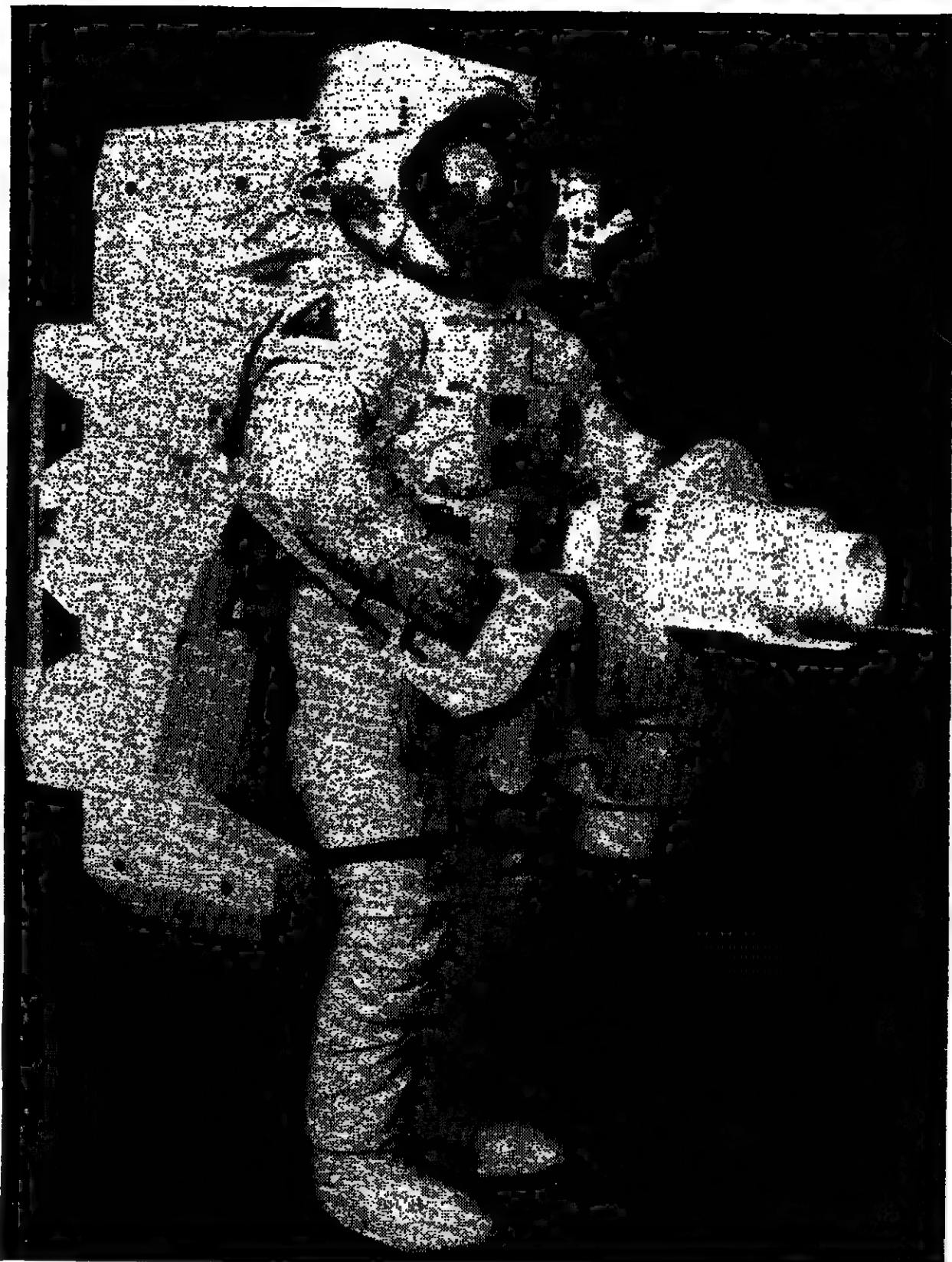
Résultat, après avoir mené à bien les premiers essais, à commercialiser le produit. En général, la plupart des réalisations butent sur ce point. La société dijonnaise Protécor (1), un des spécialistes français des orthèses classiques, qui depuis 1984 vend Tétravox, réussit-elle mieux que d'autres ? Peut-être. Seul l'avenir nous le dira. Quel qu'il en soit, Protécor vend Tétravox au prix de 30 000 francs et mise sur un vente de soixante-dix unités en 1984. En retour, Marseille reçoit des royalties jugées suffisantes par un organisme parapublic auquel le ministère de l'industrie et de la recherche a versé une aide de 170 000 francs pour la réalisation du premier prototype.

DINO DI FANTL

(1) Protécor, 11, rue des Buttes, 21100 Dijon, tél. : (80) 71-50-78.

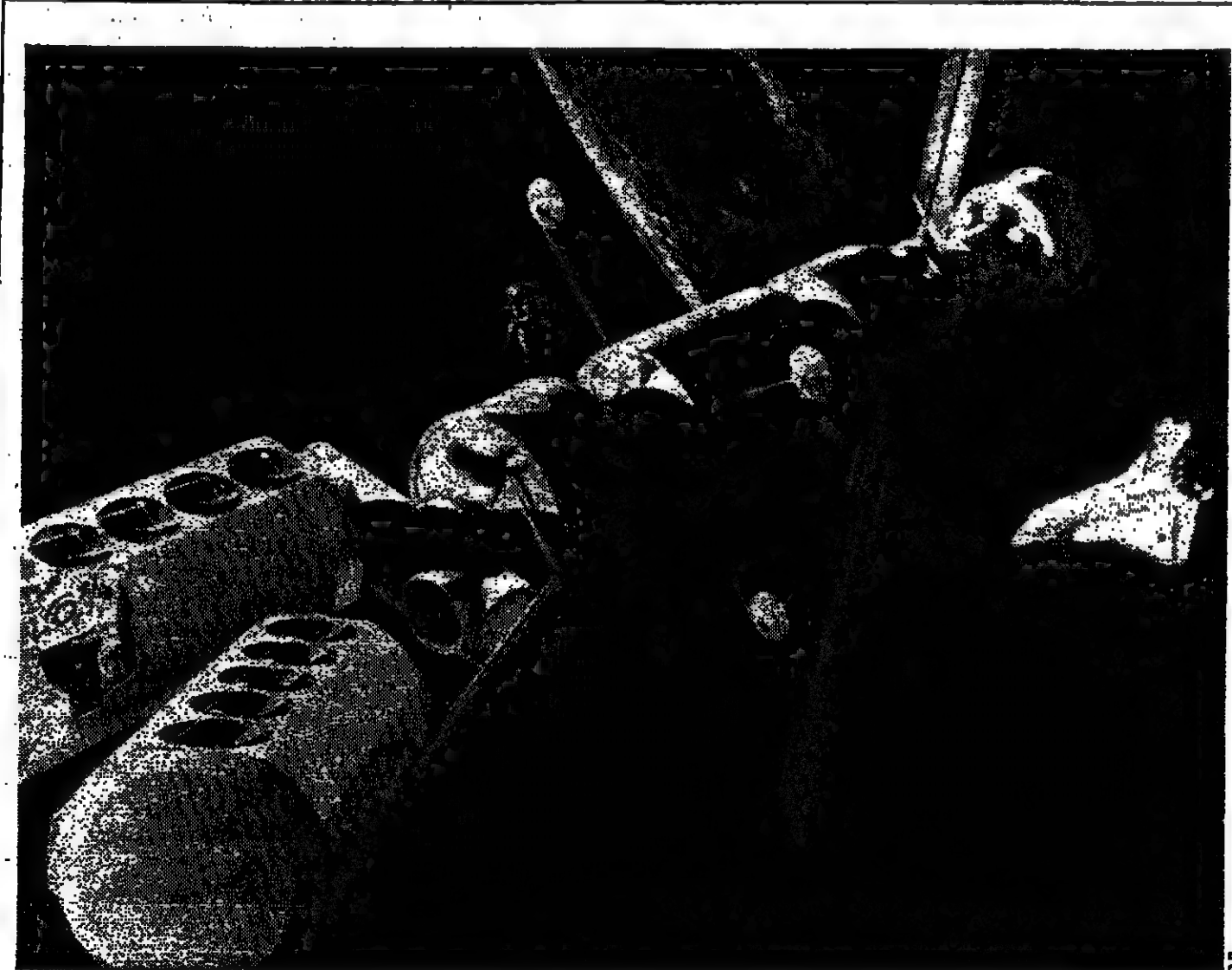
L'espace sans fil à la patte

Désormais, ils se déplaceront librement. Autonomes...



Col. 1984/198

Un fauteuil d'environ 150 à 160 kilogrammes dans lequel l'astronaute, vêtu de son scaphandre, prend place.



Un des nombreux concepts de station spatiale étudiés par la NASA. On y voit, sur fond de Terre, l'architecture modulaire d'une station. Sont déjà en place des modules de services : de droite à gauche, un système de propulsion, deux grands panneaux de photovoltaïques, puis une section de commande qui porte les antennes de communication. A l'extrémité se fixent des modules spécialisés. L'un est en place et un astronaute y travaille ; un autre, amené par la navette, a été agrippé par un bras manipulateur et va être amarré sur la station. En vol libre dans son « fauteuil spatial », un astronaute est prêt à intervenir.

EN dépit des progrès accomplis depuis une vingtaine d'années, il manquait encore quelque chose aux hommes qui vont dans l'espace. Quelque chose de moins sophistiqué que les navettes ou les vaisseaux qui les emportent en orbite, mais tout aussi nécessaire pour l'avenir de la conquête spatiale : la possibilité de se déplacer librement et de façon autonome. Ce vieux rêve de l'humanité illustré, ô combien, par les auteurs de science-fiction, deux astronautes, Bruce McCandless et Robert Stewart, vont le réaliser lors du vol que la navette spatiale Challenger doit accomplir entre le 3 et le 11 février. A cette occasion, ils quitteront, par leurs propres moyens, la soute de Challenger et s'en éloigneront chacun leur tour d'une centaine de mètres.

Au cours de cette expérience, la Nasa se propose de couper une fois pour toutes le « cordon ombilical » qui, dans le passé, retenait l'astronaute à sa capsule. Ainsi, l'homme de l'espace, pour autant que la comparaison ait un sens, passe de la situation du scaphandrier des mers, empêtré dans sa combinaison, gêné dans ses mouvements par son tuyau d'arrivée d'air et ses chaussures à semelle de plomb, à celle du plongeur sous-marin, libre de ses mouvements tant que ses bouteilles d'air comprimé sont pleines.

« Mécanos »

En offrant une totale autonomie aux équipages de ses navettes, la Nasa inscrit donc une « première » à son palmarès et ouvre surtout la voie à une industrialisation poussée de l'espace. Dans les prochaines années, apparaîtront donc des « mécanos » d'un nouveau genre qui participeront aussi bien à la construction en orbite de grands ensembles comme la station spatiale permanente récemment évoquée par le président Reagan qu'à la réparation, à la maintenance et au ravitaillement des satellites gravitant autour de la Terre.

Finies donc les « sorties spectaculaires » qu'Américains et Soviétiques ont multipliées au début de la conquête spatiale pour des raisons de prestige et de propagande. A l'époque, il faut en convenir, on ne voit guère ce que le Soviétique Alexis Leonov, le premier marcheur de l'espace, et son homologue américain Edward White (1) auraient pu faire, encombrés qu'ils étaient par leur scaphandre et le cordon ombilical qui les alimentaient en oxygène.

En effet, en apesanteur, l'homme livré à lui-même, flotte sans pouvoir se déplacer facilement dès lors qu'il ne dispose pas de poignées de maintien ou de mains courantes. Dans ces conditions, les capacités d'intervention en orbite restent limitées comme l'ont montré les sorties dans l'espace qui ont suivi. A l'exception du déchargement de cassettes de films ou du remplacement de matériels de petites dimensions, aucune opération d'entretien n'a été menée si ce n'est celle, spectaculaire, accomplie en 1973 par Conrad, Kerwin et Weitz qui parvinrent à tendre une ombrelle de protection d'environ sept mètres sur sept, pour sauver le laboratoire orbital américain Skylab.

L'heure étant désormais aux Etats-Unis, comme en Union soviétique – à une plus grande efficacité, voire à la rentabilité des activités spatiales, les deux Grands ont développé de nouveaux modèles de scaphandres plus légers, plus souples, plus faciles à mettre en œuvre de manière à permettre aux astronautes de travailler plus efficacement. Restait toutefois à acquérir une totale autonomie de mouvement.

Des « satellites humains »

Seule, pour le moment, la Nasa paraît être allée plus loin en offrant à ses astronautes la possibilité de se déplacer par leurs propres moyens avec le MMU (Manned Maneuvering Unit). Dans le passé, Eugène Cernan avait tenté – en vain – de faire fonctionner un système de ce genre. Mais celui-ci était bien rudimentaire. En revanche, celui que propose (2), pour la modique somme de 12 millions de dollars pièce, la firme Martin Marietta est d'une toute autre nature. Il s'agit d'une sorte de fauteuil d'environ 150-160 kilogrammes dans lequel l'astronaute, dûment vêtu de son scaphandre, prend place. Grâce à un système de commandes placé sur les deux bras de l'engin – manœuvres de déplacement à gauche et contrôle du roulis, du lacet et du tangage à droite – l'astronaute agit sur vingt-quatre petites tuyères éjectant l'azote fournie par deux réservoirs qui sont placés sur le dossier du fauteuil.

Pour la première fois, Bruce McCandless et Robert Stewart essaieront, chacun à son tour, cet équipement nouveau au cours de cette dixième mission de la navette spatiale devenant ainsi pour quelques heures les premiers « satellites humains » en orbite autour de la Terre. Pour des raisons de sécurité, la première sortie ne dépassera pas la cinquantaine de mètres. Mais, si tout va bien, McCandless pourrait faire une fugue plus longue et s'éloigner d'une centaine de mètres de Challenger. La promenade n'étant pas l'unique but de l'expérience, les deux marcheurs de l'espace auront la lourde tâche de simuler la réparation et la récupération en orbite d'un satellite, en manipulant une plate-forme d'origine allemande d'environ 1,5 tonne.

Il s'agit en fait de préparer la mission de l'astronaute George Nelson qui, en avril, devrait, grâce à ce fauteuil, aller récupérer le satellite scientifique SMS (Solar Maximum Satellite), tombé en panne peu après sa mise en orbite, et l'embarquer ensuite à bord de la navette pour le réparer. Cette délicate mission permettrait ainsi de « sauver », au prix d'une faible mise de fond, une mission scientifique qui avait demandé un engagement financier de quelque 200 millions de dollars. Si l'opération réussissait, les astronautes ne manqueraient pas alors de travail.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Leonov est sorti quelques minutes dans l'espace en mars 1965, ce que White n'a accompli que trois mois plus tard environ.

(2) Cet appareil est dérivé d'un système qui avait été testé à l'intérieur de Skylab.

UNE EXPOSITION
AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
tous les jours, de 10 h à 18 h (sauf lundi), jusqu'au 29 FÉVRIER 1984
ORIGINE ET ÉVOLUTION DE L'HOMME
(5 millions d'années)
La longue fresque de l'évolution de l'homme :
bipédie, langage, taille des outils, domestication du feu...
Avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS

Maigrir à gros risques

Une arme absolue : la « diète protéique ». A manier avec prudence.

« **B**UVEZ, éliminez. » Un foie qu'on ne connaît plus. Cuisine minceur. Deux reins qu'il faut faire travailler. Au rythme des spots publicitaires, les messages des industriels se sont affranchis de toute référence médicale. Les eaux minérales volent de leurs propres ailes, et la rigueur diététique s'est transformée en gastronomie. On a tout bonnement compris qu'il ne fallait pas s'adresser au malade, mais au consommateur. Que la grise mine ne faisait plus recette. Qu'il fallait tomber le masque, se « revitaliser », maigrir en joggant dans la verdure.

Reste, au-delà de la frivolité esthétique, du superficiel de certaines quêtes à la minceur. La réalité médicale des vraies surcharges pondérales, avec leurs conséquences pathologiques multiples. Diabète « gras », affections cardiovasculaires, complications ostéo-articulaires : l'obèse voit son espérance de vie notablement réduite. Deux mois par kilo excédentaire, ont calculé certains spécialistes. Et les responsables des contrats d'assurance-vie s'intéressent au poids de leurs clients.

Si l'on veut bien la ramener à l'essentiel, l'équation thérapeutique est d'une simplicité enfantine : on est obèse parce qu'on dispose de plus d'énergie qu'on en consomme. Diminuez la ration calorique quotidienne, et le poids diminuera. A l'extrême, c'est la grève de la faim : ne rien absorber, sauf 2 litres d'eau par jour. Malheureusement, si l'amaigrissement est important, il se fait au détriment de la masse musculaire. Privé de protéines, l'organisme consomme les siennes. Le jeûneur s'expose alors à de graves accidents.



« Les responsables des contrats d'assurance-vie s'intéressent au poids de leurs clients ».

D'où l'idée, développée dans les années 70 par le professeur Marian Apfelbaum (hôpital Bichat, Paris), de la « diète protéique ». Il s'agit de n'apporter à l'organisme que le strict nécessaire en protéines, sels minéraux et vitamines. On exclut, du même coup, presque tout apport de graisses et de sucres. En pratique, une telle diète équivaut à ne consommer quotidiennement que 55 à 80 grammes de protéines de bonne qualité (fromage blanc maigre ou blanc d'œuf, bouillon de légumes (pour les sels minéraux) et supplément vitaminé. Des préparations, coûteuses, existent aussi en pharmacie.

On descend alors des 2000 calories quotidiennes du « parisien moyen » aux environs de 500 à 700 calories. La perte de poids est de l'ordre de 350 à 400 grammes, dont la moitié en graisse. Incident le plus fréquent : l'apparition de chutes de tension artérielle lors du passage de la position allongée à la position debout (hypotension orthostatique). Un incident le plus souvent sans gravité.

La simplicité de la méthode ne doit pourtant pas faire illusion. La « diète protéique », le plus sévère des régimes après le jeûne, répond à des règles strictes. Elle doit toujours être surveillée de bout en bout par un médecin compétent. Dans tous les cas, cette thérapeutique doit être brève, limitée à trois semaines, ce qui correspond à un amaigrissement compris entre 6 et 7,5 kilos. Il faut aussi la faire précéder d'un bilan clinique destiné à déceler les contre-indications. Pas question, ici, de plaisanter : lancée outre-Atlantique, la « diète protéique » a fait plus

de deux cents victimes, le plus souvent après accident cardiaque. « Les décès sont survenus après des diètes trop longues, des amaigrissements supérieurs à 20 kilogrammes, et une consommation de protéines de mauvaise qualité biologique, dans tous les cas », explique le professeur Apfelbaum.

La Food and Drug Administration avait alors lancé un vigoureux avertissement à l'attention du public et du corps médical. Il s'agissait, avant tout, de mettre en garde contre l'utilisation de présentations commerciales de protéines de mauvaise qualité (fabriquées à partir de déchets de boucherie ou de protéines végétales) et consommées sans surveillance médicale. Bien maîtrisée, rigoureusement conduite et surveillée, la diète protéique est sans danger comme en témoignent les quatre mille sept cents dossiers du professeur Apfelbaum, concernant des malades ayant suivi ce régime sans hospitalisation. Pourtant, il n'y a pas de miracle, l'efficacité n'existe que lorsque le régime s'inscrit dans un projet thérapeutique à long terme bien construit, quand le malade est décidé à modifier son comportement alimentaire et à respecter une certaine « hygiène de vie ».

L'arme ne doit pas non plus être utilisée trop souvent. Il est formellement déconseillé d'y avoir recours plus d'une fois par trimestre. Et les spécialistes ont remarqué que, utilisée à répétition, la « diète protéique » perdait de son efficacité. Comme si, tout compte fait, l'organisme s'adaptait aux privations volontaires, dès lors qu'elles devenaient une habitude.

J.-Y. N.

La France consulte

Trente-cinq mille séances médicales analysées. Qui souffre, et de quoi ?

QUI consulte les médecins en France et pour quelles maladies ? Au moment où l'on déplore que l'épidémiologie française soit encore à l'état embryonnaire, une étude du CREDOC (1) démontre que les connaissances, dans ce domaine, progressent, et que l'on sait mieux aujourd'hui comment les Français se soignent et pourquoi.

L'étude menée par deux médecins, les docteurs P. Le Fur et C. Sermet, pour la division d'économie médicale du CREDOC, a permis à près de cinq cents généralistes et à plus de deux cents spécialistes (2) d'analyser dans le détail leurs activités au cours du deuxième semestre de 1982.

Plus de 35 000 séances médicales ont été étudiées. On constate ainsi que le médecin réalise en moyenne 17,5 séances chaque jour (3). La décomposition par âge reflète assez fidèlement les caractéristiques démographiques : 18,7 % des consultants sont des enfants de moins de seize ans, 58,6 % sont des adultes de seize à soixante-quatre ans et 22,7 % des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Chose moins évidente, on constate que l'âge des consultants est étroitement lié à celui du médecin : ainsi, les praticiens âgés de plus de quarante-cinq ans ne reçoivent que 15 % d'enfants mais 26 % de personnes âgées.

L'étude fait observer d'autre part que 98 % des visites à domicile sont le fait des gé-

ralistes : les spécialistes se déplacent dans moins de 2 % des cas.

Qu'en est-il du comportement de prescripteurs des praticiens ? Plus de 80 % des séances de généralistes donnent lieu à une prescription pharmaceutique, mais 56 % seulement des consultations sont effectuées par les spécialistes.

Que prescrivent les médecins ? En moyenne, chaque ordonnance comporte près de trois (2,9) médicaments, ce qui est beaucoup, le maximum (3,6 produits) étant atteint chez les patients âgés. Fait révélateur, on observe une très forte concentration de la prescription : en effet, les cent premiers produits prescrits représentent à eux seuls quelques 40 % des « lignes » d'ordonnances médicales. Les produits les plus prescrits sont à visée cardio-vasculaire et totalisent, à eux seuls, 18 % des médicaments prescrits. Viennent ensuite les produits destinés à l'appareil digestif, puis ceux qui visent la sphère endocrinienne ou métabolique, enfin le psychisme, le sommeil, l'humeur. A elles seules, ces quatre « classes » thérapeutiques constituent près de la moitié du total des prescriptions.

Les docteurs Le Fur et Sermet analysent enfin les motifs des séances médicales. Ils constatent, là encore, une très forte concentration : viennent en tête, en effet, dans trente et un cas sur cent, un motif d'ori-

gine cardio-vasculaire ; dix-huit fois sur cent, l'insomnie ou des problèmes psychiques ; seize fois une affection rhumatologique et quinze fois un trouble de la sphère oto-rhino-laryngologique. A elles seules, ces quatre familles pathologiques représentent 44 % des diagnostics ou motifs de séances.

Les malades s'adressent-ils d'abord aux spécialistes ou aux généralistes pour traiter ces affections apparemment très « spécialisées » ? Précisément non, puisque les malades le plus fréquemment traités par les généralistes sont ceux qui sont atteints d'affections cardio-vasculaires, psychiques

— y compris les troubles du sommeil, — rhumatologiques et digestives.

Les maladies le plus fréquemment traitées par les spécialistes sont d'abord les troubles ophtalmologiques, puis — là encore — ceux du sommeil et de l'appareil psychique, les affections oto-rhino-laryngolo-

giques et dermatologiques. La prévention figure aussi parmi les premières causes de consultation des spécialistes.

L'enquête conclut que ces derniers, contrairement encore à un mythe répandu, envoient bien davantage (deux fois plus) leurs patients demander un autre avis médical. Les omnipraticiens marquent une tendance prononcée à traiter eux-mêmes, et seuls, nombre de leurs malades. A contrario, ils prescrivent deux fois plus que leurs collègues spécialistes des soins infirmiers de ville.

Enfin, les médecins font-ils beaucoup hospitaliser leurs malades ? Très peu, contrairement à toute attente et à une opinion, encore une fois, solidement ancrée, puisque seulement 1,4 % des séances de médecins donnent lieu à une hospitalisation.

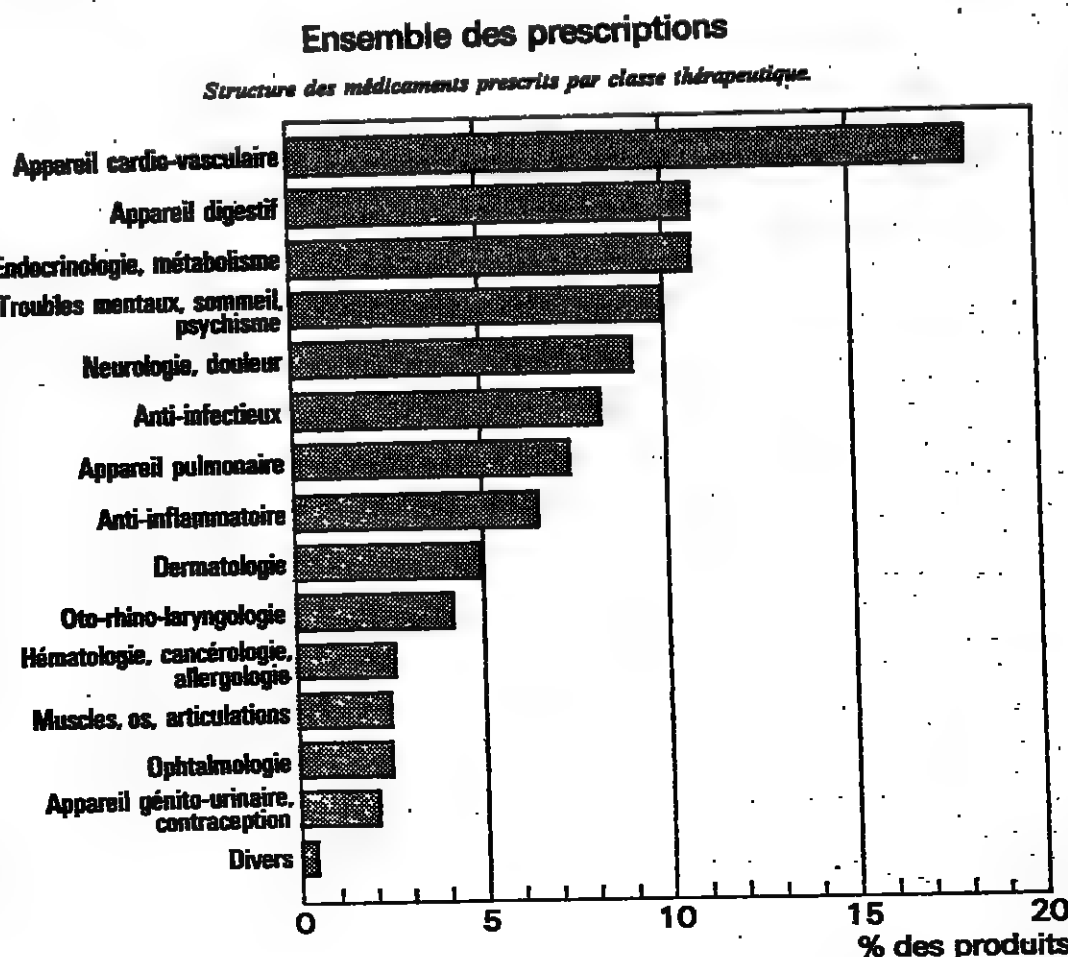
Une telle enquête démontre, s'il en était besoin, que bien des idées reçues sur la pratique médicale en France restent à confirmer, ou à infirmer. Pour une meilleure connaissance des malades, des médecins et même pour une meilleure santé de l'analyse économique.

CLAIRE BRISSET.

(1) CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). Les résultats de cette enquête ne sont pas encore entièrement disponibles.

(2) Ont été exclus de l'enquête, les chirurgiens, les radiologues et les biologistes.

(3) Une « séance » est une entrevue professionnelle entre un médecin et le malade, quel qu'en soit le lieu. Les « consultations téléphoniques » sont exclues de ce champ.



Journal d'un médecin de famille

Un nouvel hebdomadaire tente sa chance. Il veut parler net et clair aux généralistes : Médical.

UNE équipe de journalistes aussi souriants qu'anxieux. L'ambiance des «numéros zéro». Rue de la Croix-Nivert, dans le fin fond du quinzième arrondissement de Paris, un journal est en train de naître. Un hebdomadaire «pas comme les autres», qui a déjà fait couler de l'encre.

L'affaire commence il y a deux ans environ. Quelques mois auparavant, les responsables de l'Union nationale des associations de formation médicale (UNAFORMEC) ont lancé *Prescrire*, mensuel original qui parle du médicament en toute indépendance. L'opération, largement financée par les pouvoirs publics, connaît un notable succès. A l'UNAFORMEC on commence alors sérieusement à réfléchir au lancement d'un nouveau titre. Un hebdomadaire cette fois, destiné en priorité au médecin de famille.

L'entreprise est pour le moins risquée. Le Syndicat national de la presse médicale groupe déjà cent trente titres, dont onze revues nationales et dix journaux d'information médicale et générale. En outre, compte tenu de la réduction des budgets publicitaires de l'industrie pharmaceutique, le temps n'est plus à l'opulence. L'idée de *Médical*, pourtant, fait son chemin.

Une équipe de permanents est constituée, forte d'une quinzaine de personnes. On associe des journalistes et des médecins généralistes de toute la France. L'objectif est ambitieux : trouver l'écriture de la médecine de famille, «accrocher» à la lecture des praticiens qui ne font que jeter un œil discret sur les kilogrammes de papiers imprimés qu'ils reçoivent sans les voir. Pour cela, on «évaluera les vrais besoins», on parlera clair entre confrères. En d'autres termes, on osera être des médecins généralistes.

Un million de francs est réuni, une société créée. Une tentative avortée de rapprochement avec la *Revue du praticien*. Maquette, titres, «numéro zéro», le navire se lancera le 9 février. Quarante-cinq mille exemplaires au départ. Entre trente-cinq mille et quarante mille ensuite. Si tout se passe bien. En théorie, *Médical* devrait bénéficier de toute l'infrastructure nationale des associations de formation médicale continue (vingt mille adhérents) et du succès de *Prescrire*, qui vient récemment de fêter son dix-millième abonné (voir encadré). Rien pourtant n'est acquis. Ne serait-ce qu'à cause des rumeurs...

«Les bruits ont commencé durant l'été dernier», explique le docteur Pierre Ageorges, codirecteur des rédactions de *Médical* et de *Prescrire*, et secrétaire général de l'UNAFORMEC. On nous a accusés d'être teintés politiquement. Alors qu'aucun numéro n'était sorti, on parla de «Pravda médicale». Chez les concurrents courut un bruit de fond permanent : les règles du jeu ne seront pas respectées. En clair, *Médical* n'existerait que grâce aux subventions des laboratoires de l'industrie pharmaceutique nationalisée. «Si nous sommes satisfaits de la naissance d'un nouveau confrère», expliquait le docteur Jacques Pouletty, président d'honneur du Syndicat national de la presse médicale, nous nous préoccupons des conditions de sa naissance. Se fera-t-elle par les voies naturelles ?

Le docteur Philippe Most, chargé des questions de santé au groupe RPR, allait plus loin. Il mettait en cause l'indépendance politique de *Médical* et évoquait les pressions faites sur les laboratoires pharmaceutiques pour qu'ils financent cette revue. Celle-ci «aurait ainsi constitué un relais pour

le pouvoir et un danger pour le pluralisme de l'information médicale». Tout cela fit grand bruit dans le Landemeau de la presse spécialisée. «Ma bonne foi a été abusée», reconnaissait quelques temps plus tard le docteur Most, qui avouait que ses informateurs n'avaient «pas été en mesure de confirmer et d'apporter les preuves irréfutables de leurs affirmations».

L'affaire, à laquelle le secrétariat d'Etat à la santé semble ne pas accorder d'importance, aurait pu n'être qu'une anecdote sans lendemain. En réalité, estime aujourd'hui le docteur Ageorges, cette boulette

traduisait avant tout «les craintes de la presse médicale et de l'industrie pharmaceutique». Car, en plus de leur volonté rédactionnelle, les responsables de *Médical* font un autre pari, plus audacieux encore : établir des relations contractuelles avec l'industrie pharmaceutique, qui s'engagerait sur des périodes déterminées — à l'année, par exemple — pour la publicité sur ses produits. La marge de manœuvre de l'hebdomadaire s'en trouverait nettement élargie.

Les irremplaçables bailleurs de fonds que sont pour les titres médicaux les industriels du médicament assurent, en effet,

peu ou prou, l'existence de la presque totalité des cent trente titres du Syndicat national de la presse médicale. Soit, au total, une diffusion de près de 1 million six cent mille exemplaires. On a souvent accusé les effets pervers de cette situation, supposant, non sans raison, que le caractère homogène des ressources publicitaires ne pouvait pas ne pas être sans conséquence sur le contenu rédactionnel. Aujourd'hui, la réalité est presque toujours différente. Les responsables de la presse médicale expliquent que le pouvoir des laboratoires, s'il existe bel et bien, se situe à un autre niveau : celui de la régu-

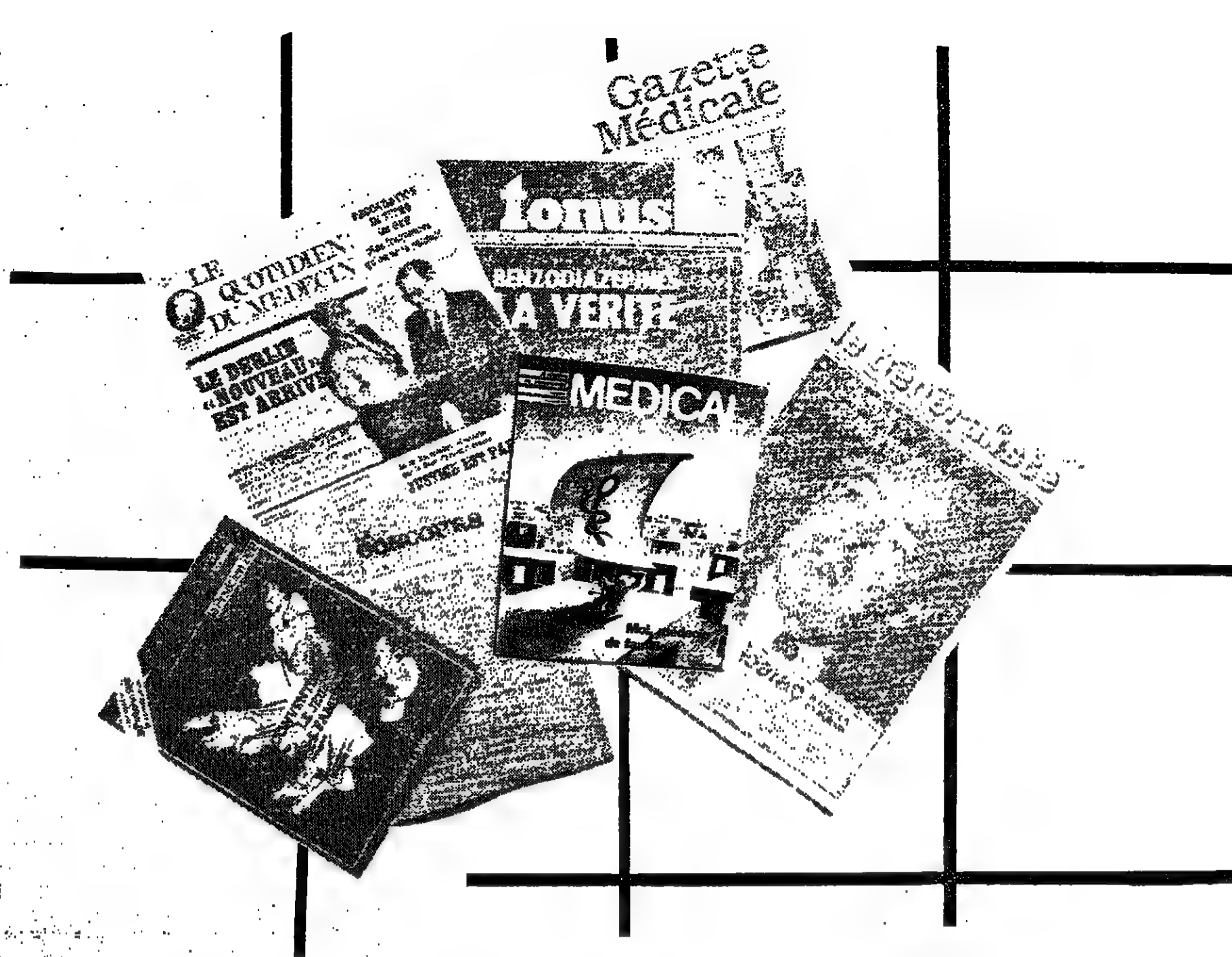
lation des budgets publicitaires.

Ainsi, les 500 millions de francs de la «publicité presse» privilégient nettement les «tableaux» (qui absorbent environ 60 % de cette somme), journaux d'information médicale et générale d'apparition récente, au détriment des revues médicales de formation continue, nationales et régionales. Une situation d'autant plus difficile à vivre, pour certains titres, qu'une taxe sur la publicité pharmaceutique a été récemment instaurée et que, le nombre des médecins augmentant, les laboratoires se voient contraints d'augmenter leur budget «visite médicale», diminuant d'autant celui de la publicité «presse écrite».

L'industrie pharmaceutique, remarque néanmoins le docteur Pouletty, a eu l'élégance de ne pas toucher aux revues très spécialisées. «Médical s'imposera-t-il ? On confie, rue de la Croix-Nivert, ne pas être parvenu à établir avec tous les annonceurs les relations contractuelles espérées. «Paradoxalement, dit-on, certains représentants de multinationales comprennent mieux nos problèmes que les responsables des sociétés nationales. «Un blocage, estime-t-on, dû en partie aux rumeurs malveillantes concernant notre mode de financement. «L'équilibre financier est encore fragile. L'hebdomadaire de la médecine de famille devra franchir le cap des six premiers numéros avant de savoir si son projet rédactionnel aura les moyens de s'affirmer. «Que le meilleur gagne !», lancent, souriants, les concurrents.

JEAN-YVES NAU.

● Rectificatif. — dans le *Monde* daté 29-30 janvier, il était indiqué par erreur des données en pourcentage, à propos de la situation de la lèpre dans le monde. Il fallait interpréter ces chiffres comme des données «pour mille».



«On nous a accusés d'être teintés politiquement»

Livre

Louis XI le glouton

LOUIS XI, on croit connaître. Le chapeau bas sur un nez disgracieux ; les coudes de fer. Un tyran plus ou moins sain d'esprit. Un être inquiétant, ombrageux, doté d'un insatiable appétit de pouvoir. Il faut d'urgence revoir tout cela.

Tel est le principal enseignement du fort bel ouvrage que vient de publier le professeur Emile Aron (Tours), membre de l'Académie nationale de médecine. Une relecture originale des nombreux documents de l'époque, dont les précieuses *Mémoires* de Philippe de Commines, permet à l'auteur de formuler un diagnostic inédit sur ce souverain. Une enquête minutieuse de deux cents pages, qui contraste singulièrement avec le survol d'une vingtaine de pages du docteur Renthnick.

Né le 3 juillet 1423, à l'ombre de la cathédrale de Bourges, allaité par deux femmes «du commun», marié à treize ans, veuf à vingt et un, Louis le Onze pensait ne pas atteindre la soixantaine. C'est pourtant le 30 août 1483 qu'il s'éteint, en son château de Plessis-lez-Tours. Après avoir remué ciel

et terre pour ne pas partir. Un malade, Louis ? Durant la plus grande partie de son existence, il n'y a rien chez lui de pathologique. De grande taille pour l'époque (1,70 m), grand chasseur, bon mangeur et bon buveur, il n'hésite jamais, semble-t-il, à exercer, jeune, son droit de cuissage. Sans doute fut-il très tôt sujet aux crises hémorroidales. Mais, dit le professeur Aron, «c'est le lot commun des cavaliers». Il y eut ensuite des crises de goutte, des troubles digestifs, ou «ventosités» — peu surprenants chez un sujet qui mangeait gloutonnement et qui ne craignait ni sur le vin ni sur les épices. Fumetier, eau de rose et d'hysope, tisane d'aulépine et de charbon de saule ; on fit appel à la nature, aux rites magiques et aux saints de l'époque. On parcourut l'Europe pour trouver les remèdes du roi. Lui, quelques mois avant sa mort, traversa son royaume pour un pèlerinage à Saint-Claude.

1483. Louis le Onze sent qu'il va quitter ce monde. Il fait armer deux navires à Honfleur. Trois cents soldats prennent la

direction du Cap-Vert. Mission : s'emparer de tortues géantes ; le bruit court que leur sang peut guérir de la lèpre. Or, Louis n'a pas la lèpre... Mais, depuis cinq ans, le roi de France, miné par trois accidents vasculaires cérébraux, manifeste de sérieux troubles du comportement, sur l'origine desquels les docteurs Aron et Renthnick formulent des avis divergents.

La fin, pourtant, est d'une lucidité surprenante. Louis XI appelle son fils Charles, treize ans, et lui remet les sceaux. Après sa mort, un barbier-chirurgien viendra, suivant la coutume, enlever le cerveau et les viscères, puis priver le cœur. «Ainsi disparaît, note un historien contemporain, celui qui sur la grâce de mettre en pratique un sens de l'humour qui fit de lui un étranger à son époque.»

J.-Y. N.

★ Louis XI et ses guérisseurs, éditions C.L.D., 42, avenue des Platanes, 37170 Chambray-lès-Tours, 135 F. Cet ouvrage illustré n'a été tiré qu'à 2 100 exemplaires, tous numérotés, constituant l'édition originale.

Prescrire pur et dur

EN trois semaines et trente numéros, le mensuel *Prescrire* a su s'imposer, trouver un ton et une audience. Destiné à tous ceux — médecins, pharmaciens et étudiants — concernés par la prescription des médicaments, cette revue vient de dépasser le cap des dix mille abonnés payants. Un vrai succès, d'autant plus remarquable que les responsables de l'UNAFORMEC, «patrons» de *Prescrire*, n'ont jamais cachés leur volonté d'occuper une place à part dans la presse médicale.

Grâce au soutien des pouvoirs publics — 2 millions de francs annuels — la rédaction est totalement indépendante de l'industrie pharmaceutique. Ainsi cent quatre-vingt-sept nouveaux médicaments ont, en trois ans, été passés au crible de l'objectivité. Ils sont ensuite classés dans différentes rubriques. Au total, treize d'entre eux ont été jugés «intéressants» et cent trente-six comme «n'apportant rien de nouveau». Dans trois cas, la rédaction a même exprimé clairement son désaccord.

Coup de bâton, mais aussi palmiers. Comme cette «pilule d'or» dénommée, pour 1983, au captopril, nouvel antihypertenseur des laboratoires Squibb. Récompenses aussi pour les laboratoires qui acceptent de jouer le jeu en donnant une information de qualité sur leurs produits (Hoescht, Sandoz et Unilabo pour 1983).

C'est bien parce qu'ils ont pu et su — exemple presque sans précédent dans la presse médicale — établir ce genre de liens avec l'industrie que les responsables de *Prescrire* connaissent un tel succès. Un phénomène qui, malgré tout, tendrait à démontrer que la publicité impose, peu ou prou, des contraintes rédactionnelles...

La rage est arrivée en France il y a quinze ans. Aucune mort d'homme n'est à déplorer,

Tir de nuit dans les Ardennes

Trois gardes, une voiture, un projecteur, un fusil à lunette. Ça fait cher du renard abattu.



« L'idéal serait de vacciner tous les animaux domestiques. Mais c'est impossible. Alors on se rabat sur le renard, considéré comme le principal vecteur du virus. »

morts pour les expédier en boîte isotherme à l'Institut Pasteur.

« C'est la routine, observe, placide, M. René Collin, chargé par intérim de la direction du service. Lorsque le résultat est positif, on nous prévient par téléphone dans les vingt-quatre heures. Il n'y a plus qu'à prévenir le propriétaire ou l'inventeur du cadavre. »

« L'idéal serait de vacciner tous les animaux domestiques, observe M. Eric Léman, vétérinaire inspecteur à Laon. Mais c'est impossible. On ne peut contrôler les chats qui errent dans les fermes et les hospices. Alors on se rabat sur le renard, considéré comme le principal vecteur du virus. » L'ennui, pour l'administration, c'est qu'on ne peut pas non plus détruire tous les renards. D'abord, on ne le souhaite pas, pour des raisons écologiques évidentes, mais aussi parce que c'est impossible : d'une part, le renard est très prolifique, d'autre part, il trouve sur place un biotope favorable.

« On parle du camp militaire de Sissonne, explique M. Jean-Marc Taillet, technicien des services vétérinaires à Laon, mais toute l'Aisne est un repaire de renards ! On ne compte plus, dans le département, les carrières et les champs abandonnés. Quant au Chemin des Dames, c'est le lieu rêvé pour échapper au gazage. (2). Au camp de Sissonne, le commandant Bitzberger affirme que « les renards sont encore plus tranquilles dans les terrains civils » ; car dans le camp il y a des parties de chasse chaque fin de semaine et des exercices de tir les autres jours, avec trente-huit mille hommes par an en manœuvres... »

Prime

Que faire, alors, pour enrayer le mal ? A la direction des services vétérinaires des Ardennes, on tient la comptabilité à jour, comme dans tous les départements. Cinq renards enrégimentés en 1968, quatorze en 1969, vingt en 1970... Cinquante en 1982, presque cent en 1983, sans compter les blaireaux, fouines ou belettes oubliés dans les fourrés. On inscrit les queues de renard, pour la prime, on reçoit les crânes de chiens ou de chats « suspects », et l'on va chercher à l'équarrissage les cervelles de bovins

ILS en sont encore tout retournés, les Legros. « Pensez donc ! Voir votre vache grimper au mur, comme ça, sans raison, en gueulant tant que ça peut. Et puis être obligé d'attendre qu'elle crève, sans même pouvoir abréger ses souffrances. » M. Henri Legros, cultivateur à Wadimont, un bourg de Thiérache aux confins des Ardennes et de l'Aisne, avait vingt vaches. Depuis le 14 novembre, il n'en a plus que dix-neuf. Pour cause de rage.

Avant même de connaître le résultat que confirmera l'Institut Pasteur, les Legros, père, mère et fils, se sont tous trois fait vacciner au nouveau centre antirabique de Charleville, inauguré en mai dernier à l'hôpital Manchester. « On est allés aujourd'hui pour la deuxième piqûre, précise la mère. Il y en a six. Et tant pis si c'est pour rien. Quand on voit les symptômes, on n'a pas envie de finir comme elle ! » Le fils, encore plus méfiant, en rajoute : « Il faudrait me payer cher pour que je coupe la queue d'un renard crevé et que je la mette dans la musette... »

Moi, pour manger une poule, faut qu'elle chante. Sinon, un coup de bâton et elle va au fumier ! »

L'émotion des Legros se comprend. A cinq kilomètres de chez eux, à Chaumont-Porcien, un gros éleveur (cent quatre-vingts bêtes) en a perdu quatre dans l'année. Une génisse de six mois « qui n'était pourtant jamais sortie de l'étable », puis trois bêtes de dix-huit mois, coup sur coup. « Il y a dix ans, explique leur propriétaire, M. Claude Dolivet, j'ai eu un taureau enrégimenté. Je l'ai tué moi-même, au fusil. En ce temps-là, on n'était pas assuré. On ne s'occupait pas de rage. Mais maintenant, c'est différent... »

Deux francs par tête

Sous la hure d'un sanglier accrochée au mur du couloir (« mon premier », dit-il), M. Dolivet explique que, cette fois, il a cotisé à la caisse de solidarité qui rembourse les bêtes perdues. « L'hiver dernier, j'ai tué cinq renards malades. Ils venaient mourir

près des fermes, dans les granges, au bord de la route. Et maintenant on n'en voit plus. »

Tous ces signes, ajoutés aux rumeurs colportées de ferme en ferme, aux articles de journaux et à la campagne officielle menée contre la rage, ont rendu les éleveurs prudents. Pas au point, cependant, de faire vacciner leurs troupeaux. C'est que, même combinée avec le vaccin contre la fièvre aphteuse, l'injection antirabique n'est pas gratuite. Quelques francs de plus par bête (1), cela compte, d'autant que la caisse de solidarité organisée par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) des Ardennes ne prend que deux francs par tête, c'est-à-dire moitié moins.

« Nous ne sommes pas une assurance », rectifie M. Olivier Molit, chef du service juridique de la chambre d'agriculture et gestionnaire de la caisse. « Nous faisons payer une cotisation et, pendant trois ans, nous nous engageons à rembourser les bêtes perdues à 50 % de leur valeur. En fin

d'exercice, on répartit les restes. » Avec beaucoup d'adhérents et peu de vaches enrégimentées, le système fonctionne. De 1971 à 1982, la caisse a versé 669 000 francs pour deux cent quarante-huit animaux, avec des remboursements qui, au bout du compte, se montaient à 100 %. Mais aujourd'hui, avec trois fois moins de cotisants qu'en 1972, année de la grande frayeur, et avec plus de pertes dans le cheptel, le système risque de se gripper. Ce ne serait pas pour déplaire aux services vétérinaires, qui apprécient peu cette caisse. « Elle encourage la laxisme », disent les fonctionnaires.

Pourtant, le rythme des vaccinations augmente : 34 000 bovins en 1982, 73 000 en 1983 — sur un cheptel de 300 000 têtes, dont 100 000 laitières. La subvention accordée par le conseil général des Ardennes (1 franc par tête) y est pour beaucoup.

A la direction des services vétérinaires de Laon, on critique plus volontiers les propriétaires de chiens et de chats.

“ Signes furieux ”

MALADIE virale transmise par la salive, la rage est mortelle pour l'homme dès que le virus atteint les centres nerveux.

A partir d'un « point d'entrée » (une morsure, généralement) la maladie débute par une phase d'incubation silencieuse, dont la durée est fort peu prévisible puisqu'elle varie de quelques jours à quelques mois. Aucun signe n'est alors visible.

Survient ensuite la phase « prodromique », caractérisée par de la fièvre, des maux de tête, des céphalées, signes non caractéristiques de la rage. D'où la difficulté d'une détection précoce et la confusion possible avec d'autres maladies à leur stade initial (encéphalites d'autres origines, poliomyélite, etc.).

Faute de traitement survient la phase d'excitation, caractérisée chez l'animal par des « signes furieux » et chez l'homme par des spasmes violents et douloureux du pharynx, notamment déclenchés par la vision de l'eau, une aéro-phobie, une agressivité qui peut s'accompagner d'accès de démence.

Puis vient la phase de paralysie : blocage de déglutition, de la respiration et de la fonction circulatoire, stade qui précède la mort. Chez l'homme, il arrive que cette phase s'installe d'emblée ; la mort survient alors très vite.

C'est à partir du point de pénétration que les virus prolifèrent dans l'organisme et qu'ils se multiplient d'abord

localement. A ce stade, c'est-à-dire avant que les cellules nerveuses soient atteintes, peut se situer le traitement salvateur, sous la forme de six injections (bientôt cinq) d'un millilitre d'un extrait obtenu à partir de lignées d'un cerveau animal contaminé, dont on extrait aujourd'hui des cultures cellulaires purifiées et qui sont lyophilisées.

La meilleure protection est évidemment apportée par la vaccination.

Le Comité français d'éducation pour la santé (1) rappelle, d'autre part, les précautions à prendre :

● Il est recommandé de ne pas recueillir d'animaux sauvages, malades ou morts.

● Il convient d'appeler un vétérinaire en présence d'un

animal domestique malade et surtout de ne pas toucher sa queue si sa mâchoire inférieure est paralysée.

● La protection des troupeaux et des animaux domestiques peut s'opérer par la vaccination dans les zones contaminées.

● Il est conseillé de vacciner systématiquement (deux injections sont nécessaires, suivies d'un rappel un an après) les personnes exposées : vétérinaires, garde-chasse, personnels de laboratoire, chasseurs et touristes de passage dans les zones contaminées.

C.B.

(1) 9, rue Newton, 75116 Paris. Le comité envoie sur simple demande une petite brochure comportant les renseignements nécessaires.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

PLACE MIDI
Parc loisirs. Choix de location. Déjeuner, tarif réduit.
BOISSET, 34 SERIGNAN (77) 32-26-17.

VACANCES ACTIVES EN AVEYRON
Créativité et rencontres. Stages artistiques, artisans, sportifs. Tarifs raisonnables. De 15-6 au 15-9. Découvrir sur demande : M. SAULLE, 48, rue du Taur, 31000 Toulouse. Tél. : (61) 21-95-78.

Produits régionaux

GELÉE ROYALE PURE
170 F les 20 g. Envoi franco. Marguerite, 305 anc. ch. de Méjannes, 30100 ALES.

Vins et alcools

GRANDS VINS DE BOURGOGNE
VENTE DIRECTE
CLAUDE NOUVEAU
Propriétaire-créateur
CHANGÉ, 21340 NOLAY

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMAMACHES
VENTEUIL, 51200 EPERNAVY
Tél. (28) 52-56-34 - Pour (28) 58-48-37
Vins vendus en bouteille - Tarif sur demande.

Découvrez un HAUT-MÉDOC

LE CHATEAU DILLON
Vente directe - Prix franco
LYCÉE AGRICOLE DÉPARTEMENT.
33290 BLANQUEFORT - Tél. 35-02-27

POUR VOS CÔTES-DU-RHÔNE

BEAUJOLAIS, BOURGOGNE, VINS DE TABLE
Demandez Tarif n° 219 gratuit à
J. BACHELIER, négociant-éleveur,
R.P. 83, 21202 BEAUNE (Côte-d'Or).

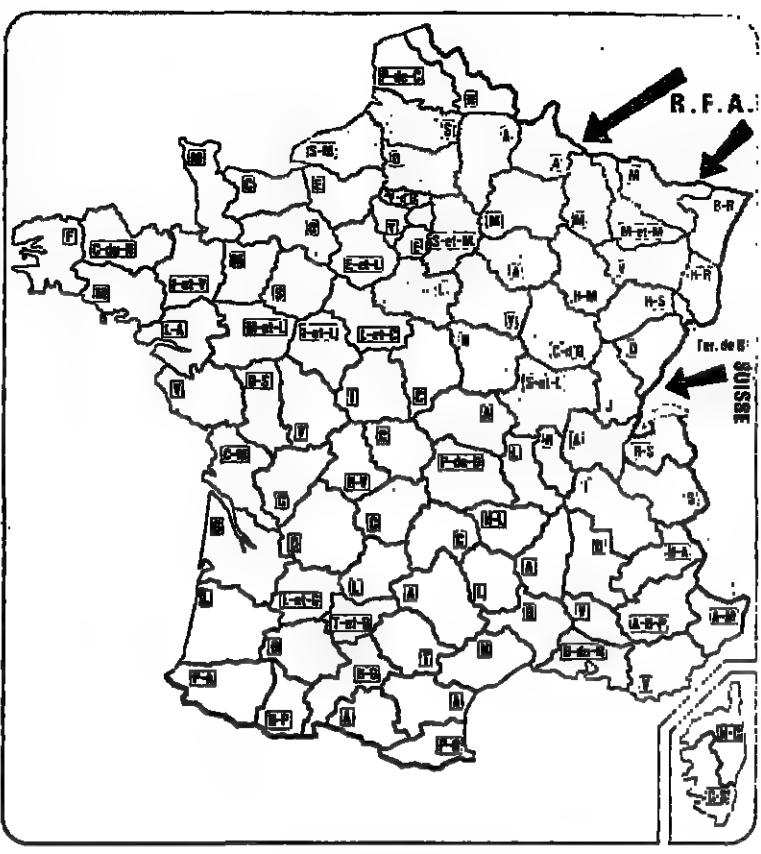
GRANDS VINS DE BORDEAUX

A.O.C. FRONSAC - TARIFS
GUILLOU-KEREDAN, Propriétaire
CHATEAU LES TROIS-CROIX, 33128 FRONSAC
Se recommander du journal

mais le risque demeure et le front progresse de trente kilomètres par an.

Au PC-laboratoire de Nancy

Recherches pour lutter contre l'épizootie vulpine.



LA RAGE VENUE DE L'EST :
LES DÉPARTEMENTS ATTEINTS
(janvier 1984)

Venue d'Allemagne en 1968, et revenue par la Suisse en 1978, la rage touche actuellement vingt-huit départements français. En ce début d'année, une recrudescence est observée sur les deux « lignes de front » : en Alsace, dans le Bas-Rhin, et autour de Paris, dans le Val d'Oise et en Seine-et-Marne.

partir de virus vivants est interdite par la loi : « Nous ne pouvons pas prendre le risque de remplacer une rage sauvage, dont on sait où elle est, par une rage vaccinale dont on n'aurait plus la maîtrise », observe le directeur du CNER. En outre, un renard ainsi vacciné revient cinq fois plus cher qu'un renard abattu. Les Suisses, qui ont commencé ce type de vaccination il y a cinq ans, continuent sur cette voie, alors que les Allemands, d'abord opposés à la formule, commencent à l'expérimenter depuis qu'ils ont réussi à « fabriquer » eux-mêmes leur propre virus.

L'élevage de renards d'Atton, ainsi que la station de terrain de Barisey-la-Côte, dans le Toulois, ont en outre permis au CNER d'étudier le comportement des renards. Les résultats obtenus vont plutôt à contresens des clichés traditionnels : les renards ne sont pas si agressifs qu'on le croit. Ils ne sont pas si dangereux. C'est l'arbre qui cache la forêt, explique M. Marc Artois, chargé de recherche au CNER. Il semble bien, selon lui, que l'animal furieux ne soit pas le principal vecteur, son attitude agressive ayant plutôt un effet dissuasif sur les autres animaux. En fait, l'animal enragé a une activité motrice plus importante qui l'entraîne hors de son territoire. Mais, en évoluant, la maladie le paralyse sur un territoire où il est considéré comme un intrus. C'est en cherchant à déloger l'animal paralysé par la rage que le renard sain serait contaminé. Et c'est ainsi que progresserait le front de la rage vulpine...

JEAN-LOUIS BEMER.

(1) Un enseignant de la faculté des sciences de Nancy est mort de la rage après une greffe de la corneée provenant d'une donneuse revenant du Moyen-Orient et atteinte de la rage.

POUR avoir été la première région contaminée, la Lorraine abrite depuis 1971 le Centre national d'études sur la rage (le CNER), installé dans la banlieue de Nancy. Le 26 mars 1968, en effet, le premier cas de rage de renard était enregistré à Monténach (Moselle) et, dès 1970, le conseil général de Meurthe-et-Moselle votait les crédits de construction de ce qui fut primitivement un laboratoire d'études sur la rage à la disposition des éleveurs des départements de l'Est, avant de devenir le CNER, placé sous la tutelle du ministère de l'agriculture.

Tous les matins ou presque, une trentaine de colis postaux peu ordinaires arrivent au CNER. Des spécialistes en retirent des têtes de renard ou d'animaux abattus dans toute la France et suspectés d'être atteints par la rage. En début d'après-midi, après analyse du cerveau de l'animal, les résultats, s'ils sont positifs, sont communiqués aux services vétérinaires du département qui en a fait l'envoi.

« Nous sommes chargés de faire un diagnostic pour tous les animaux abattus sans avoir eu le temps de morde ou de toucher l'homme », explique le docteur J. Blancou, directeur du CNER. Les animaux susceptibles d'avoir contaminé l'homme sont analysés dans les instituts Pasteur de Paris, Lyon et Lille et à la faculté de médecine de Strasbourg. Néanmoins, le CNER centralise tous les chiffres depuis la fameuse date du 26 mars 1968.

En 1982, la rage vulpine regagne du terrain et la rage bovine devient préoccupante. « Quarante-huit cas mortels ont été enregistrés depuis le début de l'année dans les Ardennes, et on peut estimer qu'il meurt actuellement de la rage au moins deux bovins par semaine », commente le docteur Blancou.

Selon les statistiques du CNER, moins de 7 % des renards enragés s'attaquent à l'homme. Le risque, pour lui, vient principalement des animaux domestiques, à commen-

cer par les bovins, les chiens et les chats. La vache enragée, au début, éprouve des difficultés à se nourrir, et c'est alors que les risques de contamination par la salive sont les plus grands car l'éleveur est parfois amené à plonger le bras dans la gueule de l'animal. Néanmoins, depuis 1968, aucun cas de rage humaine n'a été répertorié en France, hormis un cas exceptionnel (1).

Depuis 1982, le CNER est le plus important centre européen d'expériences sur la vaccination antirabique du renard. Des équipes suisses et allemandes

ont mené, dans la station d'élevage d'Atton, près de Nancy, des essais de vaccination des renards par voie orale, à partir de têtes de poulet « farcies » avec un virus vivant. Mais que devient ce virus de la rage qui survit environ dix jours sur le terrain ? La dose n'est-elle pas trop forte pour les petits rongeurs omnivores qui « goûtent » aux têtes de poulet ? Est-on sûr de vacciner toute la population vulpine qui, en outre, se reproduit tous les ans ?

En France comme aux Etats-Unis, cette vaccination à

les gardes préfèrent, aujourd'hui, le tir de nuit, plus sélectif.

« On ne tire que des renards », constate M. Maurice Guidex, garde-chef délégué pour le département de l'Aisne. « C'est très dur, et ça n'intéresse pas beaucoup les gens », ajoute son collègue des Ardennes, M. Roland Bécue, qui a inauguré la méthode en octobre 1982 (3).

Quant aux chasseurs de base, ils ne sont pas non plus très tentés par le renard. « On a beau leur dire que c'est un joli coup de fusil, ils préfèrent garder leurs cartouches pour du chevreuil ou du sanglier », avoue M. Francis Duczynski, directeur de la fédération des chasseurs des Ardennes. « Les gardes affectés à la fédération ont quand même tué 1627 renards en 1982 », précise M. Duczynski. Mais les 12 000 chasseurs du département ?

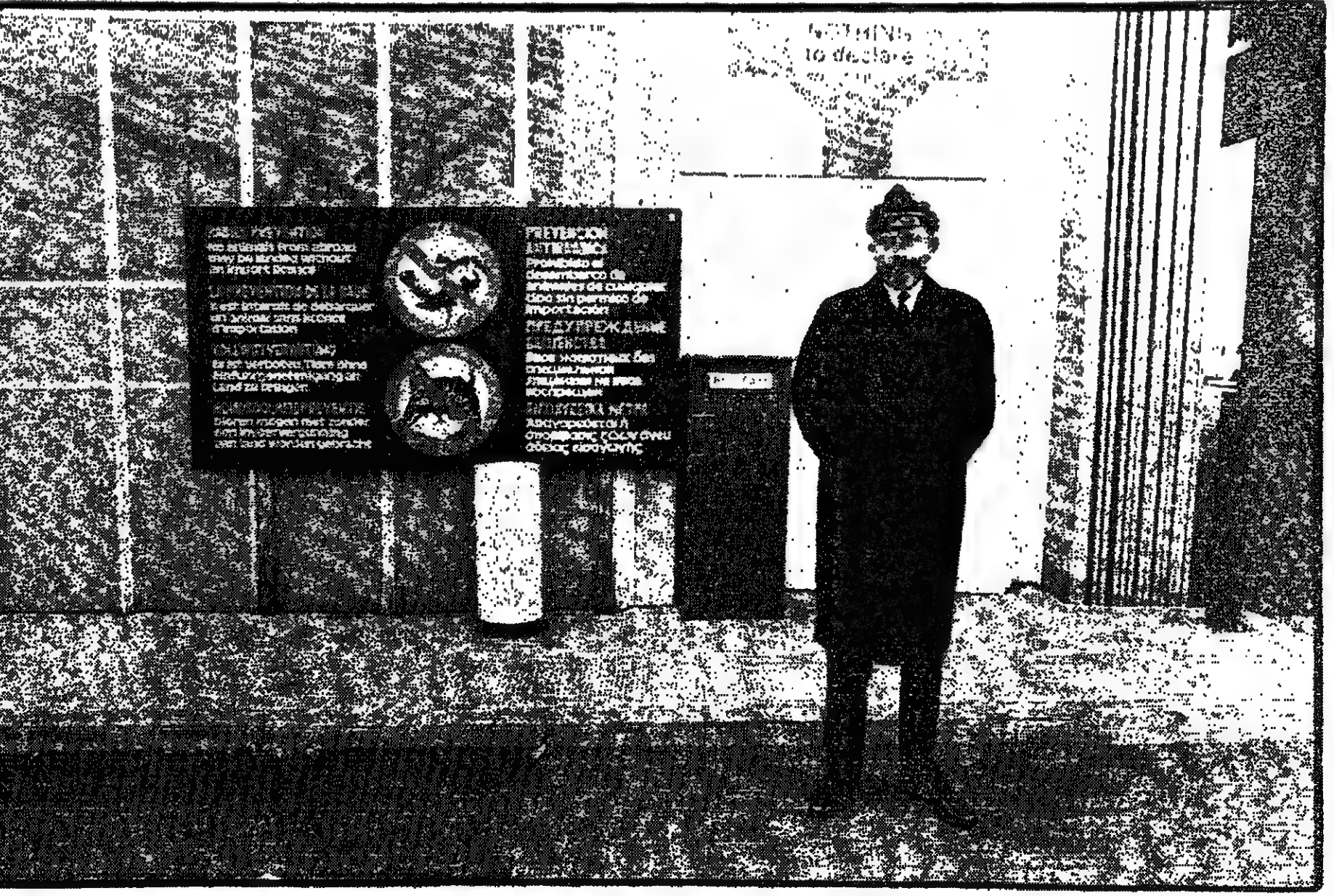
Dans les DDASS (directions départementales de l'action sanitaire et sociale), on apprécie modérément la traque du renard. « La prime à la queue, c'est dangereux. Cela encourage le contact avec les animaux morts », dit-on à Laon, où l'on estime que la rage devrait normalement s'éteindre d'elle-même, « faute de renards », décimés par la maladie. A Charleville, le docteur Jupinet ne cède pas à la panique. « La rage est une maladie de l'animal, souligne-t-il. Elle n'est donc pas notre préoccupation principale, mais on veille au grain. Un accident est si vite arrivé... »

Paradoxalement, c'est peut-être dans les régions non contaminées par la rage « vulpine » que les risques sont les plus grands, là où, précisément, on n'est pas sur le pied de guerre.

ROGER CANE.

- (1) La vaccination « mixte » contre la rage et la fièvre aphteuse coûte de 6 à 10 francs, soit un surcoût d'environ 4 francs.
- (2) L'empoisonnement à la strychnine est interdit depuis 1981. Seuls restent autorisés le gavage à la chloroforme ou au zyklon.
- (3) Le tir de nuit a été expérimenté pour la première fois en Haute-Savoie, en 1978.

En Europe, plusieurs pays sont totalement indemnes de rage : le Royaume-Uni, qui interdit toute importation d'animal sans licence, l'Irlande, la Norvège, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Bulgarie. Les plus atteints sont les deux Allemagnes : l'Autriche, la Suisse, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

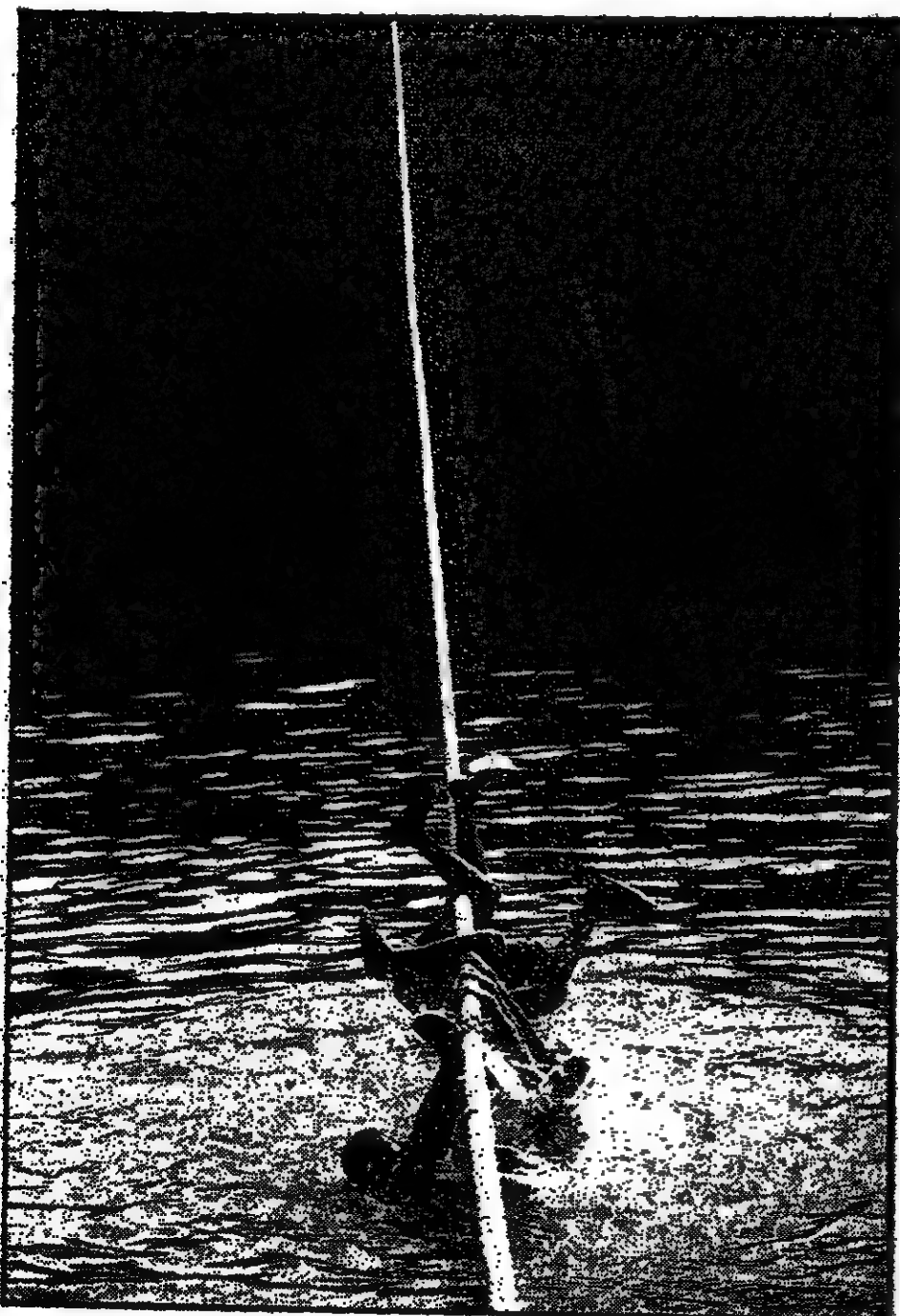


Erwitt

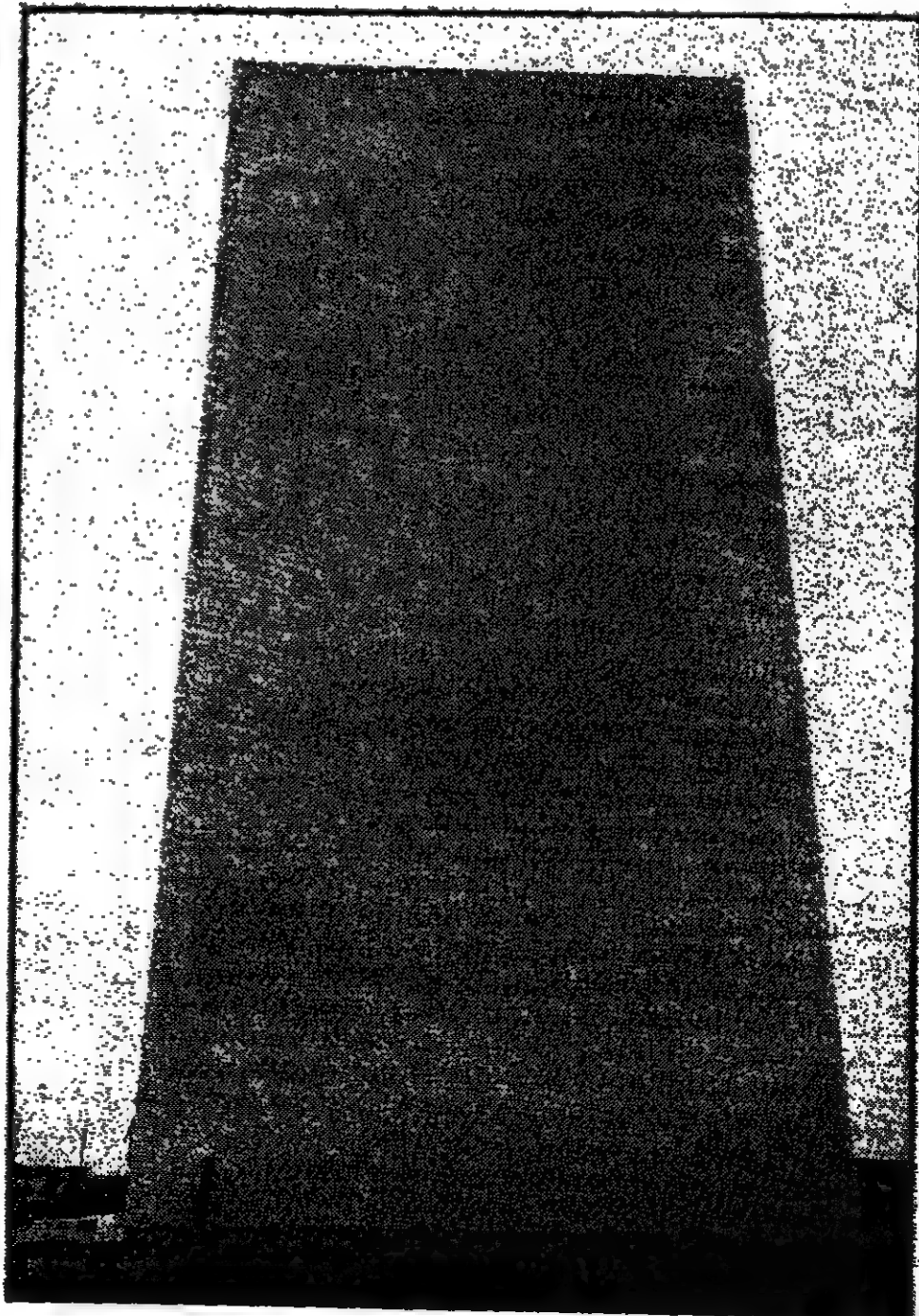
Eliott, photographe américain, né en 1928. Reporter à l'agence Magnum. Grand baladeur, il s'est



New-Jersey, 1951



A gauche :
Tahiti, 1980



A droite :
Brasilia, 1961

مكتبات الأمل

révélé très vite comme un spécialiste du scoop international.

**L'ironie
pour rire**

ENTRAÎNÉ par le réel dont il est à la fois l'exploiteur et la victime, le photographe ne doit pas souvent son salut qu'à la facétie.

Aucun d'eux n'y échappe, comme si dans la mission de vérité qu'ils doivent assumer, la tâche devenait à un moment trop lourde et qu'ils se laissaient aller à voir, tout d'un coup, sinon la vie en rose, du moins l'existence en moins gris.

Après les soldats en lutte sur les plages normandes, après le milicien tchécoslovaque, Robert Capa ne pourra pas s'empêcher de saisir d'autres moments de guerre, armé cette fois de tendresse et de dérision : Cartier-Bresson, tragique à Shanghai, s'amuse avec Giacometti sous la pluie.

L'humour, la grande arme du littérateur, est-il accessible au photographe ? Ne faut-il pas davantage parler d'ironie - cette « distorsion » entre l'idéal et le réel - quand, privé du stock illimité des mots et de leurs images, on doit se contenter du raccourci de situation, du collage instantané ?

Le régime auquel nous soumettons Elliott Erwitt dans cette double page lui plait-il ? Sans doute pas. Mais c'est le lot des photographes d'être soumis à tous les caprices de la presse.

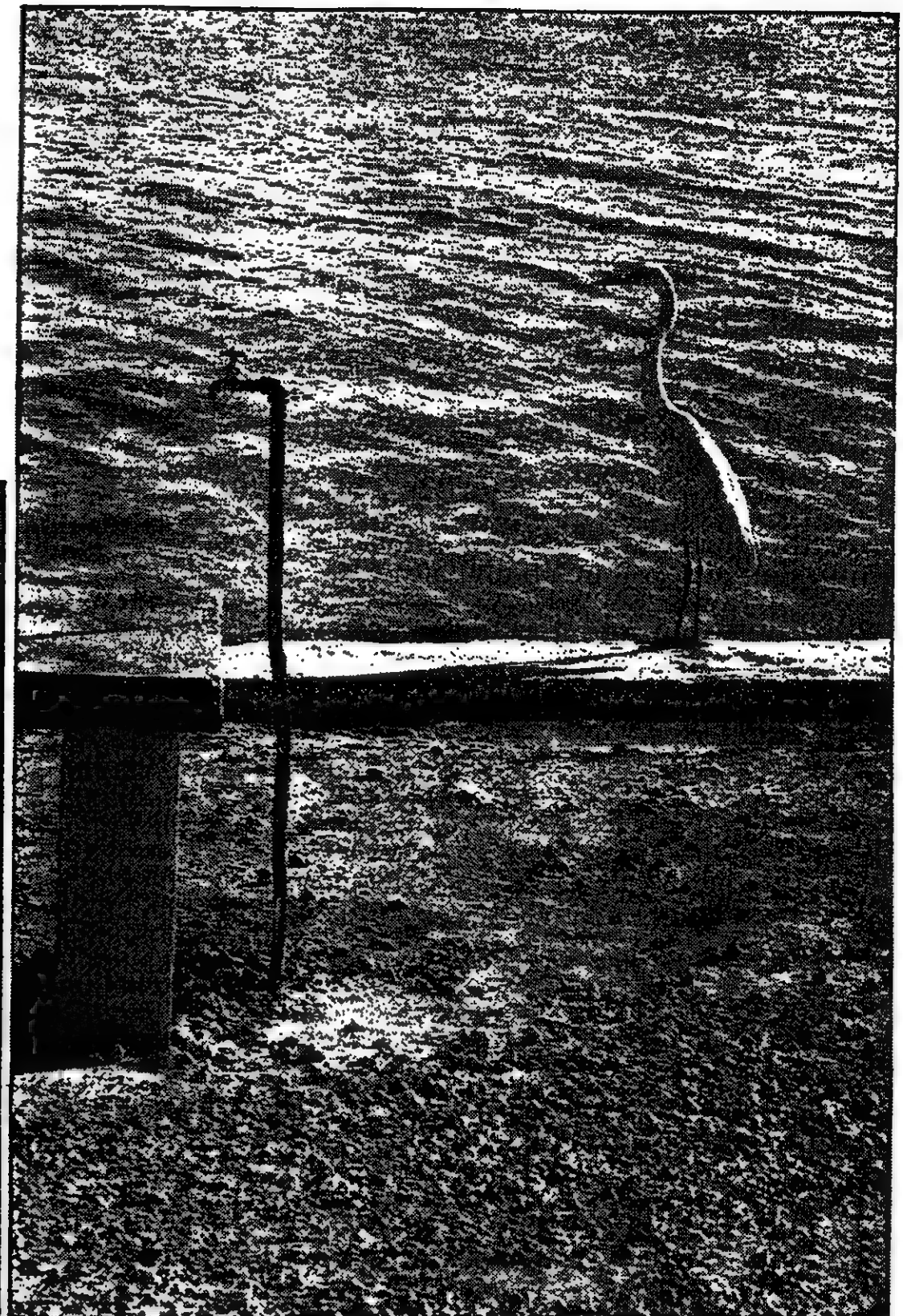
Quel rapprochement peut-on faire entre ce « GI » en manœuvres, qui tire la langue à l'objectif, et ce chien qui se moque de ses maîtres, sur une plage française ? Aucun.

Il était seulement tentant de rassembler quelques clichés d'un grand photographe qui a pris le temps de s'amuser.

* Exposition Elliott Erwitt, jusqu'au 10 mars 1984, Galerie Magnum, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.



Nicaragua, 1954



Floride, 1968

A gauche : Tahiti, 1980

Saint-Martin-de-la-Mer, 1977



Mont Fuji, 1977



A droite : Brasilia, 1961

Moenjodaro dévorée par le sel

La civilisation de l'Indus risque de voir disparaître l'un de ses témoins les plus étonnants.

CETTE ville a plus de quatre mille cinq cents ans : Moenjodaro, à 400 kilomètres au nord-est de Karachi (Pakistan), est la ville la plus importante de la civilisation de l'Indus. Celle-ci s'est épanouie - à partir de 2700 avant Jésus-Christ - et s'est éteinte mille ans plus tard dans une très vaste région allant, d'ouest en est, de la frontière actuelle Pakistan-Iran sur la mer d'Oman aux environs de Delhi et, du nord au sud, de la province afghane de Badakhshan au golfe de Cambay (à 600 kilomètres au sud-est de Karachi). La civilisation de l'Indus, qui date de l'âge du bronze, couvrait une surface beaucoup plus vaste que ses contemporaines, les civilisations nilotique et mésopotamienne.

Le premier site ayant été identifié en 1921 à Harappa (à

200, Moenjodaro pouvait peut-être compter une population de 30 000 ou 35 000 habitants. Un urbanisme élaboré se développe, mais, curieusement, ces villes n'ont ni temples ni palais comme les civilisations égyptienne et mésopotamienne en ont édifié à la même époque. Il n'y a pas non plus de nécropoles connues. Les seuls monuments de Moenjodaro qui aient une certaine importance sont des « greniers » de stockage de céréales (?) et le « grand bain », un bassin de 11,9 mètres de long, 7 mètres de large et 1,9 mètre de profondeur.

Autre caractéristique de la civilisation de l'Indus : chaque maison avait son puits, alors que, en Égypte et en Mésopotamie, on allait chercher, dans la plupart des cas, l'eau au fleuve. A Moenjodaro, il y a ainsi un puits cylindrique tous les

Pas plus que d'ensembles monumentaux, il n'y avait de grands objets culturels. La plus grande sculpture connue n'atteint pas même 50 centimètres. Le célèbre buste en stéatite (une sorte de pierre de talc), baptisé le Roi-prêtre bien que rien ne permette de vérifier que le personnage remplissait cette double fonction, n'a que 15 centimètres de haut.

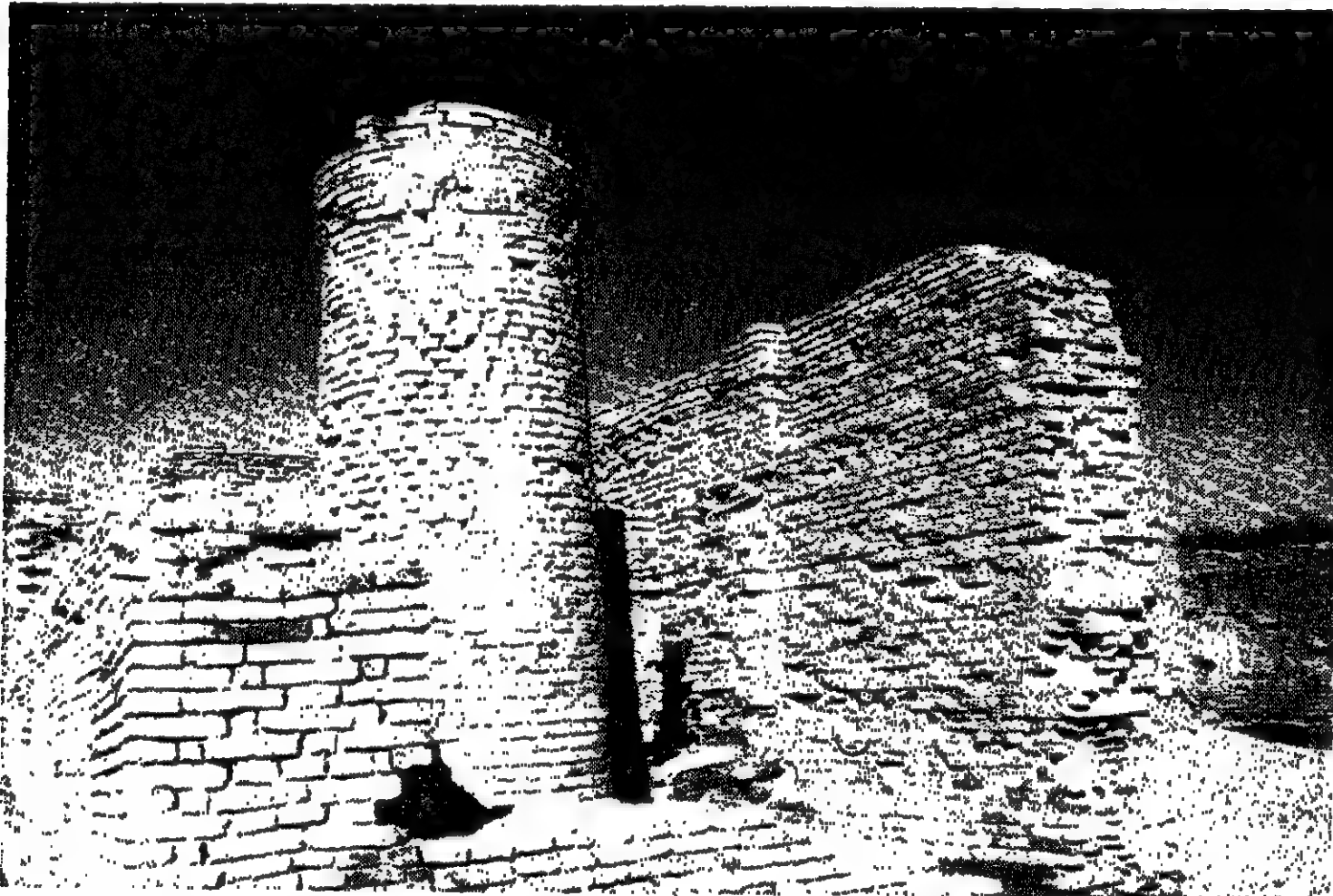
Mais les hommes de la civilisation de l'Indus ont façonné en stéatite, en terre cuite ou en bronze de petites statuettes (féminines dans leur majorité), de petits animaux (écureuils, singes, oiseaux, bovins), des jouets (bovins à tête articulée, miniatures de chariots attelés à des bovins). Et surtout, ils ont gravé des sceaux d'une finesse incroyable dont on a retrouvé quelques exemplaires en Mésopotamie dans des niveaux archéologiques

Ensuite, la décadence est prouvée : entre autres signes, les niveaux supérieurs de Moenjodaro montrent que l'urbanisme se dégrade peu à peu.

Environ un dixième de Moenjodaro a été fouillé. Actuellement, une équipe de l'université d'Aix-la-Chapelle, dirigée par la professeur Michael Jansen, travaille sur le site. D'abord, elle a repris toutes les publications et tous les résultats de fouilles antérieures. Ensuite, elle a mis au point une méthode de relevés photographiques originale, rapide et peu coûteuse. Un ballon captif de 130 mètres cubes rempli d'air chaud emporte un panier où est installée une double caméra. Le ballon peut monter jusqu'à 200 mètres d'altitude et il est manœuvré du sol par des cordes. Coût du ballon et de son panier : 15 000 marks (47 000 F) ;



Chariot-jouet en terre cuite.
(Musée de Moenjodaro.)



Des puits, comme des tours.



175 kilomètres au sud-est de Lahore), la civilisation de l'Indus porte aussi le nom de harappéenne. On a repéré actuellement un millier de villes et de villages appartenant à cette civilisation.

Moenjodaro (1) a été découverte en 1922, au cours d'explorations de routine du service archéologique des Indes britanniques. Deux ter- res avaient été signalées dans la plaine marécageuse de l'Indus. Le plus grand, haut seulement de 5 à 7 mètres, couvrait 45 hectares ; le plus petit (8 hectares) dominait la plaine de ses 22 mètres, et son sommet était couronné par les ruines d'un stupa (2) du deuxième siècle après Jésus-Christ. Très vite, les fouilles révélèrent que Moenjodaro et Harappa appartenaient à une même civilisation.

Le premier, le docteur Rafiq Mughal a établi, en 1971, la chronologie des périodes de la civilisation de l'Indus. De 2700 à 2400 avant Jésus-Christ s'est déroulée la période de début de cette civilisation tout à la fois urbaine et agricole. Ces trois siècles sont caractérisés par des agglomérations petites, une architecture simple où se distinguent encore de multiples formes locales.

De 2400 à 1900, la civilisation de l'Indus connaît sa période de maturité, d'apogée. Certaines villes atteignent des dimensions considérables : sur 80 hectares environ et selon un plan orthogonal dessinant des rectangles de 400 mètres sur

25 mètres environ. Tous sont en maçonnerie de briques cuites et ont été exhaussés au fur et à mesure que les maisons neuves étaient construites sur les ruines des maisons anciennes (la durée de vie d'une maison était probablement d'une quarantaine d'années). Dans les quelques 8 hectares fouillés, le décapage des couches archéologiques successives a dégagé la maçonnerie des puits, qui se dressent maintenant sur plusieurs mètres de hauteur et ont l'air ainsi de cheminées d'usine !

Briques cuites

Toutes les maisons sont faites de briques cuites de dimensions presque constantes (27 cm de long, 13 cm de large, 6 cm de haut en moyenne). Ce qui suppose d'abord une production industrielle standardisée pendant des siècles et sur des centaines de milliers de kilomètres carrés, ensuite des ressources en bois suffisantes pour cuire toutes ces briques.

De même, le système de poids était uniforme : outre de petites balances faites de deux plateaux accrochés aux deux bouts d'un filéau, on a retrouvé de très nombreux poids de pierre en forme de cubes ou de prismes allongés. L'unité de base semble avoir été le poids de 13,625 grammes qui se divisait ou se multipliait selon des progressions régulières.

bien datée. Une preuve de plus de l'existence de vastes réseaux commerciaux grâce auxquels les villes de la vallée de l'Indus se procuraient - probablement en échange de leurs céréales - les matières premières (cuivre, étain, or, argent, bitume, lapis-lazuli, corail, etc.) dont ils avaient besoin.

Les sceaux, en général carrés ou rectangulaires, de quelques centimètres de côté, portent des représentations animales (zèbre, gail, rhinocéros, tigre, gazelle, éléphant (« licorne », etc.) et des signes d'écriture. Depuis plus de cinquante ans, on essaye de lire cette écriture qui comprend, en l'état actuel des connaissances, près de trois cent cinquante signes différents. Périodiquement, on annonce avoir trouvé la clé de cette écriture et non moins régulièrement, on reconnaît, peu après, que la clé ne fonctionne pas. Ne nous moquons pas de ces essais. On ne connaît aucune inscription bilingue. Et on ne dispose d'aucun texte long : rarement, une inscription comporte plus de douze signes.

A partir de 1900 avant Jésus-Christ, la civilisation de l'Indus entre dans sa période de décadence et disparaît vers 1700 pour laisser la place à des cultures locales beaucoup plus frustes. Elle ne s'est pas arrêtée brusquement à l'arrivée des Aryens, comme on l'a dit trop souvent. Tout d'abord, ceux-ci ne sont apparus que vers 1500 avant Jésus-Christ, et il n'y a pas de traces de guerre.

coût d'une heure de photographie : 20 marks (62 F). Depuis 1982, ce système a pris sept cents couples stéréoscopiques de photographies qui donnent toutes les informations possibles pour des niveaux archéologiques bien précis.

Mais sitôt dégagés, les restes de Moenjodaro sont menacés de disparition. Lorsque les fouilles ont commencé en 1922, la nappe phréatique était à la profondeur de 7,5 mètres sous la surface du sol. A partir de 1933, le barrage de Sukkur (à 50 kilomètres au nord-est du site) a permis d'irriguer les terres arides situées à son aval. Du coup, le niveau de la nappe phréatique a monté : elle est maintenant à 4,50 mètres de profondeur en hiver et à 2,25 mètres en été. L'eau monte par capillarité dans les murs de brique. Or elle est chargée de sels minéraux solubles. Avec la chaleur de la région (en janvier, il peut déjà faire 30°C), l'eau s'évapore par la surface des briques. Les sels restent, cristallisent, et les cristaux font éclater les briques qui se désagrègent. Bien entendu, ce sont les couches de briques du bas des murs qui sont attaquées, si bien que les murs déstabilisés basculent.

Depuis des années, les autorités pakistanaises étudient les problèmes posés par la conservation de Moenjodaro, qui appartient non seulement à leur passé national mais aussi au patrimoine culturel mondial. Dès 1960, elles ont fait

appel à des experts de l'UNESCO. En 1974, M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, a lancé un appel à l'aide internationale. En 1979, son successeur, M. Amadou Mahtar M'Bow, a signé un accord avec le gouvernement pakistanais pour organiser cette aide.

Sauvegarde

Le coût de la sauvegarde et de la mise en valeur du site de Moenjodaro est estimé à 16 millions de dollars (environ 140 millions de francs) ; 6,75 millions de dollars ont déjà été dépensés par le Pakistan, 3 millions de dollars ont été donnés par divers pays (3). Il manque donc encore un peu plus de 6 millions de dollars. A un séminaire, organisé en janvier dernier à Karachi et à Moenjodaro, M. Niaz Mohammad Arbab, ministre de la culture, a annoncé qu'une exposition itinérante permettrait, pour la première fois, de présenter hors du Pakistan des objets originaux trouvés à Moenjodaro et à Harappa, et ainsi de collecter de l'argent.

Une société pour la préservation de Moenjodaro, présidée par le président de la Cour suprême, M. Justice Abdul Kadir Sheikh, coordonne les travaux, en collaboration avec M. Mohammad Ishtiaq Khan, directeur général de l'archéologie et des musées.

Le plus urgent est d'arrêter la montée du sel. Quatorze puits ont été forés tout autour du site, et le pompage a commencé au début de septembre

dernier au rythme total d'environ 1 mètre cube par seconde. On espère ainsi faire baisser la nappe phréatique à 6,60 mètres au-dessous de la surface du sol en quinze mois. Au 31 décembre, les premiers résultats étaient très encourageants, la nappe était déjà descendue de plus de 1 mètre. Ces quatorze puits, avec leurs systèmes de drainage, de pompage et d'évacuation de l'eau (dans un canal d'irrigation) ont coûté 14 millions de roupies (9,8 millions de francs). Or on estime qu'il faudrait cinquante-six puits pour faire baisser la nappe à une vingtaine de mètres au-dessous de la surface du sol.

Il y a aussi l'Indus, dont le cours changeant, les méandres divagants et les crues importantes constituent une très sérieuse menace pour Moenjodaro ; plusieurs projets de digues ont été élaborés, mais ils n'ont pas encore été réalisés, faute d'argent.

Quoi qu'il en soit, il faut faire vite, sinon Moenjodaro aura disparu dans moins de vingt ans, comme l'a rappelé M. Luis Montreuil, secrétaire général du Conseil international des musées.

YVONNE REBEYROL

(1) Le nom s'écrit Moenjodaro jusqu'à ce que les Pakistanais décident, en 1960, d'en changer l'orthographe.
(2) Monument typique du bouddhisme, généralement en forme de cloche.
(3) Les principaux donateurs sont les États-Unis (960 000 dollars), le Japon (600 000 dollars) et l'Allemagne fédérale (375 000 dollars).

En feu

سکرمات الامل

En feuilletant les pages-écran

Les Nantais amoureux de leur TELEM

CONTRAIREMENT à Grenoble, où le maire R.P.R., Alain Carignon, vient de renoncer à continuer l'expérience CLAIRE, Nantes a décidé de développer son système de télématique municipale TELEM. Le nouveau maire, lui aussi R.P.R., le sénateur Michel Chauty, en a autorisé l'accès aux particuliers à domicile et accepté l'élargissement de TELEM aux communes de l'agglomération qui le souhaitent. A Pâques, onze communes de la banlieue, représentant avec Nantes 400 000 habitants, disposeront

cependant une optique nouvelle : « associer d'autres partenaires pour diminuer le coût et démocratiser le produit », explique Robert Diat, 27 ans, R.P.R., adjoint de Michel Chauty et son homme de confiance pour les affaires de communication.

Rapidement, les communes de la banlieue ont été sollicitées par Nantes qui leur a proposé d'inclure leurs informations municipales et associatives dans la banque de données (chaque page-écran leur sera facturée 150 F) et de

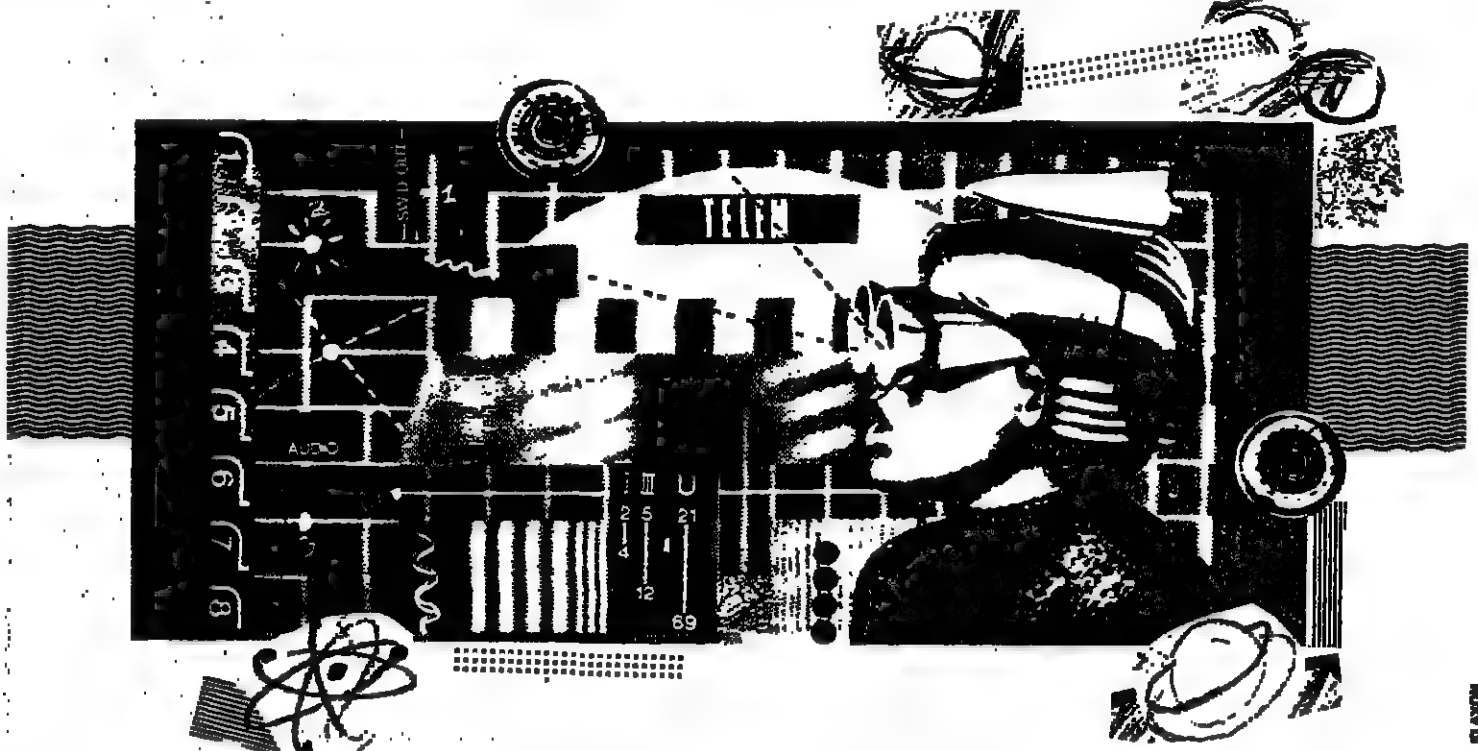
somme, la ville a perçu deux subventions : 0,3 million de l'agence pour le développement de l'informatique et 0,4 million de la DATAR en 1983. Cette dernière aide est liée à l'extension de TELEM aux communes de l'agglomération.

« Ouest-France » inquiet

Cet élargissement pourrait conduire à courte échéance à modifier la structure juridique de TELEM. Le système, jusqu'ici contrôlé par la seule ville de Nantes, sera proposé

rait avoir la communication comme but et être le support d'étude du câble. 38 000 foyers sont déjà raccordés à des antennes collectives de télévision dans le « Grand Nantes ». Mais nous savons qu'il ne suffit pas de câbler, il faut définir ce qu'on veut faire passer par le câble. Prudence donc, mais nous suivons tout cela avec le plus grand intérêt. Les deux années qui viennent vont être décisives », annonce M. Diat.

Le premier rendez-vous technique aura lieu fin 84. A cette date, la saturation du ma-



de terminaux pour consulter la banque de données de TELEM enrichie de leurs informations locales et d'une capacité de près de 10 000 pages-écran.

Deux ans après sa mise en service, TELEM est presque devenu familier aux Nantais. On compte aujourd'hui 15 000 consultations par mois, soit la moitié exactement des demandes d'informations les plus diverses formulées par le public chaque mois auprès des services municipaux et paramunicipaux. Les activités « temps libre » représentent à elles seules une interrogation sur deux : sport 21 %, loisirs 16 %, vacances 11 %, suivies par la rubrique consommateurs 10,5 %, l'enseignement 8 % et les services municipaux 7,5 %. Au 1^{er} janvier 1984, TELEM a enregistré 170 000 consultations. Le système est de plus en plus sollicité.

70 francs par mois

Aux 23 terminaux installés dans des lieux publics — gare, mairie, centres sociaux, bureaux de poste — et servis par une hôtesse chargée d'expliquer le fonctionnement aux usagers, sont venus s'ajouter près de 400 points de consultation à domicile. La municipalité a autorisé l'administration des télécommunications à commercialiser le système en octobre 1983 et attribué 20 portes, soit la moitié de la capacité d'accès à TELEM, pour les abonnés privés. La télématique se développe en Pays de Loire, où, sur un million d'abonnés au téléphone, 1 000 Minitel sont en service.

TELEM n'a fait en mars dernier l'objet d'aucune querelle au cours de la campagne électorale. Les nouveaux élus ont continué immédiatement l'exploitation du système. Avec

mettre à leur disposition des terminaux de consultation. L'accès à domicile (70 F mensuels : la location d'un Minitel aux Télécom) est considérée comme une démocratisation.

Mais déjà les élus nantais ont pris des contacts avec le conseil régional des Pays de Loire présidé par Olivier Guichard (R.P.R.) pour lui proposer le support de communication TELEM. Ils vont en faire autant avec le conseil général de Loire-Atlantique, où l'opposition est majoritaire. Des pourparlers doivent s'engager prochainement avec les professionnels nantais pour confectionner des pages sur l'hôtellerie, la restauration, le logement. « Nous voulons faire de TELEM un outil performant, doté d'un maximum d'informations, pour être prêts au moment du grand boom que constituera en 1986 l'arrivée de l'annuaire électronique à domicile dans le département », affirme Robert Diat. « Nous préparons cette échéance dans une relative discrétion. L'année 1984 va être pour nous celle de l'expérimentation, de l'élargissement du service, mais quand nous serons prêts, nous prendrons toutes dispositions pour vendre TELEM comme service public. » L'un des soucis actuels de la municipalité est de trouver des partenaires financiers pour que TELEM couvre largement ses charges.

Robert Diat se félicite des résultats obtenus jusqu'ici : « Nantes est en avance sur la télématique municipale en ayant dépensé peu d'argent par rapport aux autres. » Depuis le lancement en 1981, TELEM a coûté 1,3 million en investissement (0,7 million payé par la ville de Nantes et 0,6 million de prêt de matériel par la direction générale des télécommunications) et 2,1 millions en fonctionnement. Sur cette

comme compétence nouvelle aux dix-neuf communes du syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération. Ensuite, si les assemblées régionale et départementale et des partenaires privés s'y intéressent, une autre formule devra être trouvée.

« Je suis partisan d'une société d'économie mixte, qui a le double avantage d'assurer la représentation des élus et de garantir la transparence financière totale. Cette société pour-

riel TELEM sera atteinte, en capacité de stockage d'informations et d'accès. Il faudra réinvestir 200 000 F pour offrir de nouvelles possibilités de développement. Les quotidiens présents à Nantes, Ouest-France et Presse-Océan le savent. Inquiets au démarrage de l'expérience, ils avaient semblé la suivre d'assez loin. Ils vont de nouveau s'y intéresser de très près.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ

Médias du Monde

Etats-Unis : record de consommation

Les Américains viennent de battre un nouveau record : celui du temps passé devant la télévision. Selon le Bureau de la publicité télévisée, la consommation du foyer moyen s'élève pour l'année 1983 à sept heures et deux minutes par jour contre six heures et quarante-huit minutes l'année précédente. Dès les débuts de la télévision, le spectateur américain fut l'un des plus assidus puisque sa consommation atteignait déjà quatre heures et demie par jour. Le cap des cinq heures fut dépassé en 1956. Mais il a fallu attendre 1971 pour que tombe le record des six heures par jour.

Bonne année pour les « networks »

Les trois grandes chaînes nationales de télévision, ABC, CBS et NBC — les networks — sont satisfaites de l'année 1983. Elles ont vu en effet leurs recettes publicitaires croître de 12,3 % pour atteindre 8,4 milliards de dollars. Si, comme elles l'espèrent, les trois chaînes ont réussi à maintenir l'augmentation de leur coût de production en dessous de la barre des 10 %, l'année sera donc largement bénéficiaire. Comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule, le premier trimestre publicitaire s'annonce très bien et les networks misent sur une croissance de 18 % pour l'année 1984.

La dernière trouvaille de Nolan Bushnell

Fondateur d'Atari, M. Nolan Bushnell n'a pas fini d'étonner le monde de la communication. En revendant Atari à la société Warner, M. Bushnell avait pris l'engagement de rester à l'écart du marché des jeux vidéo pendant quelques années. Il en a profité pour explorer d'autres secteurs des nouvelles technologies et créer une trentaine de petites sociétés innovantes. Sa dernière trouvaille s'appelle Active Television. Il s'agit de diffuser simultanément sur une même fréquence plusieurs programmes de télévision. L'émission, codée par multiplexage, est décodée chez l'abonné par un microprocesseur. Cet équipement permet d'afficher dans le bas de l'écran de télévision trois images montrant des aspects différents du même programme.

Il peut s'agir, selon les cas, d'angles de vue différents pendant le retransmission d'un match de football ou d'une version pornographique d'un film de long métrage... La procédure a des applications intéressantes dans le domaine publicitaire : il permet de diffuser simultanément jusqu'à seize versions d'un spot, le microprocesseur choisissant automatiquement celle qui est adaptée à la catégorie socioprofessionnelle ou aux habitudes d'achat du foyer.

Pays-Bas : TV 5 peut passer

Neuf jours après le début de ses émissions, TV 5 cessait d'être diffusé aux abonnés du réseau par câble d'Amsterdam. Le programme de télévision francophone, retransmis par satellite, avait passé la frontière sans payer son dû à la BUMA, la puissante société de droits d'auteur néerlandaise (le Monde du 14 janvier). Aujourd'hui, TV 5 peut être à nouveau reçu aux Pays-Bas mais sur le réseau câblé de La Haye. La CASEMA, propriétaire du réseau, a en effet négocié avec la BUMA une redevance forfaitaire de 10 centimes de florin par an et par abonné.

Comme la CASEMA est le plus important éditeur de presse distributeur des Pays-Bas (700 000 abonnés), l'ambassade de France estime que cet accord servira de modèle pour les négociations avec les autres réseaux. En attendant, c'est sur le réseau de La Haye que M. François Mitterrand inaugurera officiellement TV 5, le 6 février prochain.

Bulgarie : la télévision fait des ravages

L'agence officielle de presse bulgare le déplore mais est bien forcée de le constater : la télémanie, ce fléau international, n'épargne plus la Bulgarie. D'après une enquête effectuée par le Centre national d'information scientifique, les Bulgares ont passé l'an dernier 114,8 minutes par jour devant leur petit écran. La radio occupe la seconde place dans la consommation culturelle du pays avec 87,7 minutes d'écoute quotidienne.

La même enquête nous apprend, avec une précision admissible, que les Bulgares consacrent 14,6 minutes par jour à la lecture d'un livre, 6,3 minutes à celle d'un journal, 4,1 au cinéma, 0,3 au concert et aux expositions et, enfin, 0,2 à l'opéra et au ballet.

Radios Locales

Hermès aide « Pyrène »

mentaire pour les enregistrements à diffusion différée.

En attendant l'autorisation officielle et, dans la foulée, les subventions de la ville et du conseil général (l'une et l'autre à majorité de gauche), l'association des commerçants joue le jeu de la légalité : pas de publicité commerciale collective ou individuelle. Seulement, entrecoupant trois bulletins d'informations locales d'une demi-heure à 12 h 15 et à 19 h, des petites annonces indiquant un numéro de téléphone. Petites annonces réservées en priorité, gratuitement et à cinq reprises, aux auditeurs amis : ceux qui ont accepté de prendre une carte de soutien annuelle de 100 F. Pour les auditeurs qui n'ont pas cette carte, on demande 30 F.

La station continue de fonctionner avec une équipe de quinze bénévoles — enseignants, comptables, cadres de banque, radio-électroniciens, chômeurs... Elle envisage de recruter plus tard un directeur de la station et d'appointer trois ou quatre permanents.

Tarbes et la Bigorre sont passionnées de rugby. Pourtant, Pyrène 98 est la seule des six radios locales à retransmettre chaque dimanche (en direct) les matches des trois grands clubs de rugby de

Tarbes, Lourdes et Bagnères, à domicile ou à l'extérieur. Pas de sponsors pour cela. Deux anciens internationaux de Tarbes, Louis Casaux et Norbert Dargèles, se font facturer le montant de la location des circuits téléphoniques sur les stades. Le président de la fédération lui-même admire les reportages vivants et enthousiastes de Pyrène 98, dont les journalistes amateurs sont dirigés par un pied-noir transplanté, André Halimi.

La station fait porter son effort, dans sa nouvelle grille de programme, sur des émissions musicales variées, qui servent d'ambiance sonore à la ville par le truchement des transistors et des appareils F.M. installés dans les deux cents magasins du centre-ville et des rues adjacentes, et cela, de 9 h à 20 h. Le samedi, la station prolonge ses émissions jusqu'à 22 h pour un hit-parade réservé aux meilleurs nouveaux disques. Autre innovation : le maire de Tarbes, Raymond Erracaret (PCF) a décidé de répondre chaque mois pendant une heure en direct à tous les appels téléphoniques sur la vie à Tarbes, ses difficultés, ses projets.

Pyrène 98 aborde la nouvelle année avec quelques milliers de francs dans la caisse (ses responsables affirment que la station « tourne » avec 5 000 F de frais

général mensuels) et des projets. En particulier faire parler les commerçants à l'antenne de leurs professions, participer à la manifestation de la jeune chambre économique consacrée à l'artisanat... Branchée sur les initiatives locales, Pyrène 98 veut se démarquer des autres radios locales : Radio-Bigorre, plus ancienne, la seule à diffuser chaque jour des informations nationales et internationales (celles de Radio Express, à Paris), Radio Tarbes-Pyrénées, support des titres et des informations du quotidien de Tarbes la Nouvelle République (passée sous contrôle de la Dépêche du Midi), Radio-Belle et RCM, émanation de deux discothèques, et Radio-Pétroville, une radio lancée par des dissidents de Radio-Bigorre.

L'Association du commerce indépendant de Tarbes a obtenu récemment deux jugements en sa faveur — pour « concurrence déloyale » — à l'encontre de Radio-Belle, pour les animations en direct faites par cette dernière depuis une grande surface de la banlieue de Tarbes. Le tribunal de Tarbes, en première instance, puis la cour d'appel de Pau ont condamné Radio-Belle à des amendes, pour le passé et pour l'avenir. Jugement qui ne pourra que profiter... à Pyrène 98.

GILBERT DUPONT.

Marche arrière

Je ne sais si beaucoup d'enseignants auront été surpris par le phénomène de l'illettrisme révélé par le Conseil des Ministres du 11 janvier. Beaucoup en tout cas se seront étonnés de la façon préconisée par les spécialistes pour y porter remède : l'emploi de l'ordinateur pour un déchiffrement rapide.

Pour ma part, je continue de croire que c'est l'usage exagéré, si non exclusif, des moyens audiovisuels qui a la longue abouti à cette situation désastreuse : les enfants à qui l'on a appris à lire, n'ont pas tous appris à lire, et les autres, qui ont appris à lire, ne savent pas lire. Ils ont appris à lire, mais ils ne savent pas lire. Ils ont appris à lire, mais ils ne savent pas lire. Ils ont appris à lire, mais ils ne savent pas lire.

Le gâchis de l'école d'aujourd'hui - l'illettrisme n'est heu-

reusement que le cas limite - ne provient-il pas du désir exagéré de calquer l'école, non sur la vie, mais sur la société de consommation ? N'est-ce pas coupable d'avoir laissé croire qu'à l'école on pouvait réussir sans peine ? point de leçons à apprendre, point de devoirs à faire, les mains dans les poches à l'aller comme au retour de la classe : un jour ou l'autre ça se paie.

Ce sont malheureusement toujours les mêmes qui sont victimes de la « grande illusion » de la facilité : les enfants des milieux défavorisés. Pour tromper l'ennui d'une scolarité démesurée, ils n'ont d'autre ressource que d'aller, d'un cœur léger, jouer dans la rue ou d'allumer la télé, pour la tranquillité de toute la famille. Dans les milieux dits favorisés, les parents ne sont pas dupes. Même si leurs enfants n'ont rien à faire, les parents essaient de les occuper intelligemment, en prenant sur leurs loisirs : ils leur conseillent et les obligent à lire des livres, leur donnent des exercices à faire...

J.-L. BRANCHEREAU
professeur agrégé, Nice.

Il est mi-nuit

Le très prestigieux mensuel de la National Geographic Society dans son éditorial de janvier 1984, affirme que toutes les maladies graves peuvent être guéries, que la famine est éliminée de notre planète, bref que notre monde - produit de nos imaginations et surtout de l'homme fabriqué - est meilleur que jamais. Même diagnostic ailleurs, par exemple Geo (Hambourg), Weltwoche (Zurich) ou ABC (Médrid).

Des déboites et quelques profiteurs de l'heure se délectent à propos de la course Paris-Dakar - une monstruosité idiote. C'est du néo-colonialisme pur et simple et sa vulgarisation est une offense à l'intégrité morale. Certes elle ne renforce pas la désertification, mais le désespoir. L'exportation du tack depuis le Sénégal vers la France s'inscrit dans la même esprit « après nous le déluge » : 1, 2, peut-être 5 ou 10 hectares de jungle vierge détruite pour un seul tronc de tack... mais que ce bois nous soit vendu moins cher que celui de l'Extrême-Orient ! La luxure pour la France, pour l'Afrique la souffrance.

Progrès médical aussi : ceux qui ont les moyens de s'offrir un « face-lifting » ou une transplantation organique. Là où les Européens s'infiltrent dans les pays tropicaux, le paludisme est survenu, et beaucoup de troubles vénériens, et c'est la misère spirituelle qui y règne depuis. Grâce à la chimie l'habitat de l'homme est presque stérile et le reste de notre terre le deviendra au fur et à mesure qu'on déboise les dernières forêts, et les gaz d'échappement des déesses roulent.

Les anciens Grecs se sont inspirés auprès des peuples asiatiques des toponymes. Ainsi ils ont baptisé notre continent « Europe », de l'hébreu « erav », soit : c'est donc l'« Abendland » en allemand, le pays du soir. On assiste plutôt à la mi-nuit tant nous sommes dépourvus de lumière ! Le conformisme unidimensionnel et matérialiste nous rapproche du dogme que tout le monde est égal mais quelques-uns sont plus égaux encore !

ROGER BEAUD
(Bernes.)

« J'arrive ! »

Je tiens à vous soumettre un problème pratique concernant la RATP. La RER est un métro très profond, tunnels et stations. Celui qui entreprend ce voyage doit prévoir qu'il lui faudra plus de temps pour atteindre le quai et la rame que le train n'en mettra ensuite à franchir la distance entre deux stations.

Longues minutes : couloirs, ascenseurs, escaliers, portillons. Il ne faut rien oublier dehors. En particulier à la station Aubert. Dans la grande salle voûtée du bas, des boutiques proposent bien divers articles : des bonbons, des journaux, des livres, des lunettes pour les lire, des appareils photo, et du café pour la route... Deux choses essentielles manquent toutefois au confort du voyageur.

L'unique dame-pipi n'est présente dans cet immense ensemble qu'aux heures ouvrables. Et les incertitudes nocturnes se signalent le matin par leur insupportable

odeur près des escaliers mécaniques, dont le robuste métal risque d'être attaqué !

Mais il y a plus grave. Depuis des mois, voire des années, la dizaine de cabines téléphoniques très chic, aux arêtes et couleurs du ticket-choc, placées sous les escaliers, aux deux extrémités de la grande salle, sont désespérément vides : pas de téléphone ! Les claustrophobes et les distraits sont privés de tout contact avec le monde réel. Pas de téléphone, cet indispensable raccourci, ce coupe-file du monde moderne. Quand on est au fond, il est trop tard pour remonter chercher ailleurs une « ligne ouverte ».

Aucun moyen, ni dans la gare ni sur le quai (comme cela existe à la station « Gare de Lyon ») de dire : « j'arrive ».

ANNE BATAILLE
L'Évangile-Ville.



Boîte postale anglaise.

Crocs rouges

Il y a quelques jours, à La Morlaye, dans l'Oise, des chiens par deux fois ont gravement mordu les enfants de la maison voisine. Je me demande pourquoi, au nom d'une certaine éthique - que je ne me propose pas de discuter ici - une partie de l'opinion et des magistrats contestent si fort ceux qui se défendent avec des armes ou tout autre moyen technique, et si peu ceux qui se défendent avec des chiens.

Dependant quelles garanties peuvent avoir les chiens, sur le « bon » dressage des chiens ? Comment reconnaître un chien bien ou mal dressé avant qu'il

ne morde ? On n'ose même plus aller se promener en solitaire sur les sentiers de grande randonnée.

Il faut un permis pour conduire, pour chasser, pour détenir une arme ; pour avoir des chiens de garde, dont certains sont de véritables fauves, non. Le fond du problème a été abordé avec une objectivité remarquable par la maman des enfants : il est juridique. On n'a aucun moyen légal de se débarrasser des chiens agressifs.

ANNE-MARIE ROUSSEVILLE
Tours.

Poésie

Geneviève Metge

Elle se tait

Elle se tait - Ces traces sur le sol - En vain elle les lave à grande eau - Ce qui suit sur la pierre - Elle fixe le mur lisse

Quand cesse la pluie, elle marche le long du fleuve - L'homme parfois l'accompagne, règle son pas sur le sien. Lorsque le silence s'approfondit, elle le rompt. Peut-être aurait-elle dû être plus attentive

elle avait cru à un temps sans failles. Elle murmure peut-être, peut-être, avec de la patience. Elle presse son bras. oui, avec de la patience.

Il rentrent tard, la nuit tombée - La maison comme un répit - Demain, on avisera. Lui s'assoit et la suit des yeux. Il lui avait promis des jours immobiles et maintenant ces traces. Le désir la reprend de polir le sol - Elle se voit à genoux, les mains à même la pierre. Après pourront-ils s'étendre l'un près de l'autre.

Ses mains ne sont plus aussi lisses, la pierre a rongé ses ongles.

Que se taisent les tremblements de son corps.

Plus tard, l'hiver viendra - Interminables seront les nuits.

Les murs l'étouffent - Entrouvrir la fenêtre - Happer l'air de la nuit.

Lui demeure assis la tête entre les mains elle aussi est accablée attendre le jour qu'il sache qu'elle aussi a été

visage offert il pleure. que peut-elle pour lui, ce qui croit en elle ce qui s'insinue sous la pierre

Geneviève Metge, qui est née en 1938, vit à Lyon. Elle a collaboré aux revues Verso, le Temps parallèle, Fomalhaut, Poésie/Recontre. Elle a notamment publié : Terres - La soif (Imprimerie de Cheyne), Le soleil s'est tu (Le Pré de l'Age), D'eau et de pierre (Imprimerie de Cheyne).

Cette poésie a été lue par elle-même à la soirée de la poésie humaine et des bruissements de la terre.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les textes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Lettre de Sarajevo

La flamme après l'embrasement

AVANT l'ouverture officielle des Jeux olympiques d'hiver, le 8 février, Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine, révèle ses façades et ses souvenirs tendus que s'emplissent ses mosquées.

Un gros monsieur serré dans ses bandes et une dame à grand chapeau s'efforcent à l'arrière d'une automobile découverte. L'étudiant Prinzip, en assassinant le 28 juillet 1914 l'archiduc héritier d'Autriche François-Ferdinand et sa femme, a tiré, comme on l'a écrit, le premier coup de feu de la Grande Guerre et inscrit du même coup Sarajevo dans les manuels d'histoire.

Au coin d'une rue qui débouche sur le quai de la Mijacka, les empreintes de deux sornelles, crues dans le ciment sous une plaque commémorative, indiquent l'endroit d'où fit feu le révolutionnaire bosnien. En face, au coin du parapet du pont Latin - rebaptisé pont Prinzip - sur la rivière Mijacka, un socle vide : le statue de la victime a depuis longtemps été envoyée à la fonte. Tel est le point zéro d'un massacre où périrent plus de huit millions d'hommes et une certaine Europe.

Les vétérans aux moustaches blanches qui commémoreraient le 28 juin sont morts, et le dernier des conspirateurs est un très vieux professeur obstinément silencieux. A Sarajevo, l'oubli vient, et on n'y apprécie plus guère cette image de marque sanglante. La petite ville bosnienne, turque jusqu'en 1878, endormie l'été sous la poussière et l'hiver sous la neige et la boue, fait place à une cité de plus de quatre cent cinquante mille habitants, avec ses faubourgs industriels - textile et métallurgie - ses bars et ses tours de HLM de style soviétique, son université, sa télévision et son Holiday Inn, tout neuf, couleur jaune d'œuf.

Mais, passé les banlieues et les faubourgs ouvriers, passé les monuments laissés par quarante ans d'occupation austro-hongroise, le théâtre, l'ancien club des officiers, la place de la cathédrale catholique où sonnent les cloches, les maisons ocre, vertes ou violettes, avec leurs fenêtres de crime Chantilly, sans transition, c'est l'Orient.

Au bout d'une voie piétonne aux immeubles et aux magasins couverts, les minarets pointent vers le ciel. Les muezzins appellent à la prière de midi. Les piétons se pressent dans les ruelles pavées bordées d'échoppes souvent refaites à neuf. Deux bazars aux voûtes arrondies, bordés de cuivres et de tapis, un caravansérail qui abrite plusieurs restaurants - il s'en est ouvert partout à la veille des Jeux - des fontaines finement sculptées ; et l'odeur des brasseries...

Folklore à l'usage des touristes ? 72 % des habitants de Sarajevo sont et se disent musulmans, une des seize nationalités qui peuplent les six républiques et les deux provinces autonomes de la Yougoslavie. Dans la grande mosquée de Gazi Husrev-Bey, fléchée de sa tour d'horloge, le guide montre des tapis venus des pays d'Islam, Iran

compris. Celui des Fatéas, précieuses. Les muezzins ne vocalisent pas dans le désert. A leur appel, les hommes se précipitent : des adultes et une foule de jeunes, en blouse de nylon rembourrée et en jeans. L'institut islamique, sa faculté et son école, qui ont dû quitter la mosquée trop petites reçoivent plus de trois cents étudiants. « Bien plus qu'il y a vingt ans », dit fièrement le guide. Et tous les ans un peu plus. On est obligé de refaire du monde. Au théâtre, récemment, une dizaine de jeunes filles étouffaient le tabac. Dans la rue, pas encore. L'université, mais cela ne date pas d'hier, est un centre d'études réputé sur l'Orient et l'Islam.

La Bosnie-Herzégovine, à 200 cents kilomètres de la côte italienne, est une poche musulmane. Les Bogomiles, cousins des cathares abîmés, torturés et massacrés par les chrétiens, ont basculé en grand nombre, lors de l'arrivée des conquérants ottomans, dans l'Islam. L'intégrisme d'aujourd'hui rejoint ainsi, peut-être, celui de ses lointains ancêtres. Un problème politique ? Pas pour le moment. Un soul. Si beaucoup en effet retrouvent le chemin oublié des mosquées, la république et sa capitale sont, pour le pire et le meilleur, fiévreusement yougoslaves. Les Bosniens, comme leurs compatriotes, supportent avec calme la crise qui sévit ici comme partout, écrite les tours inachevées et pleines lourdement sur l'emploi. Ils ont subi sans réclamation les récentes restrictions d'électricité - aujourd'hui terminées - qui les ont fait vivre dans la pénombre de la journée dans le froid et l'obscurité. Un million deux cent mille citoyens de Bosnie-Herzégovine ont accepté une retenue sur leur salaire pour contribuer au financement des Jeux olympiques d'hiver.

Car, pour Sarajevo et sa région, comme pour la Yougoslavie tout entière, les Jeux sont certes une aventure financièrement fort lourde, mais surtout une place parmi les pays du premier rang. On a construit des stations, percé des voies. La ville a été nettoyée, grattée, repeinte. Le cadre est prêt pour la grande fête de la neige. Déjà on s'y affronte : les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon tendent à exploiter au mieux l'événement. Une marque d'automobile japonaise l'a emporté, grâce à des prix que l'on dit très bas, sur Mercedes dans le marché des voitures de service olympiques. Les Américains, les Anglais, ont leurs centres où sont prévues une série de manifestations. Tout le monde veut vendre sa culture et ses produits.

Sauf, apparemment, la France. Pour des raisons que l'austérité budgétaire n'explique pas totalement - même si le simple label des Jeux est fort onéreux - nos athlètes devront seuls faire des bras et des jambes pour soutenir notre prestige. Domage. Même si l'anglais y est, pour la durée des épreuves, la seule langue commune, on parle encore français à Sarajevo. Pour combien de temps ?

JEAN-PLANCHAIS.



Un moment de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver.

La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Sarajevo a été marquée par une atmosphère de paix et d'unité. Les athlètes de toutes les nations ont participé à des performances artistiques et sportives. Le maire de Sarajevo a prononcé un discours d'ouverture, soulignant l'importance de ces Jeux pour la ville et la région. Les festivités se poursuivront jusqu'au 18 février.

صكزامت الاصل

"Good morning America!"

Personne n'est parfait, mais nous pouvons faire mieux chaque jour. Le sourire américain.



« Plus vous prenez de risques, plus l'échec sera possible. Mais vous ne serez pas un raté. Il y a une différence entre échouer et rater. »



« Moi, je suis optimiste du fait de mon enfance. Je dois agir comme si j'étais optimiste, mais, au fond, je crois qu'on est foutus. »

QUAND les Américains viennent en France, ils se disent une fois sur deux que les Français ne les aiment pas. Parce qu'ils ne voient pas sur les visages le sourire américain. Ils le cherchent mais ne le trouvent pas. Pour eux, le sourire, c'est le signe du bonheur. Et, évidemment, il faut que tout le monde soit heureux.

« America is back », l'Amérique est de retour. Le président Reagan vient de donner, le 25 janvier, dans son discours sur l'état de l'Union, une nouvelle marque de confiance du pays dans son destin.

« Il y a aujourd'hui, dit Lawrence Wylie, professeur à Harvard, un conflit entre notre optimisme naturel et un pessimisme nourri par l'environnement, par la faim dans le monde, par l'impossibilité de résoudre un certain nombre de problèmes. Moi, je suis optimiste du fait de mon enfance et de mes parents. Je dois agir comme si j'étais optimiste, mais, au fond, je crois qu'on est foutus. »

L'Amérique est inconcevable sans son happy end. Il n'est donc pas paradoxal de trouver tout à coup des « oasis » de discours « positivistes » : à Las Vegas, où tout coule comme le Mississippi des show-boats d'antan, et à Washington, où tout se rassure, car, dans la tranquillité de cette ville-forum, une énorme machine d'Etat produit constamment des slogans, des informations, des titres à la une, des rires, des conférences de presse, des cocktails, du beau monde cool et relax, et cette assurance particulière que provoque le pouvoir de n'importe quelle ville ou centre de pouvoir.

Le discours « souriant », optimiste, insouciant, met l'accent sur les valeurs du peuple américain et le caractère interchangeable, perpétuel, de celles-ci. Rien ne disparaît plus vite qu'un « moment malheureux », un moment difficile pour la collectivité. Le bonheur en Amérique ne peut être que collectif. Ou autrement dit, collectivement, on ne peut avoir que du happiness. Hommes politiques, stars du cinéma et VIP sont tous des vedettes consacrées à alimenter la mythologie d'une Amérique éternelle.

« Nous tous ici aux Etats-Unis », affirme David Hartman, producteur et animateur de l'émission nationale vedette de

la télévision « Good Morning America! », nous disons que nous avons l'enthousiasme, la capacité de changer les choses, de les améliorer. Nous ne sommes pas parfaits. Personne n'est parfait. Je ne suis pas parfait. Le pays n'est pas parfait. Mais nous croyons honnêtement que ce n'est pas seulement une grande expérience dans l'histoire de l'humanité que nous vivons, mais que nous pouvons faire mieux chaque jour.

Mes parents disaient : « Nous voulons que toi, David, tu voies le monde depuis nos épaules. » Ils voulaient que je puisse profiter de leur savoir, de leur expérience, de leur ardeur. Ils espéraient pour moi une vie beaucoup plus remplie.

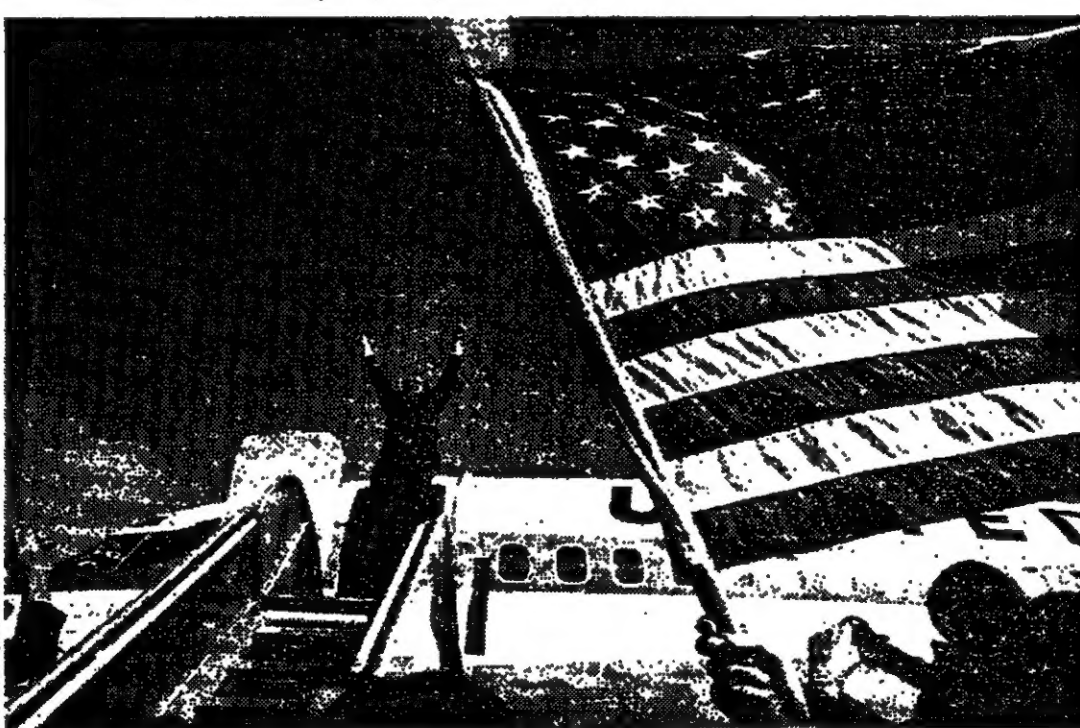
« Les gens avec lesquels nous parlons chaque matin entre 7 et 9 heures à « Good Morning America! », ce sont des gagnants : ils ont décidé de leurs objectifs, ils les ont poursuivis et ils ont réussi. Vous avez le contrôle de votre propre vie. Allez-y et faites quelque chose de plus. Je ne veux pas faire un sermon, mais la réalité, c'est cela. Je dis : allez-y pour gagner. Si vous avez un peu de chance, vous ramasserez de la confiance en vous en allant plus loin. Plus vous prendrez de risques et plus l'échec sera possible. Mais vous ne serez pas un raté. Il y a une différence entre échouer et rater. »

Pour l'Américain, aujourd'hui encore le fruit du hasard ou de l'intelligence est une conquête personnelle qui conduit au leadership et au bonheur inextinguible. L'absence du syndrome de classe permet à tout individu d'avoir accès à tous les échecs, d'ordre économique, à condition qu'il reste à la hauteur de son dernier accomplissement. « He is as good as his last picture. »

« J'ai perdu ma mère à neuf ans, dit M. Mort Binn, nouveau millionnaire new-yorkais qui a relancé l'économie de troc. Ma sœur est morte à l'âge d'un an et mon père a disparu quand j'avais quinze ans. A ce moment-là, j'ai réalisé que lorsque le propriétaire frappait à la porte pour réclamer le loyer, c'était désormais à moi qu'il s'adressait. Je ne pouvais pas aller chercher de l'argent chez quelqu'un d'autre. J'ai alors

pris la décision de monter un projet et de le réaliser. Je crois que tout le monde peut accomplir ses rêves à condition d'être bien décidé, de se fixer un but et de le poursuivre. Sans partir à la dérive, sans perdre sa route.

« C'est avec un troc que j'ai eu mes deux premiers chevaux. J'ai échangé des chambres du Beverly Wilshire Hotel de Los Angeles que j'avais reçues au cours d'un précédent échange. J'ai fait le marché avec un éleveur de chevaux. Il avait besoin des chambres pour loger des personnes qui



« Il peut arriver à un Américain d'être à terre. Mais il se relève toujours. »

visiterait sa ferme. J'ai aujourd'hui cent cinquante chevaux. Quant j'étais gosse, je me disais : dès que j'aurais quelques dollars, je les investirais dans les chevaux. J'aime les chevaux. Ils sont formidables. Pour l'entrée de mon ranch à Long-Island, j'ai commandé la sculpture en bronze d'un cheval. Un artiste l'a réalisée et cela m'a coûté cent mille dollars.

« Ma théorie est simple : les sociétés cherchent à fonctionner à 100 % de leur capacité. Si vous avez une usine avec des machines et des employés, vous vous efforcez d'utiliser le personnel, l'usine et ses équipements à plein rendement. Si vous ne le pouvez pas, vous devez être assez fûté pour trouver d'autres solutions pour faire des affaires. Par exemple, échanger votre produit contre un autre. Si vous ne pouvez pas le vendre contre de

l'argent liquide, contre des dollars, des marks ou des livres, alors échangez-le. De cette manière, vous réduisez la sortie d'argent : pour payer vos factures, vous n'utilisez pas de liquide mais des produits ou les services que vous produisez.

« Le troc remonte à la préhistoire, et il y a quelques siècles déjà, l'île de Manhattan a été échangée contre vingt-quatre dollars de bijoux donnés aux Indiens. »

M. Mort Binn a installé depuis peu en Europe des bu-

right), la simplification de la qualité humaine (le bon et le mauvais, le riche et le pauvre).

M. John H. Johnson, président du magazine Ebony (un million et demi d'exemplaires chaque mois) et homme d'affaires noir influent, tient le même discours que M. Mort Binn quand il dit : « Ma mère m'a beaucoup aidé. C'était une femme très peu éduquée mais qui avait une très grande détermination, une grande confiance dans le système américain. Elle savait que si l'on travaillait dur, si l'on avait une bonne éducation, si l'on

« Le concept original de Walt Disney en ouvrant en 1955 un endroit, Disneyland, où toutes les familles pouvaient venir revivre le passé et regarder un peu vers l'avenir, était de donner le sentiment aux gens qu'il existe des solutions aux problèmes posés dans le monde aujourd'hui. La seule chose universellement acceptée, c'est le divertissement. Quand vous mettez les gens ensemble, il est possible d'avoir une meilleure compréhension de l'un vis-à-vis de l'autre, et cela peut créer un meilleur monde pour le futur. Pendant l'année 1983, nous avons accueilli 55 millions de personnes à Disneyland et à Disneyworld, et notre première tentative d'implanter un Disneyland à l'étranger - à Tokyo - est un succès puisque, en une seule journée, il y a eu 94 300 visiteurs. »

« Il peut arriver à un Américain d'être à terre. Mais il se relève toujours », dit M. Robert J. Wussler, vice-président de Turner Broadcasting System Inc., qui a créé, notamment à Atlanta, une chaîne télévisée d'informations diffusant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. « Une année, vous êtes perdu, l'année suivante, vous êtes au sommet. »

M. Ted Turner, président de Turner Broadcasting System Inc., et M. Robert J. Wussler ont lancé en août dernier sur leur chaîne d'informations une émission intitulée : « Good News » Les bonnes nouvelles. « Les mauvaises nouvelles sont présentées dans chaque programme d'informations », dit M. Wussler. Dans chaque émission de trente ou soixante minutes, vous ne voyez que les mauvaises nouvelles. Nous pensons que chaque jour, pendant trente minutes, il est possible d'éviter les mauvaises nouvelles. De ne parler que des bonnes. « Les bonnes nouvelles », c'est une émission de trente minutes chaque jour, cinq fois par semaine, où on ne présente que les bonnes nouvelles : les impôts qui baissent, les cours qui montent à la Bourse, une nouvelle invention qui peut changer en bien notre manière de vivre. Nous recherchons aussi un peu de comédie dans les actualités : l'ours qui vient d'avoir un bébé au zoo. Toute les bonnes choses qui nous entourent. »

CLAUDE FLÉOUTER.

Ernst Gombrich en lutte contre le romantisme flou

Cézanne allait étudier au Louvre. Les jeunes artistes, eux, veulent faire quelque chose qui ne ressemble à rien...

ERNST GOMBRICH est l'un des plus célèbres historiens de l'art d'aujourd'hui. Né à Vienne en 1897, il quitte l'Autriche en 1936 pour s'installer à Londres. Là, il devient membre de l'institut fondé par Aby Warburg (récentement exilé de Hambourg) pour explorer l'histoire des civilisations. Il dirigera cet institut de 1959 à 1976.

Il est impossible de citer tous les ouvrages d'Ernst Gombrich, ni même de délimiter précisément le champ de ses recherches et de sa curiosité : il a écrit aussi bien sur l'art antique, sur Léonard de Vinci et Raphaël que sur Kokoschka (dont il fut l'ami), Picasso ou Cartier-Bresson. Signalons simplement ses livres les plus récents : *The Sense of Order*, en 1979, sur la théorie de l'ornement et de la décoration, *The Image and the Eye*, en 1982, sur la psychologie de la perception, et, en avril prochain, *Tributes*, une série d'essais sur Freud, Hegel, Lessing...

Malheureusement, le lecteur français ne peut avoir de cette immense bibliographie qu'une connaissance fragmentaire. Gallimard avait publié, en 1971, *L'Art et l'illusion*. Flammarion a réédité l'année dernière sa magnifique *Histoire de l'art* et a rassemblé des études tirées de différents recueils sous le titre *l'Ecologie des images*. S'il faut saluer ces initiatives, on peut déplorer l'ignorance dans laquelle est tenue en France l'une des recherches les plus originales et les plus fécondes de ce temps.

« Vous avez fait vos études d'histoire de l'art à Vienne. Mais, dès votre enfance, l'art a été présent dans votre vie. »

— Oui, je suis né dans une famille où la présence de l'art était extrêmement forte. C'est la musique qui passionnait ma famille. La musique est l'art de Vienne. Ma mère était une pianiste et un professeur de piano très connu. Elle avait suivi les cours d'Anton Bruckner au Conservatoire et elle était une amie de Gustav Mahler. Ma sœur devint également musicienne et elle fréquentait les cercles de Berg et de Webern.

— Mais vous, c'est la peinture qui vous a le plus attiré ?

— Non. Il est vrai que j'ai principalement écrit sur la peinture, mais la musique a sur moi un effet plus immédiat.

— Quand on était étudiant à Vienne dans les années 20 et 30, on ne devait pas manquer de rencontrer l'influence de Freud ?

— J'ai travaillé avec Ernst Kris. Il était historien de l'art et psychanalyste. Il appartenait au cercle des jeunes amis de Freud. Nous avions entrepris la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire et la théorie de la caricature, et nous le faisions dans une optique assez imprégnée de psychanalyse. Je me souviens qu'un jour Musil est venu chez Kris. Nous avons parlé de Freud, envers qui il était assez critique. Il était gêné notamment par l'idée que les rêves des hommes de génie soient les mêmes que ceux des gens ordinaires.

— Vous-même, vous avez pris beaucoup de distance critique par rapport à la psychanalyse dans vos travaux historiques ?

— J'ai beaucoup lu Freud et, encore aujourd'hui, je le lis souvent. Mais, en tant qu'historien de l'art, j'ai une attitude très critique : je crois que toute théorie de l'art qui ne tient pas compte de la tradition fait fausse route. Que fait un artiste en tout premier lieu ? Il apprend son « métier ». Et vous ne pouvez pas parler d'un

artiste comme si tout venait de son inconscient.

Bien sûr, lui, comme nous tous, ne se dégagea jamais de son inconscient, mais les traits principaux de son œuvre viennent de la tradition. Si vous lisez le livre de Freud sur Léonard de Vinci, vous vous apercevez que Freud ne connaissait pas la tradition artistique de cette époque. On pourrait très facilement le montrer à propos de l'œuvre analysée par Freud, la *Vierge et sainte Anne*, de Léonard. Cette composition est fondée sur une tradition iconographique bien établie pendant la Renaissance.

— Vos écrits manifestent malgré tout un fort intérêt pour la psychologie. On pourrait les classer en deux catégories : les études d'histoire de l'art à proprement parler et les recherches dans le domaine de la psychologie de la perception.

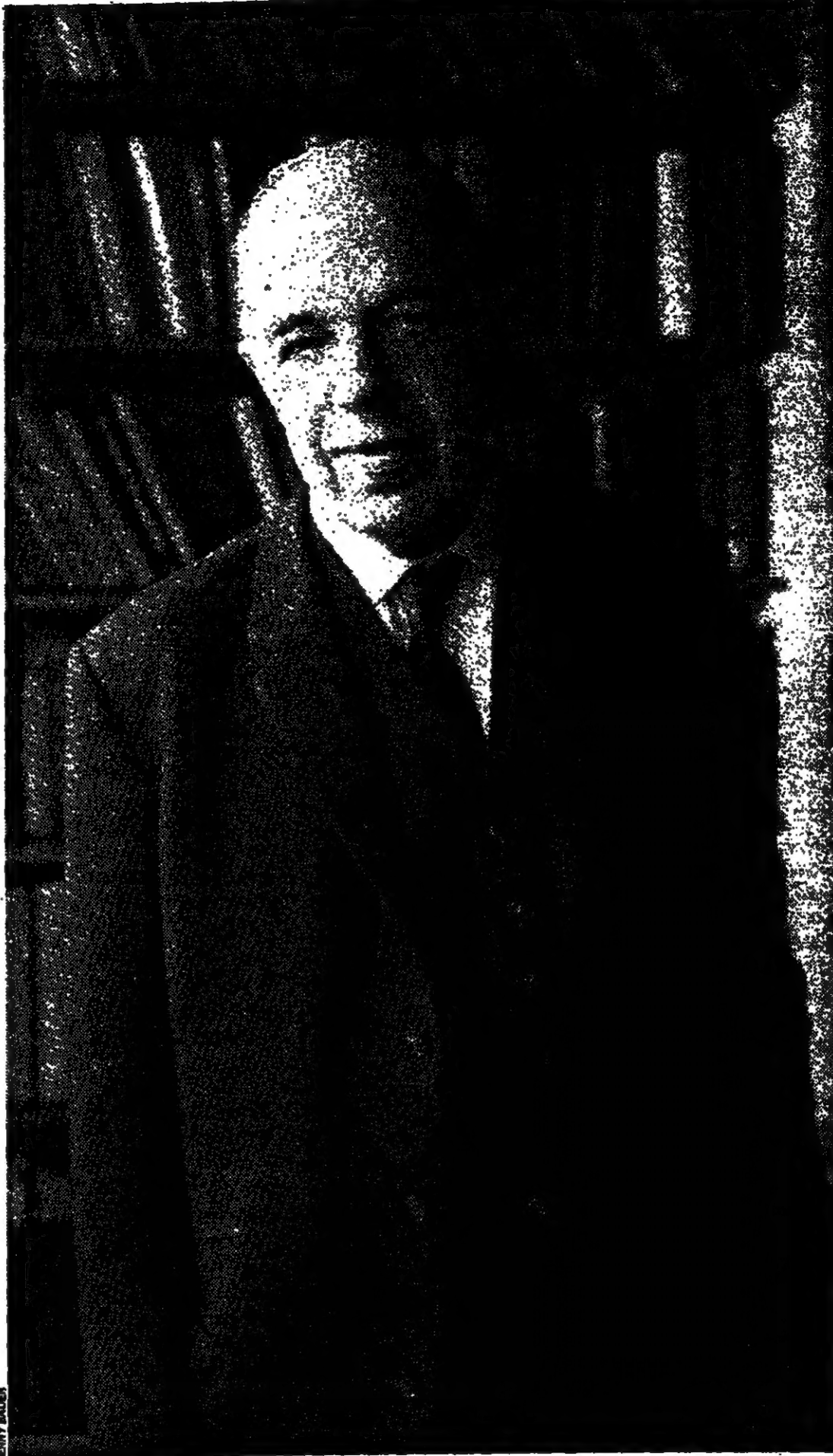
— Tout au long de mes recherches, deux centres d'intérêt ont principalement retenu mon attention. Puisque j'étais lié avec l'institut Warburg depuis 1936 (et plus tard comme directeur pendant seize années), j'ai suivi la ligne de recherches de ce centre éminent de l'histoire culturelle. Mes cours portaient par exemple sur l'humanisme florentin ou la philosophie de la Renaissance, et mes écrits traitaient de Botticelli, de Léonard, de Raphaël, etc.

Que se passe-t-il quand on peint un arbre ?

— Mon intérêt pour la psychologie date de mes études à Vienne, il y a plus de cinquante ans. Il y avait à Vienne, dans la tradition de l'histoire de l'art depuis 1900, un mouvement important d'intérêt pour la psychologie, et mon maître Julius von Schlosser, qui était un grand spécialiste d'histoire de l'art, s'était intéressé durant sa jeunesse à la psychologie. Etudiant l'art à Vienne à cette époque, j'avais donc la possibilité de me familiariser aussi avec la psychologie. Je suis même allé suivre pendant quelques mois à Berlin les cours de Wolfgang Koehler, l'un des pères de la psychologie de la forme.

— Mais les recherches que j'ai menées dans le domaine de la psychologie n'ont pas été orientées dans le sens d'une psychologie des individus, mais plutôt d'une analyse du style et de la perception. Que se passe-t-il quand quelqu'un veut peindre un arbre ? C'est difficile de peindre un arbre. La question qui se pose alors est la suivante : pourquoi est-ce difficile de peindre un arbre comme le faisaient Claude Lorrain ou Poussin dans la campagne romaine ? La psychologie de la perception est importante pour comprendre ce qu'est la représentation. C'est le thème de mon livre sur *L'Art et l'illusion*. J'ajouterais que je n'ai pas limité mon approche au problème de la psychologie de la représentation. J'ai abordé également la question de l'ornement et de la décoration. C'est le sujet de mon livre, *The Sense of Order*.

— Tels ont été les deux foyers de ma recherche. Et, dans la mesure où j'avais ces deux centres d'intérêt, j'ai sans doute passé beaucoup moins de temps que mes collègues à devenir ce qu'on appelle un « connaisseur ». Bien sûr, j'ai mon opinion sur les choses. Mais je ne suis pas, par exemple, un collectionneur averti. Ni un spécialiste de tel ou tel artiste, comme on attend généralement d'un historien de l'art qu'il soit spécialiste — expert — de Poussin ou de Le Nain. Je ne me suis pas engagé dans cette voie. Je me suis plus



« Je ne suis plus tourné vers l'explication historique des phénomènes. »

tourné vers l'explication historique des phénomènes.

— Une explication historique dans le sens de ce que vous appelez « l'Ecologie des images », selon le titre que vous avez donné à un recueil de vos études récemment paru en français.

— Ce titre est le résultat d'un embarras. Mon éditeur m'a pressé de trouver un nom pour ce recueil d'études diverses, et je me suis décidé pour celui-ci parce qu'il met l'accent sur l'interaction entre la tradition et les situations. Une plante peut exister d'une certaine manière dans une certaine « niche écologique » et se développer formidablement dans une autre. On peut faire l'analogie avec ce qui se passe dans l'histoire de l'art. Des situations favorables font émerger des phénomènes qui existaient déjà, mais sans éclat. C'est le cas de la floraison artistique de la Renaissance italienne.

— Vous avez parlé de « tradition » et de « situation ». Cette dernière notion est celle développée par Karl Popper.

— J'ai assisté en 1936 à la séance du séminaire de Von Hayek, où Popper a présenté pour la première fois les thèses

qui allaient devenir son livre, aujourd'hui célèbre : *Misère de l'historicisme*. A l'époque, il ne s'agissait que d'une conférence. Popper m'avait invité à venir l'écouter. Je l'avais connu à Vienne, mais nous étions devenus amis à Londres. Nous avions longuement discuté de ces thèmes, et nous faisions la même critique d'une certaine manière d'écrire et de comprendre l'histoire. Nous refusions le néo-hégélianisme. Je refusais l'explication en histoire de l'art par des notions comme « l'esprit du temps » ou ce que Jung appelait « l'inconscient collectif ».

— Bien avant d'avoir connu Popper, j'avais écrit ma thèse, à Vienne, sur Giulio Romano, un peintre-architecte de la Renaissance italienne, élève de Raphaël. A ce moment-là, on discutait beaucoup sur le maniérisme. Et on entendait souvent dire que le maniérisme avait été l'expression d'une profonde crise culturelle, en liaison avec la Contre-Réforme. Plus j'étudiais Giulio Romano, moins ce genre d'explication me semblait plausible. Déjà, je préférais une interprétation « écologique » à cette interprétation émotionnelle. C'est en effet un peu ce que Popper nommerait « logique de la

situation » : il y avait dans le nord de l'Italie un prince qui aimait les chevaux et les chiens et qui voulait attirer vers lui les meilleurs artistes pour se faire construire un palais et faire impression.

— Ce qu'un de vos articles nomme « la logique du jeu de la mode » ?

— Il me semble que l'important, c'est ce qu'on attendait d'un artiste de cour comme Giulio Romano. Ce que l'architecte devait accomplir pour faire plaisir au duc de Mantoue. C'est une question de « mode ». Il s'agit d'un jeu où chacun doit faire plus impression que l'autre. La compétition joue un rôle très important dans l'art. Et j'ai toujours senti le développement du style à cette époque beaucoup plus en termes sociaux et « écologiques ». Il s'est trouvé qu'à un moment donné s'assurent les services du Titien ou de Michel-Ange devenaient une affaire de prestige pour les princes italiens. Et alors il se produisait une sorte d'effet en retour. Plus le prestige joue, plus on se précipite sur les artistes pour obtenir leurs œuvres et plus les artistes se comportent comme des divas. Nous savons que parfois c'était moins le patron aristocratique qui insistait sur une

certaine prodigalité que l'artiste qui y tenait parce qu'il aspirait à la gloire. Les maîtres fameux ont acquis alors un pouvoir considérable. Mais cette position était exceptionnelle. On n'imagine pas qu'ils aient pu se comporter ainsi au douzième siècle. L'histoire doit analyser tous ces phénomènes ensemble.

— D'où votre insistance permanente sur la complexité des facteurs explicatifs ?

— Oui, il n'est pas possible pour l'historien de proposer une classification simple des motivations artistiques. Les motivations humaines sont très complexes, et l'historien doit connaître cette complexité et se rendre compte des limites de sa connaissance. Il n'y a jamais de cause unique à un phénomène ! C'est pourquoi j'ai écrit un jour qu'il n'y avait pas une histoire de l'art, mais des histoires des arts.

— Vos analyses insistent sur la tradition. Mais vous vous dites volontiers partisan du changement et de l'innovation.

— Je suis, bien sûr, pour la créativité et l'innovation lorsqu'elles sont authentiques. Si j'insiste sur la tradition, ce n'est pas que je l'aime particulièrement, mais parce qu'elle existe et que vous ne pouvez pas l'ignorer. Quand nous parlons en ce moment, nous employons une langue qui existe depuis des centaines et des centaines d'années, et dont chaque mot peut être référé à la tradition anglo-saxonne, latine, et même au sanscrit. Les éléments de l'architecture, de la décoration et de la peinture viennent également des siècles passés. Nous ne pouvons pas faire une histoire de l'art en ignorant les effets de la tradition.

Je suis émerveillé par les fraises de Chardin

— Je crois que nous avons besoin d'une théorie qui combine une compréhension de la créativité et du changement avec une compréhension des limites du changement. Mais, bien entendu, l'absence d'une telle théorie n'est pas grave pour le connaisseur ; elle est grave surtout pour l'enseignement de l'art. J'ai bien peur que la théorie de l'art en vogue actuellement (un romantisme assez confus) ne soit assez faible et que ses effets ne soient désastreux pour l'enseignement. Tout jeune artiste considère aujourd'hui qu'il doit absolument, pour s'exprimer, faire quelque chose qui ne ressemble à rien de ce qui a été fait auparavant. Mais il n'y a jamais eu d'artistes de cette sorte ! Cézanne allait étudier au Louvre. Tous les grands artistes avaient à cœur d'apprendre leur « métier » et de le perfectionner.

— Vous avez consacré votre vie à l'analyse rationnelle de l'art, mais vous dites souvent qu'elle ne doit pas faire oublier le plaisir.

— Je préfère assurément un discours rationnel à tous les discours mystifiants, et je crois qu'il vaut mieux se taire que de prononcer des phrases vides. Mais notre contribution ne doit pas empêcher le plaisir, le sentiment d'admiration, profond que procure l'œuvre d'art. Plus je vieillissais, plus je suis émerveillé par la délicatesse incroyable de Chardin, par exemple, quand il peint un motif simple comme des fraises dans une coupe. On ressent une expérience analogue devant tous les chefs-d'œuvre des grands maîtres : on se sent vraiment tout petit.

DONALD EMMON

Kiosque

Andropov via Stéphanie

LES célébrités sont des mythes de papier. Elles gouvernent notre imaginaire. Andropov ou Stéphanie de Monaco, même combat !

M. Andropov a soixante-neuf ans. Il est malade, c'est connu. Mais quel « mystère », dit V.S.D., autour de ce patient ! « Très malade. Très absent. Très puissant. » Il fascine d'autant plus qu'il est caché. « Il n'est pas présentable », décide l'hebdomadaire, qui affirme : « Il n'aurait au maximum que deux ans à vivre. » Cette maladie est un filon : les gouvernants saisis par des virus plus puissants que les puissants ! Un mythe moribond qui renvoie à un mort : « Il dirige le pays par téléphone ou par courrier (...) Staline aussi gouvernait à partir de sa datcha. » Ce malade est humain, quoique maître du Kremlin. V.S.D. le conçoit prudemment : « Il y a chez Andropov quelque chose de moderniste et, presque, d'occidental. » Mais c'est pour conclure perfidement sur « cette ourance dans l'impossibilité qui permet à un vieillard agonisant d'exercer sur son peuple un pouvoir absolu. » La maladie mortelle qu'on lui sup-

pose ajoute sa force à l'horreur du mal absolu que représente le régime qu'il dirige depuis son lit de souffrance.

Respirons avec Stéphanie de Monaco, que V.S.D. nous dit guérie des maux de la jeunesse. « Ses traits se sont affirmés, son maquillage est devenu plus subtil, sa taille plus fine, ses cheveux moins fous. » Elle a eu dix-neuf ans le 1^{er} février. Chez Dior, où elle est stagiaire, elle apprend le métier de « styliste ». « Elle change de look », elle devient « studieuse et rigoureuse ». Si tout se passe bien, on pourra nous tenir en haleine avec ses mésaventures jusqu'au milieu du vingt et unième siècle. C'est à propos de James Stewart, vieillard très vert de soixante-seize ans, que V.S.D. reprend le mot de Hitchcock : « Il est l'une des rares personnes à Hollywood avec laquelle vous puissiez avoir une conversation de plus d'un quart d'heure. » Preuve que les célébrités gagnent parfois à être connues.

Nos vedettes à nous ne se portent pas si mal. Montand l'indestructible fait encore la « une » des *Nouvelles* qui s'interrogent : « Est-il devenu un

maître penseur des années 80 ou le simple interprète d'une vieille rengaine ? » Du « Marchais, je lui dis merde » de 1982, aux apparitions télévisées de ces dernières semaines, il y a une constante, selon André Bercoff, c'est le mani-chéisme : « Il y a un problème : les communistes. Une stratégie : le combat. Une tactique : l'occupation médiatique (...) Il ne sort pas de l'affrontement Est-Ouest. » Un homme-mythe au service d'un mythe planétaire ?

Tréteaux

La statue de Gérard Depardieu est en voie d'achèvement : la même semaine un « document » du *Nouvel Observateur* lui est consacré ainsi que six pages (plus la couverture) du magazine américain *Time*. C'est une consécration pour l'ancien loubard de Châteaurox, routard à quatorze ans, gloire des tréteaux et des écrans qui peut benoîtement déclarer : « Quand j'ai lu Tar-tuffe pour la première fois, il y a quatre ans... » Pas d'études, pas de culture et un succès mondial ! Le chic involontaire de cet ancien illettré lorsqu'il glisse à l'Obs : « Musset,

Duras, Handke m'ont appris à parler... » Et une leçon de philosophie dans cette réponse : « L'argent ce n'est pas mon problème : je n'en ai jamais manqué même quand je n'en avais pas. » Et la nouvelle carrière de Montand, qu'en dites-vous, Gérard ? « C'est son truc, ça sonne juste, c'est passionnant et sincère. » Alors, pour vous Depardieu, la politique ? « La merde du monde m'effraie et me rend muet. »

Une sacrée actrice aussi « M^{me} Soleil ». Quand le journal *la Vie*, « hebdomadaire chrétien d'actualité », lui consacre quatre pages, elle sait trouver le ton juste, citer saint Thomas d'Aquin et l'Evangile au moment opportun. Germaine Soleil — son mari se prénomme Gaston — a soixante-dix ans. Elle aime la vie et elle « aime les gens ». « Un être humain, c'est un paysage. J'ai appris à les regarder. Pas à les juger. »

Cumulant les avantages de la foi et ceux de l'astrologie, Mme Soleil nous prévient charitablement : « L'Evangile, croyez-moi, nous allons en avoir besoin. » Car nous allons bientôt passer « de l'ère du

Poisson et de la Vierge, signes d'eau et de terre, à l'ère du Verseau et du Lion, signes d'air, de feu et d'énergie ». Au fond, elle sait, par les étoiles, que les choses vont se gâter mais elle croit, grâce au ciel, que tout peut s'arranger.

Jacques Mesrine aurait dû consulter Mme Soleil. Il aurait compris où le menait sa carrière. Le bandit fascinant, quatre ans et demi après sa mort, est devenu un être de légende. Des films et des livres lui sont consacrés. Aux *Nouvelles*, Hervé Palud, réalisateur, déclare : « Dans sa partie c'était une star », et André Genoves : « Avec le recul, je l'aime. » Gilles Millet, de *Libération*, qui l'a souvent rencontré, le décrit : « Parka. Pipe. Barbe. Il ressemblait assez à un éducateur ou à un syndicaliste de la CFDT. » Il aurait dû choisir le syndicalisme. Mais Mesrine était un héros moderne, sa mort sous les balles des policiers, en 1979, ayant transformé sa vie en destin. « Vivant, disent les *Nouvelles*, Jacques Mesrine gérait lui-même sa légende (...) après sa mort, les cinéastes prennent le relais. Pour nous tricoter un

mythe ou pour mieux appréhender le réel ? »

Que vaut-il mieux après tout, un mythe bien tricoté et qui fasse rêver, ou une désacralisation qui perturbe nos images ? Il y a un personnage très célèbre, dont la réputation vient d'en prendre un fleuve coup. Les fleurs de la calomnie auraient-elles poussé dans sa barbe ?

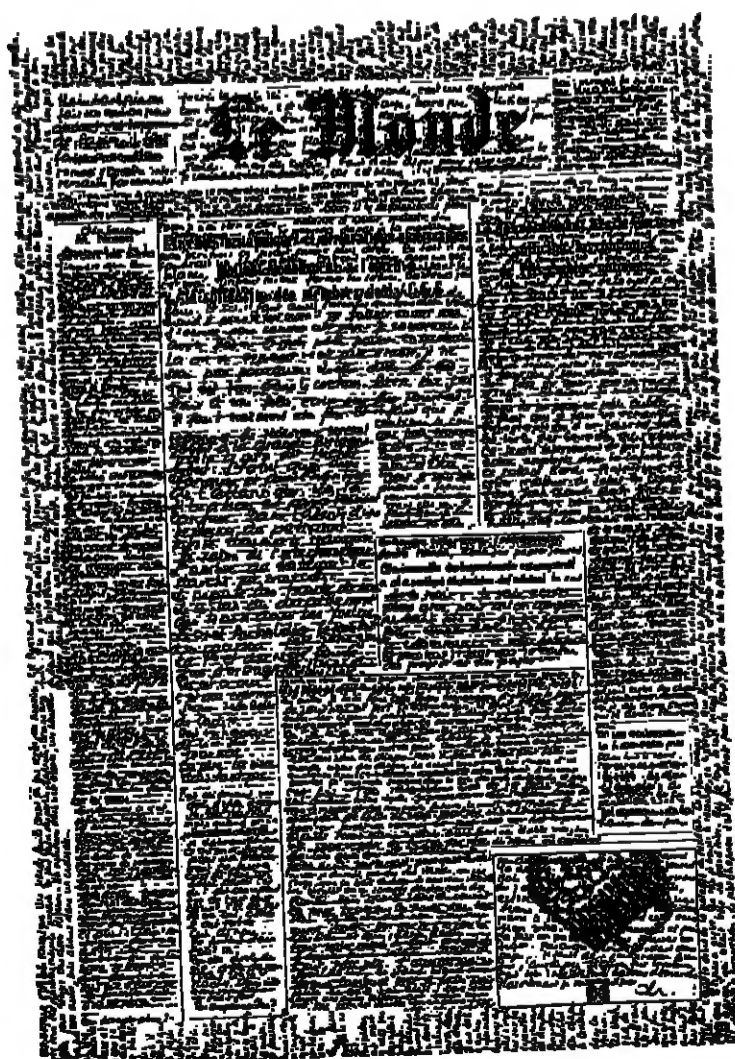
Fausse barbe

Non, un homme sérieux l'affirme ce mois-ci dans *l'Histoire* : Charlemagne a eu une vie conjugale si troublée que même le monde de son temps le réprouvait. « Il a eu, écrit Michel Rouché, successivement quatre épouses officielles de premier rang et au moins six concubines parallèlement, soit, pour dix unions (il y en eut d'autres), dix-neuf enfants. » Pis : « Il accapara ses filles avec des caresses que d'aucuns, semble-t-il, jugèrent trop appuyées. » Polygamie certaine, inceste probable, est-ce tout ? Non. Voici le coup de grâce de l'historien : « L'empereur à la barbe fleurie ne portait en réalité qu'une courte moustache. » Imposteur !

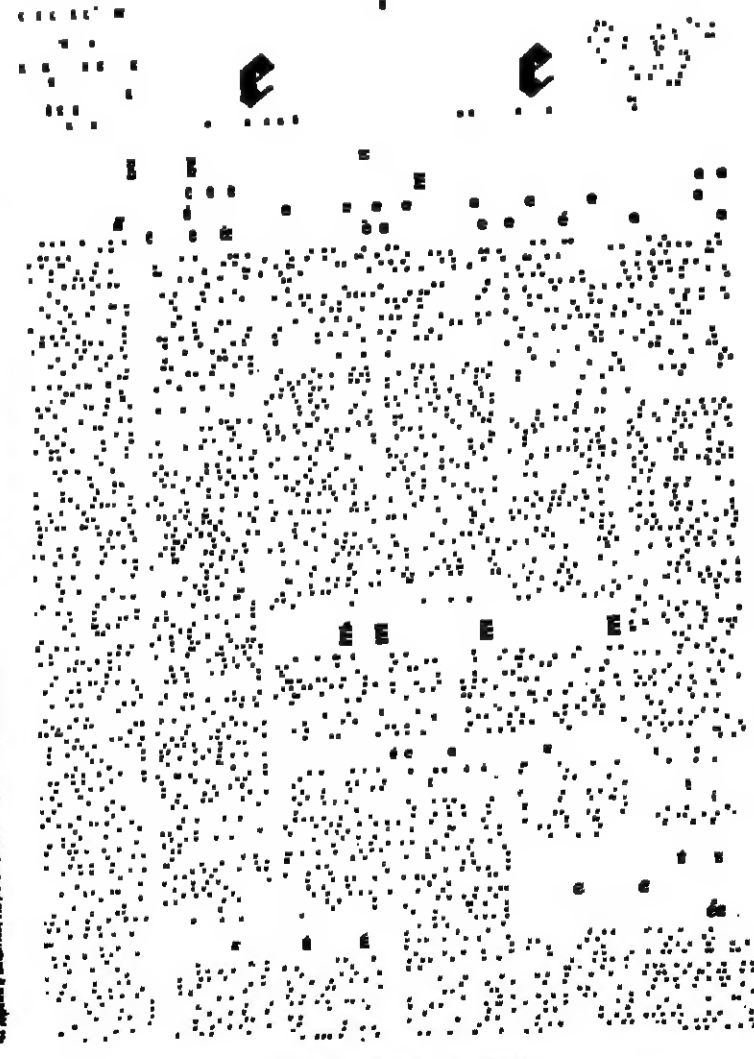
BRUNO FRAPPAT.

L'invité

Deuxième lecture



Texte manuscrit sur la page 1.



E. Page 1 (sérigraphie).



Exemplaire chiffonné, déchiffonné.

Irène Schwartz, dont nous publions ici trois des « épreuves » qu'elle a fait subir au *Monde*, explique ainsi son travail : « Le *Monde*, c'était la bible de mon entourage ; je ne lisais que lui. Moi qui suis d'un naturel enjoué, expansif, j'ai été intriguée par son apparence neutre. Cette discrétion m'a provoquée. Le *Monde* est beau parce qu'il est gris, mystérieux. »

Artiste, elle juge l'esthétique du quotidien au travers de son enveloppe, de sa façade, « l'emballage », à son sens, le plus discret, le moins luxueux qui soit. Mais « Le *Monde* est aussi un objet tout court. Il a une odeur,

une épaisseur ; sensations et bruits. On a envie d'y entrer, envie de comprendre ce qui se passe entre les lignes. »

Etait-ce une raison pour le tourmenter de la sorte ? L'artiste s'attaque à la première page du journal, dévore irrespectueusement les symboles. Crime de lèse-information ? Non, collage amoureux : « J'ai eu envie de prendre ce pain chaud et d'en faire une pièce unique. Chiffonné, déchiffonné, surchargé, transformé, il restera pourtant immédiatement reconnaissable à ses familiers. »

Tordre le cou au temps qui passe, ou à celui qui l'exalte, n'est peut-être pas chose si aisée...